

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ALCOOLISME

DEVANT LA LOI PÉNALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 23 janvier 1900, à 2 heures 1/2

PAR

Emmanuel FOCHIER

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

Président : M. LE POITTEVIN, *professeur.*
Suffragants { MM. ALGLAVE, *professeur.*
 { THALLER, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL G^{al} DES LOIS ET DES ARRÊTS

FONDÉ PAR J.-B. SIREY, ET DU JOURNAL DU PALAIS

ANCIENNE M^{on} L. LAROSE & FORCEL

22, RUE SOUFFLOT, 22

L. LAROSE, DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1900

1917

RECEIVED
JAN 11 1917
U.S. DEPT. OF AGRICULTURE
BUREAU OF PLANT INDUSTRY
WASHINGTON, D.C.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ALCOOLISME

DEVANT LA LOI PÉNALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 23 janvier 1900, à 2 heures 1/2

PAR

Emmanuel FOCHIER

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

Président : M. LE POITTEVIN, *professeur.*
Suffragants { MM. ALGLAVE, *professeur.*
 THALLER, *professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL G^{al} DES LOIS ET DES ARRÊTS

FONDÉ PAR J.-B. SIREY, ET DU JOURNAL DU PALAIS

ANCIENNE M^{on} L. LAROSE & FORCEL

22, RUE SOUFFLOT, 22

L. LAROSE, DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1900

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

1. Questions générales de l'alcoolisme.

- ALGLAVE. — Le monopole facultatif de l'alcool (1886).
— *Journal Le Temps* (juin-juillet 1895).
- ANTHEAUME. — La toxicité des alcools (1897).
- BAER. — L'alcoolisme et les moyens de le combattre (1878).
- BERGERON. — Rapport sur l'alcoolisme et Avis de l'Académie de médecine, 3 oct. 1871.
- BOULANGER. — La réforme des boissons (*Revue politique et parlementaire*, 1897).
- BOURCART (G.). — Le péril de l'alcoolisme et les remèdes (*Revue politique et parlementaire*, 1896).
- BRUNON. — L'alcoolisme en Normandie (1896).
— Rôle de l'alcoolisme dans l'industrie de la région normande (Congrès de Paris, 1899).
- CAZAJEUX. — L'alcoolisation des femmes et des enfants en Normandie (*Réforme sociale*, 1896).
- COSTE (A.). — Alcoolisme ou épargne.
- CRISTOFINI. — Pourquoi et comment on doit combattre l'alcoolisme (1890).
- DARIN. — Les rapports de l'alcoolisme et de la folie (1896).
- DENIS (J.). — Manuel de la tempérance.
- CILLEULS (DES). — La réforme de l'impôt des boissons (*Ref. soc.*, 1897).
- DESBATS (G.). — La réforme de l'impôt des boissons (*Revue politique et parlementaire*, 1897).
- VAUCLEROY (DE). — Des altérations et des falsifications des boissons spiritueuses et de leurs dangers (1888).
- DUJARDIN-BEAUMETZ et AUDIGÉ. — L'alcoolisme chronique.
— Recherches sur la puissance toxique des alcools (1879).
- DUPUY (Ch.). — L'alcool et l'alcoolisme (*Revue politique et parlementaire*, 1896).
- FLEURY-RAVARIN. — La réforme des boissons devant le Sénat (*Revue politique et parlementaire*, 1896).
- FOREL (A.). — La boisson dans nos mœurs (1893).
- FRANK (L.). — La femme contre l'alcool (1896).
- GALTIER-BOISSIÈRE. — L'enseignement de l'antialcoolisme (1897).
- GARNIER (P.). — La folie à Paris (1890).

- HANUS (J.). — Conférences sur l'alcoolisme (1897).
- JACQUET. — L'alcoolisme (1897).
- JOFFROY. — L'alcoolisme chronique (1897).
- JOFFROY et SERVEAUX. — Mensuration de la toxicité des alcools (*Archives de médecine expérimentale*, 1895-1896-1897).
- LABORDE. — La réforme de l'impôt des boissons devant le Sénat (1896).
 — La lutte contre l'alcoolisme (1896).
 — La toxicité des alcools et des bouquets artificiels (Académie de médecine, 1888).
- LABORDE et LEGRAIN. — L'alcoolisme en France (Conférences).
- LANCEREAUX. — Etude sur les altérations produites par l'abus des boissons alcooliques (1865).
 — De l'alcoolisme et de ses conséquences au point de vue de l'état physique, intellectuel et moral des populations (1878).
- LEGRAIN. — L'alcoolisme (1895).
 — Hérité et alcoolisme (1889).
 — Dégénérescence sociale et alcoolisme (1895).
- LENTZ. — L'alcoolisme et ses diverses manifestations (1884).
- LEROUY-BEAULIEU (P.). — Le monopole de l'alcool (*Economiste français*, 1894-1895-1896-1897).
- LUNIER. — De l'origine et de la propagation des Sociétés de tempérance.
 — Du rôle que jouent les boissons alcooliques dans l'augmentation du nombre des cas de folie et de suicide (1872).
 — De la production et de la consommation des boissons alcooliques en France, et de leur influence sur la santé physique et intellectuelle des populations (1877).
- MABILLEAU. — L'alcoolisme en Normandie (*Réf. soc.*, 1897).
- MAGNAN. — L'alcoolisme (1874).
- MARAMBAT. — L'alcoolisme et la criminalité (1888).
- MAZEMAN. — Les homicides chez les absinthiques.
- MOTET. — Considérations médico-légales sur les délits et les crimes commis sous l'influence de l'alcoolisme.
- MOTET et VÉTAULT. — La responsabilité des alcooliques (Congrès de médecine mentale. Paris, 1889).
- LOUIS (Paul). — Le monopole et l'impôt progressif (*Revue socialiste*, 1896).
- RICHTER (Ch.). — Les poisons de l'intelligence (1877).
- ROCHARD. — Traité d'hygiène sociale.
- RODIET. — L'alcoolisme chez l'enfant (1897).
- ROSTAND. — La défense contre l'alcoolisme par l'action locale (*Réf. soc.*, 1896).
 — L'étatisme en fait d'alcool (*Réf. soc.*, 1896-97).
- SÉRIEUX et MATHIEU. — L'alcool (1895).
- STOURM. — L'impôt sur l'alcool (1886).
- VAN COILLIE. — La mortalité par l'alcoolisme.
- VANLAËR (M.). — L'alcoolisme et ses remèdes (1897).

II. Répression de l'alcoolisme et asiles de buveurs.

- BARGY. — De l'alcoolisme au point de vue de la prophylaxie et du traitement (1897).
 CROTHERS (T.-D.). — Les asiles de buveurs et leur œuvre (Congrès de Paris, 1899).
 FOREL (A.). — La cure des buveurs (1895).
 — La question des asiles pour alcoolisés incurables (Congrès de Paris, 1899).
 FOVILLE (A.). — Les asiles spéciaux pour ivrognes (1872).
 JOFFROY. — L'alcool et l'alcoolisme (Leçons à Sainte-Anne, 1895).
 LADAME. — L'assistance et la législation relatives aux alcooliques (Congrès des médecins aliénistes, Clermont-Ferrant, 1894).
 LEGRAIN. — Les asiles d'ivrognes (1895).
 — Du respect de la liberté individuelle dans ses rapports avec la rétention des buveurs d'habitude dans les asiles spéciaux (1896).
 MAGNAN. — Les asiles spéciaux d'alcooliques (1895).
 — Rapport sur les asiles d'alcooliques (Congrès pénitentiaire de Paris, 1895).
 MAGNAN et SÉRIEUX. — Le traitement des buveurs d'habitude (1895).
 MARANDON DE MONTYEL. — L'asile projeté pour les alcooliques de la Seine (1894).
 — La cure des buveurs (1895).
 — Le régime intérieur des asiles de buveurs (1895).
 — Le traitement de l'alcoolisme et la liberté individuelle (1896).
 — La thérapeutique de l'alcoolisme par l'internement prolongé des buveurs (1897).
 MUTEAU. — L'ivrognerie (1872).
 — Examen juridique du projet de création d'asiles spéciaux (1895).
 RAU. — L'initiative privée et la loi en face de l'alcoolisme (1895).
 ROUBY. — Les hôpitaux d'alcoolisés (1895).
 SÉRIEUX (P.). — Le traitement des buveurs (1895).
 — L'assistance des alcooliques en Suisse, en Allemagne et en Autriche. Création d'un asile spécial d'alcooliques pour le département de la Seine (1894).
 VIDAL (G.). — L'alcoolisme et la loi pénale (Société générale des prisons. *Rev. pénit.*, 1897).

III. Alcoolisme à l'étranger.

- ANETHAN (D'). — La régie des alcools en Suisse et l'alcoolisme (*Réf. soc.*, 1894).
 BERNER (H.). — Le régime de l'alcool en Norvège (*Rev. polit. et parl.*, 1896).
 BERRYER (P.). — Le monopole de l'alcool (Belgique, 1898).
 BUREAU FÉDÉRAL SUISSE DE STATISTIQUE. — La question de l'alcoolisme (1884).
 CAUDERLIER (E.). — Les boissons alcooliques en Belgique et leurs effets sociaux (1883).
 — L'alcoolisme en Belgique (1893).
 DENIS (J.). — La propagation de la tempérance par l'école dans les différents pays (Congrès de Bruxelles, 1897).
 DROZ (N.). — Le monopole de l'alcool en Suisse (*Rev. polit. et parl.*, 1895 et 1896).
 FOREL (A.). — Les Bons Templiers.

- FOVILLE (A.). — Moyens pratiques de combattre l'alcoolisme en France, Angleterre, Amérique, Suède et Norvège (1872).
- LORAND (G.). — Le régime de l'alcool en Belgique (*Rev. polit. et parl.*, 1897).
- MACALESTER-LOUP. — Le régime de l'alcool aux Pays-Bas (*Rev. polit. et parl.*, 1896).
- MAG-KENNA (R.). — Le régime de l'alcool en Angleterre (*Rev. polit. et parl.*, 1896).
- MERZBACH (H.). — La question alcoolique (Belgique, 1899).
- La ligue patriotique contre l'alcoolisme (1899).
- PAASCHE (Dr). — Le régime de l'alcool en Allemagne (*Rev. pol. et parl.*, 1896).
- PUTEAUX. — Etude sur l'alcoolisme en Suisse (1894).
- ROCHAT. — La lutte contre l'alcoolisme en Suisse.
- B. R. S. — Le régime de l'alcool en Russie (*Rev. polit. et parl.*, 1897).
- SOCIÉTÉ RUSSE D'HYGIÈNE PUBLIQUE. — Rapports sur le monopole des spiritueux (1899).
- VANDERVELDE (E.). — Le parti ouvrier et l'alcool.
- L'alcoolisme et les conditions du travail en Belgique (Congrès de Paris, 1899).
- VAN DEN HEUVEL. — La lutte contre l'alcoolisme aux Etats-Unis (*Réf. soc.*, 1895).
- VIDAL (G.). — Enquête sur l'alcoolisme (*Rev. pénit.*, 1896).
- WIESELGREN (S.). — La lutte contre l'alcoolisme en Suède (1898).
- Les résultats du système de Gothenbourg (1898).

IV. Congrès internationaux.

Comptes-rendus des Congrès internationaux contre l'abus des boissons alcooliques :

- Zurich (1887).
- Christiania (1890).
- La Haye (1893).
- Bâle (1895).
- Bruxelles (1897).
- Paris (1899).

Actes du Congrès international pénitentiaire de Saint-Pétersbourg (1890), t. II.
Actes du Congrès international pénitentiaire de Paris (1895), t. IV.

V. Publications des Sociétés de tempérance.

- Annuaire de la Croix-Bleue.*
- L'Alcool*, organe de l'Union française antialcoolique.
- Bulletin de la Société française de tempérance.*

VI. Documents officiels.

- Dr LEGRAIN. — Rapports sur le service des aliénés (quartier spécial des alcooliques à Ville-Evrard, 1897 et 1898).

D^{rs} LEGRAIN et ANTHEAUME. — L'assistance des alcooliques. Rapport au Conseil général de la Seine (1899).

D^{rs} MAGNAN et LEGRAIN. — Création d'asiles spéciaux pour les aliénés alcooliques. Rapport au Conseil supérieur de l'assistance publique (1894).

D^r MARANDON DE MONTYEL. — Rapports sur le service des aliénés (asile de Ville Evrard, 1894, 1895 et 1896).

STEEG (J.). — Rapport au Ministre de l'Instruction publique (organisation de l'enseignement antialcoolique, 16 juil. 1896).

MARILLIER (L.). — Rapport au Ministre de l'Instruction publique, 17 mars 1897.

CLAUDE (N.). — Rapport au nom de la Commission d'enquête sur la production et la consommation de l'alcool en France. Sénat (1887).

DESJARDINS (A.). — Rapport sur la loi sur l'ivresse. Assemblée nationale (1872).

DUPRAT (Pascal). — Rapport au nom de la Commission d'enquête sur le régime des boissons. Chambre (1880).

GUILLEMET. — Rapport sur l'institution d'un monopole de rectification de l'alcool (propositions Maujan, Leconte, etc. Chambre 1892).

— 2^e Rapport sur l'institution d'un monopole de rectification de l'alcool. Chambre (1897).

SAY (Léon). — Rapport au Ministre des Finances, au nom de la Commission extra-parlementaire de l'alcool (1888).

SALIS. — Rapport sur le projet de réforme de l'impôt des boissons, présenté par M. Rouvier, Ministre des Finances. Chambre (1892).

— Rapport sur le projet de réforme de l'impôt des boissons, présenté par M. Ribot, Ministre des Finances. Chambre (1895).

DE VERNINAC. — Rapport sur le projet de réforme de l'impôt des boissons, voté par la Chambre. Sénat (1893).

— Rapport sur le projet de réforme de l'impôt des boissons, voté par la Chambre. Sénat (1896).

Discussion de la loi sur l'ivresse. Assemblée nationale, 1872-1873.

Discussions de la réforme des boissons. Chambre, 1892 et 1895.

Discussions de la réforme des boissons. Sénat, 1893 et 1896.

NOTA. — Les ouvrages et les documents les plus importants ont seuls été indiqués; il existe de très nombreux articles, d'un moindre intérêt, dans diverses publications (*Economiste français*, *Réforme sociale*, *Revue pénitentiaire*, etc.); de même, on n'a cité que les documents parlementaires les plus utiles et les plus développés.

L'ALCOOLISME

DEVANT LA LOI PÉNALE

INTRODUCTION

L'alcoolisme est un fléau moderne, la tare la plus affreuse de notre civilisation; grâce à lui, des familles meurent de misère, les asiles d'aliénés se peuplent de fous dangereux et d'épileptiques, la criminalité progresse; l'alcool, répandu à flots dans la population française, s'infiltré insensiblement dans les organismes, les ronge et les détruit; l'hérédité transmet de terribles lésions nerveuses, sans compter les prédispositions à l'alcoolisme même; c'est ainsi que le fléau s'alimente, désagrégeant le corps social, semant sur son passage la ruine, le crime, la folie, l'immoralité. Là où s'est introduit l'alcool apparaissent aussitôt les gaspillages d'argent, de forces physiques et morales. « Il n'y a plus nulle part un écrivain, un statisticien, un administrateur, un magistrat, écrivait en 1887 M. Roussel, qui soutienne que l'alcool n'est pas le facteur principal du paupérisme, des crimes, de la folie et de toutes les dégradations humaines » (1).

(1) Rapport au Sénat, 1887.

Voilà quelque trente ans qu'en France les hommes éclairés ne cessent de pousser des cris d'alarme ; de toutes parts on réclame des mesures pour arrêter l'envahissement du poison, qui perfidement s'est glissé, faisant son œuvre de destruction, dont un jour, bien tard, l'étendue s'est révélée effrayante. « Le mal est né, c'est à peine si l'on s'en est aperçu, il s'est développé, traîtreusement il s'est insinué ; partout on s'est habitué à ses progrès. Mais voici qu'un jour l'opinion reçoit une secousse, les avertissements se succèdent, la sensibilité s'est comme réveillée, le mal décidément entre dans sa phase aiguë... Voilà plus de cinquante ans que notre orgueilleuse civilisation est traversée par un large courant d'infortunes évitables, d'immoralité et de criminalité surabondantes » (1).

Depuis que chez nous le mal est signalé, médecins, économistes, statisticiens, magistrats, dénoncent les méfaits de l'alcoolisme, et devant l'éloquence des faits, il faut comprendre enfin que l'action la plus énergique devient urgente ; trop de vies, trop d'intelligences sont déjà devenues la proie de l'alcool ; nous n'en avons plus à sacrifier. On n'a que trop temporisé, le mal a pu librement se développer, soutenu par la complicité de ceux qui en profitent, par l'indifférence générale de la population, par l'inertie presque complète des pouvoirs publics. Le moment est venu d'user de toutes les armes, sans défaillances, contre ce fléau ignoré des civilisations antérieures dont Gladstone flétrissait le rôle funeste et dégradant : « Plus que la famine et la peste il décime, plus que la guerre il tue. Il fait pis que tuer, il déshonore ».

« L'invasion de l'alcoolisme, disait au Sénat, en 1888, le Dr Brouardel, doit apparaître aux yeux de tous comme un danger public, et il est nécessaire d'inculquer aux masses cette

(1) P. Berryer, *Le Monopole de l'alcool*, 1898.

vérité que, dans le monde, l'avenir appartient aux peuples sobres ». La décadence irrémédiable menace toutes les nations qui se laissent envahir ; c'est là une cruelle vérité ; d'autres pays l'ont compris avant nous, et, quoique profondément atteints par le fléau, ont déployé une telle énergie que souvent il a dû reculer ; de sérieux résultats ont été obtenus, la lutte est donc possible.

Mais pour venir à bout de ce monstre aux mille têtes, il n'existe pas de remède unique, de spécifique certain ; ce n'est pas une loi qu'il faut, c'est toute une législation, ce sont des mœurs nouvelles, c'est une transformation complète des habitudes de la population, c'est l'active propagande des apôtres de la tempérance. Tous ces efforts, qui portent sur les points les plus différents, convergent vers le but unique, supprimer le poison. OEuvre gigantesque s'il en fut, à considérer le nombre et l'importance des obstacles qu'elle rencontre, mais non œuvre purement chimérique ; des exemples le prouvent.

Dans l'ensemble des mesures de préservation sociale qu'exige la lutte contre l'alcoolisme, le rôle de la loi pénale est évidemment restreint ; la fonction habituelle d'une législation pénale consiste à sanctionner les violations de l'ordre établi par les lois, et, en même temps, à tenter d'amender les violateurs de l'ordre, à transformer leurs instincts antisociaux en sentiments sociaux. Cette double fonction, la lutte contre l'alcoolisme en demandera l'exercice ; mais pour déterminer dans quelle mesure elle aura besoin de recourir à la législation pénale, un examen d'ensemble de la question alcoolique s'impose. Le problème est infiniment complexe et touche à toute la vie sociale ; c'est en constatant l'étendue des ravages, et leurs diverses manifestations, que nous pourrons apprendre ce que l'on doit attendre des armes différentes employées.

CHAPITRE PREMIER

L'ALCOOLISME

I. *Les Causes.*

L'alcoolisme est fils de notre civilisation industrielle ; avec le développement intense et le perfectionnement de tous les procédés de fabrication, est né ce mal, inconnu, pour ainsi dire, avant notre siècle. Tous les temps ont connu l'ivrognerie ; mais ce que, depuis les travaux de Magnus Huss, on dénomme « l'alcoolisme », est de naissance récente ; l'alcoolisme a suivi l'apparition des alcools artificiels, des alcools d'industrie, alcools de grains et de pommes de terre, dont la fabrication courante a commencé aux environs de 1824. Au fur et à mesure que cette production a pris de l'extension, on a vu la tache de l'alcoolisme grandir ; le mal s'est compliqué et aggravé plus récemment d'intoxications spéciales, dues aux falsifications, à l'emploi d'huiles essentielles dangereuses, et, aujourd'hui, l'alcoolisme se manifeste sous toutes les formes de la folie furieuse et de l'épilepsie.

L'ivrognerie n'avait jamais pris ce caractère de lèpre sociale que revêt de nos jours l'alcoolisme, maladie terrible qui s'empare insensiblement de toute une race ; c'était un accident, qui, certes, pouvait avoir des suites terribles, et « il n'y a que trop de faits odieux et de crimes abominables dans l'histoire de l'ivrognerie de l'ancienne France pour qu'on puisse la donner en exemples aux buveurs abrutis et cérébra-

lement affaiblis d'aujourd'hui » (Léon Say); mais, de nos jours, les suites tragiques et effrayantes de l'ivresse alcoolique sont d'une telle fréquence que la comparaison s'impose nécessairement; il ne faut pas oublier, au reste, que les « ivrognes » d'autrefois étaient souvent des « alcooliques » délirants et frénétiques comme ceux d'aujourd'hui, mais que c'étaient, somme toute, des isolés; on ne voyait pas comme aujourd'hui le mal se propager à travers le corps social, prendre un caractère endémique et se transmettre à des générations entières. Aussi l'observation de M. Picot est elle justifiée : « L'ivrogne, avec sa gaité, sa chanson, le tapage qu'il faisait, la répugnance même qu'il soulevait chez l'honnête homme près duquel il jouait le rôle de l'ilote ivre, avait un caractère qui m'effrayait moins que cet état navrant de l'alcoolique : pâle, triste, émacié, ayant perdu une part des forces de la vie, et étant incapable, s'il veut la transmettre, de la transmettre autrement que sous la forme de maladies nerveuses qui tuent la race » (1).

L'ivresse, ses effets déprimants et dégradants ont été constatés de tous les peuples qui ont fait usage des boissons fermentées; les moralistes anciens, de Platon à Sénèque, ont flétri ce vice, « cette folie volontaire », cette « privation de l'intelligence » qui fut cause de nombreux crimes; ils ont connu le délire alcoolique, la fureur bestiale et homicide des buveurs; ils avaient remarqué les effets funestes de l'ivresse sur les enfants des buveurs. Cette intoxication par les boissons fermentées reçoit le nom d'ivrognerie, antérieurement à l'apparition des alcools d'industrie. Au point de vue historique, on réserve le nom d'alcoolisme au mal qui s'est révélé et développé dans ce siècle (2).

(1) Soc. générale des prisons, *Rev. pénit.*, 1897.

(2) V. Muteau, *L'ivrognerie*.

Dans la terminologie actuelle, on fait généralement une distinction entre l'ivresse et l'alcoolisme : ce sont deux états différents, l'ivresse étant un accident, l'alcoolisme une habitude : « L'action plus ou moins passagère de l'alcool sur l'organisme constitue l'intoxication aiguë, vulgairement appelée ivresse ; à mesure que l'ivresse se répète ou que de petites quantités d'alcool sont absorbées d'une manière assez continue pour que le poison puisse faire sentir ses funestes effets, il en résulte une imprégnation de toute l'économie, une véritable saturation de l'organisme, qui se traduit au dehors par une modalité particulière, constituant l'état d'intoxication lent et progressif... tel est l'alcoolisme chronique » ⁽¹⁾. En résumé, l'ivresse est une excitation passagère, qui peut n'avoir pas de lendemain, et qui ne dénote nullement l'alcoolisme ; l'alcoolisme est l'état de l'organisme imbibé d'alcool, qui peut exister sans que le malade ait jamais été ivre. « L'alcoolique est un homme qui ne s'enivre pas », disait Lasègue, et tous les médecins après lui constatent cette différence entre l'ivresse et l'alcoolisme ; l'ingestion rapide de grandes quantités de boisson produira l'ivresse ; la pénétration lente des tissus par de petites quantités d'alcool créera l'alcoolisme ; « il suffit le plus souvent d'absorber journellement une quantité d'alcool plus considérable que celle que peut éliminer notre organisme » ⁽²⁾.

Ce sont les alchimistes qui nous ont dotés de l'alcool, que les Arabes, dit-on, connaissaient déjà. Le premier distillateur fut Arnaud de Villeneuve, qui, cherchant la pierre philosophale, découvrit l'esprit de vin ou alcool éthylique ; on attribua au nouveau produit des vertus éminentes pour la

⁽¹⁾ Dr Lentz, *Mémoire sur l'alcoolisme*, 1884.

⁽²⁾ Dr Bary, *De l'alcoolisme au point de vue de la prophylaxie et du traitement*.

conservation de la santé ; l'inventeur le loua dans un ouvrage intitulé « *De conservanda juventute* » ; le « vin ardent » auquel Raymond Lulle donnait le nom « d'eau-de-vie », lorsqu'on l'étendait d'eau, ce qui permettait d'en user comme boisson, devait avoir pour effet « de retarder la vieillesse et de nourrir la jeunesse ». C'était un médicament, fort cher d'ailleurs, dont pendant plusieurs siècles les apothicaires gardèrent le monopole.

Sous le règne de François 1^{er}, se créa une corporation de distillateurs, qui devint rapidement puissante ; les distilleries se multiplièrent et produisirent une quantité croissante d'eau-de-vie. Cet alcool était consommé en grande partie par les Anglais. Puis, au xvii^e siècle, on commence à distiller les marcs, le cidre, le poiré, si bien que les distillateurs s'émouvent, élèvent des réclamations, et obtiennent enfin une déclaration, le 24 janvier 1713, qui « porte défense de fabriquer et vendre les eaux-de-vie de lies, baissières, marcs de raisins, cidre, poiré et autres liqueurs que du vin ». Ils conservèrent leur privilège jusqu'à la Révolution.

L'alcool proprement dit, ou plutôt les alcools, produits industriellement en quantités considérables, datent du xix^e siècle ; le nom même, qui, en arabe, veut dire « le subtil », n'a été appliqué que depuis une centaine d'années à cette substance ; « ce fut Lavoisier qui, le premier, l'employa pour dénommer le produit de la distillation du résultat de la fermentation d'une matière sucrée quelconque, suffisamment étendue d'eau » (1).

Les alcools se divisent en eaux-de-vie naturelles provenant de boissons fermentées, et en alcools d'industrie, alcools de mélasses, de grains, de substances farineuses, de betteraves.

(1) Claude, Rapport au Sénat (1887). — V. Vanlaër, *L'alcoolisme et ses remèdes*.

Les alcools de mélasses sont contemporains du premier Empire et de l'introduction de l'industrie sucrière en France. Le schiedam des Hollandais, le whisky des Ecossais, c'est l'alcool de grains, distillé en France après l'alcool de mélasses. Enfin, l'alcool de betteraves ne date que de 1850. Quelques chiffres permettent de se rendre compte du développement soudain de la production de l'alcool depuis un demi-siècle, grâce aux alcools d'industrie.

En 1840 on fabriquait	40.000	hectolitres d'alcools de mélasses.
En 1895	»	846.403 » » »
En 1850 on fabriquait	40.000	hectolitres d'alcools de grains.
En 1895	»	386.604 » » »
En 1853 on fabriquait	300.000	hectolitres d'alcools de betteraves.
En 1895	»	744.325 » » »

C'est-à-dire que d'une production totale de 380.000 hect., les alcools industriels sont montés au chiffre de 1.977.332 hect.; la production a quintuplé en cinquante ans.

Il est facile de constater que, dans la même période, la consommation de l'alcool sous forme de boissons a crû à peu près dans les mêmes proportions. En 1850, on consommait en tout 583.200 hect. d'alcool, soit 1 lit. 46 par tête; en 1895, les 1.549.043 hect. consommés représentent 4 lit. 07 par tête. En ajoutant aux chiffres fiscaux la consommation présumée d'alcools, qui passent en fraude, ou sont exemptés d'impôts, comme ceux des bouilleurs de cru, M. Vanlaër évalue la consommation moyenne par tête à 5 litres, et « c'est un chiffre qui épouvante, remarque-t-il justement, lorsqu'on réfléchit à ce qu'il représente exactement »; il s'agit en effet d'alcool pur, d'alcool absolu, qui, étendu d'eau, donne 13 litres d'eau-de-vie; et il faut encore déduire les abstinents, soit complets, soit partiels, la plupart des femmes et des enfants (pas tous, malheureusement, car chez eux aussi le vice fait des ravages).

Si l'on admet que 4 millions de Français environ absorbent les $\frac{3}{4}$ de la production, chacun boit 100 litres d'eau-de-vie, soit plus de 10 petits verres par jour ; sans compter la consommation qu'ils font nécessairement des boissons fermentées, non distillées, ce qui représente une notable quantité d'alcool, près de 25 litres d'eau-de-vie par habitant, en France.

Cette consommation énorme augmente sans cesse, tandis qu'ailleurs on parvient à la faire diminuer sensiblement, tandis qu'en Norvège, le berceau de l'alcoolisme, on consomme aujourd'hui moins de 2 litres par tête. La France a été longtemps épargnée par l'alcoolisme ; ce mal était jadis le privilège peu enviable des races du Nord ; les pays Scandinaves, l'Angleterre en ont souffert, mais ont compris l'urgence de la lutte ; l'alcoolisme y a été au moins enrayé ; parfois il a reculé. La France, elle, a rapidement regagné son retard, et il est effrayant de constater qu'aujourd'hui elle est, avec la Belgique, la nation qui consomme le plus d'alcool. Et cette croissance simultanée de la consommation et de la production industrielle des alcools est une preuve que les deux phénomènes sont intimement liés. Jamais l'alcoolisme n'aurait pris une pareille extension si l'on n'avait usé que d'eaux-de-vie naturelles, car leur production est limitée par la quantité des fruits et des boissons qu'on en peut tirer. La production de l'alcool d'industrie, elle, ne connaît pour ainsi dire pas de limites. Son bas prix, la facilité avec laquelle on l'extrait de toutes les matières imaginables, le rendent inépuisable.

Un événement grave a coïncidé avec l'extension de l'industrie des alcools, et a contribué à la stimuler ; c'est la déchéance de la viticulture et de l'industrie vinicole, par suite de l'invasion des maladies qui ont ravagé nos vignobles ; le phylloxera, le mildew, l'oïdium, s'abattirent sur les vignes françaises du Midi ; la production du vin en subit le contre-

coup, et diminua sensiblement ⁽¹⁾, sans que les besoins des consommateurs eussent changé, bien au contraire; les vins enchérissent, ce qui les mit déjà en état d'infériorité vis-à-vis des boissons alcooliques fabriquées à bon marché; puis intervinrent les falsifications, vinages, plâtrages; on se mit à consommer des vins artificiels, ou des boissons plus dangereuses que le vin. En même temps que diminuait la quantité de vins, diminuait la production de l'alcool de vin, qui est, de toutes les eaux-de-vie, la moins malfaisante; on en fabriquait, vers 1850, 815.000 hect., et cette fabrication est tombée en 1885, à 23.240 hect., 1/80 de la production totale ⁽²⁾.

A un moment où le mal était déjà dénoncé et manifeste, une loi néfaste, votée dans un intérêt électoral, est venue favoriser encore l'accroissement des quantités d'alcool produites; c'est la loi du 14 décembre 1875 qui consacre la liberté des bouilleurs de cru. Le seul exemple des pays Scandinaves, empoisonnés par les distilleries agricoles, aurait dû suffire à faire repousser cette disposition. On n'a pas tardé à constater les effets désastreux de cette industrie; les bouilleurs sont aujourd'hui en France au nombre de plus de 700.000! Voici comment M. Claude caractérise leur rôle : « Les bouilleurs de cru, loin de se contenter de brûler leurs propres récoltes, achètent des fruits, quelquefois même des grains et des racines, pour les brûler, à l'abri de l'immunité qui leur est octroyée; les produits de cette distillation hâtive et incomplète, obtenue au moyen d'appareils imparfaits, sont jetés clandestinement, affranchis de tous droits, dans la consommation où ils font une concurrence redoutable aux eaux-de-vie du commerce soumises à l'impôt. Cette concurrence

⁽¹⁾ De 45 millions d'hectolitres en 1850, la production des vins tombe à 10 millions en 1854.

⁽²⁾ V. Rapport Claude. — Legrain, *Dégénérescence sociale et alcoolisme*.

déloyale, cette fraude, aussi préjudiciable au Trésor qu'à la santé publique, n'est pas une hypothèse, elle ressort des statistiques. »

Les bouilleurs de cru sont devenus les fléaux des campagnes, de même que les cabaretiers sont les fléaux des villes. Leur situation, déjà privilégiée en droit, leur assure, en fait, bien d'autres privilèges; ils ne devraient, régulièrement, que distiller pour leur compte les produits de leur récolte; cela aurait déjà pour résultat de permettre aux familles de bouilleurs de s'alcooliser sans contrôle, et elles ne s'en font pas faute ⁽¹⁾; la Normandie en fournit un lamentable exemple; mais le bouilleur n'a d'autre préoccupation que d'augmenter sans cesse sa production, afin de vendre son eau-de-vie qui ne doit rien au fisc. Ces eaux-de-vie, le plus souvent mal distillées, mal rectifiées, sont éminemment impures et toxiques, et encore le grand bouilleur, véritable distillateur libre, affranchi de patente et d'impôt, peut-il posséder un outillage perfectionné que n'a pas le petit propriétaire; il peut purifier ses produits, ce que l'autre ne songera pas à faire. Que sont, d'ailleurs, les matières employées à la distillation : le vin, le cidre, mais aussi des résidus, des marcs et des piquettes, qui donnent des alcools dangereux, ou même des grains. Il leur arrive aussi, dit le docteur Laborde, de se servir, soit pour augmenter la quantité, soit pour corser le produit, d'alcools d'industrie du plus bas prix, et d'utiliser pour la distillation des matières de mauvaise qualité, telles que des cidres gâtés,

(1) « Qu'il consomme ou vende le produit de sa distillation, disait au Sénat le docteur Cornil, le bouilleur vante son eau de-vie; il lui est impossible de penser que ses pommes, ses poires, contiennent des poisons après avoir passé dans un alambic; de telle sorte qu'il est convaincu que l'alcool qu'il a fabriqué est tout ce qu'il y a de meilleur. Il en fait part à ses amis, il en donne, il en offre, il engage sa femme et ses enfants à en boire, et c'est ainsi que se fait l'éducation de l'alcoolisme ». (Discussion de la réforme de l'impôt des boissons, 1896.)

qui ne pourraient servir à un autre usage ⁽¹⁾. Que l'on songe à la quantité d'alcools nuisibles que les bouilleurs déversent annuellement dans la circulation : les auteurs de la loi de 1875 peuvent être fiers de leur œuvre ; ils ont ouvert à l'alcoolisme un nouveau champ d'activité qui s'est prodigieusement étendu.

A côté de ces causes que l'on pourrait appeler objectives, qui se rapportent principalement à l'augmentation des boissons alcooliques absorbées, il en est d'autres, des causes subjectives, qui sont la véritable explication du développement de l'alcoolisme. La consommation de l'alcool augmente dans d'effrayantes proportions, c'est un fait ; pourquoi s'alcoolise-t-on ainsi ? C'est dans un ensemble de besoins factices, d'habitudes vicieuses, de préjugés funestes qu'il faut en chercher les raisons profondes.

« L'homme est peut-être le seul animal qui ait la passion des liqueurs fortes... C'est que l'homme est malheureux et qu'il a besoin d'oublier ; avec l'alcool qui l'abrutit, il lui semble qu'il se verse dans les veines la santé et le bonheur » ⁽²⁾. Au milieu des déceptions de la vie, des tristesses quotidiennes, de l'âpreté de la lutte pour l'existence, cette boisson qui endort la pensée, qui efface les soucis et les chagrins, qui recouvre d'une sorte de brume les pénibles réalités, apparaît comme un philtre bienfaisant. Bien des passions alcooliques ont pour point de départ la misère matérielle ou morale, une catastrophe familiale, des pertes d'argent ; en général, l'alcoolisme s'installe chez des individus dont l'état mental est, naturellement, ou accidentellement morbide ; sous l'influence d'une souffrance momentanée, ils cèdent à la tentation, ils veulent, comme on dit parfois, noyer leur chagrin.

⁽¹⁾ Laborde, *La réforme de l'impôt des boissons*, 1896.

⁽²⁾ Ch. Richet, *Les Poisons de l'intelligence* (1877).

Le buveur demande à l'alcool « un instant d'oubli et une parcelle de cet idéal qui sans cesse le hante et toujours lui échappe » ⁽¹⁾.

L'ouvrier qui peine sans pouvoir sortir de la gêne ou de la misère, qui manque des distractions nécessaires, espère faire diversion à son travail monotone, à ses incessantes et obsédantes préoccupations, avec l'aide des rêves vagues que lui procure l'alcool. Ces courts moments d'oubli sont durement payés, car, l'ivresse dissipée, il retombe, la bourse plus vide qu'avant, dans la triste existence à laquelle il a voulu s'arracher. Il boira de nouveau pour s'étourdir encore, se précipitera de plus en plus dans l'ivrognerie ; le paupérisme et l'alcoolisme s'alimentent ainsi mutuellement ; « l'alcoolisme est à la fois cause et effet du paupérisme, remarque le Dr Legrain ; ces deux termes forment un cercle vicieux, l'un ayant engendré l'autre, et le second contribuant à l'entretien du premier » ⁽²⁾. Le malheureux qui s'est laissé saisir par le fatal engrenage ne pourra plus s'en dégager ; il boira pour calmer les maux que lui cause l'alcoolisme, les souffrances de son corps affaibli par le poison et les privations. L'asile d'aliénés, le bagne, ou le suicide, l'attendent à bref délai.

Ce qui fait le danger principal de l'alcool, c'est qu'insensiblement il devient indispensable ; lorsqu'on a commencé à s'anesthésier par la boisson, on en vient rapidement à ne pouvoir s'en passer. Comme l'opium et la morphine, l'alcool crée un besoin irrésistible pour qui s'y est adonné, même avec la volonté de s'en passer plus tard ; on force peu à peu la dose, car, avec l'accoutumance, une quantité d'alcool plus grande est nécessaire pour produire les mêmes effets. C'est ce que l'on peut constater dans le monde des travailleurs

⁽¹⁾ Rau, *L'initiative privée et la loi en face de l'alcoolisme*.

⁽²⁾ Legrain, *loc. cit.*

particulièrement, où règne ce préjugé que l'alcool donne des forces ; l'excitation passagère qui suit l'absorption d'un verre d'eau-de-vie passe pour salulaire. Lorsqu'elle aura cessé, le buveur sera fatalement entraîné, pour la faire renaitre, à absorber de nouvelles doses de boisson, en mesurant toujours sa consommation à la faiblesse croissante dont il se sent envahi. Bientôt l'alcool seul est capable de lui donner une vigueur momentanée, jusqu'au jour où il tombe, terrassé par le poison dont son corps est imprégné ⁽¹⁾.

Il y a un facteur dont l'importance s'accroît de jour en jour, et qui naît de l'alcoolisme même ; c'est l'hérédité ; les descendants de buveurs sont bien souvent voués à l'alcoolisme ; il ne s'agit plus là d'une habitude funeste, mais volontaire, mais bien d'un penchant morbide auquel il est presque impossible de résister ; les alcooliques qui procréent lèguent à leurs enfants, avec des tares nombreuses, le germe de leur passion. C'est ce qui rend si terrible l'alcoolisation d'une race ; elle ne peut se régénérer par sa jeune population, qui est elle-même, dès le berceau, pour ainsi dire, la proie désignée du fléau. Lancereaux ayant fait une étude de 813 cas d'alcoolisme, constatait 174 fois l'hérédité, paternelle ou maternelle, et sans que, dans la plupart des cas, on pût attribuer à l'exemple les habitudes d'ivrognerie des enfants.

Les études récentes du D^r Legrain, qui ont porté sur un très grand nombre de cas, lui ont permis de relever 108 cas d'hé-

(1) « L'eau-de-vie, par son action sur les nerfs, permet à l'ouvrier, qui ne peut se procurer la quantité d'aliments nécessaires à son entretien, de réparer, aux dépens de son corps, la force qui lui manque, de dépenser aujourd'hui la force qui, dans l'ordre naturel des choses, ne devait s'employer que demain ; c'est comme une lettre de change tirée sur sa santé, et qu'il lui faut toujours renouveler, ne pouvant l'acquitter faute de ressources. Il consomme son capital au lieu des intérêts ; de là inévitablement la banqueroute de son corps ». (Liebig, *Lettres sur la chimie*).

rédo-alcoolisme, sur un total de 215 familles, la moitié environ. Cette hérédité est fatale, dit-il, lorsque le père et la mère à la fois sont des buveurs. Cette passion héréditaire est désignée parfois par les aliénistes sous le nom de dipsomanie ; c'est une propension irrésistible à boire qui se rapproche des autres tendances irrésistibles bien connues des criminalistes, la kleptomanie, la manie incendiaire. Ce n'est qu'une forme particulière des innombrables troubles cérébraux dont l'alcool est l'origine ⁽¹⁾.

Si bien des hommes vont chercher dans l'alcool l'oubli de leurs souffrances, il y en a un très grand nombre qui font usage des boissons alcooliques, sans rechercher l'ivresse, sans s'y laisser aller jamais ; tout au plus certains vont-ils jusqu'à une légère excitation, qui semble n'avoir rien de pernicieux ; ils sont victimes des préjugés, des habitudes généralement répandues, de leur ignorance ; dans la masse de la population, et même parmi les classes éclairées, on ignore totalement les dangers de l'alcool ; on n'en sait pas les funestes effets, et parce que l'on n'est jamais ivre, on se croit indemne ; c'est l'armée des alcooliques sans le savoir. C'est parmi eux qu'ont cours ces funestes préjugés : l'alcool donne des forces, l'alcool favorise la digestion, l'alcool réchauffe, l'alcool aide au travail intellectuel ; il passe pour le remède universel et l'on accueille avec mépris les conseils de ceux qui prétendent que l'alcool est un poison, que l'absorption de petites quantités conduit lentement, mais sûrement à l'alcoolisme caractérisé. C'est à la faveur de cette insouciance et de cette ignorance absolue que les plus funestes habitudes ont pu se développer et s'en-

(1) « Cette curieuse maladie a pour principal caractère de se présenter sous forme d'accès, pendant lesquels les malades ne cessent de boire, et qui sont séparés par des intervalles de sobriété, les malades manifestant très souvent pendant cette dernière période un dégoût très marqué pour l'alcool. » (Dr Cristofini, *Comment on doit combattre l'alcoolisme*).

raciner, créant chez une importante portion de la race l'alcoolisme latent ⁽¹⁾.

C'est à cette méconnaissance complète des dangers de l'alcool qu'il faut attribuer, par exemple, cet usage si répandu parmi les ouvriers, le coup du matin, le verre d'eau-de-vie pris à jeun pour « tuer le ver »; en 1871, l'Académie de médecine signalait déjà ce fait comme une des causes les plus actives de l'alcoolisation des milieux ouvriers, l'alcool pris à jeun étant beaucoup plus pernicieux que pendant les repas ⁽²⁾. C'est, ailleurs, cette habitude déplorable de faire boire aux jeunes enfants, « pour les habituer », « pour les fortifier », du vin en grande quantité, et surtout de l'eau-de-vie, comme en Normandie, ou dans les régions du Nord de la France; c'est cette coutume étrange de la soupe à l'eau-de-vie, qui se répand chez les mêmes populations. L'emploi de l'alcool pour les enfants est particulièrement néfaste; il en fait des alcooliques avant qu'ils puissent s'en rendre compte et s'en défendre; ils ne seront guère plus responsables de leur état que ne le sont les alcooliques héréditaires.

Il faut enfin tenir compte du rôle que nos contemporains attribuent au cabaret et au café dans la vie sociale; l'acte de boire est devenu l'un des plus importants et des plus fréquents de l'existence; à tout propos, du matin au soir, et même du soir au matin, on absorbe des boissons variées d'aspect, mais toutes plus ou moins alcooliques; deux amis ne peuvent se rencontrer sans s'attabler dans un café; tout est prétexte à consommation. L'existence normale d'une foule d'individus comporte une station dans les débits avant chaque repas, pour l'apéritif; après le repas, pour l'absorption

(1) V. Sérieux, *L'assistance des alcooliques en Suisse, en Allemagne et en Autriche*.

(2) Avis de l'Académie de médecine, 3 oct. 1871.

d'un certain nombre de liqueurs, sans compter les occasions intermédiaires. Café ou cabaret sont des lieux de réunion, des salons de conversations, des cercles, pour ainsi dire (les Américains leur donnent le nom de saloons); on y séjourne des heures entières pour causer, jouer, fumer, en s'alcoolisant lentement. On s'y arrose de liquides de toutes provenances, de toutes saveurs, de toutes couleurs; pour satisfaire et allécher sans cesse le consommateur, l'industrie des boissons a dû déployer une prodigieuse ingéniosité inventive; l'alcool est devenu dans la distillerie contemporaine un véritable Protée qui se dissimule sous les apparences et les noms les plus séduisants. Les moyens de s'enivrer, dont M. Desjardins, rapporteur de la loi de 1873, constatait l'effrayante multiplication, sont devenus innombrables.

L'habitude du débit a fait du cabaretier une puissance sociale; il préside à tous les actes d'une certaine importance de la vie de ses clients; chez lui on se réjouit, chez lui on va endormir ses peines. Il est commerçant influent, et puissant agent électoral. C'est lui qui a la plus grande part de responsabilité dans la démoralisation croissante; il est l'empoisonneur des villes, « le pourvoyeur de l'alcoolisme » (Vanlaër); il s'efforce de faire de son débit le séjour le plus attrayant, le plus indispensable, et il y réussit; « s'il n'existait pas d'endroit où la boisson fût livrée et absorbée en commun, dit M. Rostand, le nombre des clients de l'alcool sous toutes ses formes, et les quantités d'alcool absorbées seraient infiniment moindres » ⁽¹⁾. Il y a maintenant 450.000 cabarets en France, dont 30.000 à Paris seulement (c'est-à-dire 1 sur 3 maisons). Avec les bouilleurs de cru, cela fait 1.100.000 familles vivant de l'empoisonnement des 8 millions d'autres! Le cabaretier

(1) Rostand, *L'étatisme en fait d'alcool, Réforme sociale*, 1897.

est provocateur, il excite à l'alcoolisme dans l'intérêt de son commerce ; c'est le complice assuré de tout ivrogne, c'est lui qui le pousse sur la pente fatale ; la perversion de nos idées est telle que ce destructeur de la santé physique et morale d'une nation est un personnage. Il est urgent de se souvenir que le débitant n'est le plus souvent qu'un malfaiteur, et que la loi doit le traquer impitoyablement, jusqu'à ce qu'il reprenne dans la société le rang très secondaire dont il n'aurait jamais dû sortir.

Il faut reconnaître que si le débitant intoxique ses clients, il s'intoxique également lui-même ; comme le bouilleur de cru, il est voué par profession aux excès de boisson. Nous touchons ici à une cause particulière de l'alcoolisme, l'alcoolisme professionnel. Il existe des professions qui prédisposent ceux qui les exercent à l'absorption habituelle des boissons fortes ; en premier lieu, ce sont les débitants, les tenanciers de ces comptoirs où défilent les travailleurs à diverses heures de la journée ; ce qu'un « mastroquet » parisien absorbe d'eaux-de-vie, de vins, de liqueurs avec ses clients, représente des quantités invraisemblables ⁽¹⁾. Toutes les professions où l'on est exposé à manipuler fréquemment des alcools fournissent un fort contingent à l'armée des buveurs ; les distillateurs, marchands de vins en gros, vignerons, employés de la régie, sont souvent alcooliques ; parfois c'est un alcoolisme involontaire, produit par l'inhalation des vapeurs d'alcool ; ce fait curieux a été fréquemment noté ; ce genre d'intoxication est

(1) Voici la « carte alcoolique » journalière de ces débitants. (*Le Matin*, 23 janvier 1899) : « A sept heures du matin, café et eau-de-vie. A neuf heures, ils cassent une croûte et boivent trois ou quatre verres de vin blanc. Jusqu'à une heure, ils prennent de trois à cinq apéritifs, amer, vermouth, absinthe. A une heure, un litre de vin, au déjeuner, puis café et rhum. Toute l'après-midi, consommations variées, en compagnie des clients, de préférence du vin. A partir de cinq heures, nouvelle tournée d'apéritifs, trois à quatre en moyenne. A huit heures, dîner ; même quantité de liquide qu'à midi. Enfin, dans la soirée, petits verres à discrétion ».

très dangereux parce qu'il n'est pas soupçonné. Le Dr Lance-reaux en signale la fréquence parmi les parfumeurs, les fabricants de vernis et de couleurs, qui travaillent l'alcool sans défiance. Dans d'autres professions, c'est la nature du travail, la soif qu'il provoque, qui donnent naissance à des habitudes d'alcoolisme; tels sont les ouvriers du fer et du feu, forgerons et fondeurs, les boulangers ou les verriers.

Telles sont les principales causes de l'alcoolisme, mal tellement complexe dans ses origines qu'il n'est guère possible de les signaler toutes; les facteurs les plus importants sont l'accroissement imprévu et énorme de la production des alcools, favorisé par la destruction des vignobles, la liberté du bouillage et des cabarets, puis les causes sociales, légèreté et défaut d'éducation anti-alcoolique de la population, désir d'échapper par la magie d'un narcotique aux peines de l'existence, coutume néfaste de passer au débit ou au café une notable partie de la vie. La constatation de la multiplicité des causes indique la nécessité de multiples remèdes.

II. *Les boissons alcooliques et leurs effets.*

Les boissons fermentées, faiblement alcooliques, sont connues de très longue date; les vins, les bières, les cidres, rentrent dans cette catégorie; à tort ou à raison, on les qualifie de boissons hygiéniques, et on les considère comme des boissons normales, servant simplement à satisfaire la soif. Quant aux boissons alcooliques proprement dites, boissons créées pour satisfaire des besoins factices, elles sont innombrables.

« Les breuvages de cette catégorie se distinguent tous par une richesse exceptionnelle en alcool, et par une haute saveur due à la nature ou à l'industrie » (1). Leur consommation est,

(1) Sérieux et Mathieu, *L'alcool*.

depuis un certain nombre d'années, devenue normale et régulière, et ce sont là les principales sources de l'alcoolisme.

Les produits de ce genre peuvent se ramener à quatre classes principales, les vins-liqueurs, les liqueurs, les apéritifs et les eaux-de-vie. Il y a des vins-liqueurs naturels, tels que le Malaga, le Madère, les vins de Sicile, tirés du raisin par de simples manipulations ; mais les exigences d'une consommation abondante et à bon marché ont incité les distillateurs à en fabriquer de toutes pièces, à l'aide d'alcools, de sucres et d'aromes divers.

Les liqueurs sont composées d'alcools, de sirop de sucre, et d'aromes végétaux, obtenus par macération de feuilles, de fleurs ou de fruits odorants. Là encore l'industrie est venue accroître la production à l'aide d'alcools d'industrie et de bouquets artificiels, qui sont de purs poisons.

Quant aux apéritifs, ce sont des macérations de substances végétales aromatiques dans l'alcool ; mais, bien entendu, la presque totalité de ces bouquets et de ces essences sont artificiels. L'apéritif est actuellement le grand toxique ; il est entré profondément dans nos mœurs, et exerce ses ravages dans toutes les classes de la population. Ce qui le rend bien plus dangereux que les autres boissons distillées, c'est que, outre l'intoxication alcoolique proprement dite, il cause des désordres tout particuliers par les poisons violents de ses essences.

Les eaux-de-vie sont le simple produit de la distillation de matières végétales variées, sans adjonction de sucres ou d'aromes ; c'est de l'alcool plus ou moins étendu d'eau. L'origine des eaux-de-vie est multiple : la distillation s'est emparée de toutes les substances pouvant fournir de l'alcool et les a mises à contribution ; de là des infinités d'eaux-de-vie de toutes saveurs : eaux-de-vie tirées des fruits sucrés, raisins, pommes, prunes, genièvre... ; eaux-de-vie de mélasses ; eaux-de-vie de

grains, qui utilisent toutes les céréales, depuis le riz et le blé jusqu'à l'avoine et au millet; eaux-de-vie de légumes féculents, comme la pomme de terre. C'est de ces végétaux que sortent les liquides désignés, suivant la latitude, sous le nom de cognac, calvados, kirsch, gin, marc, rhum, schiedam, whisky, eau-de-vie de Dantzic ou arack.

Tels sont les principaux poisons plus ou moins violents, mais tous certains, qui se disputent la faveur des consommateurs; l'étude des boissons à base d'alcool constitue un véritable traité de toxicologie; depuis bien des années les savants et les médecins consacrent de longues expériences à l'étude des alcools. Des analyses minutieuses en ont été faites; on a expérimenté sur des animaux les divers éléments de ces boissons; on a pu aussi, malheureusement, en étudier les terribles effets, dans les hôpitaux et les asiles d'aliénés, sur des hommes. Aujourd'hui, l'opinion est unanime, on reconnaît dans tout alcool un poison. L'adjonction de substances étrangères peut en renforcer la toxicité, mais, en principe, l'alcool le plus pur est dangereux.

La chimie retrouve dans les boissons quatre sortes d'alcools : l'alcool éthylique (provenant surtout du vin), l'alcool propylique (du marc), l'alcool butylique (des mélasses), et l'alcool amylique (de la pomme de terre), tous toxiques, mais à des degrés différents (*). Ils se trouvent, mélangés à doses variables, dans les alcools d'alimentation. A ces alcools, éléments principaux, s'adjoignent diverses substances dangereuses, comme les aldéhydes et les éthers. Les alcools dits « su-

(*) Pour tuer un chien de 30 livres il faut environ :

Alcool éthylique	90 grammes.
» propylique	45 »
» butylique	27 »
» amylique	23 »

(Sérieux et Mathieu, *loc. cit.*).

périeurs » (à cause de leur toxicité plus grande que celle de l'alcool éthylique) se retrouvent dans toutes les boissons distillées, qui sont d'autant plus dangereuses qu'elles en contiennent une plus grande quantité ⁽¹⁾. C'est ainsi que l'on constate la présence dans les alcools d'industrie d'une plus forte dose d'impuretés nuisibles.

Tout alcool est obtenu en distillant le produit de fermentation des matières sucrées. La fermentation est le phénomène qui se produit lorsque des matières sucrées, abandonnées à elles-mêmes, se transforment, sous l'influence d'un ferment, en acide carbonique et en alcool. Quant à la distillation, c'est l'opération par laquelle on extrait des boissons fermentées, des graines, des mélasses, en général de tous les corps susceptibles d'en produire, l'alcool qu'ils contiennent. La distillation sépare certains produits volatils des principes fixes qui restent à l'état de résidus solides ; l'alambic est l'instrument généralement employé dans ce but. Voici quelle est la marche de l'opération : l'alcool éthylique se volatilise à 78°, son point d'ébullition ; les alcools supérieurs ont un point d'ébullition plus élevé ; celui des aldéhydes et des éthers est moins élevé ; on peut partir de là pour distinguer trois phases dans la distillation : tout d'abord, l'appareil s'échauffant, les éthers, les aldéhydes se distillent ; ensuite, l'alcool éthylique ; enfin, si l'on chauffe encore, on peut amener la distillation des alcools supérieurs. Si l'opération est conduite avec soin, on peut sé-

(1) En se basant sur la teneur des eaux-de-vie commerciales en alcools supérieurs, on a pu les classer comme il suit par ordre de toxicité croissante :

1. Eaux-de-vie de vin ;
2. Eaux-de-vie de poiré ;
3. Eaux-de-vie de marc de raisin et de cidre ;
4. Eaux-de-vie de grains ;
5. Eaux-de-vie de betteraves et de mélasses ;
6. Eaux-de-vie de pommes de terre.

(Sérieux et Mathieu, *loc. cit.*).

parer les trois sortes de produits ; si on les laisse se mélanger, on obtient l'alcool brut ou flegme.

Suivant la nature de la matière à distiller, les impuretés sont plus ou moins nombreuses ; les premières portent le nom de « mauvais goûts de tête » et les dernières de « mauvais goûts de queue » ; seuls les « alcools de centre » sont à peu près purs. Les eaux-de-vie dites naturelles, qui contiennent moins de ces mauvais goûts que les eaux-de-vie d'industrie, sont, nous l'avons vu, moins dangereuses. Mais, pour pouvoir livrer à la consommation les alcools artificiels, qui ont, du fait des impuretés, un goût détestable, les fabricants doivent leur faire subir l'opération de la rectification, qui les débarrasse des produits impurs, du moins en grande partie, et permet de les consommer. Tous les alcools contiennent des impuretés, c'est un fait certain, mais les alcools de fruits, qui en contiennent sensiblement moins, sont bien plus rarement soumis à une rectification convenable. Il se produit donc ce résultat curieux, qu'en fin de compte, souvent les alcools naturels sont plus dangereux que les alcools d'industrie ; des expériences fort intéressantes du docteur Daremberg l'ont indiqué de façon frappante ; ces études, faites concurremment sur des cognacs naturels et artificiels, des kirschs de même nature, ont démontré la présence dans les eaux-de-vie de fruits d'une quantité beaucoup plus considérable d'impuretés, faute de rectification (1).

Mais de là à conclure que les alcools d'industrie sont préférables aux eaux-de-vie naturelles, il y a loin, car il faut compter avec l'ingéniosité peu scrupuleuse des distillateurs, qui, pour fabriquer à bon marché des liqueurs recherchées, n'hésitent pas à employer des alcools non rectifiés, ou déna-

(1) V. Vanlaer, *L'alcoolisme*. — Rapport Claude.

turés, auxquels ils donnent du goût et de la couleur à l'aide des bouquets artificiels, qui sont des poisons violents. Rien n'est impressionnant et édifiant comme la simple nomenclature des substances variées que la chimie extrait de nos boissons ; c'est une série ininterrompue des poisons les plus actifs, dont les effets s'exercent principalement sur le système nerveux, les uns comme stupéfiants, les autres comme épileptisants, convulsivants ; d'autres provoquent le délire et la folie. C'est cet arsenal d'empoisonnement que mettent en œuvre ceux qui vivent de la ruine matérielle, physique et morale de leurs concitoyens.

Le type auquel on peut ramener tous les alcools est l'alcool éthylique pur, qui n'est autre chose qu'un poison ; la démonstration en a été cent fois faite par des expériences sur des animaux, auxquels on injecte une certaine dose d'alcool ; il faut, en moyenne, près de 8 cc. pour tuer un animal d'un kilogramme. Cet alcool est la base de tous les liquides alcooliques, c'est lui que l'on retrouve toujours en plus grande quantité. « L'alcool, dit le docteur Laborde, à l'état isolé, est un liquide à peu près incolore, d'odeur légèrement piquante, presque sans goût, un peu piquant au contact de la peau, mais très fort au contact de l'estomac, où il exerce une action irritante et une sensation de brûlure » (1).

L'alcool exerce sur tout l'organisme une action néfaste ; on a rompu aujourd'hui, dans le corps médical, avec la légende, qui fut naguère une théorie scientifique, de l'alcool bienfaisant, aliment tonique et stimulant ; il a été démontré par des expériences multiples, entre autres par le docteur Magnan, que l'alcool introduit dans l'organisme ne s'y transforme pas, comme les aliments ; une partie seulement est éliminée en

(1) Laborde, *La lutte contre l'alcoolisme*.

nature, l'autre se fixe dans les tissus en y causant des désordres ⁽¹⁾.

L'alcool est plus particulièrement un poison du cerveau et du système nerveux ; c'est ce qui en fait un actif agent de dégénérescence et de démoralisation. « Ce qui caractérise tous les empoisonnements du système nerveux, c'est que le poison, avant de détruire, surexcite ; et c'est cette surexcitation que l'homme recherche avec ardeur, avec passion. Une fois qu'elle est devenue une habitude, elle s'impose avec une telle force que rien ne peut plus la combattre » ⁽²⁾. Les physiologistes s'accordent à constater l'illusion de ces effets excitants et stimulants ; d'après le professeur Bunge « il est possible de ramener à une paralysie la plupart des manifestations qu'une observation superficielle pourrait faire considérer comme le résultat de l'action excitante de l'alcool » ; l'alcool, dit-on encore, agit comme un narcotique, un anesthésique, comme l'éther ou le chloroforme. Cette action fait qu'il semble stimuler, car il endort la douleur et la fatigue physique, mais aussi, bientôt, la volonté et la force de résistance.

« Ce poison, dit Charles Richet, porte primitivement son action sur l'intelligence ; si plus tard les autres fonctions sont troublées, cela ne change en rien la propriété qu'il a eue d'altérer dès le commencement les facultés intellectuelles. » En sa qualité de poison de l'intelligence, il paralyse et anéantit la volonté raisonnable, en déchainant tous les instincts de la nature animale. « C'est aux troubles de l'intelligence que

(1) Le docteur Magnan a retrouvé intact dans le cerveau d'alcooliques morts pendant le délire, l'alcool qu'ils avaient absorbé. « Qu'est-ce qu'un aliment ? c'est une substance assimilable, qui doit, à un moment donné, faire partie de nos tissus ; un poison, au contraire, dit Claude Bernard, est une substance qui ne peut entrer dans la composition du sang, ni pénétrer dans l'organisme sans y causer des désordres passagers ou durables. » (Cristofini, *loc. cit.*)

(2) Ch. Richet, *loc. cit.*

l'on reconnaît le plus aisément le buveur d'habitude; parmi les organes du corps humain, c'est le cerveau qui retient l'alcool dans la plus forte proportion et le plus rapidement. Cette affinité de l'alcool pour le cerveau explique son rôle de poison psychique par excellence » ⁽¹⁾. Ce qui est atteint chez le buveur, c'est la volonté régulatrice et frénatrice, c'est la personnalité raisonnable; cela explique chez le buveur la perte du sens critique, le bavardage inconsidéré, la gesticulation instinctive et automatique. « C'est encore cette même paralysie de la volonté qui explique le rôle de l'alcool comme agent provocateur d'actes impulsifs, d'instincts malfaisants » ⁽²⁾. M. Forel fait en ces termes une analyse psychologique de l'effet produit : « La légère stimulation du début ne se rapporte qu'aux fonctions motrices...; les fonctions intellectuelles pures, telles que la perception, la conception des idées, leur association et le travail intellectuel de combinaison sont ralenties et entravées dès l'abord, même par les plus petites doses d'alcool » ⁽³⁾.

Quant au système nerveux proprement dit, il est également atteint par l'alcool; « les facultés sensitives sont fréquemment atteintes les premières et se montrent, soit exaltées, soit diminuées ou bien perverties » ⁽⁴⁾. On constate des phénomènes d'hyperesthésie, ou d'anesthésie, ou bien des hallucinations de la vue et de l'ouïe, très fréquemment, qui peuvent prendre un développement considérable ⁽⁵⁾.

(1) Sérieux et Mathieu, *loc. cit.*

(2) Sérieux et Mathieu, *loc. cit.*

(3) Forel, *La cure des buveurs*.

(4) Cristofini, *loc. cit.*

(5) « Il y a des cas où ces phénomènes prennent une prédominance considérable, capitale, caractérisant ainsi cette forme de folie que l'on a appelée la lypémanie alcoolique. Le sujet qui en est atteint est poursuivi par des visions effrayantes; il voit des animaux qui se précipitent sur lui, des assassins qui l'attaquent...; les

Dans les manifestations extérieures qui accompagnent et dénoncent les différents degrés d'alcoolisation, il est facile de reconnaître l'exactitude de cette thèse : l'alcool est un poison du système nerveux, qui agit comme un narcotique. Nous avons eu déjà l'occasion d'établir la distinction entre l'ivresse et l'alcoolisme ; dans le processus d'un accès d'ivresse, comme dans celui d'une intoxication alcoolique, se révèlent tous les phénomènes caractéristiques signalés par de nombreux savants.

L'ivresse est l'état passager de surexcitation produit par l'absorption d'une trop grande quantité de liquides alcooliques ; ce peut-être un simple accident, résultat du hasard, de l'ignorance ou de l'imprudence du buveur. Généralement on distingue, lorsque l'on étudie l'ivresse, trois degrés de gravité ; distinction bien artificielle, car les transitions d'un état à l'autre sont insensibles. Elle est cependant commode en théorie, car elle permet de se rendre un compte assez exact des progrès de l'ivresse, de son évolution ; la première phase est l'ivresse légère ; ensuite vient l'ivresse complète, pendant laquelle le buveur peut devenir dangereux pour lui-même et pour autrui ; la dernière phase est l'ivresse totale, stupéfiante, abrutissante, que l'on exprime par ce qualificatif appliqué à celui qui en est le sujet : ivre-mort.

L'ivresse légère se traduit généralement par un état de surexcitation, de mouvement, d'agitation mal coordonnée ; la sensibilité semble s'exalter, la parole devient plus rapide, plus exubérante, mais souvent incohérente ; la pensée est prompte, et ne se fixe pas ; ce qui domine, c'est l'absence de lien logique entre les actes ; l'homme excité par une ivresse commençante devient communicatif, indiscret : *in vino veritas*,

idées de persécution les plus bizarres s'observent fréquemment dans ce genre de folie. » (Cristofini, *loc. cit.*)

disaient les anciens ; les idées se succèdent sans lien apparent ; l'imagination est vive, mais aux dépens de la raison ; la force musculaire augmente, les qualités particulières de chacun se manifestent plus vivement, l'un est gai, l'autre triste, l'autre s'emporte, toujours sans motif : c'est une sorte de déséquilibre général, qui procure d'ordinaire un certain sentiment de bien-être, suivi d'un malaise provenant de l'épuisement du système nerveux, et des fatigues que l'on s'est imposées inconsciemment.

Si l'on force la dose, l'ivresse prend un caractère inquiétant ; les mouvements deviennent irréguliers, la parole confuse, la démarche mal assurée ; le déséquilibre mental s'accroît ; la raison et la volonté sombrent ; la pensée devient obscure et s'engourdit ; l'irritabilité est grande, l'individu n'obéit plus guère qu'aux sensations, aux impressions, aux impulsions ; les hallucinations dangereuses prennent facilement naissance et le développement soudain des instincts brutaux est toujours à redouter. Puis, si l'ivrogne continue à boire, il tombe peu à peu dans l'engourdissement, dans un sommeil de brute, immobile, insensible, en poussant des ronflements caractéristiques. Dans cet état, il est ivre-mort, c'est une chose inanimée, à la merci des événements. Cet état comateux est souvent précédé d'accès de rage, de convulsions horribles à contempler et dangereuses pour l'entourage ; c'est l'ivresse convulsive ⁽¹⁾.

Cette évolution de l'ivresse nous a montré l'alcool paralysant progressivement l'intelligence et la volonté, faisant de l'ivrogne un automate sans âme, puis exerçant la même influence sur les facultés motrices, transformant ainsi la victime en objet insensible. C'est une évolution analogue que

(1) V. Cristofini, *loc. cit.* ; Muteau, *loc. cit.* ; Sérieux et Mathieu, *loc. cit.*

L'on constate chez l'alcoolique, avec cette différence que le processus est beaucoup plus lent et que c'est sur un long espace de temps que s'échelonnent les troubles signalés. L'alcoolisme est un état auquel on ne parvient que lentement, qui présente des caractères morbides très particuliers : cela devient peu à peu une nécessité, un besoin irrésistible de boire de l'alcool ; au bout de peu de temps, la force de résistance du buveur est anéantie, il ne sait plus, ne peut plus réagir ; il roule sur une pente fatale ; il augmentera constamment sa consommation jusqu'à ce que la folie ou la mort l'arrêtent. L'alcoolique déclaré n'a plus un état mental intact ; selon le Dr Bary « l'impossibilité de résister à la tentation de boire, c'est la caractéristique de l'irresponsabilité chez l'intoxiqué alcoolique ; ce désir devient besoin impérieux, il ne peut ne pas boire » (1). C'est que depuis le jour où l'alcoolique a commencé à s'imprégner d'alcool, son intelligence et sa volonté ont subi l'influence paralysante du poison en permanence, et de plus en plus vivement à mesure que la maladie augmente : l'alcoolique tue sa personnalité ; c'est un suicide moral avant le suicide physique qui ne tardera pas à le suivre.

L'alcoolisme peut rester longtemps à l'état latent et tout d'un coup se révéler : les accidents éclatent, accès d'hallucinations effrayantes, de délire convulsif, de manie homicide ; le mal est parvenu subitement à son plus haut période ; la manifestation la plus effrayante de ces désordres est ce que l'on a nommé le *delirium tremens*, délire tremblant, dont les attaques conduisent d'ordinaire l'alcoolique à la mort ; « la crise éclate le plus souvent le soir ou pendant la nuit. Le malade s'agite comme un forcené ; il a du tremblement des lèvres, de la langue, des muscles de la face et des membres ;

(1) Bary, *loc. cit.*

il s'exprime avec volubilité, et sa parole est embarrassée. Il a des hallucinations effrayantes auxquelles il cherche à se soustraire par la fuite; il se débat, crie, injurie les assistants, cherche à les mordre, bave et écume comme un enragé » (1).

L'alcoolique subit dans son être physique la même déchéance progressive que dans son être moral; c'est le délabrement profond de l'organisme, l'usure des tissus, la facilité de contracter des affections graves. Lentement, l'alcool pénètre le corps entier, il imprègne les tissus, les attaque, provoque de la congestion, des irritations, des corrosions sur les muqueuses du tube digestif, de l'estomac et des intestins; après le cerveau, l'organe le plus attaqué par l'alcool est le foie; la cirrhose du foie est généralement d'origine alcoolique; d'autres maladies mortelles sont provoquées par les boissons fortes; le cœur et l'appareil circulatoire peuvent être atteints; quant aux poumons, les médecins qui ont étudié la question, entre autres les D^{rs} Charcot, Bouchard et Brouardel sont d'avis que l'imprégnation alcoolique les prédispose à la tuberculose; ainsi la tuberculose pulmonaire, ce fléau de nos agglomérations urbaines, trouve un précieux adjuvant dans les habitudes alcooliques.

L'organisme tout entier, ébranlé par l'alcool, n'est plus préparé à résister aux accidents ni aux maladies; l'alcoolique est usé avant l'âge, il perd sa souplesse et sa force de réaction; selon le mot caractéristique de Lancereaux, « l'alcoolisme est une vieillesse anticipée ». « Le buveur, dit le docteur Lannelongue, a perdu toute résistance; c'est un mauvais blessé; c'est un mauvais malade. A quarante ans, il a les tissus d'un homme de soixante ans au moins. » Ce fait, que les événements récents rendaient plus navrant, était signalé

(1) Cristofini, *loc. cit.*

par M. Desjardins, dans son rapport à l'Assemblée nationale : « Dans la guerre, disait-il, beaucoup de blessés sont morts, que leur goût pour les boissons alcooliques rendait incapables de supporter un traitement, à plus forte raison une amputation. » Les médecins des hôpitaux de Paris sont unanimes à déplorer les complications apportées au traitement des malades par l'usage de l'alcool ⁽¹⁾.

Les désordres que nous venons d'étudier sont caractéristiques de l'alcoolisme proprement dit, ou, pour parler plus exactement, de l'éthylisme, c'est-à-dire de l'absorption de l'alcool éthylique, base des boissons spiritueuses et des vins ou autres boissons fermentées. Mais on sait qu'il existe divers alcools, possédant des degrés différents de toxicité. Selon certains savants, dont MM. Lancereaux, Magnan, Laborde, Dujardin-Beaumetz et Audigé, l'impureté de l'alcool joue un rôle prépondérant dans sa nocivité ; d'autres, tels que MM. Duclaux, Riche, Joffroy, Daremberg, Serveaux, prêtent peu d'attention à ces différences de pureté, sans les nier, et attribuent surtout les ravages de l'alcoolisme à la quantité consommée ⁽²⁾. La divergence entre les deux écoles, a, au fond, moins d'importance qu'on pourrait le croire au premier abord : il paraît certain, comme le font observer MM. Joffroy et Serveaux que « ce qui donne au produit la plus grande

⁽¹⁾ Depuis quelques années, les progrès sont ininterrompus : « Il y a quelque vingt ans, dit un médecin, l'alcoolisme n'était sans doute pas déjà très rare. Mais enfin, on voyait encore dans les hôpitaux des gaillards robustes, aux organes sains, aux corps bien équilibrés. Aujourd'hui, il faut chercher ce phénomène. Tous, jeunes ou vieux, sont des êtres précocement détraqués, détériorés, usés par l'alcool. Les jeunes ont le système nerveux saturé d'absinthe, et cela dès l'âge de seize ou dix-sept ans ; les vieux, — et j'entends par là des hommes de quarante ans — ont leur organisme tout entier, vaisseaux, nerfs et tissus, sénilisés par l'abus du poison. » (*Le Matin*, 23 janvier 1899).

⁽²⁾ V. Antheaume, *La toxicité des alcools*. — Joffroy et Serveaux, *Mensuration de la toxicité des alcools*. — Dujardin-Beaumetz et Audigé, *Alcoolisme chronique*

partie, ou, pour mieux dire, la presque totalité de sa toxicité, c'est l'alcool éthylique, qui est sans contredit le moins toxique de tous ces produits, mais qui est tellement plus abondant que c'est lui qui joue le rôle principal comme poison ». L'exactitude de ce fait est prouvée par l'exemple de la Belgique, où l'on boit un alcool très bien rectifié et très pur, et où cependant l'alcoolisme sévit avec une intensité particulière. Mais ce qui est d'autre part incontestable, c'est que les désordres alcooliques subissent une aggravation spéciale du fait des alcools impurs; certaines complications, des états pathologiques aigus procèdent directement de l'ingestion de certaines substances contenues dans ces boissons ⁽¹⁾.

Le danger de l'emploi des alcools impurs réside moins dans les eaux-de-vie (sauf les eaux-de-vie des bouilleurs de cru) que dans les liqueurs et les apéritifs, dont la consommation s'accroît de jour en jour ⁽²⁾; depuis longtemps, on ne fabrique plus ces boissons à l'aide de produits naturels; on préfère réduire les frais de fabrication en employant des alcools à bas prix, très impurs, dont on masque les mauvais goûts à l'aide de bouquets et d'essences; or « parmi les essences qui constituent les bouquets répondant à tous les besoins du distillateur et du débitant, il en est d'à peu près

(1) Des expériences exécutées par le Dr Laborde donnent les résultats comparatifs suivants : un animal auquel on injecte de l'alcool de vin subit les effets de l'ivresse ordinaire, assez rapidement dissipée; l'alcool de pommes de terre convenablement distillé cause une ivresse plus profonde et plus abrutissante. Quant à l'alcool d'industrie impur, il produit un état convulsif caractéristique, dû à la présence de certains poisons, aldéhydes, furfurol, etc. Laborde, *Lutte contre l'Alcoolisme*.

(2) L'usage des apéritifs est d'autant plus funeste qu'il est fait avant le repas, « toute boisson alcoolique, lorsqu'elle est prise en dehors des repas, agit beaucoup plus rapidement et avec beaucoup plus d'énergie sur les organes, et particulièrement sur l'estomac et sur le cerveau, que lorsqu'elle est mélangée aux aliments ». (Académie de médecine, 3 oct. 1871).

inoffensives, disent MM. Laborde et Magnan ; ce sont les plus rares. Les plus nombreuses au contraire sont des poisons violents ».

L'usage des apéritifs est devenu de nos jours universel dans toutes les classes de la société ; c'est une des causes les plus actives de la dégénérescence alcoolique dans les villes. « L'empoisonnement auquel conduit l'usage des boissons spiritueuses aromatiques est une résultante de deux intoxications composantes, dont l'une est l'alcoolisme, et l'autre l'aromatisme » (1). L'aromatisme prend des noms particuliers suivant la nature de la boisson qui le produit ; l'analyse chimique des éléments composants de ces liqueurs révèle la présence d'une série d'extraits végétaux, qui semblent avoir été choisis et triés à plaisir parmi les plus foncièrement nuisibles. Dans les amers, si répandus, on trouve en grande quantité l'essence de reine des prés, ou aldéhyde salicylique, ou l'essence de winter-green, qui possèdent à un degré éminent des propriétés convulsivantes et épileptisantes. Telles autres liqueurs ont pour poison distinctif l'essence d'amandes amères, qui contient de fortes doses d'acide cyanhydrique, le plus foudroyant peut-être des poisons. Ajoutez à cela les éléments toxiques, tels que le furfurol, contenus dans les alcools impurs employés, qui possèdent également la vertu de provoquer des accès convulsifs. Voilà les bienfaits de l'aromatisme.

Il faut réserver une place à part, dans le groupe des apéritifs, à l'absinthe ; après avoir causé des ravages dans l'armée et la marine, l'absinthe a conquis la faveur de la population. On s'en rend compte, si l'on passe, à l'heure de l'apéritif, à « l'heure verte » dans les rues et les boulevards de Paris ; on sent les exhalaisons d'absinthe qui s'échappent des cafés et

(1) Sérieux et Mathieu, *loc. cit.*

imprègnent l'atmosphère. L'absinthe, d'après le Dr Jacquet, jouit d'une vogue unique en France, et dans certains pays, « buveur d'absinthe » est devenu synonyme de Français. En dix ans, la consommation a doublé et la marche ascensionnelle n'est pas près de s'arrêter ⁽¹⁾.

Aucune autre boisson aromatique ne peut rivaliser de toxicité avec l'absinthe ; ses effrayants effets étaient déjà signalés par les préparateurs de la loi de 1873. Tout d'abord, d'après M. Girard, les plus mauvais alcools sont contenus dans les absinthes. En second lieu, qu'elle soit fabriquée avec des végétaux ou avec des essences industrielles, l'absinthe renferme une série d'aromes des plus nocifs : d'après MM. Laborde et Magnan, c'est l'essence d'absinthe qui agit le plus énergiquement, produisant l'épilepsie, les crises convulsives, les accès de folie criminelle ; d'après Lancereaux, l'abrutissement des absinthiques est dû à l'essence d'anis, contenue en grande quantité dans les absinthes ⁽²⁾.

L'attaque produite par l'empoisonnement absinthique est terrible ; ce sont des convulsions, des crises épileptiformes, des hallucinations terribles, des accès de fureur, causes de ces crimes dont la chronique journalière nous entretient ; la majeure partie de ces actes de férocité bestiale que des alcooliques commettent à tout moment est due à l'absinthisme, qui, bien plus rapidement que l'alcool, amène le délire et la folie. Le caractère des absinthiques, selon le Dr Gauthier, « est

(1) En 1894, la consommation était de 129.676 hectolitres, ce qui représente l'alcool pur soumis aux droits par la régie ; en évaluant d'après le degré alcoolique moyen, on peut supposer une consommation annuelle de 220.000 hect. d'absinthe, soit 500.000.000 de verres : Paris en absorbe le quart. Sérieux et Mathieu, *loc. cit.*

(2) Les essences végétales sont dangereuses même pour ceux qui les manipulent et les fabriquent ; le Dr Laborde a constaté des accidents graves dus aux vapeurs d'absinthe ; lui-même faillit être victime de ses expériences ; il s'empoisonna dans son laboratoire en respirant des essences dangereuses.

remarquable par son impressionnabilité, par la succession et le mélange d'irritation et de tristesse; les rêves de ces malades sont analogues à ceux des alcooliques, peut-être encore plus effrayants ». A des degrés divers, ces effets sont de la même nature pour tous les empoisonnements par les essences; les suites, les voici : le D^r Motet rapporte l'histoire d'un buveur d'absinthe, persécuté par des hallucinations effrayantes, par des voix qui l'insultent, l'excitent au meurtre, qui saisit son revolver, tue sa femme, puis s'empare d'un couteau et égorge ses deux enfants. Un autre fait, relaté par le D^r Laborde : une femme, ayant bu dans sa journée quatorze verres d'absinthe, est prise le soir d'une terrible attaque d'épilepsie, suivie de folie meurtrière : elle broie à coups de bêche son mari qui dort, puis tente de s'égorger, sans y réussir d'ailleurs. Le désir de verser le sang, de détruire, de massacrer, est courant chez cette catégorie de buveurs ⁽¹⁾.

Les diverses boissons alcooliques qui produisent ces effets navrants sont, relativement tout au moins, des boissons naturelles, sincères, qui contiennent effectivement les poisons que leur nom annonce; mais l'industrie des distillateurs a trouvé moyen de satisfaire les goûts de la clientèle en abondance et à peu de frais, en fabricant de toutes pièces les liquides variés qu'exige la consommation; bien entendu, ces falsifications créent des mixtures encore plus toxiques que les boissons authentiques. La seule substance que l'on soit sûr d'y trouver effectivement, c'est l'alcool, mais surtout l'alcool d'industrie impur, ou même l'alcool dénaturé; l'alcool dénaturé est celui où l'on a introduit une substance colorante ou odorante quelconque, dans le but d'en empêcher la consommation; il est en principe réservé aux usages industriels, mais comme

(1) V. Mazeman, *Les homicides chez les absinthiques*.

il est soumis à des droits très faibles, depuis longtemps les liquoristes sans scrupules s'en sont emparés, comptant sur le haut goût des produits qu'ils y introduisent pour en masquer les vices.

A l'alcool qui sert de base, on ajoute des éléments artificiels d'une prodigieuse variété qui font la fortune d'une industrie toute spéciale, comptant de nombreux et importants représentants, l'industrie des essences. Les essences, obtenues par des procédés chimiques, sont destinées à servir d'éléments colorants, odorants et savoureux à des boissons de toute espèce; le développement pris depuis quelques années par cette branche est fort inquiétant. Toutes les catégories de liquides alcooliques font appel aux essences, aux huiles et aux bouquets : il existe des huiles de vin dont une faible quantité suffit à transformer de l'alcool étendu d'eau en un liquide ayant l'apparence et le bouquet du vin; avec un litre d'alcool et quelques gouttes de certaines préparations, on fabrique à volonté du cognac, du kirsch, du rhum artificiel. Il en est de même des liqueurs, dont les essences diverses sont l'honneur de l'industrie chimique, particulièrement en Allemagne. Quant aux amers et aux apéritifs, ils sont déjà tellement nocifs à l'état « naturel » que le plus ou moins d'authenticité de leurs éléments composants n'a qu'une importance secondaire. Essences, huiles, bouquets, aromes divers, lancés dans la circulation, représentent une dose de poison concentré qui défie toute appréciation.

Les ravages des alcools à haute dose, des liqueurs aromatiques, semblent devoir faire oublier ceux que peuvent produire les simples boissons fermentées, le vin, le cidre, la bière, que l'on nomme si volontiers boissons hygiéniques; on arrive à leur donner ce titre par comparaison avec les toxiques violents que nous avons énumérés. En laissant de

côté les falsifications dont elles sont l'objet et qui peuvent en faire les rivales des boissons distillées, cette qualité hygiénique est toute relative; les boissons fermentées sont moins dangereuses à absorber; l'alcool y est très dilué, il est mélangé intimement à divers éléments qui peuvent en atténuer la nocuité, mais, à la longue, il produit également ses effets. Lorsque la passion alcoolique veut des aliments, elle en trouve toujours, même dans les boissons faiblement alcooliques (¹). Ces boissons ne sont donc hygiéniques que lorsque leur usage est très modéré; dans ce cas, elles sont bonnes, sinon nécessaires. Reconnaissons pourtant que les régions les plus atteintes par l'alcoolisme sont celles qui ne possèdent pas de vignes; le docteur Lunier considérait l'usage du vin naturel comme un antidote de l'alcoolisme. Ce qui rend de nos jours les boissons fermentées dangereuses, c'est surtout qu'elles sont l'objet de manipulations, de falsifications nuisibles; on les suralcoolise, on les colore, on leur donne du bouquet, on les fabrique même complètement; dans ces conditions, elles ne peuvent être que funestes à la santé publique.

L'étude des boissons à base d'alcool nous a permis de constater les effets généraux de l'alcoolisme sur l'individu; la perte de l'intelligence, la ruine de la moralité, la destruction de l'organisme, et en fin de compte la folie et la mort; ces résultats se retrouvent toujours, compliqués, dans l'aromatisme, d'accès convulsifs et de démence furieuse, aggravés généralement par les alcools de qualité inférieure. Tels sont les caractères de la maladie alcoolique.

(¹) D'après le docteur Wieselgren, la Suède, qui a réprimé l'alcoolisme par l'eau-de-vie, est envahie par l'alcoolisme de la bière. Le docteur Forel, à l'asile d'Ellikon (Suisse), constate que la plupart des internés alcooliques sont des buveurs de vin ou de bière. Le docteur Marandon de Montyel, à Ville-Evrard, constate la fréquence des buveurs de vin.

III. *Les ravages de l'alcoolisme.*

Si l'on veut se rendre un compte exact des désastres et des pertes causés dans le corps social par l'alcoolisme, il faut consulter les registres des hôpitaux, des asiles d'aliénés et des prisons; rien n'égale la brutale éloquence des statistiques. Une nation rongée par l'alcoolisme est atteinte dans le nombre de sa population par la mortalité plus fréquente, par le développement des maladies, par la diminution de la natalité, par la multiplication des suicides; elle est atteinte dans sa mentalité, par l'augmentation de l'aliénation; dans sa moralité, par le développement de la criminalité; dans sa santé physique, par la dégénérescence alcoolique; dans sa richesse, par l'augmentation du nombre des paresseux, miséreux et vagabonds, qui sont des non-valeurs sociales, et par les dépenses considérables, en pure perte, qu'occasionne la passion de l'alcool.

L'alcoolisme est une cause, depuis longtemps signalée, de l'abréviation de la vie. Les organismes usés par la boisson résistent moins à toutes les causes de destruction et durent moins longtemps; c'est un fait bien connu des Compagnies d'assurances sur la vie, en Angleterre; elles consentent aux *abstinents* ou *teetotalers*, des réductions de primes importantes et refusent impitoyablement les alcooliques. M. J. Whyte donne d'intéressants renseignements sur les constatations faites dans certaines Compagnies ⁽¹⁾. Une Compagnie d'assurances divise ses assurés en deux sections : les abstinents et les personnes très sobres. « Une expérience s'étendant sur l'espace de vingt-neuf ans a montré que, dans la première section, alors qu'on prévoyait 6.187 décès, d'après les tables officielles de mortalité, il y en a eu 4.368 seulement; tandis que dans

(1) Darin, *Des rapports de l'alcoolisme et de la folie.*

la deuxième section, sur 8.836 décès prévus, il y en a eu 8.617 » ⁽¹⁾. Ainsi, l'usage modéré de l'alcool est nuisible à l'existence.

D'après les chiffres établis par la Commission spéciale de l'Association médicale britannique, rapportés par le même auteur, 45 p. 100 de la population anglaise a une tempérance moyenne; le reste de la population abrège par l'alcool sa vie de 3 à 10 ans.

Les professions où l'on consomme le plus d'alcool sont aussi celles qui ont le taux de mortalité le plus élevé; d'après MM. Mathieu et Sérieux, en Angleterre, la mortalité, sur 1.000 individus, se répartit ainsi dans chaque profession.

Membres du clergé.	8,05
Agriculteurs	9,78
Brasseurs.	21,09
Cabaretiers.	23,57
Domestiques de cafés et d'hôtels.	34,15

L'Annuaire statistique de Belgique, en 1891, donne le chiffre de 126.545 personnes décédées, dont 71.443 décès au-dessus de 20 ans; de ceux-là, 25 p. 100 sont imputables à l'alcool, soit 17.861. Quant aux 55.102 décès au-dessous de 20 ans, le Dr Van Coillie estime à 5.000 le nombre de ceux qui ont pour cause l'alcoolisme héréditaire ⁽²⁾.

Les maladies trouvent dans l'organisme alcoolisé un terrain tout préparé pour leur développement; les absinthiques sont presque fatalement voués à la tuberculose. D'après le Dr Gibert, sur 10 alcoolisés atteints du choléra, 9 meurent,

(1) Dans une autre statistique, il s'agit de deux sociétés de secours mutuels pour ouvriers, les Réchabites qui sont teetotalers, et les Foresters qui ne le sont pas; sur 1.000 Réchabites de dix-huit ans, on calcule que 590 arriveront à 65 ans; tandis qu'il n'y aura dans le même cas que 453 Foresters: perte du fait de la boisson, 137 têtes.

(2) Van Coillie, *Mortalité par l'alcoolisme*.

tandis que sur 10 abstinents, il en meurt 2 seulement. Le Dr Drysdale a constaté chez les membres de quatre sociétés de secours mutuel anglaises, l'une d'abstinents, les autres de non-abstinents, que le temps de maladie était bien inférieur en moyenne chez les abstinents ; un calcul hebdomadaire de ce temps, opéré de 1866 à 1881, a donné les résultats suivants :

Première société, abstinents	7,48 semaines (par individu).	
Deuxième » non abstinents. . .	26,20	—
Troisième » »	24,68	—
Quatrième » »	27,66	—

L'alcoolisme touche à la question de la dépopulation par divers points ; c'est chez la femme du moins, une cause fréquente de stérilité ; il favorise l'avortement, apporte des entraves à la grossesse et au développement du fœtus ; mais, plus encore, c'est une cause de mortalité infantile ; la mortinatalité ou la mort précoce chez les descendants d'alcooliques sont extrêmement fréquentes, et l'on sait quelle importance a la mortalité des enfants dans le problème de la population ⁽¹⁾. Les enfants de buveurs meurent d'abord par suite de leur faiblesse héréditaire, par leur aptitude à contracter des maladies, puis par défaut de soins convenables de leurs parents, par nutrition défectueuse venant d'une mère alcoolique ⁽²⁾. « La mortalité des nouveau-nés des ivrognes dépasse de beaucoup la moyenne », dit Bouchardat.

Nous aurons à revenir plus loin sur la question de la dégénérescence des familles alcooliques et son influence sur la population. A la question de la mortalité par suite d'alcoo-

(1) D'après Lunier (en 1888), on pourrait sauver, par des soins appropriés, 150.000 existences d'enfants par an (V. Gonnard, *La dépopulation en France*, 1898.)

(2) En Angleterre, le Dr Ogle constate qu'à Londres il meurt en un an 2.000 enfants étouffés dans leur lit, et cinq fois plus de cette manière dans la nuit du samedi que dans toutes les nuits de la semaine ; or, le samedi est le jour où les habitudes d'alcoolisme sont le plus répandues (Sérieux et Mathieu, *loc. cit.*)

lisme se rattache intimement la question du suicide. Le nombre des suicides n'a cessé d'augmenter durant tout ce siècle; les statistiques constatent une progression ascendante, qui suit les progrès de l'alcoolisme. D'après le rapport Claude, de 1836 à 1840, le chiffre moyen des suicides, par an, était de 2.547; en 1885 seulement on en a compté 7.901. La première période compte 137 suicides causés notoirement par l'alcoolisme, soit 5,3 p. 100. En 1885, ce nombre monte à 868, 11 p. 100. « N'est-il pas permis de penser, remarque M. Claude, que bien d'autres causes apparentes des suicides, l'aliénation mentale par exemple, ont pu avoir pour origine, pour point de départ plus ou moins lointain, l'abus des spiritueux » (1).

Les deux questions, en effet, ont des rapports étroits; le suicide a souvent pour cause des troubles cérébraux, et ceux-ci prennent fréquemment naissance par l'alcoolisme. Les relevés faits par les médecins aliénistes des asiles de France sont à cet égard édifiants. Le rapport Claude en a rassemblé de fort instructifs et tout à fait frappants. La folie est, à notre époque, en croissance énorme, et depuis vingt ans, le nombre des aliénés par suite d'excès de boissons a quintuplé. L'alcool contribue à l'aliénation de trois façons, dit le docteur Magnan, « soit que ce poison agisse comme simple accident, et rende plus aigus et plus durables les symptômes de l'affection première, soit qu'il attaque plus profondément

(1) En 1869, sur 5,114 cas de suicide, 134 sont dus directement à des accès d'ivresse, et 531 à l'ivrognerie habituelle. En vingt ans, les morts accidentelles et les suicides résultant de l'alcoolisme ont progressé ainsi :

	Morts accidentelles.	Suicides.
	—	—
De 1850 à 1854, en moyenne. . .	264	283
De 1865 à 1869 »	504	643

(Muteau, *L'ivrognerie.*)

l'organisme et crée son délire spécial, soit qu'en dernier lieu il conduise, après des rechutes successives, à la démence ou à la paralysie générale » ⁽¹⁾.

A Sainte-Anne, M. Magnan a noté l'énorme progression des aliénés alcooliques ou ayant des antécédents alcooliques.

En 1887	24,84	p. 100 pour les hommes.	3,92	pour les femmes.
En 1890	27,49	»	7,91	»
En 1894	30,11	»	9,05	»

Le nombre des malades internés dans le département de la Seine est monté, d'un millier au début du siècle, à 12.500 environ aujourd'hui. M. Joffroy, dans ses leçons à Sainte-Anne, indique par quelques chiffres l'augmentation séculaire : à Bicêtre, de 1808 à 1813, on comptait 1079 aliénés, dont 126 alcooliques (8 p. 100) ; de 1825 à 1843, les asiles de la Seine en reçoivent une proportion de 28 p. 100. En 1894, nous avons vu qu'elle dépasse 30 p. 100 à Sainte-Anne. Dans d'autres lieux d'internement, la proportion est bien plus forte, comme à l'Infirmierie spéciale du Dépôt, où le docteur Garnier a constaté, en quinze ans, une augmentation de la moyenne annuelle de 367 cas à 729, soit un tiers des cas totaux ; on reçut pendant ces quinze ans 8.139 aliénés, dont 2.189 alcooliques ⁽²⁾.

Lunier, en 1872, faisait paraître un ouvrage extrêmement documenté ⁽³⁾, où il avait étudié les rapports de la folie

⁽¹⁾ V. Magnan, *L'alcoolisme*.

⁽²⁾ L'infirmierie du Dépôt a reçu :

	Hommes.	Femmes.	Total.	Pour 100.
En 1886.	533	111	644 (sur 2597)	24,91
En 1888.	696	143	839 (sur 2859)	29,34

(Garnier, *La folie à Paris*).

⁽³⁾ Lunier, *Du rôle que jouent les boissons alcooliques dans l'augmentation du nombre des cas de folie et de suicide*.

alcoolique avec le genre de boissons absorbées, et sa répartition géographique ; les départements où l'on récolte du cidre sont de tous les plus atteints par la progression des cas de folie, à l'inverse de ceux où l'on boit du vin. Plus tard, dans un second ouvrage ⁽¹⁾, il constatait que la proportion des inculpés pour ivresse publique et celle des cas de folie, de suicide ou de mort accidentelle déterminés par des excès de boisson étaient constamment en raison directe de la consommation des alcools (notamment des alcools d'industrie) et en raison inverse de la consommation du vin.

Citons enfin quelques chiffres extraits du rapport Claude ; de 1861 à 1885, on a interné 79.214 aliénés, dont 9.928 alcooliques, soit 12,53 p. 100 pour toute la France ; certaines régions ont une moyenne bien plus élevée ; comparons deux périodes :

	1861-1865		1881-1885
	—		—
Cher.	18 p. 100 d'aliénés alcooliques		28 p. 100
Côte-d'Or.	5 » » » »		29 »
Maine et Loire	22 » » » »		28 »
Marne.	12 » » » »		29 »
Sarthe.	16 » » » »		33 »
Seine-Inférieure	38 » » » »		39 »

La consommation de l'alcool et le nombre des aliénés ont crû dans la même proportion, comme l'indique cette statistique de M. Vanlaër :

1865. . . .	873.007 hectolit.	d'alcool	13.983 aliénés
1870. . . .	882.790	»	19.391 »
1875. . . .	1.019.052	»	21.962 »
1880. . . .	1.313.829	»	39.822 »
1885. . . .	1.444.342	»	51.207 »
1890. . . .	1.662.801	»	56.965 »
1892. . . .	1.735.367	»	58.753 »

(1) Lunier, *De la production et de la consommation des boissons alcooliques en France.*

Il y a une autre plaie sociale qui marche de pair avec l'alcoolisme, c'est la criminalité; l'alcool est le fauteur des crimes violents, en même temps que le poison qui s'attaque directement à la moralité, et fait succomber aux tentations. Depuis un certain nombre d'années, comme l'alcoolisme et comme l'aliénation, le nombre des crimes est en progression constante. Les crimes sur lesquels semble influencer directement l'intoxication alcoolique sont les crimes contre les personnes, violences brutales, coups et blessures, attentats à la pudeur. M. Marambat, greffier de la prison de Sainte-Pélagie, a étudié 2.950 détenus, et a constaté que 2.124 s'adonnaient à l'ivrognerie, soit 72 p. 100; la proportion était, par catégorie de délinquants ⁽¹⁾ :

Récidivistes	78,5 p. 100 de buveurs.
Coups et blessures	88,2 »
Mendicité et vagabondage	79,4 »
Attentat aux mœurs	53,6 »

D'après M. Arboux, il y a dans les prisons de la Seine une proportion d'alcooliques de :

53,3	chez les meurtriers
57,1	» incendiaires
70	» voleurs et escrocs ⁽²⁾

En France, les départements privilégiés au point de vue de la criminalité sont aussi ceux où l'alcool a le moins envahi la population; « la courbe de la criminalité se mesure exactement sur la courbe de l'alcoolisme », dit M. Vanlaër. Les trois grands consommateurs d'alcool, la Seine-Inférieure, le Calvados et l'Eure, ont 80 condamnés pour 10.000 habitants.

⁽¹⁾ Marambat, *L'alcoolisme et la criminalité*. — V. Motet, *Les délits et les crimes commis sous l'influence de l'alcoolisme*.

⁽²⁾ Soc. générale des prisons, *Rev. pénit.*, 1897.

L'Indre-et-Loire, le Loir-et-Cher, le Loiret, qui sont moyennement alcooliques, ont seulement 50 condamnés pour 10.000. Enfin, la Creuse, la Corrèze, la Haute-Vienne, qui consomment fort peu d'alcool, en ont seulement 35 pour 10.000.

Par contre, en Norvège, en même temps que l'alcoolisme perdait du terrain, crimes et délits diminuaient ; il en fut de même en Irlande, lors des prédications antialcooliques du P. Mathew, en 1838. D'après Lombroso, la proportion des crimes causés par l'alcoolisme est, dans les divers pays :

Etats-Unis, Angleterre. . .	60 p. 100.
Suède	75
Belgique.	25
France.	50

En Allemagne, d'après Baër ⁽¹⁾, sur 32.837 détenus, il y a 13.706 buveurs (41,7 p. 100), dont 22,1 p. 100 buveurs d'occasion, et 19,6 p. 100 buveurs d'habitude ; les crimes et délits qu'ils avaient commis se répartissaient ainsi, en comptant la proportion des buveurs relativement aux criminels sobres :

	Buveurs. —	PROPORTION	
		des buveurs d'occasion	des buveurs d'habitude.
Meurtre.	46,1 p. 100	58,6 p. 100	41,4 p. 100
Homicide.	63,2	58,6	41,4
Tentative d'homicide . .	50,8	60,9	39,1
Vol avec agression ou sur la voie publique	68,8	57,1	42,9
Blessures.	74,5	72,7	27,3
Incendies.	47,6	48	52
Attentats à la pudeur, viols .	60,2	61,2	38,8
Abus de confiance	26,6	52,2	47,8
Vols	51,9	48,2	51,8
Résistance à l'autorité. .	76,5	89	11

Ce sont donc surtout les homicides, les blessures, les vols

(1) Legrain, *loc. cit.*

à main armée, les attentats à la pudeur qui subissent l'influence de l'alcoolisme, et en majorité de l'ivresse temporaire plus que de l'alcoolisme chronique ; celui-ci exerce plus fortement son influence sur les vols simples, les incendies.

Nous avons vu que l'alcoolisme exerçait une influence néfaste sur la procréation, la naissance et la mortalité infantile ; ce n'est qu'une forme de la dégénérescence par l'alcool qui frappe les familles et les races adonnées à la boisson ; une race qui devient victime de l'alcool marche au suicide. « Un peuple qui s'alcoolise, dit fortement M. Legrain, et qui par suite fait souche de dégénérés, d'idiots, d'épileptiques, d'aliénés, est un peuple qui s'étiolé. Un peuple alcoolisé, en somme, est un peuple en voie de disparaître ». Le Dr Lancereaux arrive aux mêmes conclusions, navrantes pour l'avenir de la race : « Poussé à ses extrêmes limites, l'alcoolisme crée en quelque sorte une race spéciale qui peut bien se continuer pendant un certain temps avec ses infirmités physiques et ses tendances vicieuses, mais qui, heureusement, manque d'éléments pour se perpétuer : exposée à toutes sortes d'accidents et de maladies, vouée à l'impuissance et à la stérilité, elle ne tarde pas à disparaître ; ainsi s'éteint l'alcoolisme lorsqu'il a pénétré dans la famille » ⁽¹⁾.

Les effets héréditaires de l'ivrognerie sont tellement frappants que les anciens eux-mêmes, quoiqu'ils n'eussent que des connaissances sommaires sur la question, avaient remarqué les stigmates de dégénérescence qui signalent les enfants d'ivrognes. « Platon défendait aux gens mariés de boire du vin « la nuit qu'ils destinaient à faire des enfants » ⁽²⁾. « Drogène a dit en parlant d'un enfant imbécile : « Son père était

⁽¹⁾ Lancereaux, *Etude sur les altérations produites par l'abus des boissons alcooliques*.

⁽²⁾ Muteau, *loc. cit.*

ivre au moment où sa mère l'engendra ». Aristote dit que les mères ivrognes mettent au monde des enfants également ivrognes. Plutarque a écrit : *Ebrii gignunt ebrios* » ⁽¹⁾.

Les lésions de l'alcoolisme, nées chez un individu, se transmettent héréditairement à sa descendance sous les formes les plus diverses : démence, maladies nerveuses, atrophie intellectuelle ou physique ⁽²⁾. La première des lésions que peuvent présenter les dégénérés alcooliques, c'est la passion de l'alcool, la dipsomanie ; le dipsomane, buveur malgré lui, peut ne pas présenter d'autre lésion ; celle-ci suffit à sa perte ; certaines variétés de l'alcoolisme se transmettent aussi, l'absinthisme par exemple. Le docteur Legrain s'est livré à des études approfondies sur la question de l'hérédité : il constate la précocité de l'aliénation alcoolique chez les fils de buveurs ; pour l'hérédo-alcoolique, le délire accompagne presque toujours l'ivresse ; il a, comme dit M. Darin, le délire en puissance. Le dipsomane deviendra fatalement alcoolique s'il a le malheur de boire un premier verre ; c'est une folie spéciale ; « la tendance à l'ivrognerie est un état morbide du cerveau », d'après le docteur Legrain. Cette ivrognerie héréditaire « présente un caractère tout particulier de gravité et d'incurabilité » ⁽³⁾. Les hérédo-alcooliques, dont le nombre va sans cesse en augmentant, fournissent à l'armée des buveurs un énorme contingent, contre lequel les mesures de protection sociale sont à peu près inefficaces ; leur responsabilité, si elle existe même, est des plus minimes ; ce sont des malheureux voués à la misère, à la folie et au crime ; leur guérison est

(1) Kowalewsky, *L'ivrognerie*.

(2) Les expériences du docteur Féré sur des œufs de poule qu'il exposait aux vapeurs de l'alcool et d'où sortaient des poulets difformes, non viables, montrent l'influence de l'alcoolisme sur le développement de l'embryon. Sérieux et Mathieu, *loc. cit.*

(3) Cristofini, *loc. cit.*

généralement impossible ; seules des mesures préventives pour les écarter de la boisson peuvent avoir quelques faibles résultats.

Outre la tendance héréditaire à l'ivrognerie, le Dr Legrain ⁽¹⁾ note la progression de la décadence de génération en génération : à la première génération, c'est la dégénérescence générale, comprenant la déséquilibration mentale, la névropathie, la débilité d'esprit, la folie morale commençante, des mauvais instincts et des vices multiples, des déformations et des infirmités physiques. A la deuxième génération, le niveau mental baisse, le sens moral s'atténue encore, les criminels sont plus nombreux ; le nombre des enfants morts-nés ou débiles s'accroît. La troisième génération marque l'anéantissement à peu près complet de la famille.

La dégénérescence est souvent plus rapide, plus concentrée ; les malformations congénitales, la tendance à contracter les maladies, surtout la tuberculose, les convulsions, la paralysie infantile, la scrofule et le rachitisme tuent bientôt les enfants d'alcooliques. L'idiotie est fréquente, de même que l'épilepsie, l'hystérie, les manies, les folies impulsives et surtout « un état tout particulier de déviation, de perversion du sens moral, de déséquilibration » ⁽²⁾. Ceux que l'alcoolisme n'enlève pas à la race sont des êtres dangereux, nuisibles, prédisposés à tous les désordres et à tous les actes antisociaux.

Ce que l'on constate aujourd'hui en France, c'est ce que Magnin Huss avait remarqué dans son étude, la première qui eût été faite, sur l'alcoolisme en Suède ; il voyait dans la race suédoise réapparaître d'anciennes maladies, certaines affections se généraliser, la vitalité s'abaisser, croître les crimes

⁽¹⁾ Legrain, *loc. cit.* ; Du même, *Hérédité et alcoolisme*.

⁽²⁾ Cristofini, *loc. cit.*

et la folie, la race s'abâtardir physiquement, perdre sa force et sa taille.

Les études de M. Legrain sur l'hérédité alcoolique ont porté sur 215 familles, suivies pendant trois générations ; ces familles comptaient 814 individus. 174 sont nés avant terme, morts-nés ou morts en bas-âge ; restent en retranchant encore les enfants jusqu'à 18 ans, au nombre de 173, 467 adultes, dont 197 sont devenus alcooliques eux-mêmes, soit près de la moitié. Sur l'ensemble des observations, on compte 322 déséquilibrés, débiles, idiots, etc. Avec les morts en bas âge, on trouve un total de 496 dégénérés, 60 p. 100. Si l'on retranche seulement les morts-nés, on a 767 individus ayant vécu, peu ou longtemps, dont 62 sont atteints de perversion morale ; 173 ont eu des convulsions infantiles ; 42 des méningites ; 131 de l'épilepsie ou de l'hystérie ; 145 ont été aliénés.

Les mêmes constatations ressortent de toutes les études sur l'hérédité des alcooliques. Le docteur Demme, médecin de l'Hôpital des enfants de Berne, compare 61 enfants de familles sobres à 57 enfants de buveurs, et trouve parmi les premiers 50 sujets sains et ayant vécu, tandis que la seconde catégorie n'en compte que 9, les autres étant morts ou affligés de tares nerveuses. M. Darin rappelle les études du professeur Pellmann, de Bonn, sur une famille allemande suivie pendant plusieurs générations ; une nommée Ada Jurke, alcoolique, voleuse et vagabonde, née en 1740, meurt au début du siècle, sa postérité compte 843 individus ; sur 709 qui ont pu être retrouvés, on compte ;

106 nés hors mariage,

142 mendiants,

64 pensionnaires de dépôts de mendicité,

81 prostituées,

76 criminels (7 assassins).

La plupart sont dégénérés; en 75 ans, cette famille d'alcooliques a coûté à l'Etat, en secours d'indigents, entretien dans les asiles et les prisons, en dommages causés, une somme évaluée à plus de 5 millions de marks ⁽¹⁾.

Le développement physique souffre de l'alcoolisme, il y a à ce sujet un fait probant; les statistiques du ministère de la Guerre, que M. Claude cite dans son rapport, enregistrent le nombre des conscrits réformés pour faiblesse, maladie, ou taille insuffisante; on remarque une corrélation entre la proportion de ces réformés et la consommation alcoolique d'une région. Les départements les plus alcoolisés sont ceux qui fournissent relativement le moins de conscrits. Dans l'Orne, par exemple, l'arrondissement de Domfront, où l'on boit beaucoup d'alcool, donne un grand nombre de réformés. Dans la Seine-Inférieure, en 1873, on comptait 6 réformés p. 100, et en 1886, 24 p. 100; dans l'Ille-et-Vilaine, en 1882, 29 p. 100 et en 1883, un an après, 40 p. 100.

Il est instructif de savoir ce que coûte à la nation et à l'individu, chaque année, l'alcoolisme. En dehors du prix de l'alcool consommé, il faut compter les pertes que fait l'alcoolique par le chômage, la maladie, les dépenses occasionnées par l'hospitalisation, l'internement, les secours aux victimes de l'alcoolisme. La démoralisation alcoolique s'étend, plus encore que sur la criminalité, sur l'activité du buveur, sur son goût du travail; l'alcoolique est un mauvais travailleur; il gagne mal sa vie, et ce qu'il gagne il le laisse chez le cabaretier; la misère l'attend et, à bref délai, sa famille tombe à

(¹) « En cherchant bien, dit Darin, on trouverait peut-être partout de ces cas typiques qui paraissent synthétiser dans des familles maudites les méfaits généraux de l'alcool. Telle, chez nous, cette famille Kerangall, qui a, dit-on, inspiré à Zola la série fameuse de ses *Rougon-Macquart*, groupe de dégénérés, de déments, de criminels, de prostituées et de matloïdes, sortis d'une souche empoisonnée ». (Darin, *loc. cit.*).

la charge de l'assistance publique ou va grossir la foule des vagabonds et des mendiants.

M. Cauderlier ⁽¹⁾ note le fait suivant, d'après des statistiques anglaises : de 1873 à 1876, la prospérité de l'industrie anglaise apporta aux ouvriers trois milliards de francs de salaires de plus que les années précédentes ; on constate que de 1867 à 1870, les ouvriers anglais ont dépensé 11 milliards et demi en boissons ; de 1873 à 1876, 14 milliards et demi ; les trois milliards de différence représentent exactement l'augmentation de salaires dont ils avaient bénéficié ! Pendant les mêmes années, en Belgique, les salaires ont augmenté de 450 millions ; on a consommé en boissons :

De 1867 à 1870.	1.486 millions
» 1873 » 1876.	1.915 »
Différence . . .	429 millions

En France, M. Rochard a cherché quel pouvait être le coût annuel de l'alcoolisme ; il a calculé les diverses pertes qu'il fait éprouver et est arrivé aux chiffres suivants :

Prix de l'alcool consommé.	128.298.384 francs
Journées de travail perdues.	1.340.147.500 »
Frais de traitements et de chômage.	70.842.000 »
Frais de traitement pour les aliénés.	2.652.912 »
Frais de répression pour les crimes.	8.894.500 »
Suicides, morts accidentelles	4.922.000 »
	1.555.757.296 francs

A évaluer seulement, et c'est peu, à dix petits verres par jour, comme le fait M. Vanlaër, la dépense en alcool d'un ouvrier, on arrive à près de 400 francs par an, charge énorme pour un budget restreint ⁽²⁾. C'est le jour de paye qui est

⁽¹⁾ Cauderlier, *Les boissons alcooliques en Belgique*.

⁽²⁾ D'après le Dr Brunon, les pêcheurs de Dieppe dépensent environ 800 francs

surtout funeste au buveur ; il a de l'argent en poche, le cabaret l'attire, les camarades l'entraînent, les tournées se succèdent ; il rentre chez lui ivre et la bourse vide, n'ayant plus de quoi nourrir sa famille.

Voilà les résultats de l'alcoolisme ; voilà les titres dont il peut se vanter ; après ces désolantes constatations, on peut sans exagération dire, avec M. Sérieux : « L'alcool est le pourvoyeur des hôpitaux, des hospices d'incurables, des asiles d'aliénés, d'idiots et d'épileptiques, des dépôts de mendicité, des établissements pénitentiaires de toute nature ; il constitue un des facteurs les plus puissants de la déchéance d'un peuple ; ses ravages dépassent de beaucoup ceux des plus meurtrières épidémies » ⁽¹⁾.

Si l'on parcourt les différentes régions de France, on trouve une répartition très inégale de la consommation ; telle région est, pour ainsi dire, indemne, tandis que telle autre est imprégnée d'alcool. En dehors des grandes villes, les foyers d'alcoolisation sont le Nord et l'Ouest ; d'autres contrées, le Sud et le Sud-Ouest sont tempérantes ; en 1898, on buvait dans la Seine-Inférieure 13 lit. 58 d'alcool pur par tête ; dans la Haute-Savoie, seulement 0 lit. 81.

Paris, qui consomme 7 litres d'alcool (en 1893) est au dix-huitième rang des villes ; Cherbourg tient la tête avec 18 lit. 3 ; le Havre, Rouen, Caen, viennent ensuite avec 16 litres ; Amiens, Saint-Quentin, Lorient, Brest, consomment de 9 à 11 litres ; par contre, Montpellier et Toulouse n'en boivent guère que 3 litres et Béziers 1 lit. 4. L'eau-de-vie est la boisson alcoolique la plus répandue dans la Normandie, la Bretagne, la Flandre, l'Artois, la Picardie, l'Île-de-France et les

par an en alcools. — Brunon, *Rôle de l'alcoolisme dans l'industrie de la région normande*.

(1) Sérieux, *L'assistance des alcooliques*.

Vosges. Quant au vin, c'est le contraire; le Midi en consomme beaucoup plus, et tandis qu'à Nice on en boit par tête et par an 243 litres, on n'en boit à Paris que 194 litres et à Roubaix 19 litres. La bière est une boisson du Nord : Lille tient la tête avec sa consommation de 376 litres, qui tombe pour Paris à 12 litres. Le cidre enfin est la boisson de la Normandie et de la Bretagne : 584 litres à Rennes et 14 à Paris ⁽¹⁾.

Il faut se rappeler toujours que les chiffres constatés par le fisc sont notablement inférieurs aux chiffres réels; la fraude est énorme, et bien des alcools échappent légalement à la taxe; on a pu évaluer au double la consommation effective dont il faut tenir compte pour avoir des totaux exacts. De plus, dans l'appréciation des quantités absorbées, on ne compte généralement pas l'alcool compris dans les boissons ordinaires fermentées, mais seulement les eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs. En totalisant les doses d'alcool que représentent toutes les boissons, on trouve que c'est Paris qui en consomme le plus : 27 litres ⁽²⁾, alors que le plus alcoolisé des départements, le Calvados, n'en boit que 23 litres. Paris se trouve ainsi la capitale de l'alcoolisme, et également, fait remarquer le professeur Joffroy, la capitale de l'aliénation mentale ⁽³⁾.

Si l'on applique à la France le même calcul, et si l'on compare sa consommation totale avec la consommation totale des

(1) Sérieux et Mathieu, *loc. cit.*

(2) Claude, *loc. cit.*

(3) Le Dr Raymond, dans un article sur l'alcoolisme à Paris (*Progrès médical*, 1896), a relevé des faits significatifs : il compte les intoxiqués dont l'alcool a fait des non-valeurs sociales, et qui se sont présentés à son service de l'Hôtel-Dieu. En février 1896, sur 1106 individus, 62 rentraient dans la catégorie désignée, dont 14 tuberculeux; il y avait 677 hommes, 429 femmes et 38 alcooliques hommes, 24 alcooliques femmes; l'alcoolisme chez la femme atteint la même proportion que chez l'homme : « 62 intoxiqués par mois dans les 13 hôpitaux à consultation; 800 intoxiqués qui sont ou vont être hospitalisés ! Soit en une année environ, 10.000 non-valeurs de par l'alcool ! ».

autres pays, on est obligé de constater qu'en 1896 elle tient de beaucoup le premier rang, dépassant la Belgique, qui boit plus d'eau-de-vie, mais moins d'autres boissons :

France	14 ^l 19
Belgique	10 ^l 50
Allemagne.	10 ^l 50
Iles Britanniques.	9 ^l 25
Suisse	8 ^l 75
Italie.	6 ^l 60
Hollande	6 ^l 25
Etats-Unis.	6 ^l 10
Suède	4 ^l 50
Norvège.	3 ^l
Canada	2 ^l

La Normandie est, entre toutes les provinces françaises, le terrain d'élection de l'empoisonnement alcoolique ; la race normande est vouée à l'alcool ; hommes, femmes, enfants, dès le plus jeune âge, subissent la passion commune ; c'est là qu'il faut regarder si l'on veut se rendre compte de la destruction d'une race par l'eau-de-vie ; on à peine à s'imaginer ce que sont les désastres causés par la boisson dans les populations de la Seine-Inférieure et du Calvados en particulier.

Le D^r Brunon ⁽¹⁾ a étudié sur place, à Rouen, en particulier, les faits. L'eau-de-vie pure, telle est la boisson ordinaire du Normand ; en 1885, Rouen consommait par tête 37 litres d'eau-de-vie. « La ville de Rouen consomme annuellement beaucoup plus de mauvaises eaux-de-vie de betteraves, de grains, de mélasses, qu'il n'est fabriqué de vin dans toute la France ! » Telle rue de Rouen compte 75 débits sur 150 maisons. La population ouvrière s'alcoolise avec entrain : du samedi au lundi, parfois au mardi, on ne peut faire un pas sans coudoyer des troupes d'ivrognes ; toutes les catégories

(1) Brunon, *L'alcoolisme en Normandie*.

d'ouvriers sont envahies par le vice, les plus intelligents et les plus frustes; le genre de boissons seul change; pour les uns l'apéritif, pour les autres, l'eau-de-vie. Les ouvriers du fer et du feu sont particulièrement signalés comme d'effrénés buveurs; il en est qui ne peuvent venir à l'atelier sans être accompagnés et surveillés par leurs femmes; dans un atelier de 150 ouvriers, 5 seulement peuvent être envoyés en ville, chez des particuliers, sans se griser en route.

Sur le chemin des ateliers s'échelonnent les débits, où stationnent à l'aller et au retour les ouvriers, souvent rejoints par leurs femmes, car l'alcoolisme des Normandes ne le cède en rien à celui des hommes. Les femmes prennent l'habitude de vider un verre en toute occasion, chez l'épicier, chez le boulanger; ce qui les alcoolise aussi, c'est le café; il faut savoir ce qu'est le café normand : il est toujours accompagné d'une dose plus ou moins forte de cognac; ainsi pénètre le poison. Les enfants sont, de bonne heure, préparés à l'ivrognerie : on le fait boire, ce café au cognac, à des enfants de cinq à six ans; un instituteur constate, à Rouen, que sur 63 enfants de 9 ans au plus, 24 boivent de l'eau-de-vie tous les jours. Dans les écoles de filles, 75 p. 100 boivent de l'eau-de-vie. Ce sont là autant d'alcooliques précoces, atteints avant d'être adultes, et qui promettent pour l'avenir une race physiquement et moralement dégradée ⁽¹⁾.

Dans les campagnes, le poison est encore l'eau-de-vie, et la pire de toutes, l'eau-de-vie sommairement distillée, mal rectifiée, produite par les cultivateurs eux-mêmes, bouilleurs de cru; ils convertissent tous leurs cidres en eau-de-vie; le cidre se boit beaucoup moins en Normandie depuis qu'on peut en faire de l'alcool, et cet alcool impur, on le verse à

(1) V. Cazajoux, *L'alcoolisation des femmes et des enfants en Normandie. Réf. soc.*, 1896.

flots. Au cabaret les jours de marché, à domicile ou dans les champs, les autres jours, le Normand se gorge d'eau-de-vie ; il est tellement ordinaire de trouver sur les routes des gens ivres-morts qu'on y prête à peine attention ; on avale l'eau-de-vie par grands verres (certains vont jusqu'à 1 litre par jour) ; les femmes sortent toujours avec leur fiole d'eau-de-vie dans la poche. Le matin on déjeune d'une soupe à l'alcool ; après les repas, on fait une « bistouille » ; cet usage de la bistouille et de la soupe à l'eau-de-vie sont aussi répandus dans certaines villes du Nord. Cette bistouille, c'est le « café » perfectionné : c'est un bol, plein d'abord de café, qu'on additionne de rasades d'eau-de-vie au fur et à mesure que le niveau baisse ; c'est, en fin de compte, un bol d'eau-de-vie pure que l'on avale, et cette eau-de-vie des bouilleurs normands titre 55° à 60°.

Le Normand multiplie les occasions de boire ; on n'entre pas dans une ferme sans prendre « quelque chose » et c'est toujours un verre d'alcool ; travailleurs des champs et travailleurs des villes ont à leur service des débits publics ou particuliers dont on ne voit jamais tarir la production ; d'ailleurs, l'alcoolisme normand ne se restreint pas aux classes pauvres ; les riches en prennent leur part. Le Normand est bon vivant et aime à boire abondamment ; pour être moins manifeste, l'alcoolisation des classes aisées n'est pas moins sûre. La Normandie fournit le tableau le plus frappant des plaies dont souffre une race rongée par l'alcoolisme ; la race normande, si l'on n'y prend garde, s'anéantira par l'alcool ; elle est déjà, pour cette cause et pour d'autres, la moins prolifique des races françaises ; elle fournit un énorme contingent d'aliénés et de dégénérés ; la criminalité y subit une hausse permanente. L'industrie, enfin, qui fut longtemps si prospère, est visiblement compromise ; la qualité du travail

s'abaisse, dit le docteur Brunon ; l'intelligence, l'habileté technique et la force corporelle diminuent chez l'ouvrier normand ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ V. Laborde, *Réforme de l'impôt des boissons*. — Mabileau, *L'alcoolisme en Normandie. Réf. soc.*, 1897.

CHAPITRE II

LA LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME A L'ÉTRANGER

La plupart des pays de civilisation européenne ont été touchés par le fléau alcoolique, et la plupart aussi ont, bien avant la France, constaté le mal et tenté de réagir, de lutter activement contre l'invasion de l'alcool ; les seuls pays à peu près indemnes sont les nations méridionales, l'Espagne, l'Italie, la Grèce ; les plus anciennement contaminés, au contraire, sont les pays scandinaves et les pays anglo-saxons ; la Suède et la Norvège se sont, il y a longtemps déjà, rendu compte du mal, et les mesures énergiques qu'elles ont appliquées l'ont fait sensiblement reculer. Les Etats-Unis, depuis des années, ont usé des procédés les plus divers pour enrayer la marche de l'alcoolisme et ont obtenu des résultats ; dans ce pays, comme en Angleterre, les sociétés de tempérance ont recruté des adhérents et fait une active propagande contre les boissons fortes. Chaque nation a mis en œuvre un ensemble de mesures, ou un système de protection qu'elle a tenté d'adapter aux nécessités de la situation ; le succès a très diversement couronné ces efforts ; quoi qu'il en soit, l'examen des phases de la lutte et des résultats atteints est certainement de toute utilité pour la France, qui a presque tout à apprendre de ses devancières.

I. *Etats-Unis.*

Aux Etats-Unis, l'invasion de l'alcoolisme et ses premiers ravages importants datent du commencement du siècle; on attribue un rôle prédominant dans l'introduction des liqueurs fortes aux habitudes contractées par les soldats de l'Union au cours de la guerre de l'Indépendance; le whisky avait conquis droit de cité, et l'abus ne tarda pas à envahir la population; le climat assez froid favorisa ces habitudes; plus tard, l'industrie aidant et se développant, l'alcool d'industrie s'empara du marché; il faut ajouter à cela que la population nouvelle des Etats-Unis, celle qui immigra dans le cours du siècle, se composait d'Allemands, d'Anglais, d'Irlandais et de Scandinaves, tous gens peu sobres, qui contribuèrent à entretenir et à développer les habitudes d'intempérance.

Par bonheur pour la République américaine, dès le début, devant l'intensité du mal, l'alarme fut donnée; on fit appel à l'énergie nationale pour conjurer les progrès de l'alcoolisme; la lutte fut entreprise par les Sociétés de tempérance, qui firent une incessante et infatigable propagande, et obtinrent même, dans certains Etats, des lois sévères. Les partisans de la guerre à l'alcool sont divisés aux Etats-Unis en deux partis, les Suasionists et les Legalists, les uns partisans de la propagande morale et de l'initiative privée, et les autres recourant à l'intervention de la loi; ces deux partis ont fait dans la lutte des efforts considérables.

Les Sociétés de tempérance ont l'Amérique pour berceau; ce sont des associations créées dans le but de moraliser la population, de faire de la propagande antialcoolique par la parole, par l'écrit, par l'exemple; elles comportent l'engagement pour leurs adhérents de s'abstenir de toute boisson alcoolique; leur rôle pratique a été des plus im-

portants, et c'est à elles que l'on doit toutes les mesures de combat adoptées depuis cent ans en Amérique. La première fit son apparition en 1808, dans l'Etat de New-York; elle était due à l'initiative du docteur Ben. Rush; mais c'était une bien petite association, qui n'avait d'ailleurs pour objectif que l'usage modéré des boissons fortes. Néanmoins, elle servit d'exemple; une autre se forma en 1813 à Boston ⁽¹⁾.

La plus considérable, celle qui exerça la première une grande influence fut l'*American Temperance Society*, que fonda, en 1826, à Boston, le docteur Henry Ware. Son succès fut grand; elle créa un mouvement très actif de propagande, et trois ans plus tard, on comptait 3.000 sociétés affiliées, ayant 100.000 adhérents. Ces sociétés ne proscrivaient d'abord que les boissons distillées; elles en vinrent bientôt à proscrire toute boisson fermentée, et l'abstinence totale, le teetotalism, devint la règle pour les Sociétés de tempérance, lorsque le P. Mathew, le prédicateur irlandais, fut venu la prêcher en Amérique comme il l'avait fait en Angleterre.

On a beaucoup vanté les résultats obtenus par la propagande de la tempérance, au point de vue particulièrement de la mortalité et de la criminalité; un fait indéniable, c'est l'immense extension prise par ces sociétés; elles n'ont cessé de grandir, de recruter des adhérents; elles ont trouvé d'ailleurs un appui considérable dans le sentiment religieux et dans la collaboration des clergés des nombreuses églises américaines; le cardinal Gibbons et Mgr Ireland ont mis le clergé catholique, dont l'influence est importante, au service de la cause tempérante. Pour mieux conquérir la population, les sociétés américaines s'adressent aux enfants, les rendent de bonne heure abstinents; on en compte 200.000 dans diverses

⁽¹⁾ V. Van der Heuvel, *La lutte contre l'alcoolisme aux Etats-Unis*; Réf. soc., 1895. — Vanlaër, *L'alcoolisme*. — Rev. pénit., déc. 1896.

ligues. Les femmes ont activement contribué au succès de la cause, s'enrôlant, elles aussi, dans des associations; l'une, la *Woman's Christian Temperance Union*, compte 150.000 membres. Au total, il y avait en 1885, 8.000 sociétés, comprenant plus de 1.500.000 adhérents; citons la plus importante, la *Société des Bons Tempeliers*, qui a dans le monde entier des ramifications et compte des centaines de milliers d'affiliés.

Les résultats tangibles, ils existent; ils sont donnés par les statistiques fiscales, qui accusent depuis un demi-siècle une diminution de consommation de plus d'un tiers ⁽¹⁾.

En 1840	2,52	gallons	par	tête	(à 50°)
En 1850.	2,23	»	»	»	»
En 1860	2,86	»	»	»	»
En 1870.	2,07	»	»	»	»
En 1880.	1,26	»	»	»	»
En 1890.	1,40	»	»	»	»
En 1892.	1,50	»	»	»	»

L'œuvre des *Legalists* a pu contribuer dans une certaine mesure au résultat obtenu. On trouve dans les législations de certains Etats l'application d'une idée, qui n'a trouvé de partisans résolus, jusqu'à présent, qu'en Amérique : la prohibition absolue de la fabrication et de la vente de l'alcool. D'ardentes luttes politiques se sont engagées sur ce terrain; prohibitionnistes et non prohibitionnistes luttent jusque dans les élections présidentielles, depuis 1872, et le nombre de voix obtenues par les candidats prohibitionnistes a été toujours en augmentant, sans atteindre toutefois une bien forte proportion ⁽²⁾.

Le premier essai de prohibition remonte loin; c'est, en 1735, une loi de la colonie de Géorgie, peu appliquée d'ailleurs.

(1) Van den Heuvel, *loc. cit.* Le gallon vaut 3 litres 78.

(2) En 1880, il y eut 9.678 voix prohibitionnistes, en 1892, 270.710.

Le véritable créateur du mouvement prohibitionniste fut l'Etat du Maine, où, en 1833, le général Appleton réclama la loi de proscription contre l'alcool; un grand mouvement politique s'ensuivit qui aboutit, en 1831, au vote d'un bill du général Neal Dow. Cette loi de 1831, qui a fini par être adoptée en 1884 comme loi constitutionnelle du Maine, a servi de modèle à d'autres législations.

Son principe est la prohibition absolue de la fabrication et de la vente des liqueurs enivrantes sur le territoire du Maine; on ne tolère l'alcool que pour un usage religieux, médical ou scientifique. Un seul agent, salarié par la municipalité, a, dans une ville, le droit de vendre des boissons alcooliques. Quant aux sanctions, elles sont rigoureuses : droit pour l'autorité de perquisitionner chez les individus soupçonnés de détention illégale d'alcool; en cas d'infraction, amende de 10 à 200 dollars, et prison jusqu'à dix mois; tout ivrogne que l'on découvre doit être arrêté et détenu jusqu'à ce qu'il ait indiqué le lieu où il s'est enivré, et celui qui lui a livré les boissons est responsable des dommages causés ⁽¹⁾.

Ces mesures ont été adoptées et conservées par six autres Etats (New-Hampshire, Vermont, Iowa, Kansas, North-Dakota, South-Dakota); mais c'est une décadence du système, car, il y a quelques années, on comptait dix-sept Etats prohibitionnistes; dix depuis ont abandonné le principe, estimant que la fraude et les débits clandestins rendaient la loi illusoire ou même dangereuse. Et, de fait, il semble bien que le système ne soit pas des meilleurs; la question est chaudement discutée de l'autre côté de l'Atlantique. Mais les auteurs européens se défient beaucoup des statistiques américaines, souvent erronées. Les uns affirment que, dans le

(¹) *Rev. pénit.*, déc. 1896; *Rev. britannique*, 1854.

Maine, depuis la prohibition, l'ivrognerie a considérablement diminué, de même que la criminalité, la mendicité; il n'y aurait, en 1882, que 1 ivrogne sur 300 habitants, contre 1 sur 45 en 1855. Selon d'autres, et ce sont les observations faites par des étrangers, entre autres le consul anglais de Portland, et le ministre belge à Washington en 1867, l'effet de la loi aurait été nul, sinon désastreux.

La loi rencontre un obstacle dans la Constitution des Etats-Unis, qui règle le commerce entre Etats : un Etat ne peut s'opposer à l'importation des produits d'un autre Etat; les Etats non prohibitionnistes en profitent pour introduire de l'alcool chez leurs voisins; une fois la frontière franchie, les boissons sont soumises aux lois de l'Etat; la vente en demeure interdite, mais la consommation familiale et clandestine est alimentée par ces importations ⁽¹⁾; cette consommation est encore plus dangereuse que la consommation au cabaret; l'évêque de Fargo, dans le North-Dakota, écrit : « On vend plus aujourd'hui de spiritueux qu'antérieurement aux lois prohibitionnistes. Des fermiers qui, jadis, ne buvaient qu'un verre ou deux dans une taverne, lorsqu'ils venaient en ville, ont maintenant chez eux des tonnelets de cinq gallons, auxquels ils rendent visite à tout instant ».

Il existe aux Etats-Unis un autre système, une forme un peu modifiée de la prohibition, que l'on retrouve dans plusieurs pays d'Europe; c'est le système de l'option locale, qui a réuni les suffrages de 16 Etats, surtout dans le Sud. Ce système laisse aux villes, aux districts, ou aux comtés, la faculté de décider par un vote que la vente des alcools sera ou non permise sur leur territoire; ainsi en Géorgie on

(1) Cette complication législative a donné lieu à des incidents fort curieux, entre autres, le procès connu sous le nom de « original package case » en 1890 (V. Van den Heuvel, *loc. cit.*).

compte, sur un total de 131 comtés, 101 qui sont prohibitionnistes. Ce système se justifie par l'idée que les nécessités peuvent varier suivant les localités, et qu'il vaut mieux laisser la solution du problème à ceux qui y sont directement intéressés.

La Caroline du Sud avait tenté, en 1893, l'essai d'un système nouveau qui ne reçut pas bon accueil de la part de la population ; c'est un monopole des débits : les débits, en nombre restreint et fixe, sont concédés à des individus remplissant certaines conditions, qui ne peuvent vendre les boissons qu'après bon nombre de formalités ; prohibitionnistes et anti-prohibitionnistes ont tous réclamé contre cette loi qui n'a satisfait personne.

Il y a enfin un système différent, qui tend à la restriction par des mesures fiscales, le système des hautes licences, qui, dans certains Etats, coexiste avec le système d'option. En 1881, il fut inauguré dans le Nebraska et se répandit depuis ; dans l'Illinois, il a donné des résultats importants au point de vue du nombre des saloons ; il a le mérite, en outre, d'enrichir le Trésor. Les petits débits ont été décimés ; à Chicago, par exemple, voici les chiffres.

1882.	260 fr. de licence.	3.849 débits.	580.000 habitants.
1893.	2.500 " "	7.157 " "	1 500.000 "

De 1 pour 150 habitants, les débits sont tombés à 1 pour 209. Le revenu du fisc, de 1 million monta à 15 millions. A Saint-Louis du Missouri, les débits sont tombés de 1 par 208 habitants à 1 par 300. Le danger de ce système est qu'on s'occupe trop de l'intérêt fiscal, plus que de l'intérêt hygiénique, qui n'y trouve pas nécessairement son compte ⁽¹⁾.

(1) Dans l'Etat de New-York, on a usé d'un procédé particulier pour diminuer les débits sans léser les droits acquis ; l'ouverture d'un nouveau débit a été subor-

Outre ces mesures administratives et fiscales, les États prennent des mesures de police et de répression qui varient ; la défense de servir à boire aux mineurs et aux ivrognes est à peu près générale ; l'ivresse est sévèrement réprimée ; deux États même, New-York et Massachusetts, ont des lois permettant l'internement des buveurs d'habitude dans des asiles de traitement ; ces asiles existent en assez grand nombre aux États-Unis ; c'est une institution sur laquelle il y aura lieu de revenir.

Nous avons donc trouvé en Amérique, en face de l'alcoolisme, une armée de combattants résolus qui l'on fait reculer après de longs efforts ; la part qui revient à chaque système dans la victoire partielle remportée est très variable ; il est certain que les meilleures mesures administratives ou fiscales auraient été peu efficaces si elles n'avaient été servies par un admirable mouvement d'opinion, par la propagande ardente des Sociétés de tempérance ; c'est, en somme, à l'initiative privée que l'on doit le succès ; la lutte contre l'alcoolisme a été prise au sérieux par la population ; c'est ce qui a permis la mise en action, dans un pays qui répugne à l'intervention législative, de mesures légales aussi radicales.

II. Angleterre.

L'Angleterre est, sans doute, des pays européens, le plus anciennement adonné aux spiritueux ; il n'est plus aujourd'hui le foyer de l'alcoolisme ; ce foyer s'est déplacé et se trouve maintenant dans l'Europe centrale et occidentale ; mais la consommation des alcools est toujours considérable. La lutte a été depuis longtemps entreprise, mais la suppression

donnée à la fermeture d'un ancien ; par ce moyen, en 18 mois, le nombre des saloons est tombé de 8.219 à 7.310. (Vanlaër, *loc. cit.*)

d'une habitude invétérée ne s'obtient pas facilement. L'ivrognerie est dans les mœurs anglaises ; ce goût des boissons fortes se développa, dit Camden, pendant les campagnes des Pays-Bas ; auparavant « les Anglais étaient de tous les peuples du Nord le plus renommé pour sa sobriété » ; cette passion causait déjà, au début du xvii^e siècle, des abus assez graves pour que le Parlement s'en inquiétât ; certains statuts de Jacques I^{er} établissent de fortes amendes contre les cabaretiers qui permettraient qu'on s'enivrât chez eux, et contre les ivrognes eux-mêmes ; plus tard, on édicte la fermeture pendant trois ans de tout cabaret où l'on s'enivrera, et enfin des peines corporelles ; rien n'y fit, l'échec fut complet ; le mal ne faisait qu'empirer ; pendant la Révolution anglaise, seuls les Puritains se firent remarquer par leur sobriété, en face de l'intempérance des Cavaliers, et la Restauration fut suivie d'excès et de débauches exceptionnels.

Pendant longtemps les Anglais burent de la bière, et de l'eau-de-vie que fabriquaient les distillateurs français ; puis eux-mêmes créèrent des distilleries, vers la fin du xviii^e siècle ; le genièvre ou gin devint la boisson nationale ; on se mit à boire de façon effrénée. Un historien raconte ceci : « Ceux qui vendaient du gin au détail avaient coutume de suspendre au dehors de leurs cabarets des affiches peintes annonçant que leurs clients pourraient s'enivrer pour un penny, tomber ivres-morts pour deux pence, et qu'il leur serait fourni de la paille gratis ; et en effet, des caves au sol couvert de paille étaient préparées, dans lesquelles on traînait les buveurs qui avaient perdu connaissance et où on les laissait jusqu'à ce qu'ils eussent suffisamment recouvré leurs esprits pour pouvoir recommencer leurs orgies » (1).

(1) L'alcool en Angleterre, *Revue polit. et parl.*, 1896.

Devant cet envahissement de l'ivrognerie, on songea à des mesures fiscales ; un statut de 1735 établit le principe des hautes licences pour les débitants de spiritueux, et frappa les eaux-de-vie d'un droit d'une livre sterling par gallon ; le seul résultat fut la multiplication des débits clandestins, et des poursuites contre les fraudeurs qui irritèrent l'opinion. Alors on promulgua le Tippling Act, qui interdit aux distillateurs, sous des peines sévères (la transportation à la deuxième récidive) de vendre l'alcool autrement qu'à des détaillants autorisés ; une diminution de consommation qui suivit cet Act paraît due plutôt à une crise agricole qu'au bienfait de la loi (1758). Une série de mesures législatives se succédèrent jusqu'en 1830, portant surtout sur les droits d'accise et les licences de débit, sans grand effet ; à cette époque, on crut qu'en favorisant la consommation de la bière on diminuerait celle des spiritueux ; on rendit le Beer Bill : les effets furent déplorable ; on consumma un quart de la quantité de bière en plus, et tout autant d'eaux-de-vie.

L'Angleterre semble alors désespérer de l'action législative ; l'activité des adversaires de l'alcool va se porter sur un autre terrain. A l'imitation des Etats-Unis, un mouvement se dessine en faveur de la tempérance ; en 1829, Glasgow, en 1830, Bradford voient naître des sociétés ⁽¹⁾ : en 1832, Joseph Livesey et ses amis « les sept hommes de Preston » commencent une énergique campagne en faveur de l'abstinence totale ; ils sont les créateurs du « teetotalism » ; ces lutteurs virent leur initiative imitée, en 1838, dans l'Irlande, alors ravagée par l'alcool, par le P. Mathew. Les prédications du P. Mathew, capucin irlandais, sont restées célèbres dans les annales de la lutte contre l'ivrognerie ; l'ardeur qu'il y déployait, et

(1) En 1833, les Sociétés de tempérance comptaient 53 433 adhérents en Angleterre et 53.876 en Ecosse.

l'éloquence convaincante dont il était doué lui permirent d'obtenir en quelques mois de prodigieux résultats; l'« apôtre de la tempérance », comme on l'a nommé, parcourut l'Irlande en prédicateur, entraînant avec lui des convertis en masse; en quatre mois, il recruta 131.000 adhérents; au bout de neuf mois, il en avait 156.000. « Les prisons de Dublin se fermaient. Les débitants faisaient faillite. Les dépôts affluaient dans les caisses d'épargne. Le produit des taxes sur les alcools diminuait, en quatre années, de 800.000 livres, soit 20 millions de francs » ⁽¹⁾. Il continua sa campagne, en Ecosse, en Angleterre, aux Etats-Unis, avec un succès sans égal.

L'« agitation » antialcoolique dura de longues années sans aboutir à des résultats pratiques législatifs; une propagande publique commença au milieu du siècle, à l'instigation de Nath. Card, qui, en 1853, avait fondé à Manchester une ligue pour la suppression du commerce des spiritueux; cette propagande poursuivait la mise en pratique de l'option locale, système qui depuis 1838 était appliqué en Amérique. Sir Wilfrid Lawson en 1864 proposa aux communes un bill dans ce sens, plusieurs fois repoussé; en 1879, enfin, on admit le principe, pour le mettre à l'étude; depuis, des questions politiques graves ont été soulevées à ce sujet; l'agitation en faveur de l'option ou contre l'option dure encore et l'on ne peut prévoir la solution.

Cependant, depuis 1872, l'Angleterre a acquis une législation de l'alcoolisme assez complète; le premier élément a été le Licensing Act de 1872. Cette loi établit pour les débits de boissons le principe de la patente; sans patente on ne peut vendre des alcools; la licence est de 112 à 1.500 francs, concédée annuellement, après examen par une Commission des

⁽¹⁾ Vanlaër, *loc. cit.*

locaux affectés au commerce, par les juges de paix. De fortes amendes et la prison sanctionnent la nécessité de la licence ; la licence peut être retirée pour cinq ans à tout débitant qui enfreint les règles qui lui sont imposées : il a la surveillance et la police de son débit, doit interdire les querelles, interdire l'entrée aux ivrognes et aux prostituées. — Quant aux ivrognes, le Licensing Act les punit dans deux cas : lorsqu'ils troublent l'ordre ou causent du scandale, et lorsque, sur la voie publique, en état d'ivresse, ils sont préposés à la garde d'un cheval, d'une voiture, de bétail, d'une machine à vapeur, ou porteurs d'armes à feu chargées ⁽¹⁾.

Les résultats immédiats du Licensing Act n'ont pas été encourageants ; l'effet a été à peu près nul ; on a même constaté, pendant les quelques années qui suivirent, une légère augmentation de la consommation d'alcool ; le nombre des arrestations pour ivresse s'accrut considérablement, ainsi que le nombre des aliénés et des cas de mort dus à l'alcoolisme ; si bien qu'à la Chambre des Lords, en 1879, le rapporteur d'un Comité sur la tempérance déclara « qu'il n'était pas possible de prouver positivement que la loi avait arrêté les progrès de l'ivrognerie » ⁽²⁾.

En dehors de cette tentative de législation peu fructueuse, la propagande de la tempérance continuait ; en 1896, les Sociétés du Royaume Uni comptaient 5 millions d'abstinents, répartis entre 392 groupements, dont quelques-uns extrêmement importants (les Bons Templiers comptent plus de 100.000 membres). Comme en Amérique, la tempérance a trouvé un auxiliaire dans le clergé ; de même, on fait une active propagande scolaire, qui réunit aujourd'hui 3 millions d'enfants dans les sociétés appelées « Bands of Hope », Ban-

⁽¹⁾ V. *Rev. pénit.*, déc. 1896. — *Rev. polit. et parl.*, loc. cit.

⁽²⁾ V. Bureau fédéral suisse de statistique, *La question de l'alcoolisme* (1884).

des de l'Espérance. L'armée et la marine anglaises sont activement travaillées par les partisans de la tempérance, et un grand nombre de soldats font partie des Sociétés ⁽¹⁾.

Depuis 1873, une institution a pris un grand développement, c'est celle des cafés de tempérance : « Les cabaretiers de Bristol avaient refusé de fournir du thé et du café aux ouvriers terrassiers employés à la construction d'un chemin de fer ; un abstinente philanthrope fit élever, à ses frais, une baraque pour la vente des boissons non alcooliques. Il réussit dans son entreprise, et ce fut le germe du grand mouvement des Coffee-Taverns de la Grande-Bretagne » ⁽²⁾. Ces établissements se sont répandus et multipliés ; en 1896, on en comptait 7.000, occupant 56.000 employés ; ce sont d'excellentes entreprises qui rapportent souvent 10 p. 100 aux actionnaires. C'est à Liverpool surtout que cette institution a pris toute son extension ; la Société des Coffee-Taverns de Liverpool comprend 64 établissements ; les débits d'alcool, de 2.359 en 1875, sont tombés à 2.196, et, résultat plus appréciable, le chiffre des arrestations pour ivresse est descendu de 21.694 à 9.005. Ces cafés sont installés de façon à attirer autant que possible le consommateur ; ce sont des lieux de réunion, des salles de lecture où les ouvriers peuvent se rassembler ; c'est là un excellent procédé de moralisation en même temps qu'une rude concurrence aux débits d'alcool.

L'œuvre législative ne s'est pas bornée au Licensing Act de 1872 (complété en 1874 par des mesures sur les heures d'ouverture et de fermeture des débits) ; deux autres lois, l'une de 1879, l'autre de 1898, ont introduit en Angleterre

(1) La principale société est actuellement la National Temperance League qui remonte à 1856 ; à son intervention par les conférences, les meetings et la presse sont dues la plupart des mesures protectrices récemment adoptées.

(2) Vanlaër, *loc. cit.*

l'institution de l'internement des buveurs. Ces lois portent le nom d'*Habitual drunkard's Act* et d'*Inebriates Act*.

L'idée de la guérison des ivrognes, *habitual drunkards* ou « buveurs d'habitude », par l'internement dans les asiles était répandue aux États-Unis et connue depuis longtemps en Angleterre; dès 1834, la question avait été discutée aux Communes; en 1879, fut voté un bill provisoire, sur l'initiative du docteur Dalrymple; le bill ne fut consacré pratiquement qu'en 1888, par la création de l'asile privé de Dalrymple-Home, près de Londres. Ce premier acte législatif n'avait pour but que de sanctionner la contrainte volontaire que s'impose l'ivrogne, désireux de se corriger, qui signe un engagement à l'entrée dans un asile; nous reverrons en détail ces dispositions qui obligent le buveur à accomplir la période d'internement pour laquelle il s'est engagé, et déterminent les conditions de l'admission.

On reconnut bientôt que, malgré les bons résultats du traitement, la loi se restreignait à un trop petit nombre d'individus et qu'il était bon d'en étendre l'application. A l'instigation de l'Association médicale britannique, union qui compte 14.000 membres, une campagne s'organisa, qui aboutit en 1898 à la loi dite *Inebriates Act*, complément de l'*Habitual drunkard's Act*; cette loi ordonne l'internement obligatoire de tout ivrogne délinquant et de tout buveur condamné quatre fois en un an pour ivrognerie. C'est donc le principe de l'internement forcé introduit dans la législation anglaise ⁽¹⁾.

Cet aperçu de l'histoire de l'alcoolisme en Angleterre nous a montré cette nation mettant en œuvre contre le mal toutes les ressources de la loi et de la propagande; nulle part ailleurs on n'a lutté plus énergiquement et par des procédés

(1) V. Vanlaër, *loc. cit.* — *Rev. pénit., loc. cit.* — Legrain, *L'assistance des alcooliques*, Rapport au Conseil général de la Seine, 1899.

plus variés : lois fiscales, lois sur l'ivresse, lois sur les cabarets, propagande des Sociétés de tempérance, établissements de tempérance, éducation anti-alcoolique dans l'armée, la marine, les écoles. Les résultats ont-ils répondu aux efforts ? En 1852, la consommation est de 2 lit. 80 d'alcool par habitant ; en 1894, après vingt ans de lutte, elle est encore de 2 lit. 20 ; la décroissance est absolument insignifiante ; en réalité, depuis quarante ans, la consommation reste stationnaire, oscillant aux environs de 2 lit. 50 ; en 1865, 2 lit. 06 ; en 1870, 2 lit. 20 ; en 1875, 2 lit. 90 ; en 1880, 2 lit. 35 ; depuis, le chiffre a à peine varié. C'est à cette peu encourageante constatation que l'on arrive ; si l'on tient compte des alcools incorporés aux boissons fermentées, on trouve que le Royaume-Uni absorbe 9 lit. 25 d'alcool, et vient directement après la France, la Belgique et l'Allemagne. Si l'on songe que cette nation compte cinq millions d'abstinents, et qu'il faut reporter sur le reste de la population la consommation totale, on n'est plus étonné d'y constater les progrès de l'aliénation, des crimes, des suicides et des accidents (¹). L'Irlande, à elle seule, compte en 1893 17.124 aliénés, contre 1.074 il y a quarante ans ; mais elle subit une décadence navrante, par suite de conditions politiques et économiques funestes ; au reste, les Irlandais ne sont pas les plus grands consommateurs d'alcool ; trop pauvres pour boire de l'eau-de-vie, ils s'intoxiquent avec de l'éther ; l'Écosse et l'Angleterre supportent la majeure partie de la consommation, et, depuis quelques années, on y boit des quantités de plus en plus grandes de bières fortes très alcooliques. La situation de la Grande-Bretagne n'est, on le voit, pas enviable, et prouve combien la tâche est ardue, lorsqu'il s'agit de déraciner des habitudes

(¹) En 1862, il y avait dans le Royaume-Uni 55.525 fous pour 29.000.000 d'habit.
 En 1892, " " " 120.000 " 37.700.000 "

plus que séculaires ; la consommation est depuis si longtemps stationnaire que l'on ne peut sûrement présager si elle reculera, ni quand se produira cet événement.

III. *Etats scandinaves.*

« Pendant la première moitié du siècle, les pays que l'alcoolisme, à proprement parler, avait atteints le plus profondément étaient la Suède et la Norvège ; les moyens employés dans la lutte ont été énergiques et particulièrement originaux ; le succès a été considérable, puisque ces nations, qui jadis étaient au premier rang des peuples alcoolisés, sont descendues presque au dernier, après avoir fait diminuer leur consommation dans d'énormes proportions ; elles sont la preuve certaine que la lutte contre l'alcool n'est pas impossible.

Il y a plus d'un siècle, la Suède usait et abusait de l'eau-de-vie ; on avait songé dès 1747 à réglementer la distillation ; cinq fois le régime changea jusqu'en 1762 ; on essaya plus tard du monopole, puis en 1800, on concéda aux propriétaires fonciers le droit de distiller ; les distilleries agricoles, l'équivalent de nos bouilleurs de cru, prirent bientôt une considérable extension ; ce régime se maintint longtemps avec diverses formes d'impôts. Le commerce étant presque libre, l'alcoolisme fit des progrès effrayants : en 1829, on comptait, pour une population de 2.890.000 habitants, 173.124 distilleries, produisant 1.570.380 hectolitres d'eau-de vie, soit 23 lit. à 100° par tête. La Suède ne tarda pas à ressentir les effets de la dégénérescence par l'alcool ; les médecins jetèrent, les premiers, le cri d'alarme ; en 1849, Magnus Huss publia un ouvrage, résultat de ses travaux, avec des documents précis dénonçant et caractérisant le fléau, qu'il dénomma « alcoolisme ». Un mouvement énergique se manifesta dans le pays,

les pétitions affluèrent ; les Sociétés de tempérance, qui avaient pris naissance en 1830 sous la direction du docteur Retzius, de Stockholm, se multiplièrent. On s'occupa alors d'une réforme législative, et l'on aboutit à la loi de 1855 ⁽¹⁾.

La loi, ou plutôt l'ordonnance de 1855, laissa subsister, sous la surveillance de l'Etat, les grandes distilleries ; les distilleries agricoles disparurent peu à peu dans les cinq années suivantes. Pour la vente au détail, seuls les débits ayant obtenu une patente purent la faire. Le nombre des licences fut déclaré fixe pendant chaque année ; au commencement de l'année, l'autorité le déterminait et mettait les licences aux enchères : seuls les individus honorables pouvaient enchérir. Ces mesures firent considérablement baisser le nombre des débits dans les campagnes ; auparavant, chaque maison était un cabaret ; au bout d'un an, on ne comptait plus que 493 débits. Mais elles ne diminuèrent en rien l'alcoolisme des villes, où les débits étaient toujours nombreux et fréquentés.

C'est alors que l'on vit apparaître l'institution la plus originale, qui ait signalé la lutte contre l'alcoolisme dans les pays scandinaves. C'est le système des débits connu sous le nom de système de Gotheborg, ou Gothenbourg, ou encore système de Bergen ; il a obtenu un très grand succès en Suède comme en Norvège ; l'organisation étant à peu près identique dans les deux nations, examinons d'abord comment on fut amené à l'appliquer en Norvège.

L'histoire de l'alcoolisme en Norvège présente beaucoup d'analogies avec celle de la Suède ; cependant, la Norvège fut beaucoup moins que sa voisine envahie par l'ivrognerie. Au siècle dernier, sous la domination danoise, elle était soumise au régime du monopole ; après sa séparation, en 1814, une

(1) V. Wieselgren, *La lutte contre l'alcoolisme en Suède*.

loi de 1816 vint favoriser la liberté des distilleries agricoles, dont le développement rapide causa, comme en Suède, des ravages; la consommation s'accrut; les eaux-de-vie, tirées des pommes de terre et des grains, étaient impures et malfaisantes; vers 1830, on buvait 8 litres d'alcool pur par tête. Devant ce flot montant, l'opinion s'émut. On obtint les lois de 1840 et de 1845, qui réglementèrent et contrôlèrent les grandes distilleries; l'effet fut notable : de 1.387 distilleries, en 1840, elles tombèrent en 1850 au nombre de 40. Un fort impôt fut établi sur les quantités distillées; de même qu'en Suède, on réglementa le commerce de détail, la patente des débitants; on imposa surtout la fermeture des cabarets les dimanches et jours fériés. Ces mesures eurent pour premier effet de réduire le nombre des débits à 501 en 1870, contre 1.101 qui existaient en 1847. Enfin, la loi de 1871 vint compléter l'œuvre législative, en permettant l'application du système de Gothenbourg ⁽¹⁾.

Ce système prit naissance en 1865 à Gothenbourg en Suède, et fut appliqué pour la première fois en Norvège à Bergen, d'où les noms qu'il porte. Il est dû à l'initiative de certaines Sociétés de tempérance, qui, usant d'un pouvoir accordé par la loi aux sociétés, se rendirent adjudicataires des licences de débit, afin de les exploiter dans un but hygiénique, et de façon à restreindre la consommation de l'alcool. Ces sociétés, tenancières de débits, sont donc des sociétés de bienfaisance et non de spéculation; en Suède, elles portent le nom de bolags, et en Norvège, de samlags.

Ces sociétés sont des sociétés par actions qui, dans une commune, accaparent tous les débits; lorsque la Société a en mains les débits d'une localité, elle y met en pratique un

(¹) V. Wieselgren, *Résultats du système de Gothenbourg*. — Vanlaër, *L'alcoolisme et ses remèdes*. — *Le régime de l'alcool en Norvège*. Rev. polit. et parl., 1896.

régime qui doit détourner autant que possible les consommateurs du cabaret. A la tête de chaque cabaret, on place un gérant qui reçoit un traitement fixe; en dehors de son traitement, il peut réaliser des bénéfices sur la vente des aliments et des boissons non alcooliques. Il ne touche pas un centime des bénéfices réalisés sur la vente des alcools; la Société prélève simplement l'intérêt des capitaux engagés et verse le surplus à la caisse d'une œuvre de bienfaisance. Le gérant n'a donc aucun intérêt à pousser ses clients à la consommation de l'eau-de-vie et des boissons fortes. Bien au contraire, la perspective d'un gain l'encourage à répandre les boissons salu-
taires; l'influence néfaste du cabaretier est ainsi conjurée.

Le cabaretier n'est plus dangereux; reste le cabaret. On a voulu le rendre antipathique aux buveurs. Le règlement intérieur fait des débits des lieux fort peu hospitaliers. Jamais on ne vend à crédit dans les samlags; le prix de la vente au détail est en outre assez élevé. On a soin d'éviter tout confort qui engagerait le buveur à y séjourner; on n'a pas de sièges, on ne peut y fumer. Sur les murs s'étalent des sentences morales, des versets de l'Ecriture, ainsi que des avis dans le genre de ceux-ci : « Il est interdit de parler haut. — Celui qui a été servi est tenu de vider les lieux ». Par contre, attendant au débit d'eau-de-vie, se trouve un local convenablement établi où l'on peut consommer les aliments et les boissons sans alcool.

Quant à l'ouverture et à la fermeture des débits, elles sont rigoureusement fixées à certains jours et à certaines heures : on ouvre le matin à 8 ou 9 heures, on ferme le soir à 8 heures. Les veilles de fêtes et de dimanches, à 5 heures, le débit est clos, avant que la paye ait été remise aux travailleurs, et reste fermé jusqu'au surlendemain. Il en est de même les jours d'élection, de marché, toutes les fois, en un mot, que la ville

reçoit un plus grand nombre d'individus qu'à l'ordinaire.

Quelques différences existent entre les bolags et les samlags; en Suède, le système s'est moins généralement répandu qu'en Norvège et a gardé un caractère fiscal plus prononcé, car les revenus alimentent la caisse des communes; au contraire, en Norvège, le samlag est universellement adopté et son but philanthropique s'accuse par l'emploi des bénéfices à des asiles, des hospices, des bibliothèques populaires.

Les bénéfices réalisés par les Sociétés ont été considérables; ç'a donc été un succès financier; ainsi, en 1887, les bolags, en Suède, ont vendu 32.690.193 litres d'eau-de-vie, soit 57 p. 100 de la consommation totale, et de 1879 à 1888, les bénéfices ont été de 53.364.43 couronnes (1 fr. 39). Quant aux samlags de Norvège, en 1891, ils ont eu un revenu net de 1.514.113 couronnes.

En même temps que fonctionnait le système de Gothenbourg, la tempérance recueillait des milliers d'adhésions; il y avait déjà 30.000 abstinents en Norvège en 1850; en 1896, on en compte 120.000; en Suède, il y en a 300.000. Des branches importantes des Bons Templiers sont établies dans les pays scandinaves. C'est à ces Sociétés que l'on doit toutes les mesures importantes réalisées en vue de combattre l'ivrognerie, les samlags en particulier; on leur doit aussi la fondation d'un grand nombre de cafés de tempérance, analogues à ceux d'Angleterre; on en fait des lieux de réunion attrayants, installés dans des locaux hygiéniques, bien éclairés; on y organise des cercles de lecture, ou læsrums. Depuis 1883, le nombre des visiteurs qui les fréquentent s'est élevé chaque année; on les compte aujourd'hui par centaines de mille.

La Suède et la Norvège possèdent une législation pénale de l'ivrognerie; en Suède, ce sont quelques articles du Code pénal de 1864, reproduisant dans ses grands traits une loi de

1813, dont quelques-unes des dispositions étaient cependant bien plus sévères. Quant à la Norvège, elle élabore un projet de loi, présenté en 1895, et qui doit remplacer et compléter de nombreuses lois antérieures. Il prévoit l'ivresse publique, punit celui qui sert à boire à un ivrogne ou à un mineur, dispositions généralement adoptées par les lois répressives; mais surtout il pose le principe de l'internement des alcooliques dans un asile ou une maison de travail : l'ivrogne qui tombe par sa faute dans la misère, ou ne peut nourrir sa famille, l'ivrogne d'habitude en général, et particulièrement l'alcoolique délinquant, que l'on a acquitté comme irresponsable, tombent sous le coup de cette loi, qui sera le complément des nombreuses mesures mises en œuvre pour la lutte antialcoolique (1).

Maintenant, quels ont été réellement les résultats du système de Gothembourg depuis son application; c'est en Norvège que le succès a été le plus réel; le nombre des débits n'était plus, en 1896, que de 190 pour tout le territoire, ce qui représente un cabaret pour 2.600 habitants des villes. Ceci ne serait qu'un résultat apparent si la consommation n'avait pas réellement baissé; en réalité, même après les lois sur les distilleries et les débits, la consommation resta à peu près stationnaire dans les deux pays; ce n'est guère qu'en 1877, quelque temps après l'introduction du système des débits de Gothembourg, lorsqu'il commença à s'étendre, que l'on put constater un mouvement sérieux de recul. Depuis cette époque, la consommation de l'eau-de-vie baisse sans interruption. En Suède, l'alcool consommé par tête était en 1876 de 6 lit. 19; en 1880, de 4 lit. 10; en 1885, de 4 litres; en 1896, de 3 lit. 50 seulement; c'est un résultat appréciable

(1) *Rev. pénit.*, déc. 1896.

pour une nation, qui, soixante ans auparavant, absorbait 23 litres d'alcool par tête ⁽¹⁾. En Norvège, où la consommation était moins élevée, on buvait 3 lit. 35 en 1876, 2 lit. 40 en 1880, 1 lit. 75 en 1885, 1 lit. 50 en 1890. C'est presque une quantité négligeable, en comparaison des 4 lit. 50 qu'absorbe la France.

Il y a cependant quelques ombres au tableau ; on signalait récemment, d'après le docteur Wieselgren, la menace de l'alcoolisme par la bière en Suède ; en effet, depuis que l'eau-de-vie a été refoulée, la consommation des bières s'est considérablement accrue, et l'on se préoccupe actuellement d'empêcher un retour offensif de l'alcoolisme ⁽²⁾. En Norvège, une loi récente s'est montrée plus funeste qu'utile ; c'est la loi de 1894, qui avait pour but de renforcer les moyens d'action contre l'alcoolisme en interdisant plus rigoureusement la vente au détail de l'alcool, en dehors des *samlags* ; on ne peut plus vendre moins de 250 litres d'alcool. En outre, elle introduisait le principe de l'option locale, déjà pratiquée aux Etats-Unis ; dans chaque commune, les hommes et les femmes, âgés de 25 ans, ont droit de prendre part au plébiscite pour la suppression de tout débit dans la localité.

(¹) Dans les villes, le chiffre baisse de même, après avoir diminué d'abord dans les campagnes, la consommation d'eau-de-vie est :

A Stockholm	en 1877 de 26 litres par tête ;	en 1896, 14 litres.
A Gothenbourg	» de 24 litres	» » 13 litres.

La population de Stockholm s'est élevée pendant cette période de 153.000 à 275.000 habitants, celle de Gothenbourg de 65.000 à 117.000, et les immigrants appartiennent à des classes où l'on consomme beaucoup d'eau-de-vie ; c'est un argument encore plus fort en faveur des *Bolags* et de leur administration (Wieselgren, *loc. cit.*).

(²) En 1870, la consommation de bière était de 18 litres par tête ; elle monte, en 1896, à 48 litres. En outre la force alcoolique de cette boisson augmente ; le nombre des ivrognes poursuivis et qui se sont enivrés dans des brasseries, à Gothenbourg, est passé de 130 en 1875 à 1.600 en 1897. Mais on reconnaît qu'il s'agit là moins de cas d'alcoolisme que de cas d'ivresse accidentelle (V. Wieselgren, *loc. cit.*).

Cette introduction du droit de vote des femmes dans les questions relatives à l'alcoolisme est une innovation assez bien justifiée, et qui, d'ailleurs, a eu beaucoup de succès : 75 p. 100 des femmes ont tenu à exercer leur droit ; il en est résulté la disparition complète des débits sur une grande partie du territoire norvégien. Mais le succès n'a pas justifié les espérances ; en voulant supprimer tous les cabarets, on a fait naître chez les Norvégiens qui boivent encore des vices imprévus : l'enivrement à domicile a pris naissance ; on boit les boissons les plus bizarres, qui créent des intoxications nouvelles ; on va jusqu'à consommer de l'éther ou du naphte ; la plus normale de ces boissons est une liqueur fabriquée à Hambourg, le portvin. Il semble qu'on ait commis une grave erreur, sans effets salutaires. « La réaction chez toutes les personnes raisonnables est générale, à tel point qu'on est unanime à reconnaître, à la Chambre des députés, qu'on a fait une faute, et qu'il faut changer d'urgence cette loi désastreuse » ⁽¹⁾.

Malgré cela, la Suède et la Norvège sont restées les pays d'Europe qui boivent le moins d'alcool (à part certaines nations méridionales) après avoir été à la tête des peuples alcoolisés ⁽²⁾ ; cet admirable résultat est dû surtout à l'ardeur déployée par les partisans de la tempérance, qui étaient déjà parvenus, avant d'obtenir une législation restrictive, à faire diminuer la consommation dans de fortes proportions ; la suppression des distilleries fut un pas en avant ; puis le système de Gothenbourg vint achever l'œuvre. L'œuvre de la tempérance avait alors entre les mains les armes nécessaires, elle put assurer sa victoire ; il faut regarder comme certain que si le système des débits n'avait été accompagné

⁽¹⁾ Vanlaër, *loc. cit.*

⁽²⁾ Même en tenant compte de l'alcool contenu dans les boissons fermentées, la Suède ne boit que 4 lit. 50 et la Norvège 3 litres.

d'une active propagande, il n'aurait pas obtenu seul d'aussi complets résultats. Aujourd'hui, étant donné le recul considérable de l'alcoolisme, le système des samlags constitue la meilleure garantie contre une rechute possible, et, en présence des menaces d'invasion de la bière, on se prépare à l'appliquer non plus seulement aux alcools, mais à toutes les boissons fermentées ⁽¹⁾.

IV. *Allemagne et Autriche.*

L'Allemagne consomme une forte quantité de boissons alcooliques; à considérer la quantité totale, représentée en alcool pur, elle absorbe environ, par an, 10 lit. 50, autant que la Belgique; sa consommation d'eaux-de-vie est presque aussi considérable que celle de la France (4 lit. 40); si l'on considère seulement la Prusse, on y constate l'énorme consommation de 10 litres d'eau-de-vie. « L'Empire allemand, dit J. Denis, boit en trois ans, rien qu'en bière, les 5 milliards de l'indemnité de la guerre franco-allemande, et en outre, chaque année, plus d'eau-de-vie que la Russie. » C'est particulièrement en Allemagne que l'alcoolisme provient directement du développement de l'industrie, et c'est pour ne pas nuire à cette industrie, qui est une richesse nationale, que jusqu'à présent l'alcoolisme n'a été combattu par aucune mesure sérieuse. Et cependant, les 38 millions d'hect. de bière, ajoutés à 7 millions d'hect. d'eau-de-vie, n'ont pas une faible part dans la progression ininterrompue de l'aliénation et des crimes.

Le principe du régime de l'alcool en Allemagne, c'est la

(1) Sur les difficultés de la lutte des Sociétés de tempérance contre les distillateurs et les débitants, particulièrement depuis 1870, V. Wieselgren, *loc. cit.*; Grosseteste-Thierry, *La lutte entre les Sociétés antialcooliques et la Diète suédoise*.

protection de l'agriculture et des distilleries agricoles, qui fournissent, dans les bonnes années, 800.000 hect. d'alcool d'exportation; deux lois fiscales réglementent la matière, l'une de 1887, l'autre de 1893. La loi de 1887 avait pour but, en imposant les alcools, de soutenir les petites distilleries contre la concurrence des grands établissements industriels; car la distillerie, adjointe aux exploitations agricoles, permet de faire de vastes cultures de pommes de terre, de rendre par une culture intensive les terres plus fertiles, et d'élever du bétail avec les résidus de la distillation.

L'impôt établi était un impôt différentiel, qui frappait d'un certain taux une quantité déterminée d'alcool, fixée pour chaque établissement par le fisc, et d'un taux beaucoup plus élevé toute production supérieure; on voulait ainsi rendre la concurrence plus aisée aux petits distillateurs en surchargeant les grands producteurs, lorsqu'ils dépasseraient une production moyenne, et de plus, garder un certain contrôle sur les quantités distillées, de façon à régulariser et à diriger la fabrication; dans la pensée du chancelier de Bismarck, le créateur de ce système, on devait peu à peu arriver au monopole ⁽¹⁾. La loi de 1893 vint seulement compléter ces dispositions en établissant sur les distilleries un impôt progressif mesuré d'après l'importance de l'exploitation.

Les résultats que l'on voulait atteindre furent obtenus; les grandes distilleries firent une moins rude concurrence aux

⁽¹⁾ Le monopole, présenté au Reichstag en 1887, échoua complètement à la suite d'un discours du député Richter; il dénonça le monopole comme une combinaison financière dans l'intérêt des gros distillateurs, dont un certain nombre étaient des princes souverains d'Allemagne; le projet méritait une meilleure appréciation. Pour parer aux inconvénients dont l'hygiène aurait pu souffrir en l'absence du monopole, une loi de 1889 institua la rectification obligatoire pour les alcools consommés en Allemagne. — (V. Rapport Claude, *loc. cit.* — Rapports Guillemet (1892 et 1897). — L'alcool en Allemagne, *Rev. polit. et parl.*, 1896.)

petites, qui se multiplièrent, répandant des alcools impurs et mal rectifiés dont on exporte une grande partie en France, et en Suisse surtout ⁽¹⁾; la production a un peu diminué; la consommation reste à peu près stationnaire depuis 1880, où elle était de 4 lit. 20 d'alcool, jusqu'en 1894, où elle atteint 4 lit. 40.

En réalité, malgré son énorme consommation, l'Allemagne ne se préoccupe pas assez vivement de l'alcoolisme; l'intérêt public et celui des législateurs ne sont pas sollicités, la propagande de la tempérance y a fait très peu de progrès; dans l'ouest de l'Empire seulement, la Croix-Bleue a conquis un peu de terrain et recruté quelques milliers d'adhérents; l'initiative privée a réussi également à créer un certain nombre d'asiles pour le traitement des buveurs, une dizaine tout au plus.

La législation de l'ivresse est également incomplète; d'anciennes lois sur l'industrie des eaux-de-vie régissent les débits de boissons. Les débits sont soumis au principe de l'autorisation; depuis quelque années, leur nombre a un peu diminué sans influencer sur la consommation; une disposition interdit le colportage des boissons, pour restreindre les occasions d'achat. Actuellement, l'ivrogne que son vice conduit à la misère est puni d'arrêts, et, à sa libération, il peut être interné dans une maison de travail ou contraint à des travaux d'utilité publique; c'est là un procédé de reclassement peut-être utile, mais c'est insuffisant ⁽²⁾.

La punition de l'ivresse est assez ancienne en Allemagne; il y avait au x^v^e siècle des recès impériaux encourageant les électeurs, princes et seigneurs, à réprimer l'ivresse; c'est dans ce

(1) Les alcools allemands s'exportent beaucoup en Afrique comme alcools de traite. V. rapport Claude, *loc. cit.*

(2) V. *Rev. pénit.*, déc. 1896.

pays qu'un peu plus tard naquirent les premières Sociétés de tempérance; c'étaient des sociétés de seigneurs qui avaient pour règle d'éviter en toute occasion les excès de boissons, fréquents à l'époque. Au xvi^e siècle, à l'instigation de Sigismond de Dietrichstein, se créa la Société de Saint-Christophe, qui comportait l'obligation de ne point trinquer ni enivrer les convives; la Société que fonda Maurice de Hesse avec ses compagnons mettait la tempérance à un taux assez élevé, car elle interdisait seulement de vider plus de sept hanaps par repas. La conservation de ces traditions n'eût pas suffi à préserver l'Allemagne de l'alcoolisme (1).

Depuis 1881, un projet de loi sur l'ivresse attend le vote; il émanait du chancelier, et avait pour base la répression de l'ivresse publique et scandaleuse, de l'ivresse dans des travaux exigeant la prudence; puis des mesures contre les débitants et pour la protection des mineurs (2). Ce projet a été complété et amendé par un autre plus récent (1891), qui introduit, pour les buveurs d'habitude, le principe de l'internement dans un asile; depuis la présentation de cette loi, la question de l'ivresse a fait l'objet des discussions de deux Congrès des juristes allemands, à Stettin en 1888, à Cologne en 1891, et parmi les réformes jugées nécessaires, ils ont placé la nécessité de l'interdiction judiciaire pour le buveur qui ne peut gérer ses affaires, expose sa famille à l'indigence, ou crée un danger pour la sécurité publique.

L'Autriche possède une loi sur l'industrie des alcools analogue à celle de l'Allemagne; la consommation y est également considérable, et, de plus, au lieu d'être stationnaire, elle progresse; ainsi en 1886, elle était de 3 lit. 50; elle est en 1893 de 4 lit. 03. L'effort du législateur s'est porté spéciale-

(1) V. Vanlaër, *loc. cit.* — Muteau, *L'ivrognerie*.

(2) V. Baer, *Congrès de Saint-Pétersbourg*, II, 1890.

ment, pour combattre cet envahissement, sur la lutte contre l'ivrognerie ; en 1895, on décida la création d'asiles d'alcooliques, et un projet fut préparé, qui attend encore d'être mis en pratique ⁽¹⁾. Ce projet, dont nous indiquons seulement ici quelques dispositions, est assez bien conçu : il prévoit l'internement, pour deux ans au plus, des ivrognes dangereux pour eux-mêmes ou pour les autres, des récidivistes trois fois condamnés, et des aliénés alcooliques après cessation de la folie. L'internement est judiciaire ou volontaire : volontaire sur demande de l'intéressé ; judiciaire, après trois condamnations ou sur requête des parents, tuteur ou autorité municipale ; dans ce cas, on fait une enquête contradictoire. A la sortie, peut intervenir la libération conditionnelle qui sert à expérimenter la guérison. Cette loi est une tentative heureuse qui pourra rendre de grands services.

V. Russie.

En Russie, la lutte contre l'alcool a consisté avant tout en une lutte contre le cabaret. L'ivrognerie est fréquente en Russie, depuis longtemps ; mais l'alcoolisme y est presque inconnu ; la Russie présente ce phénomène singulier d'un peuple qui, actuellement, consomme relativement peu d'alcool (2 lit. 35 en 1894), et où cependant les cas d'ivresse et les crimes ou accidents dus à l'ivresse sont très nombreux. Cela tient aux habitudes du paysan russe ; le paysan, peu fortuné en général, ne fait pas une consommation quotidienne d'eau-de-vie ; il se grise complètement un certain nombre de fois, une douzaine de fois, par exemple, chaque année, et lorsqu'il est plongé dans l'ivresse, devient dangereux ; c'est pour cela qu'on peut le qualifier d'ivrogne, mais non d'alcoolique. Les

(1) *Rev. pénit.*, loc. cit. — Vanlaër, loc. cit.

occasions de s'enivrer, il les trouvait dans le nombre des cabarets, et dans les réunions nombreuses de population qui se produisent, à certains jours, dans les centres. Le cabaretier était devenu extrêmement dangereux pour l'ouvrier et le paysan ; c'était un exploiteur sans scrupule, qui ruinait ses clients à l'aide d'un certain nombre de combinaisons malhonnêtes, leur procurant de la boisson moyennant la mise en gage de leurs vêtements, ou sur la valeur de leur travail futur ⁽¹⁾ ; le cabaretier était un agent de ruine et de démoralisation pour les classes agricoles ; c'est lui que le gouvernement russe s'est appliqué à frapper depuis environ quarante ans, avec un certain succès d'ailleurs.

Jusqu'en 1863, on essaya successivement divers régimes : ce fut d'abord, après 1819, le monopole de la vente en gros de l'alcool ; puis le système de la ferme de l'alcool ; ensuite le régime de l'accise avec des droits élevés ; ce que l'on voulait obtenir du consommateur, c'était l'habitude de la consommation modérée et régulière de l'eau-de-vie, au lieu de ces accès d'ivresse se produisant à intervalles irréguliers ; on crut y arriver, en 1860, en abaissant les droits pour rendre l'alcool plus accessible journellement à la bourse des paysans. Ce système, à se prolonger, aurait peut-être abouti aux pires résultats, c'est-à-dire au développement de l'alcoolisme dans la population ; mais il dura peu, car on s'aperçut bientôt que, fidèle à ses habitudes, le paysan se grisait plus souvent, surtout quand il avait un débit à proximité.

On réagit rapidement, et à partir de 1863, on engagea une guerre acharnée contre les cabarets ; on haussa progressive-

() Le C. pénal a dû prévoir des délits tels que ceux-ci : vente à crédit, livraison de petits verres payables fin récolte, prêt d'eau-de-vie sur gages, règlement de salaires en nature, troc de produits distillés contre des produits agricoles, etc. (L'alcool en Russie, *Rev. polit. et parl.*, 1897.

ment, dans d'énormes proportions, le taux des licences ; on réglementa minutieusement la vente au détail, le nombre des débits et leur mode d'établissement ; le chiffre total des cabarets diminuait, mais l'influence du cabaretier subsistait, néfaste. Cependant, il faut constater que la moyenne de la consommation individuelle s'abaissa considérablement, en même temps que le nombre des débits :

En 1863.....	5 l. 85 par tête	257.531 débits
» 1865.....	4 l. 27 »	254.468 »
» 1870.....	4 l. 36 »	212.453 »
» 1875.....	3 l. 89 »	144.825 »
» 1880.....	3 l. 74 »	156.605 »
» 1885.....	3 l. 25 »	152.049 »

A partir de 1885, le gouvernement adopte une nouvelle ligne de conduite ; il entre résolument dans une voie qui doit le conduire à la suppression totale du cabaret ; la loi de 1885 établit deux sortes de débits d'alcool ; dans les uns, on pourra vendre de l'alcool à consommer sur place, mais ce devront tous être des restaurants, des traktirs, où l'on pourra consommer des aliments. D'autres débits vendent l'alcool à emporter en récipients clos ; ce sont des magasins et non des cabarets ; on voulait tuer le débit de boissons, où l'on ne va que pour s'enivrer.

En même temps on étudiait la réforme radicale, que l'on essaye depuis 1895 dans un certain nombre de provinces du sud de la Russie : le monopole. Le monopole des spiritueux institué par le gouvernement russe est un monopole de vente ; la fabrication appartient à un certain nombre de distilleries industrielles et agricoles ; une partie des alcools vient de l'étranger. Dans la zone du monopole, la régie seule fait pénétrer des alcools ; elle se charge de leur rectification, puis les met en vente dans des bureaux, où la consommation est

absolument interdite ; on livre l'eau-de-vie en bouteilles bouchées et cachetées ; les restaurants ont aussi le droit de vendre, au prix de régie, des bouteilles cachetées. Ainsi l'on a voulu rendre la consommation sur place impossible ; de plus les heures de vente sont rigoureusement limitées.

Quoique, dans la pensée des créateurs du monopole, il eût principalement un but moral et hygiénique, les résultats financiers ont été excellents. Quant aux résultats hygiéniques, il en est un qu'on ne peut contester, c'est que l'eau-de-vie de la régie est plus pure que toutes les autres, étant rectifiée ; en outre, dans les provinces soumises au monopole, la consommation moyenne est restée stationnaire depuis le temps, assez court, il est vrai, où l'on a commencé l'application de la loi. Depuis 1885, dans toute la Russie, la moyenne individuelle est tombée de 3 lit. 25 à 2 lit. 35 en 1894. C'est une consommation, somme toute, peu élevée. Mais nous avons vu qu'en Russie on avait surtout à se préoccuper des cas d'ivresse, plus que d'alcoolisme proprement dit.

D'un autre côté, les auteurs russes ne sont pas d'accord sur les résultats au point de vue du nombre des cas d'ivrognerie ; un fait certain, c'est que depuis l'application de la loi, le nombre des individus poursuivis pour ivresse publique a augmenté ; on s'aperçoit aussi de l'extension que prend l'ivresse de la rue ; à cela, il y a plusieurs raisons : lorsque l'on buvait au cabaret, l'ivrogne cuvait sa boisson dans le local même ; maintenant s'est développée l'habitude de boire dans la rue, sur le trottoir, en face du bureau de la régie ; on s'enivre en public, lorsqu'on ne veut pas attendre pour boire d'être rentré chez soi ; certaines industries ont pris naissance, comme celle de l'individu qui a toujours sur lui un verre et un tire-bouchon, au service des buveurs d'eau-de-vie. Lorsqu'ils ont bu, les ivrognes roulent dans le ruisseau et restent à terre à

travers les rues ; le spectacle est certainement plus impressionnant que lorsque tous ces excès se passaient dans les cabarets. Mais doit-on en conclure que réellement l'ivrognerie ait augmenté ?

On dénonce également la naissance d'un certain nombre de débits clandestins, où les initiés savent trouver un asile pour vider leur bouteille d'eau-de-vie ; certains débitants de boissons autorisées, comme la bière, accordent volontiers leur complicité aux buveurs, pourvu qu'ils consomment également dans leur établissement ; tout ceci, à vrai dire, est plutôt une question de police ; si l'on s'occupe de maintenir sévèrement l'ordre sur la voie publique, de pourchasser les buveurs en plein air, et de réprimer sévèrement les fraudes des débits clandestins, on pourra diminuer un mal, que l'on croit très considérable, peut-être simplement parce qu'il est très apparent.

On signale également certains faits favorables : la diminution des cas d'ivresse les dimanches et jours de fête ; les lendemains, le travail est moins déserté qu'autrefois ; on transporte dans les hôpitaux moins d'individus ayant reçu des blessures en état d'ivresse ; on constate aussi que, dans les provinces soumises au monopole, les impôts rentrent mieux, que les dépôts dans les caisses d'épargne augmentent, que l'on fait une plus grande consommation de thé et de sucre. Tout ceci semble bien indiquer que la modération dans l'usage de l'eau-de-vie tend à entrer dans les habitudes de la population ⁽¹⁾.

L'œuvre entreprise avec un certain succès par le gouvernement russe est fort intéressante ; les résultats obtenus ont décidé les organisateurs à étendre à un certain nombre de

⁽¹⁾ V. Rapports sur le monopole des spiritueux à la Société russe d'hygiène publique (1899). — La réforme de l'impôt des boissons alcooliques en Russie (Congrès de Paris, 1899).

nouvelles provinces le monopole ; il est vraisemblable que, dans quelques années, la Russie entière y sera soumise. Ce n'est pas à dire que cet exemple puisse être suivi par d'autres nations européennes ; l'Empire russe est soumis à des conditions économiques et politiques trop particulières ; un gouvernement autocratique, qui n'a pas à se préoccuper du suffrage universel, peut entreprendre, sans être même soutenu par la propagande de la tempérance, une réforme aussi radicale et aussi rapide. Ce système est favorisé par la pauvreté des paysans et des ouvriers, qui n'ont pu continuer à consommer la même quantité d'alcool lorsqu'on a entrepris d'élever son prix. La fraude n'a pu prendre naissance, car le pays produit naturellement fort peu de vin ; la consommation à domicile est entravée par l'influence de la femme russe, qui ne boit pas, et qui ne laisse pas volontiers son mari s'enivrer au logis. Il était indiqué d'avance qu'en persécutant le cabaretier, puis en le supprimant, on obtiendrait certains résultats. D'autre part, il ne faut pas se dissimuler certains dangers éventuels : la consommation est rendue stationnaire, et à un chiffre individuel assez bas, mais les habitudes de tempérance ne sont pas ancrées dans la population ; à la première occasion, on recommencera à boire ; le jour où le peuple russe jouira d'un peu plus de bien-être, il est fort à craindre qu'il aille porter à la régie le surplus de son gain. Il est à redouter, d'autre part, que le gouvernement ne veuille, pour parer à des nécessités financières, user du monopole dans un but fiscal ; les circonstances peuvent un jour l'y amener, quoique cette éventualité ne paraisse pas prochaine. Enfin, un dernier péril est à craindre : si la population russe prend l'habitude d'user d'alcool régulièrement au lieu d'en abuser quelquefois, elle suivra ainsi la route qui la conduira directement à l'alcoolisme. L'alcoolisme chronique, peu développé mainte-

nant, pourra remplacer l'ivrognerie quand la consommation moyenne augmentera avec la richesse du pays ; ce qui pourrait conjurer ce danger, c'est la propagande de la tempérance ⁽¹⁾. Quoi qu'il en soit, ces phénomènes, s'ils se produisent, ne sont pas immédiatement à craindre, et l'on ne peut contester au régime russe ses qualités d'opportunité et son originalité.

VI. Suisse.

La Suisse était, il y a une vingtaine d'années, un pays fortement alcoolisé ; en 1878, on consommait par tête 5 lit. 20 d'alcool pur, sous forme d'eau-de-vie, de schnaps, alcool de grains ou de pommes de terre ; on buvait de plus de très fortes quantités de vins et de bières. En 1894, la Régie fédérale n'accuse plus qu'une consommation d'alcool de 2 lit. 90 ; c'est une diminution de près de la moitié. Il est vrai qu'on absorbe toujours beaucoup de vin et de bière ; mais l'alcool a subi un recul sensible, dû à la fois à la propagande de la tempérance et à l'application du monopole de la vente dans la Confédération.

Aux environs de 1880, l'alcoolisme sévissait en Suisse ; on buvait beaucoup d'eaux-de-vie d'industrie, mal distillées, très impures, fabriquées en grande partie dans les distilleries domestiques ; les efforts des cantons étaient impuissants à restreindre les ravages, leur action législative se trouvant entravée par la loi fédérale sur la liberté du commerce entre les cantons. On comprit que seule l'intervention de la Confédération pourrait utilement se produire ; en 1881, une motion fut présentée aux Chambres dans ce sens, appuyée par un

(1) Il existe déjà quelques sociétés de tempérance que l'on s'efforce de multiplier ; mais leur action est encore très faible. Ce sont des organes officiels qui portent le nom de curatelles de tempérance, et qui doivent seconder les efforts des agents de l'autorité.

important mouvement d'opinion. Le Conseil fédéral se préoccupa de donner satisfaction aux vœux exprimés par les nombreux pétitionnaires qui s'étaient adressés au gouvernement, et en 1886 fut votée la loi qui créait le monopole des spiritueux; adoptée le 23 décembre 1886, elle fut ratifiée par le *referendum*, à la majorité des deux tiers des votants, en 1887 ⁽¹⁾.

Par cette loi, la Régie fédérale est chargée de la fabrication, de l'importation et de la vente en gros des alcools; elle assume la charge de rectifier les produits et de les livrer aussi purs que possible. Elle se fournit d'alcools soit auprès des producteurs indigènes, soit à l'étranger (un quart au moins doit être demandé aux producteurs indigènes). Il est permis aux particuliers, moyennant de forts impôts, d'importer les spiritueux de qualité supérieure; on exempte, en outre, du monopole la production nationale des alcools de vin ou de fruits. Le monopole ne frappe, somme toute, que l'eau-de-vie de grains et de féculents.

La loi interdit le colportage des eaux-de-vie et n'en autorise la vente que dans les débits; quant au régime des débits, les cantons restent libres de le réglementer; c'est entre eux que l'on répartit les bénéfices du monopole, dont, d'après la loi, un dixième doit être consacré aux frais de la lutte contre l'alcoolisme et à des œuvres d'assistance; grâce à ces subsides, on soutient des asiles de buveurs, des œuvres de propagande antialcoolique, des établissements pour la protection de l'enfance.

L'application du monopole eut pour premier résultat d'amener la disparition par voie de rachat d'un certain nombre de

⁽¹⁾ V. Droz, *Le monopole de l'alcool en Suisse*, *Rev. polit. et part.*, 1895 et 1896. — Vanlaër, *loc. cit.* — *Rev. pénit.*, déc. 1896. — D'Anethan, *La régie des alcools en Suisse*, *Réf. soc.*, 1894.

distilleries nuisibles qui infestaient le territoire suisse; il ne subsista que quelques grands établissements, auxquels on adjugea le droit de produire une certaine quantité des eaux-de-vie de la régie; mais la production indigène avait toujours été bien inférieure à la consommation; on faisait venir des alcools étrangers, surtout d'Allemagne et d'Autriche, et c'est maintenant la régie qui s'en charge. Les alcools achetés à l'étranger ou dans le pays sont rectifiés, puis mis en vente en gros. Les frais d'expropriation des distilleries et d'organisation du régime ont été relativement faibles; cependant on a éprouvé certains mécomptes sur le rendement du monopole, on en attendait un bénéfice de 8.800.000 fr.; on n'obtint en 1888 que 4.957.841 fr., un peu plus que ce que donnaient, en 1882, les droits sur les alcools (4.588.100 fr.); depuis, le produit monte à 6.662.116 fr. en 1890, puis tombe, en 1894, à 4.913.725 fr.

Par contre, l'heureuse influence sur la consommation n'est pas douteuse; alors que de 1878 à 1883 la consommation individuelle s'était maintenue (de 5 lit. 20 à 5 lit. 13) de 1883 à 1890, sous l'effet de la loi, le chiffre tombe de 2 litres (3 lit. 14) et depuis, jusqu'en 1894, il oscille aux environs de 3 litres, pour descendre même à 2 lit. 90 dans la dernière année. Le résultat hygiénique est certain, le résultat financier est moins encourageant; on attribue surtout, il est vrai, la baisse du rendement aux récoltes exceptionnelles de vin et de cidre des dernières années. Si l'on se contentait de poursuivre la diminution de la consommation, le système serait excellent; mais il est à craindre que, menacés dans leurs finances, les cantons suisses ne préfèrent augmenter leurs recettes; déjà, pour conserver la faveur des consommateurs, la régie a consenti à verser dans son alcool rectifié, que l'on trouvait insipide, une légère dose, inoffensive, prétend-on, de fûsel (impuretés de

l'eau-de-vie industrielle), pour lui donner de la saveur. Cette pratique indique une tendance à se préoccuper plutôt de l'intérêt du fisc que de celui du buveur.

Il faut compter aussi avec diverses pratiques qui se sont introduites depuis peu ; les bouilleurs de cru se sont développés, en vertu de la liberté qui leur est accordée ; c'est une source d'alcools impurs, qui, il est vrai, ne peut devenir considérable, étant donné que la Suisse produit peu de matières premières, vins, cidres ou fruits ; il y a des fraudes inévitables, celle, en particulier, qui consiste pour les liquoristes à employer, au lieu d'alcool potable de la régie, des alcools dénaturés, masqués par des arômes et bouquets artificiels, fraude très dangereuse pour la santé publique, mais qui, disent les Suisses, ne prend pas des proportions très grandes.

En même temps que s'était manifesté en Suisse le mouvement en faveur du monopole, les sociétés de tempérance avaient pris naissance. Il y existait depuis assez longtemps des sociétés ayant pour objet la modération dans l'usage des alcools ; en 1877, un pasteur genevois, M. Rochat, fonda la Société de la Croix-Bleue, sur le principe de l'abstinence totale, pour guérir les alcooliques par l'exemple de la tempérance ; selon l'expression de son fondateur, « ses sections sont des ambulances où l'on reçoit les buveurs, ses membres sont les infirmiers qui cherchent à les guérir et à les sauver ». Cette société a pris un rapide développement non seulement en Suisse, mais en France et en Allemagne ; en 1894, elle comptait, en Suisse, 243 sections, comprenant 8.981 adhérents, dont 3.700 sont des buveurs corrigés ; outre la Croix-Bleue, existent d'autres associations, les Bons Templiers, par exemple, qui ont 15 loges de propagande en Suisse. Les efforts des partisans de la tempérance, s'exerçant à l'école, dans les campagnes et dans les villes, ont amené la création

de 149 établissements où l'on ne consomme aucune boisson alcoolique ; leur influence est en outre excellente pour maintenir les bons résultats obtenus par le monopole et les compléter. Si l'on a obtenu, en effet, un recul dans la consommation d'alcool, les quantités de vin et de bière absorbées sont toujours énormes ; d'ailleurs, les directeurs d'asiles de buveurs, en Suisse, constatent chez leurs malades la fréquence de l'alcoolisme par les boissons fermentées. La Suisse a une consommation totale d'alcool qui se rapproche de celle des Iles-Britanniques ; elle est de 8 lit. 75 ⁽¹⁾.

Les lois cantonales contiennent généralement des dispositions répressives contre l'ivresse publique ⁽²⁾ ; le projet de Code pénal fédéral, de M. Stoss, comprend aussi des mesures analogues, et tend de plus à généraliser le principe de l'internement des ivrognes dans un asile après acquittement. Ce principe de l'internement fait partie des lois de deux cantons ; l'une est la loi du canton de Saint-Gall, du 21 mai 1891, l'autre le projet de loi du canton de Genève. La loi de Saint-Gall, qui s'applique depuis environ huit ans, est la première qui, en Europe, ait réalisé l'internement des alcooliques malgré eux ; elle autorise l'envoi dans un asile spécial, sur demande de l'intéressé, des parents, ou du Conseil communal, des buveurs d'habitude que l'on soumet à un examen médical et que l'on garde un temps plus ou moins long. Le projet de Genève part de principes semblables, mais réunit un plus grand nombre de garanties pour les intéressés, en organisant une procédure judiciaire assez complète ; le buveur peut être interné, sur sa demande, sur celle de ses parents, ou sur décision d'une juridiction pénale. Pour la mise en pratique de

⁽¹⁾ V. Rochat, *La lutte contre l'alcoolisme en Suisse*. — Forel, *Les Bons Tempeliers*.

⁽²⁾ *Rev. pénit.*, déc. 1896. V. Puteaux, *Etude sur l'alcoolisme en Suisse*.

ces mesures d'internement, existent en Suisse un certain nombre d'asiles, fondés dans les vingt dernières années, et dont le plus important et le plus intéressant est l'asile d'Ellikon-sur-la-Thur, dans le canton de Zurich.

Cette victoire partielle, que la Confédération suisse a remportée sur l'alcoolisme, elle la doit, comme d'ailleurs tous les peuples qui ont refoulé le mal, à l'action vigoureuse de ses Sociétés de tempérance et à la mesure législative importante à l'obtention de laquelle elles ont pris une large part, l'institution du monopole; très critiqué par certains théoriciens, attaqué dans ses résultats financiers, qui ne sont certes pas des plus brillants, le monopole n'en a pas moins rendu le service de faire brusquement tomber la consommation de l'eau-de-vie de 2 litres en cinq ans. Le résultat vaut bien qu'on le prenne quelque peu en considération, et la seule question est maintenant de n'en pas laisser perdre le bénéfice. Le défaut du monopole suisse, et la fissure par laquelle pénètre la fraude, qui peut se développer encore, c'est qu'il n'englobe pas les alcools de vins, et les eaux-de-vie naturelles. C'est un vice grave, qui, dit-on, ne pouvait être évité, à raison de la difficulté qu'on éprouverait à surveiller les bouilleurs de cru.

VII. *Pays-Bas.*

L'eau-de-vie est depuis longtemps, aux Pays-Bas, d'une consommation courante; le branderwin était au ^{xvi}^e siècle très répandu, et c'est en Hollande que les Anglais en prirent l'habitude; depuis ce temps, les habitants et les marins ont conservé le goût des boissons fortes, sans que l'on ait songé à le restreindre avant ce siècle; la bière forte et le genièvre sont les bases de la consommation, qui, vers 1840, augmenta dans de telles proportions que l'attention fut éveillée; en 1842, le

D^r Egeling de Harlem fonda l'*Union néerlandaise* pour l'abolition des boissons alcooliques, qui compte aujourd'hui 10.000 membres; la consommation de l'alcool s'élevait alors à 4 lit. 40; en 1875, une seconde société se forma, le *Wolksbond*, ligue contre l'abus des boissons enivrantes, comprenant 3.000 membres; il y avait à cette époque une recrudescence du mal, et la consommation s'élevait à 5 litres, énorme quantité. Cependant depuis longtemps on surélevait sans relâche l'impôt de l'alcool, sans enrayer le moins du monde la progression.

Le mouvement de l'opinion devint cependant important, et l'on réclama des mesures coercitives; fabrication et vente des alcools étaient absolument libres, sauf les taxes fiscales, et jusqu'en 1882, le gouvernement s'était refusé à intervenir, au nom de la liberté commerciale dont le respect était traditionnel; il n'existait que des mesures de police locales sur les débitants et les aubergistes. On se décida enfin à légiférer et l'on voulut atteindre les cabarets (1).

La loi du 28 juin 1881 soumet les débits à la nécessité d'une licence; le conseil communal a tous pouvoirs pour la délivrance des licences, la fixation de l'emplacement des cabarets, l'examen des locaux affectés au commerce. Le nombre de débits à concéder est fixé pour chaque commune proportionnellement au chiffre de la population; dans les communes de plus de 50.000 âmes, il ne peut y en avoir qu'un par 500 habitants; dans celles de 20 à 50.000 âmes, un par 400, et ainsi de suite, jusqu'à un débit par 250 hab. dans les plus petites communes. Exceptionnellement, le gouvernement peut, s'il le juge nécessaire, élever ou abaisser ce chiffre. La

(1) V. *L'alcool aux Pays-Bas*, *Rev. polit. et parl.*, 1896. — *Rev. pénit.*, déc. 1896. — Bureau fédéral de statist., *loc. cit.*

licence ne doit être accordée qu'à des individus remplissant certaines conditions d'honorabilité, et seulement pour un an, dans le lieu désigné. En cas de contravention, l'autorisation sera retirée. Des dispositions pénales sur l'ivresse complètent l'économie de cette législation.

Le but de cette loi était la réduction considérable du chiffre des débits; mais il y avait une difficulté d'application, la suppression des débits existants, dont le nombre dépassait de beaucoup le total autorisé; on a donc admis une disposition transitoire; les titulaires actuels de débits conserveront leur établissement, et l'on a respecté les droits acquis au point de leur permettre pendant vingt ans la cession de leurs cabarets. Jusqu'en 1901, ce régime provisoire s'appliquera; cependant, rien que par les causes naturelles d'extinction, les débits ont diminué de près de moitié; de 43.000 en 1881, ils sont descendus à 25.000 en 1891; au terme fixé, ils doivent être réduits à 12.000.

Quel a été le résultat au point de vue de la consommation? En 1881, elle était d'environ 4 lit. 80 par tête; en 1890, le chiffre est de 4 lit. 35, et en 1895, de 4 lit. 25; la diminution est si faible qu'elle est presque négligeable, « et, entre temps, fait remarquer M. Cauderlier, il y a eu deux augmentations d'accises et une propagande incessante par les sociétés de tempérance et d'abstinence auxquelles on peut bien donner crédit d'une part dans le maigre résultat obtenu » ⁽¹⁾. Les espérances du législateur ont été complètement déçues, et l'expérience de quinze ans prouve bien qu'il n'y a pas de corrélation nécessaire entre le nombre des débits et le chiffre de la consommation. Un fait aurait pu faire prévoir ce résultat aux auteurs de la loi; en 1881, la statistique indiquait que les

(1) Cauderlier, *La guerre aux débits*.

provinces possédant le plus de débits n'étaient pas celles où l'on buvait le plus d'eau-de-vie ; citons quelques exemples :

Limbourg.	1 l. 80	1.228 débits par 100.000 habit.
Zélande.	3 l. 05	861 »
Brabant	3 l. 60	1.153 »
Utrecht	5 l. 70	739 »
Hollande du Sud	5 l. 90	643 »
Hollande du Nord	6 l. 40	648 »

Si, avant la loi, un nombre restreint de débits permettait néanmoins à la population de s'alcooliser, il était douteux que la réduction de leur nombre au quart pût venir à bout d'habitudes invétérées ; en réalité, depuis 1807, la situation de la Hollande n'a pas changé ; on buvait alors 4 lit. 90 d'alcool ; en 1854, ce chiffre s'abaissa à 3 lit. 54 ; il est depuis remonté au niveau ancien ; la Hollande boit beaucoup d'eau-de-vie et relativement peu d'autres boissons, puisque, au total, elle n'absorbe que 6 lit. 25 d'alcool pur, un peu plus que les Etats-Unis ; les efforts déployés depuis plus de vingt ans ont réussi, tout au plus ; à rendre la consommation stationnaire ; pour la faire reculer, les hommes d'Etat hollandais ont compris la nécessité de chercher d'autres moyens ⁽¹⁾.

VIII. Belgique.

La question de l'alcoolisme en Belgique est particulièrement intéressante pour la France, car c'est le pays dont les mœurs et les institutions se rapprochent le plus des nôtres, et c'est aussi celui qui partage avec nous la première place

(1) Il y a lieu de citer, à propos des Pays-Bas, une convention internationale, conclue le 16 nov. 1887, à la Haye, en vue de réprimer l'alcoolisme chez les pêcheurs des mers du Nord. Cette convention, sanctionnée par plusieurs lois nationales (entre autres loi néerlandaise 1888, et 1891, loi allemande, 1890) interdit et punit la vente et le débit d'alcools sans autorisation sur les navires de pêche. V. *Annuaire de législ. étrangère*. — *Rev. pénit.*, déc. 1896.

dans l'échelle des peuples alcoolisés ; nous l'avons récemment dépassé dans ce triste concours ; mais, si elle ne tient pas la tête, la Belgique est, avec la France, le seul pays où le fléau soit en progrès constant ; là aussi, les ravages sont effroyables, et semblent dus, en grande partie, à la multiplication des cabarets et débits. La Belgique, a-t-on dit parfois, est le pays des cabarets, elle en compte près de 200.000 pour une population de 6 millions d'habitants, alors que toute la France n'en a pas plus de 500.000 ! Depuis une trentaine d'années, la moyenne individuelle n'a cessé de croître : 2 lit. 50 en 1871 ; 4 lit. 60 en 1880 ; 4 lit. 70 en 1894. Tandis qu'en 1840, on ne buvait que 3 lit. 6 environ, et que l'on ne comptait que 45.000 cabarets, aujourd'hui l'envahissement des boissons fortes est proportionné à la multitude des débits (1).

Il y a fort peu de temps qu'on remarque en Belgique l'étendue du mal et que l'on songe à y porter remède ; ce n'est guère que depuis dix ans que les avertissements de certains esprits clairvoyants ont été entendus des pouvoirs jusque là indifférents. Depuis, le fléau s'est révélé brusquement dans toute sa profondeur, et l'on s'est épouventé de le trouver aussi grave sans l'avoir auparavant soupçonné ; on a fait bien peu jusqu'à présent pour le combattre, mais on a étudié et préparé les instruments de la lutte.

Les boissons qui causent l'alcoolisme belge sont l'eau-de-vie, surtout l'eau-de-vie de genièvre, et la bière ; la distille-

(1) On constate les mêmes ravages qu'en France par suite de l'alcoolisme : dans les prisons de Liège et de Louvain, il y a deux tiers de criminels alcooliques ; dans les hôpitaux de Bruxelles, 80 p. 100 des malades présentent des lésions alcooliques ; les 9/10 de la population des dépôts de mendicité se composent d'alcooliques ; le nombre des alcooliques aliénés a presque triplé de 1882 à 1892. Les trois quarts des indigents assistés font partie de familles d'alcooliques. On calcule que la consommation moyenne d'alcool par tête de buveur est de 52 litres ; il y a 150.000 ouvriers qui boivent un demi litre ou un litre de genièvre par jour. — V. Merzbach, *La question alcoolique*. — Cauderlier, *Les boissons alcooliques en Belgique*.

rie en Belgique est très développée; c'est à la suite du mouvement industriel, après 1831, que de grandes distilleries prirent naissance; l'industrie des alcools n'a cessé de s'étendre avec la multiplication des consommateurs, et les quantités réclamées par chacun. L'eau-de-vie naturelle est inconnue en Belgique, ou si peu abondante qu'elle compte à peine dans la masse, mais l'alcool d'industrie est très soigneusement rectifié et d'une pureté exceptionnelle; le petit distillateur n'existe guère, il n'y a que de grands industriels pourvus d'un outillage perfectionné. Mais l'alcool a beau être pur, l'intoxication se produit cependant; comme le fait remarquer M. Berryer, « si nulle part on ne boit de meilleur alcool qu'en Belgique, et si dans aucun autre pays on ne voit le fléau de l'alcoolisme sévir avec autant d'intensité, il faut bien reconnaître que le meilleur alcool lui donne fatalement naissance » ⁽¹⁾.

Pendant longtemps, ceux qui se rendaient compte de la gravité du fléau furent rares; cependant, dès 1878, une société de propagande s'était créée, la Ligue patriotique belge contre l'alcoolisme, qui luttait avec opiniâtreté pour faire constater le danger; de même, des sections de la Croix-Bleue prirent naissance et contribuèrent à la propagande, qui resta longtemps infructueuse. En 1887, cependant, on obtint un premier résultat, une loi contre l'ivresse publique, calquée visiblement sur notre loi de 1873; auparavant, aucune mesure répressive n'existait contre l'ivrognerie ⁽²⁾. Cette loi punit l'ivresse scandaleuse ou dangereuse, et de plus, l'ivresse dans des fonctions délicates, ou dans les fonctions publiques; elle perfectionne heureusement sur certains points les dispositions de notre loi; outre la répression de l'enivrement pro-

⁽¹⁾ Berryer, *Le monopole de l'alcool*.

⁽²⁾ V. *Rev. pénit.*, déc. 1896. — *L'alcoolisme en Belgique*, *Rev. polit. et parl.*, 1897.

curé aux mineurs de seize ans, elle admet celle de l'enivrement volontairement causé à autrui, et entraînant une incapacité de travail; de même, elle interdit les défis de boire et le paiement des salaires dans les cabarets. C'étaient là quelques dispositions opportunes, mais manifestement insuffisantes, dont l'influence n'a pas été sensible. Comme notre loi de 1873, cette loi, d'après M. Lorand, n'est guère appliquée.

Dans les centres ouvriers, les cabarets font des ravages incalculables; on compte à peu près un cabaret par 35 habitants, environ trois fois plus qu'en France, et à côté de ces 195.000 débits d'alcool, existent environ 37.000 débits de bière, où l'on vend clandestinement de l'eau-de-vie; au cabaret se font les transactions commerciales, se passent les contrats, se payent les salaires, malgré la prohibition édictée; dans les grands centres de distillerie, comme Anvers, quantité d'ouvriers sont forcés de se faire débiteurs d'eau-de-vie, pour écouler les produits du grand industriel, leur patron; on retrouve aussi cette néfaste coutume du paiement partiel des salaires en nature, c'est-à-dire en alcool à consommer. La loi de 1889 qui établit une forte licence sur les débits d'eaux-de-vie nouveaux n'a pas diminué la consommation, et a développé les fraudes ⁽¹⁾. C'est actuellement, et depuis quelques années, l'une des grandes préoccupations des chefs du Parti ouvrier belge, d'organiser la lutte contre l'alcool ⁽²⁾.

C'est devenu aussi, depuis 1895, la préoccupation des Chambres et du gouvernement, enfin émus, grâce à l'active propagande de la Ligue contre l'alcool, de l'envahissement du mal; la première mesure adoptée fut une mesure finan-

(¹) Cette loi a diminué de 14.000 le nombre des débits sans agir sur la consommation. — V. Vanlaër, *loc. cit.*

(²) L'alcool est exclu généralement des grandes coopératives socialistes du pays Wallon; une Ligue socialiste antialcoolique a été fondée. — V. Vandervelde, *L'alcoolisme et les conditions du travail en Belgique*.

cière ; elle avait pour but, à la fois, de venir en aide à l'agriculture par la protection des distilleries agricoles, et de frapper la consommation de l'alcool par une importante élévation de droits. Elle transformait le mode de perception de l'impôt, en l'établissant sur le rendement réel des distilleries, au lieu de l'établir, comme auparavant, sur le rendement présumé d'après la quantité de matières employées ; l'ancien procédé permettait aux distillateurs bien outillés de produire un surplus d'alcool non imposé, et de faire une concurrence ruineuse aux agriculteurs qui tentaient de distiller. Cette élévation de l'impôt a eu des résultats nuls ; depuis soixante ans d'ailleurs, l'accise a décuplé en Belgique, en même temps que l'alcoolisme.

C'était là une œuvre plutôt financière que moralisatrice ; à la suite cependant d'un discours éloquent de M. Le Jeune au Sénat belge, on convoqua une Commission d'enquête, ayant pour mission d'étudier la question de l'alcoolisme en Belgique et de soumettre les conclusions de ses recherches au gouvernement et aux Chambres. Cette Commission déposa, après enquête approfondie, un rapport documenté sur l'alcoolisme et les moyens proposés pour le combattre ; elle dénonça hautement le péril et toutes ses conséquences ; sur la question des réformes, elle se divisa en deux camps, partisans et adversaires du monopole. Ces derniers furent en minorité ; la majorité de la Commission conclut en ces termes : « Il y a nécessité et urgence de prohiber le débit des eaux-de-vie, du genièvre et des liqueurs à base d'alcool ; l'émotion populaire qui résulterait de cette prohibition n'est rien, à côté des maux auxquels elle mettrait fin ». Quant aux moyens pratiques, ils représentent tout un plan de campagne contre l'alcool : dégrèvement des boissons hygiéniques, prohibition de certaines boissons toxiques, entraves au débit, rectifica-

tion obligatoire des alcools, limitation du nombre des cabarets, en favorisant le développement du système de Gothenbourg, enfin mesures contre les ivrognes, déchéances politiques et familiales, asiles d'internement ⁽¹⁾.

La Commission insistait sur la nécessité de la propagande antialcoolique partout répandue, de l'éducation de l'opinion publique, devant rendre possibles les mesures radicales ; à ce point de vue, un mouvement important d'opinion se dessine depuis 1895 ; les socialistes, les libéraux, les catholiques luttent avec ardeur pour réformer les habitudes funestes du peuple belge ; dans les écoles, l'enseignement antialcoolique s'est développé ; des circulaires ministérielles ont encouragé la création des sociétés scolaires d'abstinence, qui comptent plus du quart des élèves. Un réveil s'est produit devant l'imminence du péril, subitement révélé à l'opinion indifférente. Le gouvernement et les Chambres se sont mis à travailler à la réalisation des réformes.

D'un autre côté, la minorité de la Commission d'enquête, qui comptait dans ses rangs M. Le Jeune et M. Cauderlier, a fait une active propagande en faveur du monopole, repoussé par les autres membres ; le rapporteur objectait au monopole qu' « il serait à craindre que, loin de réduire la production de l'alcool, l'Etat ne fut parfois amené à en favoriser la vente dans le but de se créer des ressources financières extraordinaires et immédiates » et en outre que « la conception de l'Etat distillateur est absolument inconciliable avec la déclaration que l'alcool est un poison ». En outre, il y a l'objection qui consiste à voir dans tout monopole une institution collectiviste et l'objection financière tirée des mécomptes possibles dans le rendement.

(1) V. *Rev. pénit.*, janv. 1897.

Les partisans du monopole, qui sont nombreux, soutiennent avec raison que la situation économique de la Belgique est des plus favorables à l'établissement d'un monopole de fabrication et de vente, qui donnerait chaque année 100 ou 150 millions; l'Etat devrait tendre à restreindre la consommation dans un but moral et ne pas voir là une ressource budgétaire; il est certain que, dans un cas semblable, l'Etat doit opter entre l'intérêt fiscal et l'intérêt sanitaire. L'établissement du monopole serait facile, la Belgique ne possédant pas de bouilleurs de cru, mais seulement quelques grandes distilleries, faciles à exproprier; les distilleries agricoles, pense-t-on, pourraient fournir l'alcool dénaturé destiné à l'industrie, ce qui sauvegarderait leurs intérêts; la situation est encore meilleure qu'en Suisse pour la création d'un monopole et dans ce pays nous avons vu quelle forte dépression a subie la consommation. Le monopole apparaît comme le véritable moyen pour l'Etat d'endiguer et de régler à volonté la consommation d'alcool en lésant le moins d'intérêts possible ⁽¹⁾.

L'idée du monopole fait son chemin dans le monde gouvernemental et dans les Chambres, mais elle ne tend qu'à réglementer la production des alcools; reste la question des débits que l'on étudie depuis l'enquête de 1895; pour la résoudre, le Sénat a été saisi, en novembre 1898, d'une proposition de M. Le Jeune qui établit un système tout nouveau pour les cabarets ⁽²⁾. Son principe, c'est, comme le voulait la Commission, la prohibition du débit des liqueurs alcooliques et alcools au détail; certaines boissons, comme l'absinthe, sont absolument interdites, à raison des dangers qu'elles présentent; quant

(1) Berryer, *loc. cit.*

(2) Proposition de loi pour la police de la vente et du débit des boissons alcooliques distillées, des liqueurs à base d'alcool et des boissons fermentées contenant plus de 18 p. 100 d'alcool : Sénat de Belgique, 21 décembre 1898.

aux autres, on peut obtenir la permission de les vendre, ou une dispense de prohibition, qui doit être accordée par le Conseil provincial; en outre, le nombre de ces dispenses est limité suivant le nombre d'habitants de la localité, à une proportion plus ou moins forte (1 par 150 habitants au plus et 1 par 300 habitants dans les villes les plus importantes); pour respecter les droits acquis, on accorde la dispense aux débits existants pourvu qu'il n'y en ait pas plus d'un par 30 habitants; c'est d'ailleurs une dispense temporaire, et l'extinction de ces dispenses devra ramener peu à peu les débits à la proportion légale. Suivent des pénalités sévères, fermeture des débits, fortes amendes ou prison contre les cabaretiers délinquants ou les débitants sans dispense. Le projet a pour but de décimer les cabarets et de les soumettre à une rigoureuse surveillance et, dans l'esprit de son auteur, il est fait pour se combiner avec l'institution du monopole. Le monopole vient d'ailleurs, en juillet 1899, d'être proposé à la Chambre des représentants par M. Vandervelde et ses collègues les députés socialistes. Les deux projets sont actuellement en suspens devant les Chambres.

Il est difficile de prévoir dès à présent ce que donneraient ces réformes si elles étaient appliquées; il est probable que l'institution du monopole donnerait des résultats favorables; quant à la diminution du nombre des débits, sans être superflue, elle ne produira sans doute pas très grand effet. Ce qui est important et ce qu'il est bon de noter, c'est que l'on se préoccupe sérieusement en Belgique de l'alcoolisme, et que l'on ne recule pas devant des procédés radicaux pour l'expulser; mais la tâche est rude, car le mal est immense; un grand pas est déjà fait dans le sens de la conquête de l'opinion publique.

CHAPITRE III

LA LOI DU 23 JANVIER 1873

L'étude de la lutte contre l'alcoolisme chez des nations de mœurs et de tempéraments très divers provoque cette constatation : c'est qu'une législation, si bien conçue et si bien disposée en vue des résultats pratiques qu'elle puisse être, ne produit véritablement son effet que lorsque l'opinion publique est intéressée à la question, que la propagande morale a été faite avec succès, et que dans la population même se manifeste un mouvement de réforme ; plus qu'en aucune autre matière, l'efficacité de la loi est subordonnée à la faveur qu'elle rencontre et à la confiance qu'elle inspire. On a pu se rendre compte, en outre, de la nécessité de mesures multiples, se complétant les unes par les autres ; il faut faire appel à la loi administrative, à la loi fiscale, à la loi répressive enfin, pour enserrer de toutes parts le fléau dans un cercle de prohibitions, de restrictions qui puissent entraver son action néfaste. Lorsqu'on a pris des mesures en vue de diminuer le nombre des débits, d'abaisser la quantité d'alcool consommé, d'écarter de la consommation certaines boissons dangereuses, la loi pénale intervient pour sanctionner ces dispositions ; elle intervient de même pour avertir et corriger, s'il est possible, ceux qui s'adonnent à l'alcoolisme de façon à créer un danger ou simplement une gêne pour leurs concitoyens ; ce n'est pas que l'on doive avoir une confiance exagérée dans

son efficacité, qui est cependant réelle. Il faut toutefois, pour atteindre ce résultat, que les dispositions pénales soient étudiées avec soin et très soigneusement combinées en vue du but précis poursuivi ; si elles sont mal comprises, elles sont inutiles, inappliquées ou nuisibles. Nous possédons en France une loisur l'ivresse ; il s'agit d'examiner quelle est sa valeur et quels résultats elle a obtenus.

On peut remonter fort loin, en France, pour trouver les premières lois contre l'ivrognerie ; il y a plus de dix siècles, des ordonnances de Charlemagne la frappaient déjà. En 802, un premier édit « fait défense à toutes personnes de s'enivrer, de ravir le bien d'autrui, de voler, de blasphémer et d'avoir des querelles et différends » ; ce prince, fait remarquer un commentateur, met l'ébriété à la tête de tous ces grands crimes, parce qu'elle en est souvent la source. Cinq autres ordonnances de l'empereur frappent les ivrognes de certaines peines ou incapacités : l'homme qui s'abandonnera à l'ivrognerie subira une punition corporelle ; un ivrogne est indigne d'être ouï en justice, soit dans sa propre cause, soit comme témoin ; ceux qui s'exciteront mutuellement à boire jusqu'à l'ivresse seront séparés de toute société pendant un certain temps, et condamnés à boire de l'eau. Ces curieuses dispositions, qui, même aujourd'hui, méritent d'attirer l'attention, furent reprises par saint Louis et Philippe le Bel.

Au xvi^e siècle, François I^{er} rend un édit, du 30 août 1536, destiné à réprimer l'ivrognerie ; il est intéressant d'en reproduire les principales dispositions : « Pour obvier aux oisivetés, blasphèmes, homicides et autres inconvénients qui arrivent d'ébriété, est ordonné que quiconque sera trouvé yvre soit incontinent constitué et retenu prisonnier au pain sec et à l'eau pour la première fois ; et si secondement il est repris, sera, outre ce que devant, battu de verges ou fouet par la

prison, et la tierce fois fustigé publiquement; et s'il est incorrigible, il sera puni d'amputation d'aureilles, d'infamie et de bannissement de sa personne : et si est par exprès commandé aux juges, chacun en son territoire et distroict, d'y regarder diligemment.

« S'il advient que, par l'ébriété ou chaleur du vin, les ivrognes commettent aucun mauvais cas, ne leur sera pour cette occasion pardonné ; mais seront punis de la peine due audit délit et davantage pour ladite ébriété, à l'arbitrage du juge ».

Cet édit, provoqué par la nécessité de réprimer l'ivrognerie en Bretagne, resta en vigueur pendant tout l'ancien régime, sans être suivi, au reste, d'une application rigoureuse ⁽¹⁾. Sans soulever la question des peines, qui peuvent sembler quelque peu draconiennes, il faut reconnaître que ce petit code de l'ivresse était assez bien conçu théoriquement : la gradation des récidives, l'indication des suites fâcheuses de l'ivresse, jusqu'à une solution de la grave question de responsabilité des actes commis en état d'ivresse. L'efficacité, toutefois, en est restée douteuse.

Depuis cet édit, le législateur n'a fait aucune tentative pour punir l'ivresse jusqu'à la loi de 1873 ⁽²⁾; c'est pendant cette période que le véritable poison alcoolique, l'eau-de-vie, fit son apparition et se répandit; on commençait à en user comme boisson au xvii^e siècle; d'après le rapport Claude, on la

⁽¹⁾ La punition de l'ivrognerie était « réservée à la sagesse du juge » ; l'ivresse était punie de prison lorsqu'elle causait du scandale. V. Dalloz, *Suppl., Ivresse publique*. — Une application unique a été faite de cet édit, au xix^e siècle, par le tribunal de simple police de Saint-Martin de Ré, le 13 septembre 1864 (Dalloz, 65. 1. 313).

⁽²⁾ On peut citer, à titre de curiosité, une disposition de la loi militaire, en vigueur de 1790 à 1792, et qui édicte une punition assez originale, renouvelée d'un des édits de Charlemagne, « l'obligation pour les ivrognes de boire jusqu'à la concurrence d'une chopine d'eau pendant trois jours de la semaine, à l'heure de la garde montante. » (Muteau, *L'Ivrognerie*).

frappa de droits fiscaux, droit de gros en 1659, droit de détail en 1674 ; les édits et règlements de 1680, 1717 et 1718 déclarent qu'« il est établi une taxe sur l'eau-de-vie afin d'en empêcher la grande consommation. » Après qu'on eut, en France, unifié les droits sur les alcools (en 1824), commencèrent d'apparaître les alcools d'industrie, et, avec eux, l'alcoolisme s'infiltra dans la population.

Le second Empire, qui se servit des débitants dans un but politique, mais peu moral, et en fit d'actifs agents électoraux, les laissa se multiplier et se développer à l'aise : « L'Empire, écrivait M. Falconnet en 1871, dans une pétition à l'Assemblée nationale, voulait flatter le suffrage universel et croyait pouvoir faire de chaque cabaret une agence électorale, se figurant qu'il resterait maître de la direction. » L'autorité administrative possédait le pouvoir de contrôler les débits, mais en usait avec une excessive modération, pour ménager les serviteurs du régime. Cependant le fléau se développait, la race était profondément atteinte, les résultats néfastes frappaient les yeux des moins prévenus. L'initiative privée, par de nombreuses pétitions, tenta, mais en vain, d'attirer l'attention du gouvernement ; elle resta volontairement endormie, et les pétitionnaires élevèrent inutilement la voix.

Cependant les conseils administratifs intervinrent eux-mêmes ; de nombreux conseils départementaux adressèrent au pouvoir des vœux, réclamant des mesures répressives et préventives contre l'ivrognerie et les cabaretiers ; c'est, en 1859, le conseil de la Mayenne, qui renouvelle ses plaintes en 1860, 1862, 1863. Le Finistère en 1859, le Calvados en 1860, le Pas-de-Calais, puis l'Ille-et-Vilaine, la Moselle, et la Somme, en 1868, essayèrent d'obtenir une législation de l'ivresse.

Le mal s'était cependant déjà prodigieusement étendu, et les savants l'étudiaient en détail ; en 1864, le Dr Decaisne fit

une longue communication, résumé de ses observations personnelles, et signala, entres autres ravages de l'alcoolisme, ceux-ci : « Pendant huit années que j'ai consacrées à l'étude de l'alcoolisme, sur cinq cents familles d'ouvriers environ que j'ai visitées, j'en ai rencontré plus de quatre cents réduites à la complète misère, et livrées à tous les vices et à tous les désordres uniquement par le fait de l'ivrognerie habituelle du chef de famille ». Un mal social qui a pris une telle extension ne peut passer inaperçu.

Une seule fois on obtint que le gouvernement s'occupât de l'ivrognerie ; une pétition du Bureau de bienfaisance de Versailles parvint en 1867 au Sénat ; la demande d'un projet de loi sur l'ivresse fut mise en discussion, à la séance du 13 mars, et repoussée en ces termes : « L'ivrognerie n'est pas un délit en soi ; elle n'est qu'un état inconvenant, fâcheux, où l'homme se rapproche de la brute ; ce n'est qu'un mauvais usage qu'il fait de sa liberté, comme on en voit bien d'autres, et ce mauvais usage n'est pas dans les choses qu'on peut réglementer ». Cependant, le ministre de l'intérieur avait promis d'envoyer aux préfets des instructions, en vue de maintenir la police des rues et des cabarets ; en effet, une circulaire du 14 octobre 1861 porte : « Les débitants de boissons seront formellement et expressément avertis que s'ils favorisent l'ivresse en poussant à la consommation des boissons, ou s'ils servent à boire à des individus déjà ivres, l'autorité n'hésitera pas à faire fermer leur établissement ». Ces instructions restèrent d'ailleurs lettre morte ; les débitants, auxiliaires politiques précieux, continuèrent leur œuvre de démoralisation, et ce n'est qu'après la chute de l'Empire que les législateurs se décidèrent à entendre les cris d'alarme poussés par les hygiénistes, les économistes et les criminalistes.

Jusque là, quelques arrêtés seulement, émanés de municipalités attentives, avaient, dans la faible mesure que leur conférait leur pouvoir de police, essayé d'opposer quelques mesures répressives au flot montant de l'ivrognerie ⁽¹⁾; mais que pouvaient faire quelques peines légères contre un vice enraciné.

A la suite des désastres de 1870-71, on se préoccupa sérieusement du rôle qu'avait pu jouer l'alcoolisme dans la démoralisation générale, dans les atteintes portées à la santé publique, dans les maux de la guerre eux-mêmes. « Au milieu même de la lutte, disait dans son rapport M. Desjardins, dans la capitale assiégée, la consommation de l'alcool, pour cinq mois, s'est élevée au chiffre qui suffit ordinairement pour une année; l'ivrognerie a trop souvent frappé d'impuissance de courageuses intentions, celles de la garde nationale en particulier... Ce n'était pas que les malheurs publics ne fissent impression sur ces pauvres esprits; mais, dénués de force d'âme et de principes, beaucoup cherchaient dans l'ivrognerie de quoi se dédommager des privations et se consoler des revers. Quelle part n'a pas eue l'ivrognerie dans les événements qui ont suivi la fin de la guerre! »

La guerre était à peine terminée que les propositions de loi affluaient à l'Assemblée nationale; en juin 1871, le président Falconnet dépose une pétition demandant la répression de l'ivresse; en juillet, ce sont deux propositions, l'une de MM. Vilfeu et Desjardins, l'autre du D^r Decaisne; en août, la proposition de M. Théophile Roussel. Le 3 octobre de la même année l'Académie de médecine, sur le rapport du D^r Bergeron, publiait un avis fort développé qui eut un grand

(1) V. sur l'étendue de la répression autorisée par les pouvoirs de police, Cass., 18 nov. 1865, D., 66. 1. 43. — Cass., 28 mars 1867, D., 69. 5. 223. — Cass., 8 janv. 1864, D., 65. 1. 315. — Cass., 1^{er} fév. 1867, D., 67. 5. 122.

retentissement ; elle dénonçait avec force l'envahissement et les périls de l'alcoolisme, le pouvoir toxique des alcools, les habitudes funestes qui s'étaient répandues. A cette époque, M. Desjardins pouvait écrire avec trop de raison : « L'ivrognerie est devenu un fléau social, la honte du présent et un des plus grands dangers de l'avenir » ; et constatant le nouvel avatar de l'ivresse, l'alcoolisme : « le mal a changé de nature, il a pris une gravité toute nouvelle qui impose un devoir impérieux au législateur » (1).

Voilà où en était la question à la fin de l'Empire : de 1860 à 1868, le nombre des débits était monté de 306.308 à 372.951, soit 1 cabaret par 102 habitants, l'Angleterre en avait à la même époque 1 par 150 habitants. Dans les asiles d'aliénés, on comptait 25 à 30 p. 100 d'alcooliques ; c'est la proportion que signalait Magnus Huss, en 1849, en Suède. On avait constaté, en 1869, sur 5.114 suicides, que 133 avaient eu lieu pendant des accès d'ivresse, que 531 étaient dus à l'ivrognerie habituelle ; prévoyant l'extension que l'alcoolisme allait faire prendre à la criminalité, et que les statistiques annonçaient déjà, le rapporteur disait : « L'alcoolisme, sans se trahir par aucune manifestation répréhensible, conduit peu à peu au crime. Ce n'est plus seulement le trouble momentané de la raison qu'il faut craindre, c'est la perversion lente et progressive de l'âme ».

Les deux principaux projets déposés, le projet Roussel et le projet Desjardins, différaient par la gravité des peines dont ils voulaient frapper l'ivresse ; le second se contentait de peines de police, que le premier jugeait insuffisantes ; le projet Desjardins voulait simplement obtenir du législateur une adjonction aux art. 471 et 473 du Code pénal, permettant d'atteindre

(1) Rapport à l'Assemblée nationale (1872).

les ivrognes et les cabaretiers ; l'économie du projet Roussel, qui est devenu, avec quelques amendements, la loi de 1873, était moins simple. L'étude et les discussions furent longues ; c'est seulement le 23 janvier 1873 que la loi sur l'ivresse passa dans nos codes.

Le titre était un programme : loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme. On espérait beaucoup de cette loi ; on s'était enfin aperçu, malgré les protestations de certains partisans de la liberté de l'ivrognerie, que l'Etat ne pouvait continuer à s'en désintéresser sous ce prétexte, comme l'avait fait le gouvernement précédent ; on sentait la nécessité d'une intervention énergique. « L'individu, dit M. Desjardins, n'est pas si complètement maître de sa personne, qu'il n'ait pas à rendre compte de ses fautes à la société, par cela seul qu'il en est la principale victime. La société n'est pas tenue de le protéger contre lui-même, mais il faut bien qu'elle se défende quand elle se sent menacée ».

Du moment que l'on ne pouvait plus et surtout que l'on ne voulait plus fermer les yeux sur les dangers présents et futurs de l'alcoolisme, la répression s'imposait, comme elle s'était imposée dans la plupart des pays civilisés, en proie au même fléau. La France était alors presque le seul pays atteint qui n'eût rien fait pour conjurer le mal, et dont la législation ne contint aucune mesure contre l'ivresse, tandis qu'à la même époque, au dire d'un membre de l'Assemblée, les Etats-Unis, péchant par excès contraire, ne possédaient pas moins de 544 lois sur l'ivresse. On se rendait compte d'ailleurs que frapper l'alcoolisme était le premier devoir des législateurs qui songeaient à relever la France de ses désastres, et l'opinion publique, l'opinion éclairée, était unanime à approuver l'œuvre de l'Assemblée : « Il faut que le législateur intervienne pour garantir la santé et la moralité publiques, le travail

national, la vigueur et le renouvellement des générations futures, pour préserver toutes les forces du pays et ses institutions mêmes... Le législateur est sûr de donner satisfaction à un vœu général en punissant l'ivresse ».

L'espoir du législateur était, en sanctionnant sévèrement les défaillances qui conduisent à l'alcoolisme, de provoquer dans la population un mouvement d'aversion pour le nouveau délit. L'alcoolisme est la conséquence d'habitudes vicieuses ; en faisant tomber ces habitudes sous le coup de la loi pénale, on les frapperait de réprobation, pensait-on, dans l'opinion de bien des gens ; c'est ce qu'exprime ce passage du rapport : « La loi a plus d'action qu'on ne croit sur les mœurs, même dans nos sociétés modernes, qu'elle n'a pas la prétention de façonner à sa guise comme les petites républiques de l'antiquité. Elle a plus d'une fois guidé la conscience publique. Beaucoup de gens n'ont que de l'indulgence pour ce qu'elle ne punit pas et sont disposés à condamner après elle. Le texte du Code pénal et les arrêts de la justice font l'éducation morale d'une partie trop nombreuse de la population ».

L'observation est juste en principe ; bien des consciences peu cultivées n'ont de notions du bien et du mal que celles que leur fournit le Code pénal ; mais il y avait dans le cas particulier une illusion trop confiante ; les buveurs ne sont pas des délinquants ordinaires ; on le sait fort bien aujourd'hui, mais alors aussi on pouvait s'en douter ; certains membres de l'Assemblée nationale avaient, au cours de la discussion, exprimé des doutes sur l'efficacité des peines, sur l'orientation donnée à la répression ; M. Tiersot avait fait remarquer que l'ivresse alcoolique, celle qu'il aurait fallu atteindre, échapperait presque complètement à la répression, car elle se manifeste moins par des signes extérieurs que par des symptômes morbides. M. Testelin doutait de l'exempla-

rité des peines sur des individus que la crainte de se tuer par l'alcool ne peut guérir de leur passion, et mettait en garde l'Assemblée contre l'influence funeste de la prison : « Si on envoie les ivrognes en prison, il en sortira des escrocs et des voleurs. » Puis, avait été soulevée la question des hôpitaux d'ivrognes, dont M. Laboulaye préconisait la création ; plusieurs des objections que l'on peut faire à la loi n'avaient pas échappé aux législateurs. Néanmoins on avait confiance, on pensait obtenir certains résultats, fussent-ils minimes tout d'abord, qui créeraient peu à peu un mouvement contre l'alcoolisme.

Cette loi si soigneusement préparée est en effet, en théorie, bien comprise ; M. Cauderlier, en 1883, l'appréciait en ces termes : « Cette loi est intelligente et bien graduée dans sa sévérité. Il semble qu'on ne puisse imaginer de répression mieux conçue ». Cependant les résultats sont là : vingt-six ans après, la France est le pays du monde qui s'alcoolise le plus ; elle consomme en 1898, 4 lit. 54 d'alcool pur par tête, au lieu de 2 lit. 32 en 1870. Voici d'ailleurs la progression suivie par la consommation depuis l'application de la loi :

1873.	2 lit. 59	1879.	3 lit. 22
1874.	2 lit. 69	1880.	3 lit. 64
1875.	2 lit. 82	1885.	3 lit. 86
1876.	2 lit. 71	1890.	4 lit. 35
1877.	2 lit. 79	1895.	4 lit. 07
1878.	2 lit. 98	1898.	4 lit. 54

Examinons ensuite comment la loi a été appliquée et combien d'infractions ont été poursuivies :

ANNÉES	CONTRAVENTIONS	DÉLITS	CONTRAVENTIONS pour ivresse connexe à un autre délit.
1873.	52.613	988	5.754
1874.	73.779	4.045	8.606
1875.	81.486	5.546	11.473
1876.	75.034	5.306	11.239
1877.	67.062	4.485	10.369
1878.	59.779	3.631	8.575
1879.	21.712	3 010	8.340
1880.	49.073	2.611	9.040
1881.	21.988	2.949	10.255
1882.	22.810	3.378	10.266
1883.	23.200	3.448	9.095
1884.	22.945	3.609	9.535
1885.	22.400	3.268	8.603
1886.	49.735	3.250	8.375
1887.	47.476	2.922	8.700
1888.	45.817	2.833	8.596
1889.	44.855	2.724	9.799
1890.	49.167	3.012	9.869
1891.	50.453	2.843	10 317
1892.	48.996	2.668	12.218
1893.	47.527	2.642	10.451
1894.	51.277	2.954	10.899
1895.	45.396	2.721	9.461

Cette statistique permet de constater que pendant deux ans, en 1874 et en 1875, la loi fut très appliquée, les poursuites nombreuses; puis, à partir de 1876, se manifeste une diminution progressive du chiffre des contraventions; en 1880, les poursuites remontent au nombre de 49.000; puis, pendant une période de cinq ans, oscillent autour de 22.000. De nouveau, en 1886, les poursuites se chiffrent par 49.000, et depuis cette date, varient entre 45 et 50.000. En dernière analyse, on en compte 45.000 en 1895. On chercherait vainement dans des mouvements parallèles de l'alcoolisme la raison de cette irrégularité; à aucun moment, la consommation n'a diminué, si ce n'est par accident et dans des proportions insignifiantes; on aurait dû constater une augmentation identique du nombre des poursuites, si la répression avait été régulièrement conduite. Le nombre des délits d'ivresse a

subi de moins brusques variations, mais il s'est maintenu constamment, depuis 1878, à un chiffre inférieur à 4.000; l'application n'a donc été rigoureuse que pendant les toutes premières années. Quant aux délits dont la connexité avec l'ivresse punissable a été constatée, ils sont depuis longtemps en nombre moyen, qui semble n'avoir aucun rapport avec le chiffre des contraventions isolées, ni avec la consommation de l'alcool; c'est 8.000, 9.000, exceptionnellement 12.000 qu'on note. Voilà, en somme, l'histoire de la loi : une courte période de sévérité, puis la décroissance des poursuites, maintenues (malgré un certain relèvement depuis 1886) à un chiffre insuffisant; ce ne sont pas les délits qui ont diminué, c'est la répression qui recule.

La loi de 1873 a donc complètement manqué son effet; on avait cru, lorsqu'elle fut promulguée, qu'elle suffirait à faire reculer ou tout au moins à arrêter l'alcoolisme; elle ne l'a même pas ralenti, même pendant sa période d'application intégrale; son influence ne s'est pas un instant fait sentir sur la consommation; elle est non avenue au point de vue des résultats, et malheureusement on a eu le tort de se fier longtemps à elle, comme à une protectrice sûre; on a voulu se contenter de cet unique procédé de lutte. Mais pour être juste, il ne faut pas rendre son inefficacité uniquement responsable des progrès du mal depuis vingt-cinq ans; il faut dénoncer les deux lois meurtrières qui ont rompu les dernières digues de l'alcoolisme, la loi de 1875 sur la liberté des bouilleurs, et la loi de 1880 sur la liberté des cabarets; c'était folie d'espérer quelque résultat d'une faible loi pénale lorsque l'on compensait ses effets hypothétiques par les effets certains de mesures aussi imprudentes.

Il faut chercher cependant comment il se fait qu'on n'applique même pas la loi, alors que certainement il y aurait

lieu de l'appliquer plus rigoureusement que les statistiques ne l'indiquent.

En 1887, le Ministre de la justice, dans son rapport sur la justice criminelle, signalait ce défaut d'application volontaire et indiscutable; il y a une première raison que l'on peut en donner, c'est l'indifférence, toujours réelle, de la très grande majorité de la population française à l'alcoolisme; en théorie la loi est affichée dans tous les cabarets, son application est signalée à la vigilance de tous les agents de l'autorité, gendarmes, agents de police ou gardes champêtres; il est certain que cette vigilance est en défaut, qu'elle n'aime pas à s'exercer sur ce genre d'infractions; les ivrognes les plus caractérisés circulent dans les rues sous l'œil de l'autorité, sans que celle-ci, la plupart du temps, songe à intervenir, à moins qu'il n'y ait tapage ou scandale d'une certaine gravité; cette bienveillance, si l'on peut ainsi parler, des représentants officiels de la loi, chacun peut la constater tous les jours. L'ivrogne, remarque M. Legrain, a, de temps immémorial, joui d'une singulière protection de la part du public, qui se rend ainsi complice de sa dégradation ⁽¹⁾. On est mal venu à troubler les exercices d'un ivrogne; le public ne manque pas de manifester son improbation, ce qui rend la tâche de l'autorité, déjà peu zélée, encore plus difficile. C'est dans l'inertie des fonctionnaires chargés de la constatation des infractions, nécessaire à la mise en mouvement des poursuites, qu'il faut chercher la raison principale de l'affaiblissement de la répression ⁽²⁾.

On pourrait ajouter que, s'il est certain que de nombreux cas d'ivresse manifeste échappent à la répression, il y a éga-

(1) V. Legrain, *Dégénérescence sociale et alcoolisme*.

(2) V. Joly, *Les associations et l'Etat dans la lutte contre le crime*. *Rev. polit. et parl.*, 1896.

lement un certain nombre de cas d'ivresse moins apparents qui échappent à toute constatation ; l'ivrognerie décroît à mesure que se développe l'alcoolisme, c'est là un fait certain, et qui répond aux préoccupations exprimées lors de la discussion de cette loi sur l'ivresse ; l'ivresse alcoolique, peu apparente, ne sera pas atteinte et c'est la plus dangereuse ; néanmoins il est certain que le nombre des cas tombant sous le coup de la loi devrait dépasser de beaucoup le chiffre des statistiques.

Doit-on incriminer, d'autre part, les juges qui appliquent la loi, et qui l'appliquent peut-être avec trop de mollesse ? cela ne semble pas indiqué, car, si le nombre des poursuites est faible, cela ne dépend pas d'eux, mais des agents chargés de verbaliser contre les contrevenants. Les chiffres peuvent d'ailleurs nous renseigner sur ce point : il est facile de constater que le nombre des acquittements prononcé à toujours été presque nul, au maximum 1 p. 100 et généralement beaucoup moindre, ce qui indique une certaine rigueur dans l'application ; de plus, les peines de prison prononcées pour les infractions à la loi, du ressort des tribunaux correctionnels, ont toujours été très nombreuses, et sont, par rapport aux peines d'amende, dans la proportion moyenne de 30 à 1 ; autre preuve d'une répression suffisamment soutenue.

En réalité, la véritable cause de l'échec de la loi, c'est qu'elle n'est pas bien appropriée au but qu'elle poursuit, qu'on s'en aperçoit, et qu'on n'a plus confiance en elle ; elle est incomplète, inopportune même ou nuisible par certaines de ces dispositions. S'il est souhaitable qu'on en multiplie les applications en apportant plus de zèle à constater les infractions, il n'est pas moins certain que cela ne suffirait pas à la rendre vraiment efficace et qu'elle appelle une refonte importante. Si l'on ne tient pas la main plus sévèrement à son exé-

cution, c'est parce qu'on se rend compte de l'inutilité d'une mesure de ce genre; on peut demander, dans l'intérêt du bon ordre, que la loi soit plus appliquée par mesure de police; il est certain que, dans l'état actuel, elle ne rendrait à la lutte contre l'alcoolisme que des services infimes. En effet, cette loi est faite plutôt contre l'ivrognerie, ou pour mieux dire encore contre l'ivresse que contre l'alcoolisme; elle peut frapper utilement des actes d'ivresse isolés; mais dès qu'il s'agit de frapper un buveur d'habitude, son effet est nul : les peines qu'elle édicte sont impuissantes à le corriger; bien plus, s'il s'agit d'une amende, elle grève de nouvelles charges son budget entamé par la boisson; s'il s'agit de prison, la prison pourra faire de celui qui n'est qu'un ivrogne un voleur ou un criminel. Cette loi, surannée par bien des points, doit être révisée, à l'exemple d'un certain nombre de législations étrangères, qui ont, avant nous, compris l'insuffisance et l'inopportunité d'une répression de ce genre. L'alcoolisme a besoin d'une législation absolument spéciale, en matière pénale notamment, et surtout d'une législation qui inspire de la sécurité; ce n'est plus le cas de notre loi sur l'ivresse.

CHAPITRE IV

LA RÉPRESSION DE L'IVRESSE

La question de la répression de l'ivresse que l'on hésita pendant si longtemps à introduire dans notre droit pénal, est universellement admise aujourd'hui dans les législations ; elle a fait l'objet de longues discussions au Congrès pénitentiaire de Saint-Pétersbourg ⁽¹⁾ ; il n'y a maintenant plus une nation victime de l'alcoolisme, qui hésite à se servir des armes que la loi pénale peut lui fournir. Mais il importe essentiellement, et c'est ce que n'a pas fait le législateur de 1873, de ne pas confondre deux cas absolument distincts, qui appellent des mesures d'ordres très différents, l'ivresse et l'ivrognerie. Nous avons eu déjà souvent l'occasion de signaler les caractères distinctifs de ces deux états ; autant ils diffèrent de nature, autant les mesures qui doivent les frapper sont antithétiques. Ce que nous voulons d'abord examiner, c'est dans quels cas et de quelles peines on devra frapper l'ivresse, état isolé, peut-être accidentel, de l'individu qui a absorbé en peu d'instant une quantité de boissons qu'il ne peut supporter impunément. L'ivrognerie, état du buveur récidiviste, qui peut conduire à l'alcoolisme, sera l'objet d'un examen spécial.

La justification des sévérités de la loi pénale à l'égard de l'ivresse se trouve dans ces deux faits : l'ivresse est une cause

⁽¹⁾ V. Actes du Congrès de Saint-Pétersbourg (1890), t. II,

de trouble public, et même de danger ; elle est un des degrés par lesquels on arrive à l'alcoolisme. L'ivresse, fait isolé, peut être, l'expérience journalière ne le prouve que trop, la cause unique de troubles de la paix publique, d'accidents, d'actes scandaleux, de crimes ; le spectacle de l'ivresse est un funeste exemple de dégradation et de démoralisation ; la loi pénale doit la flétrir comme un vice honteux, et la réprimer comme une menace ; la sécurité et la tranquillité publique tout d'abord sont intéressées à la répression de l'ivresse.

On n'admet plus aujourd'hui que l'ivresse doive être réprimée uniquement dans un but de police, comme on le fit longtemps, faute d'une loi suffisante ; elle constitue un délit spécial, dont la matérialité est constituée par l'état anormal et scandaleux, par les manifestations caractéristiques qui suivent l'absorption d'une quantité exagérée d'alcool, et dont l'élément intentionnel consiste en une faute de l'agent ; l'objection jadis faite à la répression, à savoir que l'on ne peut pas punir l'état d'ivresse plus qu'on ne punit un accès de folie, est trop facile à réfuter ; il suffit d'observer que cela n'est que l'élément matériel, et que l'intention a précédé la réalisation. L'individu, qu'il se soit enivré volontairement, ou qu'il se soit laissé, faute de résistance suffisante, entraîner jusqu'à l'ivresse, a commis une faute dont il est pénalement responsable ; il n'y a pas dol, même si le buveur a voulu se procurer l'ivresse, car, même dans ce cas, il n'a pas eu l'intention de s'enivrer pour nuire à ses concitoyens ; cela seul constituerait le dol, et presque toujours on s'enivre pour sa satisfaction personnelle, et non pour troubler la paix publique. Ce n'est pas que le cas ne se présente, mais alors, généralement, l'individu qui s'enivre commet un autre délit à la suite de l'ivresse ; le dol est, dans ce cas-là, certain, mais c'est une question à part, toute spéciale. Il n'y a donc en résumé, dans le fait de s'eni-

vrer, qu'une faute plus ou moins consciente, par suite de laquelle l'ivrognerie devient un élément de trouble social; on punit une imprudence pour en éviter les conséquences possibles.

Même si elle n'est pas accompagnée de désordre et de scandale, l'ivresse est dangereuse, est positivement nuisible au corps social parce qu'elle conduit à l'alcoolisme; ce que l'on punit dans l'ivresse, c'est un des actes dont la répétition peut développer l'alcoolisme chez le buveur; l'alcoolisme est un immense péril qu'il vaut mieux tâcher de prévenir que de guérir, et c'est le prévenir que de frapper le buveur dans les actes qui préparent sa déchéance; tant que l'état morbide de l'alcoolisme chronique ne s'est pas développé, on peut espérer que la répression fera sur lui quelque impression; il ne s'agit là, dit M. Vidal avec raison, que « d'un état purement transitoire dans lequel l'homme ne tombe que par une faiblesse contre laquelle sa volonté peut facilement réagir. Il faut donc donner à cette volonté un motif pour la déterminer à laisser là le verre et la boisson. Ce motif ne peut être qu'une peine » (1).

L'individu qui s'enivre est donc frappé par la loi pénale dans un double but; la peine doit l'avertir et le mettre en garde contre le renouvellement d'une faute qui peut être nuisible à son entourage, et contre l'entraînement à boire auquel il pourrait se laisser aller si dès le début on n'attirait son attention. Il semble dès lors que les peines doivent s'appliquer indistinctement à tous les cas d'ivresse, puisque l'ivresse est en elle-même un délit; il n'en est pas ainsi, car on se heurterait à des difficultés nombreuses, et le respect de la liberté individuelle, que l'on a fait intervenir, sans grande

raison, pour repousser toute répression de l'ivresse, doit ici jouer un rôle, et déterminer les limites de cette répression.

Les lois qui punissent l'ivresse, dans les différents pays, demandent généralement la réunion de deux conditions ; l'ivresse doit être publique ; elle doit être manifeste. Il est évident que l'ivresse qui se cache à domicile, sans exercer aucune action scandaleuse ou nuisible sur l'extérieur, ne peut, sans procédés vexatoires et inquisitoriaux, être saisie par la loi pénale ; celle-là est un vice, elle ne nuit qu'à l'individu qui s'y livre, et si, dans l'intérêt de la lutte contre l'alcoolisme, il serait souhaitable qu'on pût l'atteindre, le respect de la liberté s'y oppose. C'est pour cela qu'il est important de déterminer très exactement dans quels lieux et de quelle manière l'ivresse doit se produire pour tomber sous le coup de la loi.

La loi de 1873 s'adresse à ceux qui sont trouvés en état d'ivresse manifeste dans les lieux publics tels que rues, chemins, cafés ou cabarets ; peut-être a-t-elle, à l'excès, respecté la liberté individuelle et pourrait-on, sans adopter de mesures vexatoires, étendre le champ de la répression ; il n'est pas besoin pour cela d'établir une inspection analogue à la censure romaine, et l'on peut, en respectant le domicile, intervenir plus rigoureusement. La publicité exigée par la loi se rapporte à tous les endroits où l'ivrogne peut se trouver en contact avec ses concitoyens, non seulement le domaine public, les voies de communication, mais aussi les établissements ouverts sans contrôle au public, où le premier venu peut pénétrer ; ce sont les différentes catégories de débits, qui font presque partie de la voie publique, les salles de spectacle, les monuments publics, tous endroits où l'on admet un plus ou moins grand nombre de personnes, et où les agents de la force publique peuvent intervenir, où la police exerce sa surveillance.

Il est bon, sans doute, de restreindre et de délimiter exactement les lieux où la répression de l'ivresse pourra s'exercer, pour éviter de tomber dans les mesures vexatoires, mais la publicité qu'exige la loi n'est-elle pas trop restreinte, et n'y aurait-il pas lieu de lui donner plus d'extension ? La publicité telle que la comprend le législateur de 1873 semble faire des dispositions qu'il édicte une loi de décence publique ; le titre l'indique, c'est l' « ivresse publique » uniquement que l'on poursuit, à cause du scandale qu'elle provoque, de l'exemple nuisible qu'elle donne, du spectacle répugnant qu'elle procure aux personnes présentes : ce n'est pas, nous le savons fort bien, le but unique des auteurs de la loi, mais il n'en est pas moins vrai que l'idée dominante de leur système est l'idée du scandale. Sans contester l'importance de la question du scandale, on peut remarquer que l'ivresse est punie non seulement en tant que manifestation honteuse d'un vice, mais en tant que danger social et cause de trouble ; il serait donc logique que l'on étendît la punition de l'ivresse à tous les endroits où elle peut causer un trouble sérieux.

L'application de ce principe étendrait considérablement le champ de la répression ; il amènerait à constater l'ivresse punissable même dans les endroits privés, chez des particuliers ; ce serait, certes, une modification importante dans l'esprit de la loi sur l'ivresse, mais conforme au développement de la conception de ce délit ; certaines législations étrangères ont admis des dispositions analogues dans les cas où l'ivresse leur a paru présenter un danger particulier. En premier lieu, lorsque l'enivrement a lieu à domicile, il est fréquent que l'ivrogne, en proie à des troubles graves, se montre turbulent, tapageur, brutal, inquiétant pour sa famille et ses voisins ; on peut redouter de sa part des actes de violence, des actes irraisonnés dont tout l'entourage souffrira ; il peut, dans

son délire, mettre le feu à la maison ou causer quelque accident analogue : il est incontestable que l'ivresse désordonnée de cet individu constitue un danger bien plus grave que nombre de cas qui sont réprimés uniquement parce qu'ils se manifestent sur la voie publique. Il est bien certain que tant qu'il n'aura pas accompli quelque acte grave, ou à moins qu'il n'y ait production de tapage nocturne, cet ivrogne échappera à toute répression ; il échappera toujours d'ailleurs à toute répression concernant l'ivresse, car il n'est pas ivre dans un lieu public, et sa responsabilité ne s'engage que pour les actes délictueux différents qu'il peut accomplir.

En second lieu, l'ivresse dans un endroit soustrait au contrôle de la police pourrait être frappée lorsqu'elle se produit chez certaines catégories de travailleurs ; cette question de la punition plus au moins sévère de l'ivresse dans certaines professions, nous aurons à y revenir un peu plus loin ; contentons-nous ici de poser ce principe, c'est que dans ces cas-là il est nécessaire de faire exception à la publicité de la loi, et d'admettre la constatation de l'ivresse, en vue d'une poursuite, dans un local appartenant à un particulier. Ainsi l'ivresse dans un atelier, dans un chantier, peut présenter de très graves dangers pour les compagnons de l'ivrogne ; il faut, dans leur intérêt, ne pas attendre que cet ivrogne ait causé des accidents pour lui infliger un avertissement pénal ; et il est certain d'ailleurs, que dans un lieu de ce genre, le scandale et le mauvais exemple ne sont pas moins à craindre que dans un lieu public.

Voici donc quel serait le principe à appliquer pour provoquer une répression de l'ivresse dans certains locaux fermés au public : une plainte des intéressés est nécessaire ; les agents de l'autorité chargés de constater l'infraction ne peuvent avoir le droit de pénétrer d'eux-mêmes chez les parti-

culiers ; le respect du domicile l'exige ; mais si les particuliers leur signalent le fait, réclament leur concours, ils devront pénétrer soit dans le domicile, soit dans l'atelier ou le chantier et faire la constatation demandée, nécessaire à la poursuite ; s'ils se trouvent en présence d'un ivrogne aux allures menaçantes, ou dont l'attitude est grossière et scandaleuse, ils s'empareront de lui, le conduiront au poste de police jusqu'à son retour à la raison, comme le prescrit l'art. 11 de la loi de 1873, sans préjudice de la poursuite à venir, bien entendu ; l'arrestation immédiate parerait aux dangers que la présence de l'ivrogne faisait naître.

Il faut remarquer d'ailleurs qu'il n'est certainement pas interdit actuellement aux agents de police de prêter main forte aux particuliers, si l'ivrogne fait, par son attitude, courir des dangers à ceux qui l'approchent ⁽¹⁾ ; mais la poursuite est impossible, en vertu de la loi de 1873. La jurisprudence s'est toujours refusée à admettre que la publicité demandée pût s'étendre, comme en matière d'outrages à la pudeur, par exemple, aux cas où le fait délictueux a été constaté par un certain nombre de personnes, ou a pu être constaté, quoiqu'il ne se fût pas passé dans un lieu public proprement dit ⁽²⁾.

La publicité, si elle n'était pas aussi étroitement définie par la loi, pourrait exister dans tous les cas que nous avons énumérés, ivresse dangereuse en présence de la famille ou des voisins, ivresse dans un atelier, car il y a un nombre suffisant de témoins pour la créer ; il est un cas particulier dont l'assimilation, au point de vue de la poursuite, avec l'ivresse publique s'impose ; c'est le cas où l'ivrogne, enfermé dans un domicile privé, agit de telle sorte que le scandale se

⁽¹⁾ V. Muteau, *Examen juridique du projet de création d'asiles spéciaux*.

⁽²⁾ V. Cass., 22 nov. 1879, D., 80. 1. 95. — Cass., 14 nov. 1874, D., 75. 1. 191.

propage jusqu'à la voie publique; ce cas est fréquent; l'agitation et le tapage d'un alcoolique dans son logis peuvent suffire à troubler la tranquillité; son état s'impose par le scandale, et ne mérite nullement l'indulgence que le huis-clos lui aurait fait accorder; il serait tout-à-fait indiqué, dans la circonstance, de remettre aux agents de l'autorité chargés du maintien de l'ordre dans la rue le pouvoir de pénétrer, sans être requis, chez l'individu qui cause le scandale, pour lui dresser procès-verbal, et même s'emparer de sa personne ⁽¹⁾.

Ce seraient là quelques utiles modifications à la loi de 1873, et cela ne consisterait, somme toute, qu'en une extension du principe de la publicité; on atteindrait ainsi, sans compromettre aucunement la liberté individuelle, non seulement l'ivresse dans un lieu public, mais l'ivresse dangereuse, et l'ivresse scandaleuse; ces omissions de cas extrêmement fréquents constituent une lacune très réelle dans notre législation.

La loi de 1873 exige, en outre de la publicité, que l'ivresse soit manifeste; il est certain que l'on ne pouvait songer à frapper tous les cas et tous les degrés d'ivresse se produisant en public. Quelle est l'ivresse que l'on peut frapper, quels sont les caractères qui la dénoncent aux agents chargés de la constater? Il n'est pas de question, qui, plus que celle-là, soit une question de fait; le terme choisi par la législation française pour désigner l'ivresse punissable est suffisamment élastique, et laisse le champ libre aux interprétations personnelles ⁽²⁾. D'après le rapporteur de la loi, M. Desjardins,

(1) V. Muteau, *loc. cit.* — La loi anglaise punit celui qui, en état d'ivresse « se rend coupable de faire du tapage ou de se conduire d'une façon désordonnée dans une maison où à l'extérieur. » — (*Rev. pénit.*, déc. 1896. — Bureau fédéral de statist., *loc. cit.*)

(2) V. Cass., 12 mars 1875. — D., 75. 1. 400.

l'ivresse manifeste est celle qui produit un scandale public par sa seule vue, facile à attester par des témoins, facile à consigner dans un procès-verbal ; la question est certainement délicate ; il y a certaines affections nerveuses, certains états morbides dont les manifestations extérieures sont analogues à celles de l'ivresse ; et puis, quel degré d'ivresse devra-t-on punir ? Il y a des cas d'ivresse grave qui se manifestent par des signes peu apparents ; sur d'autres tempéraments, une ivresse légère produira facilement des effets exagérés.

La difficulté la plus grave provient de ce que le juge, à qui revient en somme l'appréciation du fait et de la gravité de l'ivresse, ne peut juger que sur les impressions des témoins et de l'agent qui a constaté l'infraction ; l'ivresse est un état essentiellement passager ; il faut donc, pour qu'on le déclare punissable, qu'il se soit révélé aux assistants par certains actes bien caractérisés. Le législateur a eu certainement raison d'exiger que l'ivresse fût manifeste, dans l'intérêt des particuliers exposés aux poursuites ; l'exigence de signes certains de l'ivresse empêche les appréciations téméraires, qui sont en pareille matière fort à craindre ; les circonstances aideront d'ailleurs à caractériser le fait ; un individu que l'on trouve dans un cabaret, en un état qui pourrait laisser des doutes si on le constatait simplement dans la rue, sera certainement considéré, par le fait, comme manifestement ivre.

D'un autre côté, l'ivresse légère et l'ivresse profonde ne sont pas également punissables, car elles ne sont pas également manifestes ; l'ivresse, fût-elle certaine, ne sera poursuivie que si elle apparaît réellement comme un exemple funeste ou un danger ; la distinction des degrés de l'ivresse est bien théorique ; ils sont en pratique singulièrement confondus et le passage de l'un à l'autre est insensible ; il est certain pourtant que l'ivresse légère, qui se dénonce par une certaine anima-

tion, de la volubilité dans la parole, de l'exubérance, des mouvements plus vifs, mais qui laisse l'esprit à peu près libre, qui ne rend pas dangereux ni impulsif, ne mérite pas de répression, et ne peut d'ailleurs être visée par la loi; il est si facile, sans qu'on s'en aperçoive bien nettement, de se mettre dans cet état d'intoxication légère, vite dissipée d'ailleurs, que l'on ne peut le frapper, d'autant moins qu'il se confond avec l'état naturel de certains individus un peu expansifs.

Mais c'est lorsque cette légère excitation se changera en turbulence qu'elle tombera sous le coup de la loi pénale; l'ivrogne qui par l'incohérence de sa parole, sa gesticulation exagérée, ou l'incertitude de sa démarche se signalera à l'attention publique, celui-là sera punissable. Il sera facile de se rendre compte si ces désordres doivent être réellement attribués à l'ivresse, ou à quelque autre accident cérébral ou organique; question de fait et de circonstances, encore. L'ivrogne peut se dénoncer lui-même par bien des signes divers : des menaces proférées, des cris, un tapage insolite; dès que l'ivrogne s'impose à l'attention publique par quelque acte imprévu, il est incontestablement punissable.

L'ivrogne peut appeler la répression par un acte ou des paroles, qui, de la part d'un homme à l'état normal, sembleraient seulement bizarres, mais qui, en provoquant la surprise et l'attention des assistants, ont amené la constatation de l'ivresse, que sans cela on n'eût pas remarquée; ç'a été le signe extérieur qui a mis sur la trace de l'ivresse, qui n'était pas manifeste, mais l'est devenue à la suite de ce fait; car il n'est pas nécessaire que la manifestation de l'ivresse soit continue et se traduise à première vue par l'attitude générale; il suffit que les signes n'en soient pas équivoques pour un observateur. Il va sans dire que ces appréciations et ces

constatations seront très arbitraires malgré tout ; l'ivresse sera réprimée à tel endroit plus sévèrement, parce que l'on sera moins exigeant sur les signes caractéristiques : à tel autre, l'indulgence sera excessive. Une solution générale, répondant à tous les cas, est impossible à donner ; on ne peut qu'indiquer les caractères les plus communs de l'ivresse manifeste.

A côté des éléments de fait qui constituent la matérialité du délit, nous avons constaté l'existence d'un élément intentionnel ; l'ivresse sera donc différemment punissable, en bonne justice, suivant le rôle qu'aura joué dans sa production l'intention du buveur ; le buveur qui s'est enivré est responsable d'une faute : cette faute, il peut la commettre volontairement, ou bien par négligence ou imprudence ; il peut, d'autre part, s'être enivré involontairement, sans même qu'on puisse lui reprocher vraiment une négligence. Un homme est, par accident, enivré sans le vouloir par des compagnons dont il ne s'est pas défié, qui lui ont fait absorber une boisson dont il ignore les dangers ; ou bien, ne connaissant pas sa force de résistance à la boisson, il se trouve ivre avant de s'en être aperçu ; c'est un cas assez fréquent. Les variétés innombrables de boissons frelatées actuellement dans le commerce ont souvent une puissance enivrante considérable, ignorée du buveur. Cet individu n'a pas voulu s'enivrer, il n'a pas su qu'il s'enivrait, il n'a pas soupçonné qu'il pourrait se mettre en état d'ivresse ; il n'est évidemment pas coupable.

Toutefois, le cas où le buveur n'est nullement responsable de son ivresse sera beaucoup plus rare que celui où l'on pourra lui reprocher une faute légère ; très souvent on aura à incriminer chez lui une défaillance de la volonté ou de l'attention, une négligence, une imprudence ; à des degrés divers, ce sont de semblables défaillances qui causent la plu-

part des cas d'ivresse; plus la négligence aura été grande, plus l'imprudence aura été caractérisée, et plus aussi le cas du buveur se rapprochera de l'ivresse intentionnelle, où celui qui boit a la volonté de s'enivrer; par des gradations insensibles, on passe de la faute très légère à la plus grave; la culpabilité croît suivant la même échelle, et la peine doit se proportionner à la culpabilité. L'individu qui, de propos délibéré, recherche l'ivresse, est celui dont le penchant mauvais est le plus caractérisé, celui qu'il faudra frapper le plus sévèrement pour tenter de l'amender, pour l'avertir du danger auquel il s'expose; d'autres, tout en connaissant leur faible résistance à la boisson, se laissent entraîner, par imprudence; tel autre, par négligence, n'aura pas la volonté de cesser de boire, lorsqu'il se sentira sur le point de succomber; ces cas se rapprochent fort, et ne diffèrent que par des nuances; aussi le juge, s'il veut examiner et peser avec soin les circonstances aggravantes ou atténuantes, trouve dans les cas d'ivresse une variété inépuisable.

Il y a certaines législations étrangères qui prévoient et punissent avec une sévérité plus grande certains cas d'ivresse, qu'elles considèrent comme présentant des inconvénients, des dangers particuliers; notre loi ferait bien d'accueillir des dispositions analogues dont la justification est facile à présenter. L'ivresse est un danger public, parce qu'elle peut causer des accidents; les lois dont il s'agit partent de ce principe pour réprimer plus sévèrement l'ivresse constatée dans certaines professions, certains travaux exigeant une prudence spéciale, estimant avec raison qu'il vaut mieux prévenir les maux que d'avoir à les réparer. Le Code pénal autrichien de 1852 est la première législation qui ait mis en pratique ce principe; il fut adopté, sous une forme un peu différente, par le Licensing Act de 1872, en Angleterre; il fait également partie des dis-

positions du projet de loi allemand de 1881, pour la répression de l'ivresse; il est enfin inscrit dans la loi belge de 1887 ⁽¹⁾.

Dans tous les cas visés par ces lois, l'ivresse se présente avec un caractère exceptionnel de gravité; dans tout travail ou toute fonction pour laquelle toute l'attention d'un homme de sang-froid est nécessaire, une prudence élémentaire commande de ne pas s'exposer à des troubles de la raison tels que ceux que produit l'ivresse; il n'est même pas besoin de troubles bien profonds; une perte de force physique, une irrégularité dans les mouvements, peuvent créer des dangers très graves. L'individu qui néglige ces précautions, fait preuve d'une insouciance absolument condamnable; l'imprudence que commet un homme quelconque en s'exposant à s'enivrer, à devenir par là même dangereux pour les autres, est autrement grave, quand, aux dangers résultant simplement de l'ivresse, s'adjoignent ceux résultant d'une profession périlleuse; cet ivrogne, faute de l'attention nécessaire qu'il est incapable d'apporter à son travail, expose sa propre personne, mais aussi tout son entourage, ceux qui travaillent avec lui, ceux qui ont besoin de son aide.

Les mêmes raisons qui font que l'on poursuit dans l'ivresse une cause de trouble et d'insécurité, doivent militer en faveur d'un redoublement de sévérité à l'égard de ceux qui créent des périls nouveaux dans des situations déjà exposées aux

(1) Le Code pénal autrichien punit l'ivresse chez les ouvriers travaillant sur des toits ou des échafaudages, ou qui manient des substances inflammables; et également chez les domestiques dont la négligence peut occasionner des incendies.

Le Licensing Act punit d'une peine plus sévère celui qui est trouvé en état d'ivresse sur la voie publique, étant préposé à la garde d'un cheval, d'une voiture, de bétail, d'une machine à vapeur, ou porteur d'armes à feu chargées.

Le projet allemand frappe l'ivresse dans des travaux demandant la prudence. La loi belge punit l'ivresse dans des fonctions délicates. *Rev. pénit.*, déc. 1896. — Bureau fédéral de statist., *loc. cit.* — Rapport Claude, *Annexes*, 1887.

périls. La faute de l'ivrogne atteint là son plus haut degré, et le développement logique complet de la théorie de ce délit doit aboutir à la punition la plus sévère pour cette faute aggravée; la profession constitue pour l'ivresse, comme pour certains autres délits, une circonstance aggravante spéciale, à raison de la facilité avec laquelle peuvent s'y produire les conséquences funestes.

Il semble qu'une disposition de ce genre doive faire de l'imprudence un délit en soi, indépendamment de toute suite dommageable; notre droit, en effet, ne punit pas l'imprudence comme délit particulier; il ne la frappe que lorsqu'elle a entraîné des conséquences matérielles, lorsqu'il en est résulté des blessures ou mort d'homme. Mais au fond, quelle en est la raison? il y aurait une évidente exagération à poursuivre l'imprudence, non réalisée encore par un accident, à cause de la difficulté qu'on éprouverait à la caractériser. Les signes extérieurs de l'imprudence ne peuvent être généralement appréciés sans procédés arbitraires; ce qui est imprudence de la part de l'un, peut être simple audace de la part de l'autre. Mais, dans le cas d'ivresse dans une occupation dangereuse par elle-même, l'imprudence se manifeste par un fait matériel facile à constater, l'état d'ivresse; ce fait matériel a pour résultat certain de rendre l'éventualité d'un accident beaucoup plus probable que l'éventualité contraire. Dès lors, l'imprudence, dénoncée par un signe indiscutable, peut être justement frappée, comme aggravant le délit d'ivresse ⁽¹⁾.

A quels travaux et à quels actes conviendrait-il d'appliquer dans notre législation ce principe d'aggravation? L'énumération des cas divers serait longue, et l'on ne peut procéder que

(¹) V. sur cette question, Heinze, Baer, Canonico (Saint-Petersbourg, *loc. cit.*).

par exemples ; il faudrait ranger dans cette catégorie les ouvriers ou mécaniciens chargés de la direction d'une machine dont le fonctionnement irrégulier peut causer, dans un atelier ou dans une usine, des accidents graves ; les mécaniciens de chemin de fer rentrent dans ce groupe ; le D^r Brunon a signalé, en Normandie, la fréquence de l'alcoolisme chez eux, ayant pour conséquence des troubles cérébraux et surtout des troubles de la vision, des hallucinations, particulièrement dangereuses. En général, tous les conducteurs de véhicules, qui font naître, par leur ivresse, des chances d'accident en nombre anormal, peuvent être punis de même. Il y a encore les ouvriers qui exécutent leurs travaux dans des situations particulièrement délicates ou périlleuses. Ceux qui travaillent sur des échafaudages, couvreurs, maçons ou charpentiers, ou bien encore les mineurs, dont une négligence peut occasionner des explosions, les ouvriers qui manipulent des substances inflammables ou explosives. Il est évident, comme nous l'avons remarqué, que, pour la poursuite de ces cas d'ivresse, il faut pénétrer dans le domaine des particuliers, et ne plus se contenter de punir l'ivresse publique ; mais l'ivresse ainsi manifestée est tellement répandue de nos jours, dans toutes les catégories de travailleurs, qu'une telle mesure devient indispensable pour assurer la sécurité des lieux de travail ; il s'agit ici d'éviter par une peine exemplaire les dangers très graves qui résultent d'un trouble de la raison, d'une démente momentanée.

Devrait-on procéder par voie d'énumération limitative, ou par voie de disposition conçue en termes très généraux, de façon à englober un grand nombre de cas ? Il nous semble préférable d'adopter, comme les lois belge et allemande, une disposition générale ; outre qu'une énumération, comme celle du Licensing Act, est forcément incomplète, elle a le tort,

dans une matière où les circonstances ont une très grande importance, de lier le juge trop rigoureusement, de ne pas lui laisser un suffisant pouvoir d'appréciation ; les faits seuls doivent indiquer au juge s'il y a, ou non, lieu de réprimer l'ivresse, et sa liberté d'action serait gênée par un texte trop strict ; il faut que la disposition puisse s'appliquer aux cas imprévus, dont l'importance peut être grande ; elle devrait être conçue à peu près ainsi : l'ivresse est punie plus sévèrement (resterait à déterminer l'aggravation) dans les emplois, travaux et occupations qui exigent de la prudence et la pleine possession de soi-même ; cela désignerait suffisamment tous les cas où l'ivresse fait courir des dangers plus sérieux à l'entourage du buveur.

La loi de 1887, en Belgique, a prévu non seulement la punition de l'ivresse dans des fonctions demandant la prudence mais aussi dans les fonctions publiques ; faut-il frapper les fonctionnaires qui s'enivrent dans l'exercice de leurs fonctions ? En théorie, la répression se justifie, tant par le scandale plus grand qui résulte de l'exercice d'un mandat public par un homme ivre, que par les inconvénients graves qui en résulteraient pour l'intérêt général, par les désordres apportés à l'administration. En pratique, dans nos mœurs, malgré les progrès de l'alcoolisme, il est extrêmement rare de constater des cas d'ivresse autrement que chez des fonctionnaires subalternes ; le cas est plus fréquent en Angleterre ou en Amérique, en Belgique même, puisque l'on a jugé à propos d'introduire cette disposition dans la loi ; dans les mœurs américaines, le cas se présente assez souvent ; on cite l'aventure de ce juge américain qui, ayant un jour siégé ivre à son tribunal, se condamna lui-même pour ivresse, à l'audience suivante, à une forte amende. Chez nous, en général, lorsque le cas se produira, interviendront des pénalités disciplinaires, qui produi-

ront souvent plus d'effet que des peines judiciaires; cependant il est bon de rappeler que la loi de 1873, dans sa teneur primitive, contenait un article punissant spécialement l'ivresse des jurés, des témoins et des électeurs; l'article ne fut pas voté; on l'écarta sous prétexte que les lois spéciales régleraient le cas. Il pourrait être bon de reprendre cette disposition qui répondait assez bien aux rares nécessités de la pratique.

Nous avons déterminé quels sont les faits qu'une bonne législation de l'ivresse doit réprimer; la question la plus importante reste à résoudre, c'est celle des peines à appliquer, car de l'opportunité des peines dépend toute l'efficacité d'une loi répressive; c'est par l'organisation des pénalités que pèche surtout la loi de 1873, c'est parce que ses rigueurs sont inutiles ou funestes qu'elle ne reçoit pas une application suffisante. Le législateur de 1873 a commis la grave faute, aujourd'hui vivement signalée par tous les spécialistes de l'alcoolisme, de ne pas distinguer suffisamment l'ivresse isolée et l'ivresse habituelle, de les frapper de peines identiques, graduées simplement pour les récidives successives, et passant d'une sévérité faible à des peines de plus en plus graves. Cette erreur pénale a été commise, d'ailleurs, par toutes les législations à différentes époques; beaucoup l'ont reconnue et se sont occupées de la corriger; c'est la grande réforme qu'appelle notre système de répression de l'ivresse.

Quand il s'agit de déterminer la peine applicable à un délit, il faut se demander quelle est la nature morale de ce délit, quelles en sont les causes sociales et individuelles, à quelle disposition d'esprit il répond chez son auteur; il faut chercher, en un mot, le point sensible où la peine devra atteindre le délinquant pour produire un maximum d'effet salulaire. Nous avons, pour l'instant, à considérer l'ivresse, état passager, que l'on suppose isolé, et non le résultat d'une

habitude; ce fait isolé, ce délit primaire peut-être l'origine de l'alcoolisme chronique, de l'ivrognerie invétérée, d'un état morbide grave et permanent. Il faut, par la peine, extirper le germe de l'habitude funeste, empêcher le renouvellement de l'acte, isolé jusqu'alors. En outre, il faut se souvenir que le fait de s'enivrer n'indique pas un degré bien accentué de criminalité chez son auteur; l'ivresse est le résultat d'une faute qui n'entame ni l'honnêteté, ni la probité du buveur; elle dénote tout au plus un vice de la volonté, une faiblesse, une défaillance, mais non une intention délictueuse. Il y a bien certainement à cette règle de nombreuses exceptions, mais il n'en est pas moins vrai que l'on ne peut, de prime abord, considérer un ivrogne, poursuivi pour un fait isolé, comme un criminel de droit commun.

En fait, bien rarement l'on frappera, dans le premier fait d'ivresse poursuivi, un délinquant primaire; il se sera produit, avant le fait publiquement constaté, un certain nombre de faits d'enivrement plus ou moins graves, qui auront échappé à la répression. Si l'on admettait que dans certains cas la constatation de l'ivresse pourra se faire dans un domicile particulier, les chances d'atteindre le délinquant primaire pourraient augmenter; quoi qu'il en soit, on doit considérer celui qui s'expose pour la première fois à une poursuite comme un délinquant primaire et le frapper d'une peine édictée dans le but essentiel d'empêcher la récidive. Le délinquant, auquel on ne reproche pas un acte coupable à proprement parler, mais une faiblesse, une étourderie, sera probablement plus sensible à une peine dans laquelle le caractère moral l'emportera sur le caractère afflictif. Ce qu'il faut, c'est moins une peine rigoureuse qu'une peine impressionnante, qu'une peine qui agisse fortement sur son esprit et sa conscience, qui l'avertisse énergiquement du danger, le détourne

de la voie du vice en lui faisant sentir la dégradation prochaine. Il faut ne pas craindre d'employer les peines qui agissent par la honte sur le buveur.

Tant que l'on n'a pas affaire à des buveurs invétérés, mais simplement à des individus insoucians qui s'enivrent faute de précautions suffisantes, il faut éviter de les frapper de peines qui seraient illusoires, ou qui pourraient aggraver leur faiblesse morale, en les dirigeant vers le crime; les peines portées dans la loi de 1873 sont funestes ou ne produisent aucun effet. C'est d'abord l'amende de 1 à 5 francs, puis, en cas de récidive, la prison, pour trois jours, puis six jours à un mois, et ainsi de suite, avec une amende plus forte. Il est certain que l'amende prononcée comme première peine est absolument insignifiante; elle causera au buveur un petit désagrément qu'il oubliera vite, et ne laissera dans sa conscience aucun enseignement; ce sera un incident qui ne le détournera pas de la boisson; mais si la peine s'aggrave, l'amende devient plus forte, trop forte bientôt, et c'est moins le buveur que sa famille qui en pâtit; elle grève lourdement le budget, s'ajoutant aux sommes dilapidées en boissons; la misère de la famille s'aggravant, l'ivrogne trouve là un nouveau prétexte à noyer ses chagrins, et la peine qui devait le corriger se trouve ainsi le pousser au vice.

Quant à la prison, c'est beaucoup plus grave; on sait combien les courtes peines sont funestes aux condamnés, combien la promiscuité des criminels est favorable au développement du virus de la récidive; des délinquants primaires, que la première peine subie aurait pu détourner du crime, sortent de la prison plus mauvais qu'ils n'y sont entrés, et prêts à recommencer d'autres exploits; si les courtes peines sont funestes à des individus même ayant des dispositions au crime, et si l'on cherche à éviter autant que possible de les

mettre en contact avec les criminels invétérés, à plus forte raison doit-on empêcher tout contact entre les buveurs et ces mêmes criminels ; les buveurs sont coupables d'une infraction qui n'a, tout d'abord, aucun rapport avec la criminalité ordinaire, qui ne dénote pas du tout les mêmes dispositions d'esprit, ni les mêmes perversions de la volonté ; mais les buveurs sont des individus à volonté faible, qu'il ne faut pas mettre en présence de délinquants de droit commun, sous peine de leur voir subir la contagion. Le buveur, entré honnête en prison, sortira prêt à voler ; il n'est pas d'erreur plus déplorable que celle qui consiste à faire subir aux buveurs de courtes peines de prison ; on ne pouvait choisir de meilleur procédé pour précipiter leur déchéance. Outre les fréquentations auxquelles ils sont exposés, la prison leur fait perdre des journées de travail, et, comme les fortes amendes, achève leur ruine.

Quelles sont donc enfin les peines qui conviendraient à l'ivresse, celles qui pourraient le plus efficacement remplir le but cherché, arrêter sur le chemin de l'alcoolisme le plus de buveurs possible ? Il n'est pas possible d'admettre que l'habitude, chez le buveur, soit établie légalement dès la première récidive ; on peut lui faire crédit de quelques rechutes avant de le considérer comme un ivrogne et de le traiter comme tel ; nous n'admettrons pas, d'autre part, comme la loi de 1873, la récidive indéfinie. Il faut établir une progression pénale. M. Vidal a proposé un système fort bien conçu et qui se justifie ⁽¹⁾ : il admet une infraction primaire et deux récidives ; à la troisième, le buveur est considéré comme buveur d'habitude et l'on use envers lui de procédés différents. Pour aucune de ces infractions, la peine de la prison

(1) Vidal, *loc. cit.*

ne sera prononcée; on évite ainsi les inconvénients signalés; la première est punie de l'admonition, la seconde d'une amende de simple police, avec possibilité d'appliquer la loi de sursis, et la troisième d'une amende correctionnelle.

L'admonition appliquée au premier cas d'ivresse poursuivi répond fort bien aux nécessités de la situation : c'est une peine qui, après avoir figuré jadis dans notre droit, en a disparu; elle est pratiquée par certains pays étrangers ⁽¹⁾; chez nous, on lui a préféré le système du sursis à exécution. Cependant, dans le cas particulier, il serait plus avantageux d'introduire l'usage de l'admonition. L'admonition ou réprimande adressée par le juge au délinquant n'est qu'une peine morale, mais c'est assurément d'une peine de ce genre qu'on peut attendre le plus de résultats auprès des buveurs susceptibles de se corriger eux-mêmes. Les buveurs débutants, sensibles encore à la honte, ressentiront vivement l'admonestation qui leur sera adressée; ils pourront en être assez fortement impressionnés pour renoncer à leurs tendances dangereuses. En 1872, l'admonition avait été proposée au cours des discussions de la loi sur l'ivresse; on repoussa la motion, combattue par le rapporteur : « L'avertissement, disait-il, serait une innovation dans nos lois; nous croyons que l'efficacité en serait nulle. Nos tribunaux ne se sont jamais fait écouter quand ils ont cherché à produire une impression morale. Celui qui n'est pas puni se croit toujours innocent ». Depuis, les théories pénales ont changé; les criminalistes font fréquemment appel aux sursis, aux condamnations conditionnelles, aux admonitions, et la pratique leur donne raison.

(¹) L'admonition appliquée à l'ivresse figure dans la législation du Grand-Duché de Bade; de 1890 à 1895, elle a été appliquée à 506 individus (*Rev. pénit.*, déc. 1896).

En matière d'ivresse, il faut éviter de faire immédiatement du délinquant primaire un condamné, fût-ce par l'application d'une simple amende ; le blâme qui lui sera infligé, cette leçon de morale dont la sévérité devra être mesurée d'après la gravité de l'infraction, sera excellent si l'on peut espérer un certain repentir et le relèvement d'une défaillance passagère. L'influence de l'admonition sera, sur certains esprits, beaucoup plus profitable que celle de l'amende de 1 à 5 francs ; quant à ceux qui, malgré l'avertissement, retomberaient dans leur vice, on peut-être certain qu'ils auraient également résisté à l'effet de l'amende insignifiante ; ainsi donc l'admonition apparaît comme un moyen de prévenir le maximum de récidives. On objectera aussi que pour certain cas d'ivresse, ce sera une peine trop faible ; à cela, on peut répondre que dans certaines circonstances déterminées et aggravantes, l'ivresse, même la première fois, sera punie de peines plus fortes ; l'admonition peut être aussi plus ou moins sévère, et l'avertissement une fois donné, les récidivistes s'exposeront à des sanctions plus graves ; si la première peine suffit à arrêter les buveurs, que peut-on lui demander de plus ? Si elle ne les arrête pas à bref délai, on les reprendra en flagrant délit, pour peu qu'on applique la loi avec vigilance ; il ne faut pas, pour une faute peut-être accidentelle, imposer un dommage moral ou un sacrifice matériel trop considérable ; le remède serait pire que le mal.

Si le buveur récidive, s'il se laisse de nouveau entraîner à l'ivresse, il faudra considérer que les peines morales ne suffisent pas, et recourir aux peines matérielles ; l'emprisonnement écarté, reste l'amende ; pour la première récidive, cela pourra être une amende de police de 1 à 15 francs ; sans être considérable, cette peine est moins négligeable que l'amende de la loi de 1873 ; M. Vidal propose de rendre applicable à

cette amende la loi de sursis, quoiqu'il ne s'agisse pas strictement d'une première condamnation; cependant on peut, à raison de sa nature spéciale, mettre l'admonition en dehors des peines ordinaires, et considérer qu'elles commencent à la première amende. On évitera, par le sursis, tout en prononçant au besoin une forte amende, d'imposer au délinquant, qui peut être intéressant malgré sa récidive, une charge dont souffrirait sa famille. Ceux dont la faute serait plus grave, subiraient simplement leur peine : à ce deuxième échelon des pénalités, s'arrêteraient sans doute encore quelques buveurs, sur lesquels l'avertissement simple n'aurait pas produit d'effets.

Enfin, la seconde rechute provoquera l'application d'une amende correctionnelle; il s'agit ici d'une peine de gravité variable, dont on essaiera de faire un dernier obstacle au buveur sur la route de l'ivrognerie; après ce troisième avertissement, on pourra considérer que l'on a affaire à un incorrigible, à un individu sur lequel les peines ordinaires ne peuvent rien, et l'on devra songer à user de procédés d'un tout autre ordre, procédés de correction forcée, puisque, de lui-même, le buveur est incapable de se corriger. Le délai d'un an, fixé pour les récidives, est suffisamment restreint pour faire présumer l'habitude, d'autant plus, a-t-on fait remarquer, que trois cas d'ivresse constatés et poursuivis font supposer un certain nombre de cas clandestins dont on n'a pas eu connaissance.

Si ces peines suffisent à la répression de l'ivresse dans les cas ordinaires, il sera parfois nécessaire de la punir rigoureusement; ainsi en est-il de l'ivresse dans les travaux exigeant de la prudence; il y a là une insouciance des intérêts d'autrui, une légèreté de conscience très coupable qui mérite d'être relevée autrement que par une réprimande ou une

amende. Il faut que l'on puisse dans ce cas infliger une peine de prison, si la négligence blâmable a été de nature à entraîner de très graves conséquences ; personne ne peut protester contre l'utilité d'une peine exemplaire qui enlèvera au coupable la tentation de s'abandonner une seconde fois à pareille faiblesse. Mais, si l'on inflige une peine d'emprisonnement, il est de toute nécessité que cette peine soit subie en cellule, sous le régime de la séparation individuelle complète, pour soustraire absolument le délinquant aux mauvaises influences de la prison. Il ne faut pas qu'à la place d'un honnête homme la prison rende un futur criminel.

Quant aux peines accessoires qu'établit la loi de 1873, peines privatives de droits, qui ne sont applicables à l'ivrogne qu'à la troisième récidive, c'est-à-dire au moment où, dans le système que nous venons d'exposer, l'état d'ivrognerie est établi, nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de les appliquer dans les trois cas d'ivresse prévus ; la privation de droits politiques a d'ailleurs dans la loi sur l'ivresse le caractère d'une note d'infamie, qui doit stigmatiser l'ivrogne incorrigible, en même temps qu'elle l'écarte de fonctions qu'il est incapable et indigne de remplir. Les mesures infamantes trouveront plus justement encore leur application quand il s'agira de punir les débitants.

Ce qu'il faut principalement obtenir, si l'on tient à appliquer convenablement une loi réprimant l'ivresse, c'est un zèle plus réel, plus effectif dans la police de l'ivresse ; les agents de l'autorité, chargés de constater les infractions, montrent beaucoup trop de bienveillance aux coupables ; ils ferment avec indulgence les yeux sur de nombreux faits, qui dès à présent devraient et pourraient être punis ; ne recevant pas d'instructions assez précises et assez sévères, ils laissent la répression se relâcher, ne dressent leurs procès-verbaux

qu'en cas de nécessité. Si l'on se décide à réviser la loi de 1873, il y a certaines dispositions nécessaires qui complèteront son efficacité ; le droit de plainte accordé à la famille et aux voisins de l'ivrogne inconvenant, turbulent ou dangereux ; le droit de plainte également pour les Sociétés de tempérance, le droit pour leurs membres de signaler les faits d'ivresse qui auraient échappé aux agents de l'autorité, d'en opérer la constatation, et de provoquer ainsi par leur vigilance la poursuite d'un bon nombre de délits ; ce serait excellent en outre pour stimuler le zèle des agents, enclins à la négligence ⁽¹⁾.

Quant aux tribunaux compétents pour les poursuites, on peut laisser le droit de juger les infractions punies de peines de police aux juges de simple police ; c'est leur domaine actuel, et les mêmes raisons qu'en 1873 le recommandent ; on évite ainsi les transports et les frais plus considérables que nécessiterait une poursuite correctionnelle ; la troisième infraction seulement serait justiciable des tribunaux correctionnels. De plus, les juges de simple police sont plus près du lieu du délit, peuvent être mieux renseignés sur les circonstances, et la répression étant plus aisée, est mieux assurée que si elle était entravée par les lenteurs et les complications de l'autre procédure.

Il serait fort utile qu'à chaque infraction constatée, l'enquête de moralité sur le prévenu fût soigneusement faite, que l'on pût savoir exactement quelles sont ses habitudes, s'il passe pour travailleur, s'il a la réputation de boire, détails qui peuvent guider le juge pour l'application de la peine ; il

⁽¹⁾ V. Joly, *loc. cit.* — Muteau, *loc. cit.* — La Société générale des prisons a, dans une de ses discussions, émis un avis favorable à la concession du droit de citation directe à certaines associations, reconnues d'utilité publique, pour les affaires répondant à l'objet même de leur institution (Rapport de M. Nourrisson, *Rev. pénit.*, 1896).

faudrait de plus que la surveillance, après une première infraction réprimée, s'exerçât sur l'individu signalé par un cas d'ivresse, afin de se rendre compte de ses propensions à la récidive ; plus le buveur se sera gravement signalé une première fois, plus on devra apporter d'attention à ses faits et gestes, si l'on veut que la loi soit efficace. Cela ne peut malheureusement se pratiquer que dans les localités de médiocre importance ; dans une grande agglomération, les condamnés échapperont facilement à la surveillance ⁽¹⁾.

Il reste à savoir comment on constatera les récidives de l'ivresse, comment on arrivera à les établir ; c'est là une des grosses difficultés d'application de la loi de 1873 : dans une localité de peu d'importance, il est relativement facile aux officiers de police judiciaire d'être informés des récidives ; cela leur est presque impossible, nous l'avons remarqué, dans un grand centre, et à plus forte raison si les individus condamnés se déplacent et changent de résidence ⁽²⁾ ; le casier judiciaire n'est ici d'aucun secours, car il ne mentionne pas les condamnations de simple police, les contraventions ; cette organisation du casier rend la constatation des récidives de l'ivresse extrêmement ardue et entrave constamment l'œuvre de la loi ⁽³⁾. Il est de toute urgence que pour l'ivresse une exception soit établie à ce principe ; il est sans cela absolument chimérique de compter sur une application utile des principes de la récidive ; si l'on réclame plus d'activité et de

(1) Des lois en vigueur dans certaines parties de l'Autriche et de l'Allemagne (Galicie, Duché de Bade) interdisent au buveur condamné la fréquentation des cabarets pendant un certain temps ; cette disposition peut être bonne, mais n'est praticable que dans de petites localités (*Rev. pén.*, décembre 1896. — Rapport Claude, *loc. cit.*).

(2) L'ivresse, d'ailleurs, étant, d'après la loi de 1873, une contravention, la récidive n'est punissable que dans le ressort du tribunal de police. — V. Cass., 22 nov. 1879, D., 80. 1. 95.

(3) V. Rapport Desjardins.

soin dans les poursuites, il faut au moins faciliter la besogne aux tribunaux et aux agents chargés des constatations ; l'ivresse, quoique punie de peines de police, n'est nullement une contravention ordinaire. M. Vidal est d'avis que l'on ne mentionne pas au casier la condamnation correctionnelle qui frapperait la seconde récidive ⁽¹⁾ ; il a raison si le but poursuivi est de ne pas entraver par la publicité de la condamnation le relèvement possible du buveur ; que la condamnation ne soit pas rendue publique, mais que du moins toutes les condamnations pour ivresse figurent au bulletin destiné au ministère public. C'est de toute nécessité pour compléter la réforme de notre loi sur l'ivresse.

(1) Vidal, *loc. cit.*

CHAPITRE V

LES BUVEURS D'HABITUDE

Le buveur d'occasion, qui se laisse aller de temps à autre à l'ivresse, est encore un individu normal, sur lequel on peut espérer agir par des procédés pénaux ordinaires; on peut croire qu'il sera sensible aux avertissements qu'on lui inflige et qu'il aura assez de volonté pour éviter les rechutes. Il en est tout autrement lorsqu'il s'agit du buveur professionnel, de celui qui a pris l'habitude d'absorber des alcools en plus ou moins grande quantité; cet individu est devenu ivrogne ou alcoolique; les deux termes ne sont pas absolument identiques; l'ivrogne est celui qui s'enivre fréquemment, qui a l'habitude de l'ivresse, et l'alcoolique peut n'être jamais ivre, tout en présentant des troubles physiques et cérébraux dus à la consommation régulière de l'alcool. A ces individus, on a donné le nom de buveurs d'habitude; il ne faut pas espérer que sur eux les mesures pénales puissent avoir le moindre effet salutaire; ils ne sont plus capables de réagir d'eux-mêmes contre leurs penchants, et si l'on garde quelque espoir de les corriger, c'est par des procédés particuliers; ils sont incapables, si on les laisse libres, de se soustraire à la tentation de boire; il faut donc les soumettre à un régime les obligeant à rompre avec leurs habitudes funestes.

L'étude des buveurs d'habitude appartient à la médecine mentale et à la science pénitentiaire; les mesures répressives que l'on peut avoir à prendre contre eux doivent être dictées

par l'étude attentive de leur état cérébral et mental. Lorsque l'on a espéré, en 1873, obtenir la guérison des ivrognes déjà plusieurs fois récidivistes par de simples mesures pénales aggravées, on a fait complètement fausse route; on n'a pu, par ce moyen, que rendre plus grave encore la situation des individus frappés. Il y a des variétés très nombreuses de buveurs récidivistes; leurs tares cérébrales ne présentent pas toutes la même gravité, mais ce qui est certain, c'est que l'on est en présence d'individus anormaux, qui présentent une tare de la volonté toute particulière : ils ne savent pas résister à la boisson; cette tare, qui n'était, au début peut-être, qu'une faiblesse passagère, s'est développée au fur et à mesure que les récidives augmentaient; les habitudes pernicieuses sont devenues partie intégrante de l'individu : « L'ivrogne récidiviste, dit le D^r Legrain, est un cérébral, un infirme, qui n'est pas plus libre de s'empêcher de boire que l'impulsif ne l'est de se maîtriser » (1).

L'ivrogne d'habitude est dans un état morbide permanent qui le rend absolument insensible aux rigueurs pénales; même s'il veut résister, il n'a pas la force d'accomplir sa résolution. La prison le dégradera et ne le corrigera pas; il retombera dans la société, recommencera à boire, et, bientôt peut-être, les tendances au crime s'ajouteront à l'ivresse; l'amende dont on le frappe augmente son budget de l'alcoolisme et le rend plus misérable. Le seul moyen qu'il ait de se guérir, c'est de remettre à d'autres le soin de l'empêcher de boire; il faut le soustraire à son milieu, lui imposer la privation de boissons alcooliques, le relever par un traitement moral. C'est le principe de ces asiles si nombreux à l'étranger et que l'on nomme des asiles de buveurs; l'asile de buveurs

(1) Legrain, *Dégénérescence sociale et alcoolisme*.

est destiné à transformer moralement et physiquement l'alcoolique, et à le rendre à la société dans un état normal, à l'abri désormais des rechutes qu'il ne pouvait éviter seul; pour produire tous ses effets, l'asile de buveurs exige une législation spéciale, que les nécessités de la protection sociale et l'intérêt des buveurs ont déterminé plusieurs pays étrangers à adopter.

I. *Les asiles de buveurs.*

L'institution des asiles pour le traitement des alcooliques date au plus d'un demi-siècle; ils sont presque tous d'origine privée et fondés par des sociétés de tempérance; le plus ancien est certainement l'asile de Lintorf, dans la Prusse rhénane, fondé en 1851. Peu d'années après, en 1864, se créaient les premiers asiles des Etats-Unis; l'asile de Binghampton fut installé à cette époque, dans l'Etat de New-York; on devait y retenir les malades au moins un an; les revues américaines faisaient un tableau séduisant du séjour et des bons résultats obtenus; en réalité, cet asile, qui s'est transformé quelques années après en simple asile d'aliénés, n'eut qu'une utilité médiocre à raison du manque de surveillance et du régime beaucoup trop libre des pensionnaires. Ces hôpitaux d'ivrognes des Etats-Unis se sont depuis multipliés; on en compte une cinquantaine sur le territoire de l'Union; l'un est un hôpital d'Etat, créé en 1889 par une loi dans le Massachusetts; des autres, les plus importants sont celui de Fort-Hamilton, dans l'Etat de New-York, l'asile Washington, à Boston, l'hôpital de Walnut Lodge, à Hartford, qui sont très fréquentés, et obtiennent par le régime de la vie régulière, de l'abstinence et du travail, d'excellents résultats ⁽¹⁾.

(1) V. Rapport du docteur Magnan, *Congrès pénit. intern. de Paris*, 1895. — Vanlaër, *loc. cit.*

De l'Amérique, l'institution a passé en Angleterre; lorsque l'Habitual Drunkards Act de 1879 eut permis l'internement des buveurs sur leur demande, les asiles se développèrent; auparavant, on ne pouvait noter qu'un asile peu important, fondé en 1852 à Skye, en Ecosse. Tous les asiles d'Angleterre sont des asiles privés : la loi de 1879 ne reçut sa première application qu'en 1888, lors de la création de Dalrymple Home, près de Londres; depuis, 40 asiles environ se sont créés en Angleterre et il y aura probablement bientôt des asiles d'Etat, car la loi de 1898, applicable au 1^{er} janvier 1899, en autorise la création ⁽¹⁾.

L'Allemagne compte un certain nombre d'asiles, dont le plus ancien est celui de Lintorf, le premier établissement de ce genre; depuis sa création, il a reçu plus de 600 ivrognes; en 1879, une dépendance fut établie à Siloah; ce sont aussi des asiles privés. L'Autriche, qui prépare une loi sur l'internement des alcooliques, ne possède pas encore d'asiles; il en existe, en petit nombre, en Norvège; un en Hollande. Mais les plus intéressants en Europe sont ceux de la Suisse; leur nombre n'est pas considérable; cependant il est bon de les étudier, car certains d'entre eux obtiennent les plus heureux résultats, et parviennent même à corriger en tout ou en partie, plus de la moitié des ivrognes internés ⁽²⁾.

De ces asiles, celui de Pilgerhütte (canton de Bâle) est le plus ancien et le moins bien organisé; l'asile de Trélex, dans le canton de Vaud, est gratuit, destiné aux indigents et aux alcooliques des basses classes; il a reçu, de 1883 à 1894, 600 pensionnaires, qui, à leur sortie, sont affiliés à la Société de la Croix-Bleue; il donne peu de résultats, les récidives

⁽¹⁾ V. Magnan, *loc. cit.* — *Rev. pénit.*, déc. 1896. — Bargy, *L'alcoolisme au point de vue de la prophylaxie et du traitement.*

⁽²⁾ V. Sérieux, *L'assistance des alcooliques en Suisse et en Allemagne.*

annulent presque les résultats acquis, et on attribue surtout ce fait au grand nombre d'endurcis et d'incorrigibles qui y entrent. L'asile de Nüchtern (Berne) donne au contraire de bons résultats; quant au plus remarquable, celui que, par l'organisation et les succès obtenus on peut considérer comme un modèle, c'est l'asile d'Ellikon-sur-la-Thur, fondé en 1889 dans le canton de Zurich, par le professeur Forel, de Bâle. Là, l'installation, la réglementation, la surveillance, le régime sont très bien compris. Cet asile reçoit des pensionnaires payants, mais est également subventionné par le canton avec le produit du monopole de l'alcool. Les demandes d'admission sont très nombreuses et le chiffre des guérisons plus considérable que partout ailleurs.

La France enfin vient de tenter l'expérience; en 1894, le Conseil général de la Seine décida la création d'un asile spécial à Ville-Évrard, où l'on admettrait tous les aliénés alcooliques du département; déjà auparavant, dans plusieurs asiles, des quartiers spéciaux avaient été affectés aux alcooliques; depuis quelques années, l'asile établi à Ville-Évrard pour les buveurs fonctionne; c'est une tentative intéressante, quels qu'en soient les résultats; nous aurons d'ailleurs à les examiner.

Une question primordiale se pose : quel est le but exact de ces asiles d'ivrognes? Doivent-ils s'appliquer à tous les alcooliques uniformément, ou doit-on faire des distinctions? les ivrognes invétérés et les alcooliques comprennent bien des catégories différentes, suivant la date plus ou moins éloignée à laquelle ils ont commencé de boire, suivant leur état mental, suivant qu'ils sont délirants ou criminels, qu'ils sont buveurs héréditaires ou buveurs de leur propre mouvement, qu'ils sont incorrigibles ou non. Il est un fait certain, c'est que tout individu dangereux, nuisible à la société par suite de son

état mental ou de ses actes criminels, doit être interné par mesure de prudence ; l'asile de buveur sera-t-il destiné à toutes ces catégories ?

A l'étranger, ce n'est pas ainsi que les créateurs du système ont conçu l'asile ; l'asile n'est pas surtout un lieu d'internement par mesure de précaution, c'est avant tout un lieu de traitement ; c'est un établissement où l'on s'efforcera d'amender, de corriger, de guérir les buveurs de leur passion, et de rendre à la société des individus valides et normaux. Ce but principal explique que l'on exclue de l'asile tous les éléments pouvant compromettre le succès ; on doit supprimer à l'avance les chances d'échec en éliminant les individus dont la présence serait nuisible à la guérison des autres, ou qui encombreraient l'asile sans résultat : en résumé, il faut diviser les alcooliques en deux grandes classes, les alcooliques curables et les incurables ; ce n'est pas que les incurables ne puissent, ou ne doivent même être internés, mais il faut qu'ils soient absolument séparés des curables.

Quant à la façon de distinguer, de prime abord, les incurables et les curables, ce peut être une question difficile ; il y a beaucoup d'incorrigibles dont on ne constatera l'état qu'après le traitement suivi de rechutes ; cependant, l'examen mental pourra dénoncer d'avance un certain nombre d'entre eux ; ce sont, d'après le docteur Toulouse, les dégénérés et les vicieux, ceux qui, en dehors des tares d'origine alcoolique, présentent des tares nerveuses ou cérébrales prononcées, des psychopathies, et en grand nombre les alcooliques héréditaires ⁽¹⁾.

Une autre catégorie d'alcooliques, qu'il faut soigneusement exclure d'avance de tous les asiles où l'on voudra obtenir des résultats, c'est la classe des alcooliques criminels ou à

⁽¹⁾ Docteurs Legrain et Antheaume, Rapport au Conseil général de la Seine, sur l'assistance des alcooliques (1899).

tendances criminelles, dont le contact serait funeste; les inconvénients des asiles seraient les mêmes que ceux des prisons si l'on y admettait ces alcooliques; leur vice n'est pas toujours incurable, mais l'intérêt des ivrognes que l'on soigne à l'asile exige qu'on les mette à part, si l'on veut entreprendre leur guérison.

En dernier lieu, on doit éviter de soigner dans le même local les alcooliques aliénés et les alcooliques possédant leur raison; le contact ne leur est pas favorable; on s'en était aperçu, puisque, déjà, dans les asiles d'aliénés, on séparait les alcooliques des autres, pour leur appliquer un traitement différent; parmi les buveurs mêmes, il faut distinguer les buveurs atteints de troubles psychiques graves, allant jusqu'à la démence, et ceux qui jouissent de leur liberté d'esprit. Le séjour de l'asile d'aliénés présente des inconvénients pour la santé morale du buveur; le voisinage des déments peut être pernicieux. Si l'ivrogne est déjà sur la pente des troubles cérébraux, l'exemple pourra lui être funeste; par contre, le voisinage de buveurs souvent vicieux est détestable pour les aliénés ⁽¹⁾. L'aliéné d'origine alcoolique doit être mis à part, traité comme un aliéné, puis, la guérison des troubles cérébraux obtenue, on pourra entreprendre le traitement des habitudes d'ivrognerie.

En résumé, après toutes ces éliminations, quels sont donc les buveurs d'habitude auxquels s'applique le traitement dans des asiles? Selon l'expression du docteur Sérieux, l'asile ne doit pas être « le couronnement d'une longue carrière d'ivrognerie » et ne s'adresse pas aux « invalides de l'alcoolisme » ⁽²⁾; on doit écarter le plus possible les ivrognes invétérés dont on ne peut attendre que des rechutes, ce qu'on appelle, dans le

⁽¹⁾ V. Legrain, *Dégénérescence sociale et alcoolisme*.

⁽²⁾ Sérieux, *loc. cit.*

langage des prisons, les « chevaux de retour », les récidivistes endurcis; ceux avec lesquels on peut espérer le plus de succès, ce sont les débutants, ceux dont l'alcool n'a pas encore fait des non valeurs, ceux qui ne boivent pas depuis des années, que l'on tâche de saisir à temps, avant la décadence irrémédiable; ils ne sont pas en nombre négligeable; à consulter les statistiques qui concernent l'application de la loi sur l'ivresse, on voit qu'en France, chaque année, il y a en moyenne 600 buveurs condamnés à des peines privatives de droits, ce qui implique quatre condamnations pour ivresse; ces 600 individus peuvent être considérés comme des buveurs d'habitude, mais non incorrigibles; ce sont autant de buveurs sur lesquels l'internement pourrait agir, et ce ne sont pas tous ceux que l'on pourrait traiter.

Les buveurs d'habitude auxquels s'applique le traitement dans les asiles peuvent être, nous l'avons dit, de deux sortes; voici comment le docteur Legrain définit exactement l'ivrogne et l'alcoolique; « Buveur est un terme générique indiquant tout individu abusant des boissons; alcoolique dit quelque chose de plus: il désigne tout individu, qui, ayant abusé de la boisson, s'est intoxiqué et présente des troubles intellectuels, quand il s'agit d'aliénés, en rapport avec l'intoxication alcoolique. Ivrogne enfin désigne quelque chose de plus encore; il désigne tout individu enclin aux excès de boisson, coutumier de ces excès, en vertu d'une disposition psychique spéciale, qu'elle soit native, héréditaire, ou qu'elle soit une conséquence, une sorte d'habitude impérieuse née d'excès alcooliques répétés » (1). L'alcoolisme peut être un accident, l'ivrognerie est une habitude; sous le nom des buveurs d'habitude, on ne doit comprendre que l'ivrognerie et l'alcoolisme

(1) Legrain et Antheaume, *loc. cit.*

rester buveur toute sa vie, dit M. Marandon de Montyel; telle est la règle formulée par les praticiens d'Amérique, d'Angleterre, de Suisse et d'Allemagne ». Dans son asile d'Ellikon, le D^r Forel n'a constaté que très rarement la réussite d'une seconde cure, après l'échec de la première ⁽¹⁾.

Cette partie du traitement des buveurs vise tout d'abord la guérison de l'intoxication alcoolique; pour supprimer les désordres physiologiques et cérébraux causés par l'alcool, on le supprime, de façon à permettre aux tissus d'éliminer sans les remplacer les doses de poison qu'ils renferment; lorsque la guérison des accidents alcooliques est terminée, l'abstinence prend le caractère d'un traitement moral, destiné à combattre l'habitude mauvaise de l'ivrogne. C'est qu'en effet il y a une seconde partie du traitement, qui vise le relèvement du buveur, son reclassement dans la vie normale; le buveur est très souvent en même temps un paresseux, un mauvais travailleur, un individu dont l'existence est mal ordonnée. Il s'agit, par un traitement moral approprié, de lui inculquer des habitudes régulières, de lui créer une occupation, et aussi un moyen de gagner sa vie, si l'on ne veut qu'à la sortie il retombe dans la misère et dans son vice.

C'est dans ce but que le buveur doit être soumis à un travail; ce travail doit être obligatoire et régulier, pour créer des habitudes bienfaisantes chez le sujet. La vie bien réglée et le travail quotidien sont des éléments primordiaux du relèvement moral chez le buveur; ce travail peut être un travail intellectuel, si le buveur est capable de s'y livrer; mais il est de beaucoup préférable, dans presque tous les cas, que ce soit un travail physique; ce sera un travail d'atelier ou un travail au grand air; le jardinage et le travail agricole sont

(1) Marandon de Montyel, *La cure des buveurs*.

angulaire du traitement de l'alcoolisme. « Pour guérir l'alcoolique, dit le docteur Bargy, il faut et il suffit de lui persuader qu'il ne doit plus toucher à une substance renfermant une quantité quelconque d'alcool, qu'il ne doit boire que de l'eau ou des boissons non alcooliques. Il faut le mettre en état de résister à l'impulsion qui le pousse à boire de l'alcool » (1). Le buveur a montré que s'il se laissait aller à boire de l'alcool, il ne pouvait se modérer; il faut donc, pour se guérir, qu'il renonce complètement à n'importe quelle boisson de ce genre; l'expérience des asiles de buveurs et des sociétés de tempérance a démontré qu'en entreprenant de guérir l'alcoolique par la modération, en l'amenant à restreindre la quantité de boissons qu'il absorbe, on ne faisait qu'entretenir son mal et préparer des rechutes à la première occasion; les conversions de buveurs n'ont été réelles et durables que lorsqu'ils ont tenu rigoureusement à ne plus toucher de boissons, même fermentées. En dehors de ce fait, qui est maintes fois constaté, il est à remarquer que certains tempéraments ne peuvent supporter, sans présenter des phénomènes d'intoxication, une quantité minime d'alcool; pour ceux-là particulièrement, le seul espoir de guérison consiste dans la suppression radicale de toute dose de boisson; M. Bargy l'a constaté dans les établissements d'aliénés sur de nombreux sujets : « Certains se seraient crus insultés si on les eût traités d'ivrognes; ils ne prenaient que des quantités très modérées de vin ».

Pour assurer l'efficacité thérapeutique de la suppression de l'alcool, il est de toute nécessité que cette privation se prolonge pendant assez longtemps pour créer chez le buveur une habitude; lorsqu'il aura contracté fortement cette habitude,

(1) Bargy, *loc. cit.*

il pourra se risquer à reprendre sa vie normale ; s'il est réellement guéri, il ne sera même plus tenté de boire, ayant perdu le goût de l'alcool. Aussi la durée du traitement par l'abstinence est-elle un élément très important de succès ; les statistiques françaises et étrangères démontrent que tous les traitements de faible durée ont peu de succès et provoquent de nombreuses rechutes ; très rapidement, le buveur libéré récidive, n'étant pas encore habitué à l'abstinence. Lorsqu'on ne peut retenir le buveur que deux ou trois mois, les résultats du traitement sont illusoires ; avec un traitement plus long, on constate des différences sensibles : à Ellikon, par exemple, M. Forel a constaté que 48 p. 100 de ses pensionnaires guérissaient, lorsqu'ils restaient plus de quatre mois à l'asile ; de ceux qui restaient moins longtemps, 38 p. 100 seulement évitaient les rechutes. Ce chiffre est même exceptionnellement élevé, et en général on constate 1/3 de guérisons pour un séjour de six à neuf mois, et la moitié si le séjour atteint un an. A Lintorf, on obtient 25 p. 100 de guérisons par un séjour inférieur à six mois, et 58 p. 100 quand le séjour est plus prolongé ⁽¹⁾.

Il est fort important que la cure du buveur soit assez prolongée pour lui inculquer des habitudes d'abstinence, car de la réussite de cette cure dépendra toute son existence ; en effet, s'il guérit et ne récidive pas, l'ivrognerie est vaincue définitivement ; mais si, par malheur, il cède de nouveau à son penchant, s'il se remet à boire et redevient alcoolique, c'est fini ; un deuxième traitement serait vainement tenté ; il faut des cas très exceptionnels pour qu'un buveur qui a subi un premier traitement infructueux soit guéri par le second. « Le buveur qui a manqué sa première cure est condamné à

(1) V. Sérieux, *loc. cit.* — Magnan, *loc. cit.* — Marandon de Montyel, *La thérapeutique de l'alcoolisme*.

habituels. Le simple buveur, celui qui s'enivre accidentellement, peut présenter très rapidement, s'il y a des prédispositions, des accidents alcooliques, qui disparaissent aussi rapidement qu'ils se produisent, pourvu que les excès ne se renouvellent pas.

Le traitement à faire subir aux buveurs d'habitude est double; il comprend un traitement physique pour guérir les maux de l'alcoolisme, les accidents de l'intoxication, et un traitement moral, pour redresser la volonté défaillante, pour corriger les penchants mauvais que le buveur a laissés s'installer en lui sans réagir. L'alcoolique n'est pas seulement un malade, c'est aussi un individu coupable de faiblesses répétées, qu'il aurait dû éviter par une surveillance plus rigoureuse sur lui-même; il faut donc que le traitement ne favorise pas cette insouciance, mais au contraire tende à relever son énergie.

L'expérience des nombreuses cures exécutées en Europe et en Amérique permet de déterminer aujourd'hui très exactement les mesures utiles; depuis une quarantaine d'années, on a expérimenté divers modes de traitement et d'internement, différant par la durée, le régime, le nombre des malades; les résultats heureux ou défavorables servent de guide dans la solution de ces problèmes. Dans son principe, le traitement est resté identique; c'est celui qu'en 1846, le docteur Turner, à New-York, imagina et préconisa : soustraire le buveur aux influences dissolvantes auxquelles il ne sait pas résister, et le guérir de la passion de l'alcool par la suppression totale, pendant une certaine durée, de l'usage de cette boisson ⁽¹⁾.

Le principe de l'abstinence totale est, en effet, la pierre

(1) V. Marandon de Montyel, *La cure des buveurs*.

recommandés tout particulièrement, d'abord, dit-on, parce qu'ils favorisent la guérison de l'alcoolisme proprement dit, en éliminant l'alcool, et que la fatigue physique et l'influence de l'air libre sont de puissants éléments de reconstitution pour la santé ébranlée ⁽¹⁾.

En dernier lieu, le traitement moral sera complété par l'éducation antialcoolique; il faut instruire les buveurs, faire auprès d'eux de la propagande de tempérance, leur apprendre les dangers de l'alcool, les convaincre des avantages que leur procurera la guérison, combattre tous les préjugés qui les ont poussés à leur perte, leur prouver que les boissons alcooliques sont funestes et ne rendent pas de services, que le cabaret est un lieu de perdition; il faut les amener par la persuasion à se rendre eux-mêmes compte des causes de leur déchéance, et à prendre la résolution de ne plus retomber dans leur vice.

Ce sont là les grandes lignes du traitement des alcooliques, les conditions théoriques indispensables à la guérison; comment devra être organisé et réglementé un asile, pour mettre en pratique ce traitement, c'est une autre question que nous allons examiner.

Les asiles doivent être établis de préférence à la campagne, dans un site salubre et agréable; c'est ainsi que sont construits tous les asiles de l'étranger, c'est aussi la situation du récent asile de Ville-Évrard; ils sont entourés de terrains suffisants pour faire travailler les internés; l'asile, tout en permettant la surveillance, ne doit pas être organisé sous

(1) « Le travail musculaire est un facteur très important de ce traitement, car il aide beaucoup à l'élimination de l'alcool, et constitue un grand moyen de distraction. Le travail agricole doit surtout être recommandé, à cause du déploiement continu de force musculaire qu'il nécessite, et du grand air que l'on trouve au dehors et qui aide lui-même à l'élimination de cet alcool ». — Bargy, *loc. cit.*

l'aspect d'une prison; ce qui conviendrait plutôt, d'après le docteur Legrain, c'est le système de l'open-door, la porte ouverte; mais il faut pour cela que l'asile soit isolé de toute agglomération. On réservera un quartier fermé, à part, pour les cas aigus, dont la surveillance serait plus difficile; quant aux aliénés alcooliques, pendant leur période d'aliénation, il faut qu'ils soient absolument séparés des autres; on les internera dans des asiles à part, ou dans un quartier rigoureusement isolé du reste de l'asile. Les buveurs ne devront pas être réunis en trop grand nombre dans des dortoirs; il vaut mieux qu'ils soient en petit nombre, six au plus, sous la garde d'un surveillant. A l'asile seront adjoints des ateliers pour le travail ⁽¹⁾.

Un autre écueil à éviter pour les asiles d'ivrognes, c'est de les faire trop étendus, d'y interner un trop grand nombre de malades; l'expérience de l'étranger permet de constater que les grandes agglomérations donnent de moins bons résultats; c'est en Amérique que ce système compte le plus de partisans; les asiles contiennent généralement jusqu'à 200 malades; mais ce chiffre est considéré comme un maximum; en général, on admet que 100 buveurs par asile est un chiffre suffisant; M. Forel, à Ellikon, n'en a généralement que 50, et n'est pas d'avis que ce chiffre doive être beaucoup dépassé. La raison principale en est que le traitement moral du buveur s'exécute par l'influence directe, aussi fréquente que possible, du directeur sur ses pensionnaires; un nombre trop considérable d'internés nuit à la fréquence et à l'efficacité des relations.

L'alcoolique, à peine entré dans l'asile, doit être soumis immédiatement au régime de l'abstinence; il ne doit plus boire

(1) V. Legrain, *Les asiles d'ivrognes*. — Legrain et Antheaume, *loc. cit.* — Sérieux, *loc. cit.*

d'alcool pendant son internement. On a craint parfois que cette suppression brusque et sans préparation ne lui fût nuisible, que des désordres graves ne fussent causés par cette entrave à ses habitudes favorites. L'expérience a démontré qu'il n'en était rien ; le Dr Marandon de Montyel a constaté quelques malaises passagers suivant la suppression de l'alcool, malaises qui disparaissaient définitivement au bout de peu de jours ⁽¹⁾.

La question délicate est de savoir comment on appliquera cette règle de l'abstinence, comment on pourra éviter que les buveurs se procurent des boissons alcooliques ; c'est une des causes qui empêchent le traitement dans les asiles d'aliénés, l'impossibilité de supprimer complètement tout alcool ; dans les asiles d'aliénés, on distribue du vin, et même en classant les alcooliques dans un quartier spécial, on ne peut empêcher le personnel, les infirmiers, de leur procurer subrepticement des boissons. Il n'y a dans un asile spécial qu'un moyen d'arrêter la fraude, c'est d'interdire complètement l'introduction et l'usage de boissons alcooliques ou fermentées, c'est, en un mot, l'abstinence complète de tout le personnel. Le régime est universellement pratiqué dans les asiles étrangers ⁽²⁾.

Ce n'est pas œuvre très facile que le recrutement du personnel d'un asile pour alcooliques ; il faut des qualités toutes particulières, car ce doit être un personnel d'élite ; l'abstinence absolue de tous les gardiens et employés est la première condition ; il faut, en outre, que ce personnel se rende exactement compte de sa tâche et de l'importance des prescriptions qu'exige le traitement des buveurs, qu'il puisse efficacement seconder les médecins et les directeurs dans leur œuvre de

⁽¹⁾ V. Marandon de Montyel, *Rapports de Ville-Evrard*, 1894-1895.

⁽²⁾ V. Sérieux, *loc. cit.*

relèvement moral, qu'il soit capable d'étudier et de connaître individuellement les malades, afin d'exercer sur eux une influence salubre. Puis, en imposant l'abstinence aux gardiens, non-seulement on supprime un danger pour les buveurs, mais on leur donne un excellent exemple, venant de ceux qui leur donnent des soins; on les soumet à la contagion morale de l'abstinence. L'inutilité de l'alcool et la possibilité de s'en passer leur seront démontrées par le fait, et, de plus, ils seront encouragés à résister aux préjugés courant contre les abstinents et les buveurs d'eau ⁽¹⁾.

On conçoit qu'un personnel dévoué à sa tâche et doué de qualités particulières ne soit pas très facile à réunir; ce n'est cependant pas impossible. D'excellents infirmiers pour alcooliques peuvent être fournis par les anciens buveurs; c'est même le système pratiqué de préférence dans certains asiles étrangers. « Tous les médecins expérimentés en la matière vantent le précieux concours qu'ils trouvent dans les anciens buveurs, ceux en particulier qui ont été rendus abstinents par une cure dans la maison même où ils sont employés; de malades ils deviennent surveillants après un laps de temps assez long en liberté pour garantir la solidité de leur guérison » ⁽²⁾. M. Forel a placé à la tête de l'asile d'Ellikon un ancien buveur, pensionnaire de l'asile, M. Bosshardt, dont les exhortations morales empruntent à son expérience personnelle une efficacité particulière, car mieux que personne il prêche d'exemple.

Lorsqu'on a pu réunir le personnel suffisant et apte à remplir ces fonctions difficiles, il faut que ce personnel seul soit

⁽¹⁾ V. Legrain, *Les asiles d'ivrognes*.

⁽²⁾ Marandon de Montyel, *Régime intérieur des asiles de buveurs*. Plusieurs asiles d'Amérique ont pour fondateurs ou pour directeurs des ivrognes corrigés. — Magnan, *loc. cit.*

en relations ordinaires avec l'extérieur; l'abstinence des surveillants est déjà une garantie que l'alcool ne pénétrera pas dans l'établissement; mais il faut qu'il ne puisse pas même en fraude forcer la consigne et se glisser parmi les malades; les surveillants seuls devront entrer en rapport direct avec les personnes étrangères à l'établissement, et en particulier avec les fournisseurs, que l'on peut soupçonner, non sans raison, de chercher à introduire subrepticement les liquides prohibés ⁽¹⁾. Il s'agit d'obtenir du personnel une surveillance aussi rigoureuse que possible sur cette contrebande, dont les dangers sont particulièrement graves et peuvent entraver considérablement les résultats favorables du traitement.

Nous avons constaté la nécessité du traitement moral comme complément du traitement médical; ici, la tâche du personnel, et principalement du personnel supérieur, est fort délicate; il importe tout d'abord d'assurer une discipline rigoureuse dans l'établissement; la régularité de la vie est une condition essentielle; il importe d'obtenir en même temps des internés un travail quotidien et sérieux; l'un des moyens les plus efficaces proposés pour assurer l'exécution de ce travail, c'est celui qui consiste à ne pas compter dans la durée du traitement les jours d'oisiveté volontaire; en ne travaillant pas, le buveur prolonge son incarcération; c'est donc un stimulant sérieux auquel on peut ajouter, dans un autre ordre d'idées, des récompenses ou des bénéfices matériels pour ceux dont le travail est satisfaisant; signalons en outre une utilité particulière du travail pour la récupération des frais d'internement, et pour les secours à accorder à la famille du buveur. La discipline est d'ailleurs facile à imposer aux ivrognes en traitement, et les médecins du quartier spécial de Ville-Evrard

(1) V. Bargy, *loc. cit.*

ont noté la docilité et l'obéissance ordinaires de ce genre de malades ⁽¹⁾.

En même temps que le travail, on doit assurer aux internés certaines distractions, distractions instructives autant que possible et qui doivent contribuer à leur relèvement ; ce sont des lectures, des causeries sous la direction des membres du personnel supérieur, certains jeux, des conférences ; dans quelques asiles même sont organisées des séances musicales ou des spectacles ; la vie de l'asile ne doit pas avoir les rigueurs de la prison, et l'on doit éviter d'en faire un séjour insupportable, sans cependant le transformer en demeure attrayante ; l'obligation au travail doit être tempérée par des jours de repos ; c'est une condition de l'efficacité du traitement moral.

De ce traitement moral font également partie les visites de la famille qui, d'après de nombreux praticiens, doivent être fort encouragées ; elles empêchent l'ivrogne d'éprouver le sentiment de l'abandon, et, de plus, dit M. Marandon de Montyel, peuvent préparer pour le jour de la libération des reconciliations favorables au maintien de la guérison ; car les ménages troublés par l'alcoolisme du père sont innombrables ⁽²⁾. Les visites, surveillées pendant la première période du traitement, pourront très utilement devenir plus fréquentes à mesure qu'approchera le jour de la guérison et de la libération ; on devra même, de l'avis de plusieurs auteurs, encourager les sorties du malade pendant un court espace de temps, en compagnie de ses parents et sous leur surveillance ; cela constituera une période d'épreuve. Si, rendu momentanément à la vie normale, soumis à des tentations analogues à celles qu'il rencontrera après la sortie définitive, il résiste et

⁽¹⁾ V. Marandon de Montyel, *Régime intérieur des asiles de buveurs*.

⁽²⁾ Marandon de Montyel, *loc. cit.*

ne retombe pas dans son vice, l'épreuve sera très favorable et l'on pourra penser, avec une certaine vraisemblance, que la guérison est acquise.

Tel est, dans ses grandes lignes, le traitement appliqué dans les nombreux asiles de buveurs actuellement existants ; les résultats en sont appréciables, comme il est facile de s'en rendre compte par l'examen de quelques statistiques ; le chiffre de guérisons auquel on arrive est très sérieux et permet d'affirmer l'utilité de ces établissements, qui parviennent souvent à rendre à la vie normale la moitié des ivrognes dont on leur a confié le traitement.

Voici, dans quelques asiles d'Amérique, les résultats obtenus. Le chiffre général moyen des guérisons, d'après le docteur Crothers, est de 40 p. 100 des malades internés ⁽¹⁾.

A Brooklyn, Kings Country Home, qui a reçu, en dix ans, 2.000 ivrognes, en a guéri 44 p. 100 (D^r Mason).

A Boston, Washingtonian Home, recevant annuellement 400 malades, en corrige 42 p. 100 (D^r Day).

A Hartford, Walnut Lodge Hospital, rend 33 p. 100 de buveurs guéris (D^r Crothers).

A Brooklyn encore, Fort Hamilton a donné, en dix ans, un nombre de guérisons s'élevant à plus de 1.000.

En résumé, si l'on examine les résultats d'ensemble obtenus, on constate qu'un tiers seulement des buveurs traités sont sortis de l'asile incurables ; un tiers sortent avec des chances de rechutes, et plus de la moitié de ceux-ci succombent effectivement ; le dernier tiers enfin sortent radicalement guéris.

Si nous passons à l'Angleterre, nous trouvons une moyenne de guérisons analogue à celle des Etats-Unis.

(1) Marandon de Montyel, *La cure des buveurs*. — Magnan, *loc. cit.*

C'est ainsi que l'asile de Rickmansworth, Dalrymple Home, donne, en huit ans, sur un total de 266 buveurs soignés, 89 guérisons et 21 améliorations ; 90 rechutes ont été constatées ; on n'a pu avoir de nouvelles de 46 malades, et les autres ont été envoyés dans des asiles d'aliénés ; au total, nous trouvons 33 p. 100 de guérisons et 8 p. 100 d'améliorations, soit 41 p. 100 de résultats appréciables ⁽¹⁾.

Les asiles d'Allemagne sont loin de donner d'aussi heureux résultats ; les moyennes y sont moins élevées.

A Lintorf et à Siloah, la proportion des buveurs libérés et guéris n'est que de 25 p. 100 ; cependant, elle s'élève à 58 p. 100 lorsque la durée de l'internement est supérieure à six mois.

A Leipe, en Silésie, on a cependant obtenu sur 79 malades traités, 28 guérisons et 16 améliorations, soit près de 55 p. 100 de réussites, dont 35 p. 100 de guérisons complètes.

En Suisse, il n'est pas rare d'obtenir 50 p. 100 de résultats favorables, parfois même une plus forte proportion.

L'asile de Pilgerhütte, et celui de Trélex, médiocrement organisés, donnent un chiffre de guérisons très faible ; par contre, l'asile de Nuchtern a donné 51 p. 100 de réussites partielles ou totales ; 31 p. 100 ont été guéris, 20 p. 100 améliorés, 49 p. 100 ont été victimes de rechutes et sont considérés comme incurables. A Blumeneau, et à Weisshölzli, asiles de femmes, les guérisons se sont élevées à près de 60 p. 100.

Enfin, l'asile si remarquable d'Ellikon-sur-la-Thür a donné depuis dix ans les résultats les plus encourageants ; il est intéressant de suivre en détail les progrès de cet établissement, dont l'organisation devrait servir de guide aux créateurs d'asiles. Le nombre des guérisons est allé en augmentant depuis la fondation de la maison, les procédés de traitement

(1) V. Sérieux, *loc. cit.*

s'étant progressivement perfectionnés par l'expérience. Examinons les documents statistiques fournis pour l'année 1898 et les années précédentes par le rapport annuel de l'asile ⁽¹⁾.

Il faut, chaque année, considérer seulement les cas que l'on a pu complètement observer, et déduire du nombre total des sorties quelques sujets qui sont morts, dont on n'a plus reçu de nouvelles, ou que l'on a dû regarder comme incurables par suite d'aliénation mentale.

ANNÉES	Sorties	Morts, aliénés disparus	Cas observés	Restés abstinents	Améliorés	Rechutes
1889.	24	6	18	4 22,2 o/o	4 22,2 o/o	10 55,5 o/o
1890.	36	15	21	7 33,3 »	3 14,2 »	11 52,3 »
1891.	46	10	33	10 27,7 »	5 13,9 »	21 58,3 »
1892.	59	15	44	20 45,4 »	4 9 »	20 45,4 »
1893.	68	17	51	23 45 »	6 11,7 »	22 43,1 »
1894.	84	27	57	29 50,8 »	5 8,7 »	23 40,3 »
1895.	70	15	55	24 43,6 »	7 12,7 »	24 43,6 »
1896.	69	12	57	38 66,6 »	5 8,7 »	14 24,5 »
1897.	75	14	61	40 65,5 »	7 11,3 »	14 22,9 »
1898.	71	10	61	50 81,9 »	4 6,5 »	7 11,4 »

Au total, de 1889 à 1897, l'asile d'Ellikon a traité 400 ivrognes, dont 195 (48,7 p. 100) sont restés abstinents, 46 (11,5 p. 100) ont été guéris partiellement, et 159 (39,7 p. 100) sont retombés dans l'alcoolisme ; on est arrivé, de 44 p. 100 en 1889, à 77 p. 100 de réussites en 1897 ; l'année 1898 est trop rapprochée pour que l'on puisse utilement apprécier ses véritables résultats, que le temps n'a pu encore confirmer ; cette période suffit pour rendre compte des progrès accomplis et de l'étendue des bienfaits obtenus, la guérison complète de plus de la moitié des internés, presque les 2/3, l'amélioration pour les 3/4.

(1) Zehnter Jahresbericht des Trinkerheilstätte zu Ellikon a. d. Thür, 1898.

Cet asile doit ses succès à la conception très étudiée de son organisation générale, à la ponctualité avec laquelle sont observés les règlements, au dévouement complet du personnel et de la direction ; les buveurs n'y sont pas admis pour une durée moindre de six mois ⁽¹⁾, minimum nécessaire pour obtenir un résultat sérieux ; les demandes d'admissions sont fort nombreuses, et un quart au plus sont acceptées ; on exclut d'avance impitoyablement, dans l'intérêt du traitement, les buveurs qui présentent des troubles délirants, et ceux qui semblent incurables ; la grande majorité des internés sont âgés de 30 à 40 ans, et la plupart, c'est un fait à noter, sont des buveurs de vin, de bière, de cidre, autrement dit de boissons « hygiéniques ». Quant au règlement intérieur, il établit une discipline rigoureuse, une vie très régulière, le travail obligatoire pendant 8 h. 1/2 par jour. Enfin, les buveurs sont l'objet de soins particuliers ; on s'efforce de les affilier à des sociétés de tempérance, et de conserver, entre la direction et eux, des relations fréquentes, qui peuvent les aider à maintenir leurs bonnes résolutions, en présence des tentations de la vie libre.

Nous avons également, en France, notre asile de buveurs, dans le quartier spécial de Ville-Evrard, et cette expérience poursuivie depuis quatre ans est des plus intéressantes au point de vue de la réussite possible de semblables institutions en France. Ce fut d'abord de leur propre initiative que les médecins aliénistes de la Seine, MM. Briand, à Villejuif, et Marandon de Montyel, à Ville-Evrard, sous la direction de M. Magnan, organisèrent des quartiers spéciaux pour les alcooliques, qu'ils concentrèrent pour leur appliquer le traitement nécessaire, tout différent du traitement des aliénés

(1) Le règlement n'exige que quatre mois, mais en pratique les moindres internements sont de six mois. V. Sérieux, *loc. cit.*, annexes.

ordinaires. Lorsque le Conseil général de la Seine eut ratifié cette tentative, en votant la construction d'un quartier d'alcooliques, destiné à tout le département, l'expérience put être poursuivie sur une plus grande échelle; cette extension a été, en réalité, plutôt nuisible ⁽¹⁾.

Le Dr Sérieux, qui fut chargé d'une mission en Allemagne et en Suisse, en vue d'étudier sur place les asiles d'alcooliques, a fait remarquer, dès la création du quartier de Ville-Evrard, que l'expérience de l'étranger ne pouvait nullement servir à prévoir les résultats du nouvel asile, conçu sur un plan complètement différent ⁽²⁾. En effet, l'on ne peut comparer les résultats obtenus à Ville-Evrard et les résultats obtenus à Ellikon, par exemple, car ces deux établissements procèdent de conceptions opposées; c'est une tentative unique, qui n'a nulle part son pendant, et qui est par cela même fort instructive; elle semble, à vrai dire, faite pour montrer ce que ne doit pas être un asile de buveurs. Après quelques années d'expérience, un rapport vient d'être présenté au Conseil général, par le Dr Legrain, directeur du service, et le Dr Antheaume, qui formulent les plus vives critiques contre l'organisation du quartier des alcooliques ⁽³⁾.

L'entreprise semblait se présenter dans des conditions assez favorables; et en effet, certaines conditions excellentes ont été réunies: la situation de l'asile à la campagne, à distance des agglomérations, dans un paysage assez agréable, entouré de vastes terrains de culture, répond aux nécessités hygiéniques les plus complètes. Il ne se présente pas sous l'aspect d'une prison, les murs sont bas et ne cachent pas la perspective de

(1) Le quartier spécial ne fonctionne officiellement que depuis le 1^{er} mai 1897; il existait déjà, en fait, depuis avril 1894.

(2) Sérieux, *loc. cit.*

(3) Legrain et Antheaume, Rapport cité.

la campagne environnante; les cours sont plantées d'arbres et bien aérées. Des ateliers de cordonnerie, de menuiserie, de serrurerie, sont organisés pour faire travailler les pensionnaires, que l'on occupe également à des travaux de jardinage et de culture dans les vastes dépendances de l'asile. Le quartier est complètement à l'écart des autres quartiers de l'établissement, destinés aux aliénés; on est parvenu, moins difficilement qu'on le croyait, à recruter un personnel suffisant de gardiens, soumis à l'abstinence complète, et parfaitement dévoué à sa tâche.

De graves défauts se sont signalés à l'attention, depuis la création du quartier de concentration, et ont fait échouer, presque complètement, l'œuvre tentée; les résultats sont assez peu encourageants, et encore faut-il reconnaître que, dans des conditions aussi défavorables, ils reviennent principalement au très grand dévouement des directeurs et du personnel, aux efforts considérables faits par les médecins auxquels est confié ce service pour obtenir quand même quelques succès. Les reproches que l'on peut adresser à l'asile de Ville-Evrard sont de deux sortes : les uns touchent à l'organisation même de l'établissement, les autres sont plutôt une critique de la législation actuellement en vigueur en France pour l'internement des individus atteints de troubles cérébraux.

On n'a tout d'abord pas su éviter, dans la création de cet asile d'alcooliques, les inconvénients de l'asile d'aliénés, non plus que ceux de l'asile-caserne. On a voulu en faire le réceptacle de tous les alcooliques du département de la Seine, jusqu'alors dispersés dans les asiles d'aliénés; on reçoit donc chaque année dans ce quartier plusieurs centaines d'alcooliques. C'est un vice grave que cette excessive agglomération, qui dépasse de beaucoup les chiffres les plus élevés admis par les spécialistes étrangers : il en résulte un réel encombre-

ment, qui est des moins favorables à la réussite du traitement moitié médical, moitié moral, de l'ivrognerie. De plus, on a concentré là, comme en un hôpital général d'alcooliques, toute espèce de catégories de malades qu'il faudrait au contraire soigneusement distinguer; on a réuni là tous les individus atteints dans leur mentalité, de façon quelconque, par l'abus des alcools.

L'idée de l'hôpital général d'alcooliques, défendue par des aliénistes de valeur, est cependant condamnée par tous les spécialistes étrangers et par nombre de médecins français ⁽¹⁾; le docteur Joffroy, dans une leçon faite à Sainte-Anne, en 1895, s'exprimait en ces termes : « Je crois devoir insister, avec le professeur Forel, sur la nécessité de ne confondre la maison de traitement de l'alcoolisme, ni avec la prison ou la maison de correction, ni avec l'asile d'aliénés ». Et le docteur Legrain, parlant de l'expérience faite à Ville-Evrard d'un hôpital d'alcooliques, écrit : « Emettre une telle idée, c'est vouloir faire purement et simplement un nouvel asile d'aliénés, car les manifestations de l'alcoolisme, soit à titre d'effet principal, soit à titre occasionnel, sont aussi protéiformes que nombreuses » ⁽²⁾.

On a dû s'apercevoir que réunir ainsi tous les alcooliques c'est confondre, pour le plus grand dommage du traitement, les incurables et les curables. On s'est attaché, dans la création de cet asile, plus à l'origine des troubles, qu'à leur caractère curable. On trouve par suite, à Ville-Evrard, des individus en état de folie alcoolique passagère, qui peuvent n'être pas des ivrognes habituels, des aliénés alcooliques inguérissables, des ivrognes incurables, généralement dange-

⁽¹⁾ V. Marandon de Montyel, *L'asile projeté pour les alcooliques de la Seine*, 1894.

⁽²⁾ Legrain et Antheaume, *loc. cit.*

reux ou nuisibles, toutes les variétés de maladies nerveuses ou cérébrales d'origine alcoolique ou accompagnées d'alcoolisme, enfin des ivrognes curables, les seuls auxquels devrait s'appliquer l'asile de buveurs, les seuls dont on puisse espérer ainsi la guérison. Tous les autres doivent être soignés dans des asiles d'aliénés, ou du moins, si l'on veut leur appliquer le traitement par l'abstinence, qui est toujours profitable, il faut les confiner dans des quartiers spéciaux, absolument séparés de l'asile de buveurs; à Ville-Evrard, cette séparation élémentaire n'existe même pas; par suite du nombre excessif des pensionnaires, on met en contact toutes les classes d'alcooliques; c'est à peine s'il existe quelques cellules, en nombre insuffisant d'ailleurs, pour les agités. Le quartier est donc encombré d'une foule de déments et d'incurables qui entravent la cure des ivrognes, absorbent l'activité du personnel, et exercent d'ailleurs la plus déplorable influence sur la mentalité des buveurs ordinaires, alors qu'ils seraient presque aussi bien soignés dans un asile d'aliénés ⁽¹⁾.

La correction de ces deux vices, concentration excessive et confusion des curables et des aliénés, pourrait avoir déjà, au point de vue de l'amélioration du traitement, d'heureuses conséquences; mais il subsisterait encore un vice fondamental qui tient à notre législation; là est la cause principale de l'échec éprouvé. La loi de 1838 sur les aliénés, qui régit la matière, permet l'internement des aliénés, des délirants, jus-

(1) D'après le docteur Legrain, en 1897, sur 399 individus entrés au quartier, 251 seulement pouvaient être considérés comme des alcooliques traitables; 148 étaient incurables ou atteints de troubles non alcooliques, masqués par l'ivresse momentanée. En 1898, sur 448 entrées, il y avait 231 traitables; soit environ 31 p. 100, près d'un tiers, à exclure. (Rapports annuels du docteur Legrain, 1897-1898). Le docteur Legrain, comme le docteur Forel, attribue une grande importance au traitement moral individuel, qui exige peu de malades dans un seul asile.
— V. Rapports cités.

qu'à leur guérison, c'est-à-dire jusqu'à la cessation des troubles cérébraux et du délire ; les ivrognes peuvent être internés dans les mêmes conditions que les aliénés ordinaires, et peuvent réclamer leur élargissement dès qu'ils sont rentrés en possession de leur raison. Or, pour les trois quarts des alcooliques, s'ils ne sont pas absolument aliénés, mais simplement en proie aux troubles cérébraux qui suivent des excès de boisson, le délire est de très courte durée ; « car, dit le docteur Marandon de Montyel, le délire alcoolique ne dure que quelques jours, souvent vingt-quatre heures, rarement une semaine, et la durée du traitement, pour que celui-ci soit efficace, doit être d'un semestre au moins, plutôt même de neuf à douze mois » (1).

Il est facile de déduire quelles difficultés résultent de l'application de ce principe législatif ; la durée du traitement étant une condition indispensable de la guérison sérieuse, que peut-on attendre d'un traitement qui se prolongera pendant deux à trois semaines au plus ? Rien que des bénéfices illusoires comme ceux que l'on constate effectivement. Les résultats les plus clairs de cet état de choses sont que, d'une part, les alcooliques curables restent à l'asile trop peu pour s'y guérir, et que les incurables l'encombrent sans profit, se faisant périodiquement interner, sûrs de recouvrer leur liberté quand ils le voudront.

En effet, pour certains récidivistes de l'alcoolisme, le séjour de l'asile est un temps de délices. A part la privation de boissons alcooliques, ils ont l'avantage d'être logés et bien nourris sans rien faire ; car malheureusement, et c'est encore un défaut grave du régime, le travail ne peut être obligatoire. Dès lors, l'asile perd tout caractère rigoureux et se présente

(1) Marandon de Montyel, *Le traitement de l'alcoolisme et la liberté individuelle*.

comme un lieu de retraite fort souhaitable ; ajoutons à cette oisiveté la certitude de la libération dès que les troubles alcooliques auront cessé, et nous ne trouverons plus étonnant que tant de récidivistes s'efforcent de revenir au quartier spécial. Il en est beaucoup qui viennent, en temps de chômage (ces temps sont fréquents pour les ivrognes) se faire interner, séjourner gratuitement à la campagne, puis rentrent à Paris, nullement corrigés, mais ayant exploité les avantages matériels que leur offre l'asile. « Ils aiment, dit le docteur Legrain, l'asile qui les héberge douillettement chaque fois que, en veine de paresse ou sans ouvrage, ils songent à délirer, et épuisent, pour ce but louable, jusqu'à leur dernier sou. Combien viennent ainsi chez nous prendre leurs quartiers d'hiver » ⁽¹⁾. Tous ces individus qui, sous prétexte de traitement, vont villégiaturer à l'asile, sachant y trouver le vivre, le couvert et la fainéantise, y regarderaient à deux fois avant d'aller s'enfermer dans un lieu où on les obligerait à travailler, et où l'on pourrait les retenir un certain temps ; avec le système actuel, certains individus se font interner jusqu'à quarante fois de suite ; c'est une véritable profession, un gagne-pain, pour le plus grand détriment des buveurs curables dont ils occupent la place ou entravent la guérison ⁽²⁾.

L'autre classe d'alcooliques, ceux qui ne sont pas les récidivistes endurcis dont nous venons de parler, pourrait donner un certain nombre de guérisons si les délais d'internement étaient suffisamment prolongés ; mais, de même que les autres, ils savent fort bien que, dès la fin des troubles délirants, ils peuvent réclamer leur mise en liberté. Dans l'état de notre législation, les deux médecins qui ont eu la surveillance du quartier s'accordent à le dire, on ne peut traiter les ivrognes

⁽¹⁾ Legrain, *Les asiles d'ivrognes*.

⁽²⁾ V. Legrain, *Rapports*.

qu'en portant atteinte à leur liberté, en employant des procédés illégaux ; dévoués à leur tâche, ils n'ont pas hésité, en bien des cas, à user d'arbitraire, au risque de soulever des réclamations ; l'intérêt des malades leur a paru exiger ces irrégularités ; moitié par contrainte, moitié par persuasion, le médecin arrive à garder son malade trois mois, quelquefois plus, exceptionnellement un an, et des cures ont été ainsi réussies ; mais qu'est-ce que trois mois, alors que le minimum admis comme efficace est de six à neuf mois ! Il y a des buveurs qui font preuve de bonne volonté, qui désirent guérir, et qui acceptent un internement un peu long ; c'est la minorité. En général, l'ivrogne qui a recouvré sa lucidité se trouve tout de suite guéri, et après s'être reposé quelque temps à l'asile, réclame sa mise en liberté ; le directeur peut faire la sourde oreille, mais si l'intéressé s'adresse à la justice, comme il en a le droit, sa libération ne fait pas doute ; quelles que soient les excellentes raisons que le médecin met en avant, *statuit lex* ; la loi exige qu'on le relâche ⁽¹⁾.

Un autre obstacle se présente, au cas même où l'on parvient à garder le buveur ; c'est la famille, la femme et les enfants, que souvent l'absence du chef prive de ressources et qui viennent avec insistance réclamer sa libération, et le médecin ne peut indéfiniment repousser les supplications des familles miséreuses : s'il cède, le succès de la cure est compromis. « Le délire a pris à peine fin que la lutte pour la sortie commence, dit le D^r Marandon de Montyel, lutte avec les malades et lutte avec les familles, plus vive encore avec celles-ci qu'avec ceux-là..... Avec les malades, la lutte pour la prolongation de l'internement est plus facile. Ils y mettent, on ne le croirait pas, moins d'acharnement et de persistance.

(1) Marandon de Montyel, *loc. cit.*

Plus lourdes sont leurs charges de famille, moins ils osent les invoquer, car c'est avouer de leur part une plus grande culpabilité » (1). En définitive, tant par humanité que par suite des dispositions légales, on est obligé de céder et d'abandonner le buveur mal guéri ; le traitement des buveurs à Ville-Evrard exige une lutte active et incessante pour de bien faibles résultats.

Ces résultats, quels sont-ils ? Avec les plus grandes difficultés, on est arrivé, d'abord, sur une centaine de malades traités, à en garder une moyenne de 32, plus de trois mois, donc 68 p. 100 moins de trois mois. Des autres, cinq seulement ont été gardés plus de six mois, donc 5 p. 100 seulement peuvent subir un traitement considéré comme le minimum suffisant à une cure. « Ainsi, conclut M. Marandon de Montyel, la législation en vigueur ne permet de soigner qu'une seule catégorie d'alcooliques, la moins nombreuse de toutes, celle des délirants, et de ceux-ci, elle ne permet, au grand maximum, d'en guérir que 5 p. 100 » (2). Le docteur Legrain est arrivé à conserver, en 1898, 52 pensionnaires plus de six mois ; 249 moins de six mois ; c'est une proportion plus forte, 16 p. 100. Mais, fait-il remarquer, le traitement qu'ils ont subi n'a guère été qu'une cure de la folie alcoolique et non une cure de l'alcoolisme ; on ne peut garantir leur correction. Les récidivistes forment d'ailleurs 24 p. 100 de la population de Ville-Evrard (3). On a eu l'occasion de constater un certain nombre de ces rechutes subies par d'anciens pensionnaires de Ville-Evrard, ayant tous suivi un traitement

(1) Marandon de Montyel, *Thérapeutique de l'alcoolisme* ; du même, *loc. cit.* — Legrain, *Rapports*.

(2) Marandon de Montyel, *Le traitement de l'alcoolisme et la liberté individuelle*.

(3) Legrain, *Rapport* (1898).

inférieur à six mois ; l'inefficacité des cures de petite durée est donc bien démontrée.

Voilà les résultats d'une expérience assez longue et tentée sur une grande échelle ; elle n'est pas décourageante, mais elle est instructive ; elle montre la possibilité du traitement des buveurs, en France, pourvu que l'on crée quelques conditions favorables ; il faut d'abord réformer certains principes de l'installation de Ville-Evrard, créer des asiles sur un autre type, et il faut, en second lieu, une législation qui permette la rétention des internés jusqu'à l'achèvement de la cure. Après cela, nous pourrions espérer des résultats aussi satisfaisants que ceux des asiles étrangers.

II. *La question législative.*

L'étude des asiles de buveurs, théoriquement et pratiquement, a pu nous convaincre que le traitement de l'ivrognerie était possible et qu'il arrivait à des résultats importants ; nous avons vu également qu'une des conditions principales de cette correction des buveurs faisait défaut aux asiles français. Il nous manque une législation sur les buveurs invétérés ; il est vrai que certains asiles étrangers ne possèdent pas plus que celui de Ville-Evrard la faculté légale de séquestrer les buveurs ; tels sont les asiles d'Allemagne et de Suisse, qui, sauf celui d'Ellikon, où une partie des buveurs sont internés en vertu d'une loi, ne recrutent leurs pensionnaires que parmi les volontaires ; aussi en ont-ils peu ; ceux qui consentent, dans l'espoir d'une guérison, à s'enfermer de longs mois dans un asile, sont relativement rares ; à moins d'être sûrs, comme ceux qui encomrent Ville-Evrard, d'en sortir dès qu'ils en auront envie, la plupart des ivrognes hésitent à enchaîner leur liberté ; les asiles étrangers dont il s'agit soumettent d'ailleurs, pour n'avoir pas de mécomptes, les individus qui

demandent leur admission à des conditions qui serviront de frein à leurs velléités d'indépendance ; c'est ainsi qu'à Ellikon on exige le paiement anticipé d'une partie de la pension ⁽¹⁾. En France, actuellement, les volontaires seraient en proportion très faible, et ce ne sont, d'ailleurs, pas généralement ceux dont l'internement serait le plus urgent. C'est ce qu'ont admis depuis quelques années plusieurs législations étrangères, qui n'ont pas craint d'organiser l'internement forcé des buveurs d'habitude, afin de généraliser les bénéfices du traitement dans les asiles. Les lois diverses qui règlent la matière constituent un chapitre très particulier de législation, dont l'étude présente, au point de vue de la France, un très grand intérêt.

Le traitement des buveurs dans des asiles, aux Etats-Unis, est d'une œuvre d'initiative privée, qui, dans plusieurs Etats, a été sanctionnée par la loi ; la fondation de l'hôpital de Binghampton fut suivie de la promulgation d'une loi, applicable à l'Etat de New-York, autorisant l'internement, par mesure judiciaire, pour un an au plus, des ivrognes d'habitude, sur l'affirmation écrite de quatre témoins, dont deux médecins, « que cet ivrogne a perdu le contrôle de lui-même, est incapable, par suite d'intempérance, de vaquer à ses affaires, et est dans un état tel qu'il est dangereux de le laisser libre » (1865). Cette loi est la première qui ait reconnu le principe de l'internement forcé ⁽²⁾. Depuis, un autre Etat, le Massachusetts, a, par plusieurs actes législatifs, organisé l'internement d'office des buveurs ; en 1885, on donne aux juges le droit de les envoyer jusqu'à guérison dans les hôpitaux publics d'aliénés ; en 1889, c'est la création d'un hôpital d'Etat pour dipsomanes et alcooliques qui est décidée, et en

⁽¹⁾ V. Sérieux, *L'assistance des alcooliques*.

⁽²⁾ V. Magnan, Congrès de Paris, *loc. cit.*

1892, une autre loi vient réglementer en détail la procédure d'internement et de libération ⁽¹⁾.

Plusieurs colonies anglaises étaient déjà dotées de lois permettant l'internement des ivrognes lorsque l'Angleterre se décida à légiférer elle-même; la plupart des provinces canadiennes, plusieurs états d'Australie, la Nouvelle-Zélande, ont pris des mesures de ce genre ⁽²⁾. En 1879, l'Angleterre organisa, par l'Habitual Drunkards Act, l'internement des buveurs sur leur demande; elle sanctionna la contrainte volontaire qu'ils s'imposaient dans l'espoir de guérir, en les retenant de force dans l'asile où ils avaient pris l'engagement formel de rester jusqu'à complète guérison ⁽³⁾. Manifestement insuffisante, car elle ne permettait d'atteindre qu'une classe restreinte de buveurs, cette loi fut complétée, grâce surtout aux efforts et à la propagande de l'Association médicale britannique, par une loi du 12 août 1898, en vigueur au 1^{er} janvier 1899; cette deuxième loi rend possible l'internement des buveurs invétérés par mesure judiciaire, et dans ce but prévoit et réglemente la création et l'organisation de Maisons de réforme pour les alcooliques ⁽⁴⁾.

Une autre loi, fort intéressante, existe en Europe, c'est la loi du canton de Saint-Gall, du 21 mai 1891; cette loi vise l'internement volontaire et l'internement forcé; la plupart des buveurs internés par application de cette loi vont à l'asile d'Ellikon ⁽⁵⁾. C'est actuellement, en Suisse, la seule loi en

⁽¹⁾ V. ces lois dans le rapport de MM. Legrain et Antheaume, *loc. cit.*, Annexes.

Dans le Connecticut et la Géorgie, la loi permet à l'ivrogne de demander son internement dans un asile d'aliénés. — Sérieux, *loc. cit.*

⁽²⁾ V. Magnan, *loc. cit.* — Sérieux, *loc. cit.*

⁽³⁾ *Rev. pénit.*, déc. 1896. — Vanlaër, *loc. cit.* — *Annuaire de législation étrangère*, 1879.

⁽⁴⁾ V. cette loi dans Legrain, rapport cité. *Annexes*.

⁽⁵⁾ V. Magnan, *loc. cit.*

vigueur sur cette matière, mais il existe de nombreux projets dans le canton de Berne, dans ceux de Fribourg, de Neuchâtel et de Genève, enfin dans le projet de Code pénal fédéral de M. Stooss ⁽¹⁾.

A l'état de projet encore, l'internement figure dans la législation autrichienne; un projet de loi de 1893 prévoit la création des asiles d'alcooliques et détermine quelles catégories d'alcooliques ils recevront, et dans quelles conditions l'internement sera possible; en Allemagne, c'est un projet de 1891, modifiant partiellement le projet de 1881 sur la répression de l'ivresse, qui tend à autoriser le placement forcé dans un asile; actuellement la loi place l'ivrogne dans la même situation que le vagabond et permet de l'interner dans une maison de travail s'il tombe par sa faute dans la misère. Enfin la Norvège a, depuis 1895, un projet de loi sur le placement de l'ivrogne habituel dans un asile ⁽²⁾. Tel est l'état de la législation en Europe et en Amérique.

Nous voyons que de nombreuses législations étrangères, aux prises avec l'alcoolisme, n'ont pas hésité à admettre l'internement forcé des buveurs; les nations qui ont pratiqué ou projeté cette mesure sont très diverses par la race, le tempérament, les mœurs et les lois; il reste à chercher si, en France particulièrement, une mesure analogue pourrait être prise et à quels cas on pourrait l'étendre. L'idée, certes, a été déjà plusieurs fois émise et a fait l'objet de vives discussions; en 1889, au Congrès de médecine mentale de Paris, le docteur Legrain souleva la question de la séquestration des buveurs d'habitude, et fit adopter par le Congrès des vœux tendant à la création d'asiles, et à l'internement des alcooliques. En 1893, MM. Magnan et Legrain furent chargés par le

⁽¹⁾ *Rev. pénit.*, déc. 1896.

⁽²⁾ *Rev. pénit.*, déc. 1896.

Conseil supérieur de l'Assistance publique de présenter un rapport sur le traitement des alcooliques ; ils conclurent à la nécessité d'une modification législative, à l'introduction, dans la réforme de la loi de 1838, de certaines dispositions permettant le placement forcé des ivrognes dans des asiles spéciaux ; le Conseil supérieur ne ratifia pas cette proposition qui parut trop radicale ⁽¹⁾. Depuis, la thèse a été soutenue et discutée fréquemment par les aliénistes, les magistrats et les criminalistes ; en 1897, elle a été défendue dans son principe à la Société générale des prisons, par M. Vidal ⁽²⁾ ; mais, jusqu'à présent, aucune des diverses propositions émises n'a été l'objet d'un projet de loi soumis au Parlement.

L'internement dans un but curatif des buveurs habituels soulève des objections, principalement au sujet du respect de la liberté individuelle ; cette mesure est grave et doit se justifier par des considérations particulièrement importantes ; nous avons vu, en effet, que, lorsqu'il s'était agi de faire de l'ivresse un délit nouveau, de nombreuses objections s'étaient élevées au nom de la liberté, contre des mesures que l'on jugeait vexatoires, et que l'on prétendait cantonner dans le domaine de la morale ; le législateur a passé outre et a eu raison ; personne aujourd'hui ne songe à contester le droit qu'a la loi pénale de frapper l'ivresse. Les mêmes objections, soulevées contre l'internement des buveurs, n'ont pas plus de solidité ; mais la difficulté naît, d'abord, de la gravité des mesures à prendre contre les buveurs, et des risques d'arbitraire que la mise en pratique de ces mesures ferait courir.

Certes, la séquestration pendant plusieurs mois, pendant plus d'un an même, d'un individu est chose grave ; il faut,

(1) Legrain, *Dégénérescence sociale et alcoolisme*. — Sérieux, *loc. cit.*

(2) Vidal, *L'alcoolisme et la loi pénale*, *Rev. pénit.*, janv. 1897.

pour en faire admettre la légitimité, que l'intérêt social en jeu soit primordial; or, il l'est incontestablement; sans revenir sur les désastres de toute nature qu'entraîne l'alcoolisme, il suffit d'être bien persuadé que contre un pareil fléau toutes les mesures profitables, sans exception, doivent être prises; nous savons que l'on peut arriver, par des soins persévérants, à guérir complètement ou partiellement la moitié, ou même les deux tiers des buveurs internés; ce sont autant d'existences arrachées au péril alcoolique; bien plus souvent, ce sont autant de familles définitivement soustraites à l'influence de l'alcool; ceux qui échappent ainsi au danger sont de précieuses recrues pour la propagande de la tempérance; il y a donc là un intérêt pratique primordial qui doit passer avant des considérations d'idéalisme juridique. Des nations qui ont le plus strict respect de l'indépendance individuelle, comme les Etats-Unis, l'Angleterre ou la Suisse, ont fort bien su écarter ces objections, et les lois adoptées n'ont nullement blessé la conscience publique qui les a acceptées et approuvées.

Il s'agit, d'ailleurs, de ne pas oublier que la liberté n'est respectable que dans la mesure où elle le mérite; toutes les libertés ne sont pas également dignes d'attention; or, on peut se demander, avec le docteur Legrain, si vraiment la liberté d'un ivrogne est, en soi, chose si respectable ⁽¹⁾; le mauvais usage qu'il en fait lui permet-il de l'invoquer? La liberté individuelle a pour limites la liberté d'autrui et l'intérêt social, et la liberté de mal faire n'y a jamais été comprise; si la répression sociale n'atteint pas certaines manifestations de la liberté de mal faire, c'est parce que leur poursuite entraînerait des vexations, des inquisitions dans le domaine de la vie privée, et qu'il en résulterait souvent des lésions de droits,

(1) Legrain, *Du respect de la liberté individuelle dans ses rapports avec la rétention des buveurs d'habitude dans des asiles spéciaux*.

des erreurs qui troubleraient la société plus encore que les infractions qu'elles voudraient atteindre.

La séquestration des buveurs dans un but curatif apparaît d'ailleurs tout à la fois comme une mesure de protection sociale et de protection individuelle ; il faut se garder de la considérer comme une mesure exclusivement ou même principalement pénale ; c'est pour refaire de l'individu dégradé par l'alcoolisme un individu, une valeur sociale, qu'on le soumettra à un internement prolongé. « Qu'est-ce que cette liberté matérielle qu'il s'agit de lui enlever momentanément auprès de cette liberté morale, bien autrement respectable, qu'il a déjà perdue et qu'il s'agit purement et simplement de lui restituer par un traitement approprié » (1) ? Il s'agit de défendre l'individu contre lui-même dans un intérêt social, et tel doit être le double caractère de l'internement forcé, une mesure de répression et une mesure de traitement.

L'ivrogne d'habitude tient à la fois de l'aliéné et du délinquant : il participe de ces deux catégories dans des proportions variables, suivant que sa mentalité est plus ou moins profondément atteinte par l'abus de l'alcool ; c'est un aliéné dangereux pour lui-même, pour sa famille, pour la société ; il compromet l'ordre, la sécurité, la vie de son entourage, c'est un délinquant d'une nature particulière, qui a de nombreux traits de ressemblance avec le mendiant et le vagabond, comme eux, c'est la faiblesse de volonté, l'absence de ressort, le goût de paresse qui le maintiennent dans son état misérable. Or, la loi n'a pas hésité, dans l'intérêt général, à prescrire l'internement des aliénés qui sont une cause de trouble ou de danger, pas plus qu'elle n'a négligé d'ordonner celui des vagabonds, non-valeurs sociales encombrantes et dange-

(1) Legrain, *loc. cit.*

reuses, qu'elle envoie dans les dépôts de mendicité et qu'elle tente d'amender et de reclasser en leur donnant l'habitude du travail. Voilà deux exemples de restrictions graves apportées à la liberté individuelle dans l'intérêt général. Il s'agit là, non pas précisément de peines, mais de mesures de préservation sociale. Les buveurs ont, sur ces deux catégories d'individus, les aliénés et les vagabonds, une certaine supériorité : ce sont des aliénés très souvent guérissables et ce sont aussi des individus dont la moralité est généralement moins atteinte que celle des gens sans aveu dont nous parlons ; bien entendu, ce sont les buveurs curables que nous considérons comme capables de donner après traitement d'aussi satisfaisants résultats, ceux que l'alcool n'a pas encore profondément rongés, qu'il n'a pas conduits au crime et à la déchéance irremédiable.

S'il nous semble que la légitimité de l'internement ne peut être contestée, il faut reconnaître cependant que les garanties les plus complètes doivent être accordées à la liberté individuelle. Si l'on admet, en principe, le droit de la société à séquestrer l'ivrogne, il faut que les conditions dans lesquelles ce pouvoir s'exercera soient soigneusement déterminées, en vue d'éviter tout arbitraire et toute exagération ; la question sur laquelle des divergences sérieuses peuvent s'élever est celle de savoir quelles catégories de buveurs la mesure d'internement pourra atteindre, et comment on assurera l'observation des conditions exigées ⁽¹⁾. La détermination exacte de l'état de démence pouvant justifier un internement est, les aliénistes le proclament tous, une question des plus délicates ; combien encore il est plus difficile, semble-t-il, de déterminer dans quels cas l'ivrogne devra subir l'internement, quand il

(1) V. Muteau, *Examen juridique du projet de création d'asiles spéciaux*.

sera possible de le lui infliger sans empiéter sur la liberté qu'il a légitimement droit de conserver, quand l'intérêt social exigera cette intervention exceptionnelle. Il s'agit, somme toute, de savoir quand le danger que l'ivrogne fait courir à ses concitoyens est assez caractérisé pour motiver l'envoi dans un asile. Une législation bien comprise sur cette matière doit déterminer les cas où l'internement est nécessaire, les conditions dans lesquelles s'effectueront l'entrée et la sortie, l'autorité compétente, et la réglementation générale des asiles, afin de laisser aux intéressés toutes les garanties légales qu'ils peuvent réclamer.

Pour la détermination des cas qui tomberont sous le coup de la loi, il faut considérer la gravité du péril qu'ils font courir à la société; cela nous amène immédiatement à constater l'existence d'une première classe de buveurs : les alcooliques à tendances dangereuses, malfaisantes et criminelles; il y a tout d'abord ceux qui se sont rendus coupables d'un crime ou d'un délit sous l'influence de troubles alcooliques; ceux là, condamnés ou acquittés, doivent être l'objet d'une mesure d'internement forcé plus ou moins longue; il apparait comme certain que, pour ceux là, le traitement de l'alcoolisme est indispensable ⁽¹⁾; s'ils sont acquittés, il seront séquestrés immédiatement; s'ils sont condamnés, ce sera à l'expiration de leur peine qu'on les enverra à l'asile. Ces buveurs constituent l'une des catégories dont l'*Inebriates Act* de 1898, en Angleterre, ordonne l'internement ⁽²⁾. Le danger s'est ici mani-

(1) Il y aurait utilité dès à présent à soumettre les condamnés de cette catégorie au régime abstinencier pendant la durée de leur peine, comme le conseille le docteur Joffroy.

(2) La loi de 1898 décide que toute personne convaincue d'un délit ou d'un crime entraînant l'emprisonnement ou la servitude pénale, si le délit a été commis sous l'empire de la boisson, si l'ivrognerie en est une des causes, ou si le coupable a l'habitude de la boisson, peut être frappée d'une condamnation à l'internement, qui s'ajoutera à la peine principale ou s'y substituera. — Rapport Legrain, *loc. cit.*

festé par un acte qui exige la mise hors d'état de nuire du coupable, responsable ou non; il n'y a pas de contestation possible.

En second lieu, il y a des buveurs qui, sous l'influence de l'alcool, se montrent menaçants pour leur entourage, manifestent des velléités criminelles, tentent d'exécuter des actes brutaux, et par leur turbulence mettent en péril la personne de tous ceux qui les approchent; ceux-là aussi, sans avoir effectivement accompli d'actes délictueux, montrent suffisamment qu'ils sont à craindre pour que l'internement puisse les frapper; d'autres ne font pas preuve d'intentions criminelles, mais peuvent constituer néanmoins un danger pour leur voisinage, par la gravité des imprudences qu'ils commettent sous l'empire de la boisson; tels sont en particulier les buveurs chargés de fonctions délicates, pour lesquels une répression plus sévère de l'ivresse accidentelle nous a paru nécessaire; bien d'autres cas peuvent se présenter; ici encore, la question n'est pas douteuse, il y a danger certain que l'on doit conjurer en prenant une mesure de séquestration ⁽¹⁾.

La séquestration apparaît ici comme préventive, puisqu'elle intervient seulement après des menaces, et non après des actes accomplis; il faut bien se persuader que si l'on ne prenait pas d'ores et déjà cette mesure de protection, on aurait bientôt à déplorer quelque accident, si on laissait l'alcoolique dans les conditions où il s'affirme comme un danger imminent; dans la plupart des législations qui admettent l'internement, l'ivrogne dangereux est particulièrement visé; il en est ainsi dans le projet allemand et dans le projet autrichien, de même que dans l'Habitual drunkard's Act de 1879 ⁽²⁾ et

⁽¹⁾ Muteau, *loc. cit.*

⁽²⁾ Il est curieux de constater que la loi anglaise de 1898 ne range pas l'ivrogne « dangereux pour lui même ou pour autrui », parmi ceux dont elle autorise l'inter-

dans la loi de New-York de 1865; les autres lois, si elles ne le désignent pas explicitement, le comprennent dans une définition générale.

En dehors des buveurs à tendances dangereuses, l'asile doit recevoir une autre catégorie, celle des récidivistes de l'ivresse, tombés déjà plusieurs fois sous le coup des mesures répressives; l'individu condamné pour ivrognerie un certain nombre de fois dans un délai donné peut être considéré par là même comme un buveur invétéré, sur lequel les mesures pénales d'avertissement n'ont aucun effet, et envers lequel il faut user de mesures de traitement forcé; ce sont ces récidivistes que la loi de 1873 ne peut utilement atteindre; la peine les frappe sans les amender; en général même, elle les dégrade encore. M. Laboulaye, lors de la discussion de la loi, avait proposé de faire subir à ces condamnés leur peine de prison dans des hôpitaux d'ivrognes, organisés à l'instar de ceux des Etats-Unis; la proposition n'eût pas de succès, et cependant, quoique insuffisante, cette mesure aurait eu de bons résultats. Il est indispensable, si l'on se décide à réformer la législation de l'ivrognerie, qu'une disposition de ce genre y prenne place, car c'est le seul moyen de ne pas laisser la société entièrement désarmée contre les alcooliques endurcis. On peut considérer qu'après trois condamnations pour ivresse dans le délai d'un an, l'ivrognerie est suffisamment déclarée et prouvée par des actes extérieurs pour que la loi ne frappe pas arbitrairement le buveur; lors donc qu'un buveur serait amené pour la quatrième fois devant le juge, celui-ci devrait prononcer une peine d'internement, plus ou moins longue, dans un asile d'ivrognes ⁽¹⁾.

nement forcé; il est simplement soumis, par l'Act de 1879, à l'obligation de subir l'internement qu'il s'est volontairement imposé; cette contrainte volontaire ne semble pas devoir parer à toutes les nécessités de la situation.

(1) L'Inebriates Act de 1898, ordonne l'internement après trois condamnations en

Il faut enfin considérer le cas des aliénés ou des délirants alcooliques, dont les troubles cérébraux sont dus à la boisson, et qui, sans présenter de dangers pour leur entourage, ont été mis en traitement dans un asile; ce sont les seuls alcooliques dont actuellement on puisse s'occuper en France, avec la loi de 1838; ce sont ceux que l'on a réunis à Ville-Evrard depuis 1894; pour ces aliénés, la guérison des troubles peut survenir très vite, et la libération est obligatoire; pourtant il est certain qu'ils ne sont pas guéris par ce court séjour de leurs habitudes d'intempérance, cause de leur maladie, et qu'un traitement d'une certaine longueur s'impose dans leur intérêt, si l'on veut leur éviter des rechutes dont la gravité ira en empirant. On devra donc décider également qu'après la guérison de l'aliénation, on pourra les garder en traitement dans un asile de buveurs ⁽¹⁾.

Dans les cas que nous venons d'énumérer, l'ivrogne s'est lui-même dénoncé à l'attention publique par quelque manifestation extérieure grave, délit, menaces, turbulence, aliénation, infractions répétées à la loi sur l'ivresse; on peut se demander s'il est possible d'étendre encore le champ d'application de l'internement et d'atteindre un plus grand nombre d'ivrognes; généralement les lois étrangères vont plus loin; quelques-unes même limitent très vaguement l'application de la mesure. Il s'agit de savoir si l'on veut atteindre l'ivrogne d'habitude en général, ou seulement un nombre assez restreint d'individus, dont beaucoup, malheureusement, sont déjà à peu près incurables; il ne faut pas hésiter à déclarer que, si l'on veut obtenir de l'internement forcé de bons résul-

un an; la même disposition a pris place dans le projet autrichien de 1895, *Rev. pénit.*, déc. 1896.

(¹) Cette mesure est explicitement prévue dans le projet autrichien; elle est impliquée par les dispositions de la plupart des lois (Massachusetts, New-York, Saint-Gall, Allemagne, Norvège). — *Rev. pénit.*, *loc. cit.*

tats, si l'on veut atteindre le plus grand nombre possible d'alcooliques guérissables, on doit élargir le plus possible le domaine de la loi, et ne pas se contenter de demi-mesures. L'autorité ne peut intervenir d'office, pour ordonner un internement que lorsqu'il y a un scandale ou une manifestation dénonciatrice ; il conviendrait, pour étendre son action, de sanctionner également les demandes à fin d'internement présentées par des tiers, famille ou voisins de l'ivrogne, qui ont à souffrir de son vice, ou même présentées par le buveur lui-même désireux de se guérir ; ainsi l'on obtiendrait la possibilité de traiter un grand nombre d'individus, moins gravement atteints, et plus curables par là même, que ceux que l'autorité peut elle-même frapper.

Les internés volontaires fournissent le principal contingent des asiles de Suisse, d'Allemagne, et récemment encore d'Angleterre ; ils constituent une classe de buveurs éminemment guérissables, puisqu'ils désirent leur guérison, et qu'ils ne s'internent dans un asile que pour se soumettre à une discipline, que leur faible volonté ne leur permet pas de s'imposer au dehors. L'engagement qu'ils prennent à leur entrée dans l'asile ne les oblige que moralement, quelquefois pécuniairement, si la législation du pays ne sanctionne pas l'internement. Cette sanction de l'internement volontaire a été la première tentative faite par la loi anglaise ; l'Act de 1879 a pour but de donner la consécration légale à l'engagement du buveur qui demande à se guérir. La demande, soumise à certaines formes légales, impose à l'ivrogne, si elle est acceptée, une contrainte, l'oblige à demeurer à l'asile jusqu'à l'expiration de son engagement, et le soumet, en cas d'infraction, à des mesures disciplinaires ⁽¹⁾ ; un amendement introduit en

(1) La demande doit être formulée par l'ivrogne, accompagnée de l'attestation de deux témoins, certifiant l'ivrognerie notoire, et contresignée par deux juges de

1898 décide qu'au cas d'évasion, le temps passé hors de l'asile ne compte pas dans le traitement et que l'évadé peut être l'objet d'un mandat d'arrêt. L'internement volontaire est également admis et sanctionné par la plupart des lois en vigueur ou projetées ⁽¹⁾.

En second lieu, il y a des ivrognes dénoncés par leur famille, par leurs voisins, par la notoriété publique à l'autorité ⁽²⁾; ici la question est plus délicate, et il y a lieu de réunir tous les éléments de protection pour éviter l'arbitraire; cette disposition permettrait d'obtenir l'internement de tout buveur quelconque, que ses parents ou son entourage jugeraient gênant ou désagréable; sans aucun doute, une disposition aussi large pourrait être la source de bien des abus, de séquestrations arbitraires sur la demande de parents malveillants ou cupides, comme on en voit parfois dans les asiles d'aliénés, malgré les précautions prises par la loi; l'arbitraire serait beaucoup plus facile s'il s'agissait d'un ivrogne, car le diagnostic est ici encore plus délicat; la notoriété publique ne sera pas non plus un guide sûr et impartial. Il est nécessaire, si l'on admet l'internement par ces procédés, de l'entourer d'un certain nombre de garanties; il ne faut, certes, pas se priver d'un moyen excellent de multiplier les cures, mais il faut en délimiter l'application, et il s'agit tout d'abord de bien définir ce que l'on entend par buveur ou

paix de district (un seul, depuis 1898); l'Act de 1898 porte la durée maxima d'internement à deux ans, et permet les prolongations et réadmissions dans les mêmes formes que la demande d'entrée (Legrain, rapport cité).

(¹) En particulier: loi de Saint-Gall; projet de Genève; projet autrichien; loi de Massachusetts (*Rev. pénit., loc. cit.*).

(²) Les lois qui admettent ce mode d'internement sont nombreuses; ce sont la loi de Saint-Gall, la loi de Massachusetts, la loi de New-York, les projets autrichien, allemand, de Genève. Seule la loi anglaise ne prévoit pas ce mode. — V. *loc. cit.*

ivrogne d'habitude, quel trouble social doit causer un buveur pour mériter d'être interné.

Les législations étrangères qui admettent dans une large mesure la séquestration des buveurs comprennent d'ordinaire toutes les catégories dans une définition générale ; la définition est plus ou moins précise, et laisse par suite plus ou moins de champ à l'arbitraire. Les unes se contentent de poser en principe que l'internement des ivrognes est autorisé, sans spécifier autrement ; telle est par exemple la loi de Massachusetts, qui déclare que « quiconque s'adonne ou est sujet à la dipsomanie ou ivrognerie habituelle, soit en public, soit en particulier », peut être interné ⁽¹⁾. D'autres déterminent les conditions auxquelles un ivrogne est considéré comme buveur d'habitude passible d'un internement ; d'après la loi anglaise, l'« habitual drunkard » est celui qui « ne pouvant pas être considéré légalement comme aliéné, est cependant, par suite de l'habitude qu'il a contractée de boire avec excès des liqueurs enivrantes, soit dangereux à certains moments pour lui-même ou pour autrui, soit incapable de diriger sa personne et de gérer ses affaires ». Voilà une définition très nette et qui ne laisse pas comme la précédente une liberté d'appréciation illimitée. La définition donnée par les juristes allemands s'en rapproche sensiblement : « Le buveur habituel est un homme qui est notoirement adonné à la boisson régulière et périodique, dans une telle mesure qu'il a plus ou moins perdu l'empire sur lui-même et la capacité d'avoir soin de ses affaires et qu'il devient dangereux pour lui-même et pour son entourage » ⁽²⁾.

(1) Lois de Massachusetts, 1885, 1889. — De même, la loi de Saint-Gall vise « les personnes qui s'adonnent habituellement à la boisson ». Le projet norvégien parle de « l'ivrogne habituel ». — V. *loc. cit.*

(2) De même : projet de Genève, sur les alcooliques qui peuvent troubler la
Fochier 13

Il nous semble que l'état de l'alcoolique est suffisamment caractérisé par ces définitions; on admet tout d'abord que l'alcoolique dangereux pour autrui ou pour lui-même doit être interné; en outre, on considère que l'internement peut légitimement être appliqué à celui que des excès répétés de boisson rendent incapable de se conduire et de s'occuper de ses affaires; cela vise le buveur qui par sa passion cause la ruine de sa famille, lui est à charge et l'entraîne dans la misère, qui marche par la paresse au vagabondage et au crime; sans doute, il est particulièrement nuisible, ce buveur engourdi par l'alcool, devenu une non-valeur, une charge pour la société, et la mesure de correction qu'on lui fera subir le régénérera peut-être; il ne faut pas hésiter à l'appliquer très largement, car elle permettra d'arracher une quantité d'individus et de familles à la déchéance et à la pauvreté, de transformer ces buveurs en travailleurs. On ne peut refuser d'admettre la nécessité de cette mesure, et dans ce cas, il faut laisser aux intéressés, c'est-à-dire à la famille, la faculté de dénoncer l'alcoolique et de réclamer son traitement; on pourrait également, comme le fait la loi de Saint-Gall ⁽¹⁾, donner cette faculté au Conseil municipal de la commune, à la charge de laquelle retombent les indigents que crée la passion de l'ivrogne. On admettra donc l'internement de tout individu coutumier des excès de boissons, et conduit manifestement par l'alcoolisme à la misère, à l'incapacité de soutenir sa famille, ou à la mendicité; cette catégorie d'ivrognes est une plaie sociale.

sécurité publique, celle de leur famille, ou sont dangereux pour eux-mêmes, définition plus restreinte; loi de New-York : « L'ivrogne qui a perdu le contrôle de lui-même, est incapable, par suite d'intempérance, de vaquer à ses affaires et est dans un état tel qu'il est dangereux de le laisser libre ». — V. *loc. cit.* — Vidal, *loc. cit.*

(1) Il en est de même dans le projet autrichien.

Tels sont les cas déjà nombreux auxquels notre législation pourrait appliquer l'internement dans un asile ; cela suffirait à garantir la sécurité générale et à sauver la plupart des malades guérissables ; il n'y aurait rien, dans ces dispositions, qui pût porter atteinte aux droits individuels ; elles rentrent dans les limites que la société ne peut dépasser pour sa défense, mais qu'elle est en droit d'atteindre, lorsqu'un péril aussi pressant que celui de l'alcoolisme la menace, plus effrayant de jour en jour ; à un mal enraciné, il faut opposer des remèdes radicaux et énergiques ; ils sont ici commandés aussi bien par l'intérêt des buveurs que par celui de la société. Cependant, si, théoriquement, il nous semble que la loi ait le droit d'étendre ainsi son action, c'est à la condition que, pratiquement, les garanties les plus complètes soient accordées aux droits individuels, de façon à les protéger contre toute lésion. Il s'agit, dans ce but, d'examiner la question du mode d'internement et de libération.

Deux systèmes sont admissibles pour la décision prononçant l'internement ; l'internement peut être prononcé par l'autorité administrative ou par l'autorité judiciaire. L'internement par mesure administrative, c'est le système consacré par la loi de 1838 sur les aliénés ; il offre l'avantage de décharger les tribunaux d'un très grand nombre de décisions, mais il nécessite cependant, dans l'intérêt de l'individu, la faculté pour l'autorité judiciaire de faire cesser l'internement quand elle le juge attentatoire à la liberté. Ce système de placement, fort discuté déjà quand il s'applique aux aliénés, semble tout à fait inadmissible en ce qui concerne les buveurs ; il n'y a d'ailleurs qu'une loi étrangère qui songe à l'appliquer à cette catégorie de malades ⁽¹⁾. Celles qui admettent avec le plus

(1) C'est la loi de Saint-Gall, qui laisse à l'administration la responsabilité des internements ; d'ailleurs elle maintient des formalités protectrices qui garantissent

de rigueur l'application de l'internement, la loi du Massachusetts par exemple, n'autorisent cette mesure qu'en vertu d'une décision judiciaire, pour les buveurs comme pour les aliénés, d'ailleurs. Il faut donc, pour garantir efficacement la liberté, admettre que le placement des ivrognes aura lieu à la suite d'un jugement ; l'appréciation de l'état qui peut nécessiter un internement est chose trop délicate pour qu'on la laisse sans contrôle à l'autorité administrative, si souvent accusée, à tort ou à raison, d'opérer des séquestrations arbitraires ; comme le dit fort bien le D^r Marandon de Montyel, « du moment qu'on est contraint, dans un intérêt quelconque, fût-ce même dans celui de l'individu, de priver un homme de sa liberté, il est inadmissible qu'une autre autorité que celle chargée précisément de veiller sur elle, intervienne » (1). Avec la garantie du contrôle judiciaire, il est certain que les droits de l'individu seront sauvegardés suffisamment et qu'il n'y aura pas lieu de craindre des applications arbitraires de la loi ; le libéralisme souvent excessif et quelque peu imprudent dont nos tribunaux font preuve à l'égard des aliénés est fait pour rassurer les consciences inquiètes.

Toutes les lois étrangères, avons-nous dit, exigent que l'internement soit précédé d'un jugement, dont les formes diffèrent suivant les pays ; c'est la solution la plus normale dans la loi française. Ce jugement sera rendu par les tribunaux

la liberté presque autant qu'un jugement ; la décision est prise à la suite d'une délibération du Conseil municipal, en présence d'un certificat médical déclarant « la passion de boire et la nécessité du placement afin d'obtenir la guérison ». Cette ordonnance est communiquée à l'intéressé qui peut en appeler au Conseiller d'Etat, la certification du Conseiller est indispensable pour rendre exécutoire le placement. Le Conseil municipal est d'ailleurs intéressé à ne pas prononcer témérairement l'internement, car les frais d'entretien du buveur sont mis à la charge de la caisse des pauvres. — V. Magnan, *loc. cit.*

(1) Marandon de Montyel, *Le traitement de l'alcoolisme et la liberté individuelle.*

répressifs compétents saisis de l'infraction, lorsqu'il s'agira d'interner un ivrogne délinquant, condamné ou acquitté pour le fait poursuivi, ou un ivrogne récidiviste, déjà condamné pour ivresse. Ici, pas de difficultés : l'internement est une condamnation, c'est la suite d'une instance dans laquelle la preuve de l'ivrognerie, de son caractère dangereux ou de sa persistance a été faite. L'action publique s'est emparée de la cause, elle a été mise en mouvement par l'initiative du ministère public, sans qu'une intervention particulière ait été nécessaire ; il ne s'agit ici que d'actes délictueux que le pouvoir social a le devoir de réprimer spontanément.

Il y aurait également lieu, pour le ministère public, d'exercer son initiative lorsque l'ivrogne, sans commettre d'acte délictueux, causerait un scandale public par des menaces, menaces par paroles ou par gestes, toutes les fois qu'il se dénoncerait publiquement comme dangereux ; mais alors la compétence et les formes seraient différentes ; l'internement apparaît ici beaucoup moins comme une peine que comme une mesure de préservation, ce qui rentrerait dans la compétence des tribunaux civils. Dans tous les autres cas, d'ailleurs, le ministère public ne peut, en fait, agir seul ; il faut une dénonciation des intéressés, appelant son attention sur des faits d'ordre privé qui peuvent motiver la séquestration ; les intéressés, avons-nous dit, seront les voisins, s'il s'agit d'un ivrogne dangereux ; les parents, ou le Conseil municipal, dans les autres cas. S'il s'agit de l'internement d'un mineur, la requête devra être présentée par le père ou le tuteur ; si c'est un majeur, le conjoint et les proches parents posséderont ce droit. Mais jamais cette demande ne devra suffire à faire décider l'internement, et toujours un jugement devra statuer.

La décision judiciaire prononçant l'internement ne peut

être rendue qu'après une enquête consciencieuse, qui garantira l'intéressé contre une mesure précipitée ; c'est ainsi que le comprennent les lois que nous avons eu l'occasion de citer ; tout d'abord, un examen médical, par un ou plusieurs médecins ; la loi de Massachusetts exige même qu'ils n'appartiennent à aucun asile public ou privé d'aliénés ou d'alcooliques ; le certificat médical est la première pièce nécessaire à l'instruction de la requête ; ensuite, on pourra prendre des renseignements, entendre des témoins, afin de pouvoir apprécier le plus exactement possible l'état de l'individu dénoncé comme alcoolique à interner ; cette enquête préparatoire peut être utilement faite par le juge de paix, qui sera assez près des intéressés pour opérer rapidement. L'enquête terminée, la comparution devant le magistrat ou le tribunal chargé de statuer aura lieu ; il est nécessaire, sauf le cas de danger, que l'intéressé soit appelé, que la discussion de la requête ait lieu en sa présence, contradictoirement, et qu'il puisse alors faire valoir ses moyens de défense, s'il en a ou s'il est capable d'en présenter. Dans ces conditions, une mesure arbitraire sera rendue à peu près impossible. En dernier lieu, avant de rendre son arrêt, le tribunal entendra les conclusions du ministère public, puis il prononcera. On peut admettre encore, comme garantie complémentaire, la possibilité d'un appel de cette décision. Quant au tribunal compétent, ce sera le tribunal civil, qui est actuellement chargé de résoudre les questions concernant les aliénés ; une objection se présente aussitôt contre l'idée du débat contradictoire, c'est l'inconvénient de la publicité donnée par là-même aux résultats de l'enquête, la violation du secret des familles, qui peut être très préjudiciable à l'alcoolique et à ses proches ; c'est une objection dirigée généralement contre le système de l'intervention judiciaire, mais que l'on peut facilement écarter en décidant

que toutes les causes de cette nature seront portées devant la chambre du conseil du tribunal, ce qui assurera aux débats un secret suffisant, tout en donnant des garanties notables.

Ce système, qu'a préconisé M. Vidal ⁽¹⁾, se rapproche des systèmes adoptés par les auteurs des projets de Genève et d'Afrique; à Genève, il existe une Chambre spéciale, la Chambre des tutelles, que l'on charge de statuer sur la question du placement; en Autriche, c'est le tribunal civil. Le placement a toujours lieu après examen médical, instruction contradictoire et débat en présence de l'intéressé; dans les cas où il s'agit d'ivrognes délinquants, ce sont les juridictions pénales qui prononcent; ces deux lois admettent également la possibilité d'un appel. Au reste, la loi de Massachusetts organise un système analogue, qui diffère surtout de celui que nous venons d'exposer par le caractère particulier de l'organisation judiciaire américaine, mais accorde aux intéressés les mêmes garanties ⁽²⁾.

Il reste une question à trancher, c'est le mode d'interne-

(1) Vidal, *loc. cit.*

(2) Projet de Genève : l'internement forcé a lieu sur demande des parents, et est prononcé par la Chambre des tutelles; on doit présenter une requête accompagnée d'un mémoire justificatif et d'un certificat médical; après audition contradictoire, le ministère public entendu, la Chambre prononce; la décision est susceptible d'appel.

Projet autrichien : le tribunal civil statue sur la demande présentée par les parents, le tuteur ou l'autorité municipale, après une instruction en présence de l'intéressé; l'appel est toujours possible.

Loi de Massachusetts : la personne qui demande l'internement d'un alcoolique doit produire un certificat de deux médecins, n'appartenant à aucun asile, qui ont dû examiner personnellement l'individu et recueillir en outre des renseignements sur son compte; ce certificat énonce les faits et déclare l'internement nécessaire. Le juge de paix doit légaliser cette pièce et faire une enquête sur l'ivrogne; il joint les renseignements recueillis au certificat médical et adresse le tout au juge de district, de comté ou de la Cour suprême, également compétents. Le juge prend alors un arrêté de placement, en vertu duquel ordre est donné au shérif et à ses subordonnés de saisir l'ivrogne et de l'amener à l'hôpital. Un appel est possible auprès d'une juridiction supérieure.

ment des alcooliques qui demandent eux-mêmes à être traités; les internés volontaires méritent un certain intérêt, et la sanction de leur internement a pour but de les protéger contre eux-mêmes, en les obligeant à accomplir leur temps de traitement. On peut considérer l'engagement qu'ils signeront en entrant à l'asile comme un contrat, obligeant, d'une part, le directeur de l'asile à le soigner, et d'autre part, l'ivrogne à subir le temps accepté; c'est ainsi que la loi anglaise comprend l'internement volontaire, et les violations de l'engagement pris par le malade sont énergiquement sanctionnées. M. Muteau, qui a étudié la question au point de vue de la législation française ⁽¹⁾, considère l'engagement du buveur comme un contrat synallagmatique, dont l'inexécution ne pourrait entraîner que le paiement de dommages-intérêts, par le motif que l'on ne peut faire de contrat en vue d'aliéner pour un temps donné sa liberté; cela est exact s'il s'agit de contrats ordinaires, mais ici le cas est très spécial. Cette obligation aux dommages-intérêts ne peut être d'ailleurs une sanction effective que pour ceux qui sont en état de payer leurs frais de pension à l'asile; or, ils sont en nombre très faible; la plupart des alcooliques qui auraient besoin d'être traités sont des indigents vis à vis desquels l'effet d'une clause pénale sera nul, c'est-à-dire que les internements volontaires n'auront aucune efficacité ⁽²⁾. Mais il ne s'agit pas là, croyons-nous, d'un contrat analogue au contrat de travail, par exemple, pouvant être rompu moyennant le paiement de dommages-intérêts. C'est un engagement auquel, dans l'intérêt général, on doit attacher des conséquences spéciales, restreignant la liberté de l'individu; ne peut-on pas citer, à titre d'exemple, une convention par laquelle un individu aliène pour un temps

⁽¹⁾ Muteau, *loc. cit.*

⁽²⁾ V. Marandon de Montyel, *loc. cit.*

sa liberté, et sous des sanctions autrement graves que celles qui résulteraient de l'entrée à l'asile : c'est l'engagement ou le rengagement militaire ; voilà un exemple de contrat restrictif de la liberté, par lequel on peut se soumettre volontairement à un régime disciplinaire organisé en vue de l'intérêt général.

Des considérations très sérieuses peuvent appuyer la conception d'un contrat particulier, faisant naître au profit de l'administration de l'asile, représentant la puissance publique, le droit de coercition et de rétention forcée ; c'est tout d'abord ce fait que les internés pouvant solder leurs frais sont rares, et que l'on n'aura aucune action sur les indigents ; s'il y a un intérêt à les soigner, ces volontaires, il y a d'autre part intérêt à protéger les asiles, tout d'abord, dans l'intérêt du traitement, ensuite les finances de l'Administration ou de l'établissement public, à la charge de qui seront les frais d'entretien des buveurs, contre un certain nombre de paresseux plus ou moins ivrognes, qui trouveraient bon de se faire interner de temps à autre, sans qu'il leur coûtât rien, et vis à vis desquels on serait désarmé par leur indigence et leur insolvabilité ; ces fantaisistes encombrement trop souvent l'asile de Ville-Evrard ; il ne faut avoir comme volontaires que des individus désirant guérir, disposés dans cet espoir à faire le sacrifice momentané de leur liberté, et sachant bien qu'il y aura des sanctions effectives à leur engagement.

Néanmoins, il faut que cet engagement soit soumis à des formalités particulières, dans le but d'avertir l'ivrogne, de lui bien faire sentir toute la gravité de l'obligation qu'il s'impose, et dans le but, également, de ne laisser entrer dans les asiles que des alcooliques ayant besoin d'un traitement ; il faut que le directeur de l'asile soit toujours libre de refuser une admission, s'il la juge préjudiciable à son établissement

ou inutile ; il faut, en outre, que le solliciteur ait subi un examen médical sérieux, et qu'il puisse présenter un certificat énonçant son état et l'utilité du traitement ; en outre, il faut pour authentifier la demande d'internement, pour justifier la force de loi, en quelque sorte, que prend la convention, l'intervention d'un magistrat, tel que le juge de paix, pour la légalisation de la requête ; c'est le système qu'adoptait, en 1879, l'*Habitual drunkard's Act*. Tout internement volontaire qui n'aurait pas été accompagné de ces formalités ne pourrait entraîner aucune autre conséquence que des dommages-intérêts pour non-exécution d'un contrat ; par contre, la demande faite dans les formes et acceptée soumettrait le buveur au régime de l'internement forcé. Toutefois, on peut lui laisser cette garantie, que la loi anglaise accorde à l'interné volontaire, de pouvoir réclamer à la justice sa mise en liberté si la guérison est acquise avant l'expiration du délai.

Il est possible de concevoir un autre système d'internement volontaire que celui de l'engagement ; c'est le système pratiqué par l'Etat de Massachusetts, celui du jugement. D'après la loi de 1885, tout internement, même sur la demande de l'intéressé, ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un jugement ; la requête est instruite comme une requête présentée par un tiers, et le juge rend un arrêt ; on évite ainsi les difficultés que peut présenter le système de l'engagement, car, si le buveur perd sa liberté, c'est en vertu d'une décision judiciaire et non par un acte de sa volonté. Ce système original peut être avantageux dans l'intérêt de l'individu, comme dans l'intérêt de l'asile ; il est certain que, de cette façon, on n'internera que les ivrognes dont le traitement sera nécessaire, et à bon escient ; il écarte les buveurs que la perspective d'un séjour à l'asile, limité à leur gré, séduirait, et qui ne s'exposent peut-être pas à un jugement dont ils ne peuvent pré-

voir la sévérité. Cependant, il nous semble que le système de contrainte volontaire, tel qu'il est organisé en Angleterre, suffit; le principal inconvénient du système américain serait d'augmenter encore la tâche des tribunaux, rendue lourde déjà par les internements forcés.

Pour quelle durée les tribunaux pourront-ils prononcer l'internement? Il est bon que la loi, dans l'intérêt des internés, fixe une durée maxima que les juges ne pourront dépasser, une limite au delà de laquelle on suppose, d'après les résultats pratiques, que la guérison est acquise ou impossible à acquérir; ce temps est suffisamment long s'il atteint deux ans ⁽¹⁾; un ivrogne que deux ans de séjour à l'asile n'ont pu guérir est très vraisemblablement un incurable, et il y aurait abus à le maintenir séquestré sans profit; il ne faut pas non plus qu'il encombre indéfiniment l'établissement. Il y a des législations, cependant, qui ne fixent aucun maximum et s'en remettent au juge pour l'appréciation de la durée nécessaire au traitement ⁽²⁾. Quant au minimum, il est indispensable d'en fixer un pour les internements volontaires, si on veut les rendre efficaces, et surtout si l'on veut écarter ceux qui n'ont pas le vif désir de se traiter; six mois au moins sont nécessaires, de l'avis des spécialistes, pour réussir une cure. Pour les internements forcés, le minimum est moins utile; il pourra avoir l'inconvénient d'empêcher le juge de prononcer certaines séquestrations s'il estime ce minimum trop long pour le cas particulier; plusieurs lois ont adopté le système du minimum ⁽³⁾. D'ailleurs la solution de cette question dépend de la

⁽¹⁾ C'est le terme adopté par le projet autrichien; la loi de Saint-Gall ne dépasse pas dix-huit mois, sauf prolongation. La loi anglaise limite à trois ans l'internement pénal et à deux ans l'internement volontaire; la loi de Massachusetts admet deux ans. — V. *loc. cit.*

⁽²⁾ Projet de Genève. — V. *loc. cit.*

⁽³⁾ Loi de Saint-Gall, neuf mois; projet de Genève, six mois. — V. *loc. cit.*

façon dont on en résout une autre que nous allons examiner.

Pour la fixation du temps d'internement, divers systèmes peuvent se présenter : la fixation *a priori*, ou la sentence indéterminée ; à la fin de l'internement, au cas où le terme est fixé à l'avance, on peut admettre une prolongation. Dans le premier système, le juge, en ordonnant le placement de l'alcoolique, décide qu'il est interné pour telle durée, calculée sur l'époque de sa guérison présumée ; le temps expiré, si la guérison n'est pas acquise, il est bon que l'on puisse prolonger l'internement pour ne pas rendre le traitement inefficace en l'interrompant trop tôt. Ce système est adopté par la loi anglaise et la loi de Saint-Gall, ainsi que par le projet de Genève ; la prolongation doit être décidée dans les mêmes formes que l'internement, par l'autorité même qui a déjà statué. On doit considérer, d'autre part, que la guérison peut être obtenue avant le terme fixé, et que, dans ce cas, il y aurait abus à séquestrer le buveur jusqu'à expiration du temps. Dans ce cas, il est bon de pouvoir le libérer par anticipation ; ce complément du système n'est adopté que par l'une des lois (celle de Genève) qui admet une diminution de traitement dans les mêmes formes que la prolongation. Cette adjonction corrige un défaut de l'internement à terme fixe, mais alors il se rapproche beaucoup du second système que l'on peut proposer, celui de l'indétermination.

Dans le système de l'indétermination, le tribunal prononce uniquement qu'il y a lieu d'interner l'alcoolique ; il est entendu qu'une fois remis aux mains de l'administration des asiles, il ne sera libéré que guéri ; dans ce système, il est nécessaire de fixer une durée maxima, après laquelle le buveur guéri ou non sera libéré, sauf à prendre à son égard des mesures, non de traitement, mais de protection sociale. L'administration aura ainsi la faculté de procéder au traite-

ment en toute liberté, et ne sera tenue de relâcher l'ivrogne que lorsqu'elle considèrera la guérison comme assurée. Ce système apparaît comme pratiquement préférable au précédent, surtout s'il est complété par la libération conditionnelle; il permet de mesurer exactement le temps de l'internement sur les nécessités du traitement, et débarrasse les tribunaux d'un certain nombre de causes qui leur seraient déférées sans grande utilité; ce qui importe, c'est de laisser à la justice le soin de prononcer l'internement; c'est la mesure grave à propos de laquelle on peut craindre l'arbitraire. Mais une fois le placement opéré, les directeurs et les médecins des asiles seront bien mieux désignés que les tribunaux pour apprécier le degré de guérison.

La libération conditionnelle est, disons-nous, le complément tout indiqué du système de l'indétermination; on pourrait la concevoir également, appliquée au système de la fixation *a priori*. Nous trouvons la libération conditionnelle prévue dans la loi de Massachusetts; c'en est une des dispositions les plus originales; elle est admise par le projet autrichien, mais seulement après un an de séjour à l'asile. C'est dans la loi de Massachusetts qu'il faut étudier cette institution; le juge prononce l'internement sans aucune indication de durée; la loi ne fixe qu'un maximum de deux ans. Lorsque les administrateurs de l'asile constatent la guérison de l'ivrogne qui leur est confié, ils peuvent lui délivrer un « permis de liberté » (1). Le permis de liberté libère l'in-

(1) Loi de Massachusetts, 1889 : « Quand les administrateurs s'apercevront qu'une personne maintenue à l'hôpital ne continue pas à être sujette à la dipsomanie ou à l'alcoolisme, ou que soit par elle même, par ses tuteurs, parents ou amis, il n'y a rien à redouter, ils pourront lui délivrer un permis de liberté, sous telles conditions qu'ils le jugeront, avec faculté de rapporter ledit permis à quelque époque que ce soit avant son expiration. La violation par le porteur du permis de quelque une des clauses ou conditions qu'il contient en entraînera l'annulation ». Legrain, Rapport cité.

terné, moyennant l'exécution de certaines conditions générales ou particulières. Si le libéré fait une rechute, s'il enfreint les clauses de son permis, il peut être réinterné à l'asile pour le temps qui reste à subir ; de plus, et ceci est très particulier, s'il juge lui-même qu'il n'est pas guéri, il peut réintégrer de son propre mouvement l'asile, pour y subir le reste du traitement.

Ce système de la libération conditionnelle, pratiqué au Massachusetts, répond à certaines difficultés du grand problème du traitement, la libération de l'ivrogne ; il faut qu'il se surveille et qu'on le surveille beaucoup dans les premiers temps ; car s'il subit sans défaillance les premiers mois de liberté et de tentations, il est sauvé. La libération conditionnelle, en faisant peser sur lui la menace d'un internement immédiat en cas de faute, contribue pendant ces premiers temps à le rendre prudent ; en outre, en cas de rechute, la réintégration sans retard permet de le remettre en traitement avant que le fruit du premier internement ait été perdu, et qu'il soit retombé dans ses habitudes antérieures. C'est ainsi que la loi en question organise la libération ; en même temps qu'il délivre au malade libéré un permis contenant les conditions de sa mise en liberté, le directeur adresse aux agents de surveillance, aux personnes chargées de suivre l'ancien buveur, de le protéger contre les tentations, et de l'aider à se faire une vie avec des habitudes nouvelles, un avertissement détaillé, où il les informe également des conditions de la mise en liberté, et de la conduite qu'ils auront à tenir vis-à-vis du libéré.

Cet avis est ainsi libellé :

« Les administrateurs de l'hôpital pour les dipsomanes et les ivrognes de Foxborough, ont décidé de relâcher..... sur un permis d'être en liberté à la date du...

» Ceci ne signifie pas qu'il soit libéré ; il est relâché parce que les administrateurs pensent qu'on doit le mettre à l'épreuve pour voir s'il peut s'abstenir de la boisson. Il est relâché moyennant les conditions qu'il :

» 1^o Ne visitera aucune salle de bar et ne fera pas usage de boissons intoxicantes ;

» 2^o Rendra compte de sa conduite au surintendant de l'hôpital en se présentant en personne ou par lettre une fois chaque mois ;

» 3^o (Conditions particulières au malade)...

» Cet avis vous est envoyé afin de vous notifier son élargissement, et les conditions auxquelles il lui est accordé.

» On espère qu'il pourra s'abstenir de boire. Il serait bon qu'il fût occupé constamment, afin qu'il ne puisse avoir le temps de fréquenter les endroits où l'on trouve des tentations. On devra l'empêcher absolument de boire, car s'il peut résister au premier verre, sa guérison est assurée.

» On vous demande de tenir le surintendant informé, par lettre, de la manière dont il se comportera. S'il retombait malade et buvait encore, on s'attend à ce que vous le notifierez de suite au surintendant et aux administrateurs.

» Il arrive fréquemment que, lorsqu'un malade a violé les conditions de son élargissement, il préfère retourner volontairement à l'hôpital. Ceci vaut beaucoup mieux que d'avoir à l'y renvoyer par l'intermédiaire d'un officier envoyé par les administrateurs. N'importe quel malade absent de l'hôpital par suite d'un ordre d'élargissement peut y retourner s'il le désire, à n'importe quel moment, pour y recevoir un traitement ultérieur, qu'il ait manqué ou non aux conditions de son élargissement ».

Sur le permis de liberté délivré au malade, les mêmes instructions sont données ; il est bien averti des conditions de

son élargissement, de même que les personnes chargées de le patronner.

C'est une institution organisée sur ce modèle qui pourrait rendre le plus de services comme complément de la législation de l'internement. La libération conditionnelle avec une surveillance attentive et protectrice est certainement le meilleur mode de libération que l'on puisse adopter ⁽¹⁾.

A la suite d'une législation ainsi comprise, il faut certaines dispositions légales générales réglementant les asiles de buveurs; nous avons vu quelles conditions doit remplir un établissement de traitement-bien conçu; ces asiles peuvent être des asiles publics ou des asiles privés ⁽²⁾, mais tous doivent être soumis à des règles communes. Le règlement intérieur de chaque maison de placement peut être laissé à l'initiative des directeurs et des médecins, sauf quelques prescriptions. En premier lieu, nous avons vu qu'il est essentiel, dans l'intérêt du traitement, de séparer les buveurs curables et incurables; il est vrai que bien des incurables ne se révéleront tels qu'après une cure manquée; il est tout aussi essentiel de séparer les buveurs criminels ou à tendances dangereuses et malfaisantes, des buveurs ordinaires. Ce n'est pas aujourd'hui, que l'on songe à séquestrer à part les aliénés criminels, qu'il serait indiqué de fondre ensemble les deux catégories de buveurs correspondantes. Les lois étrangères prennent parfois soin de spécifier cette séparation des alcooliques dangereux; dans l'hôpital d'Etat, fondé à Foxborough (Massachusetts),

⁽¹⁾ Dans le projet autrichien, après un an, la libération conditionnelle est possible; le libéré est surveillé, et, en cas de rechute, réintégré par mesure administrative. On lui accorde, comme garantie, la possibilité d'adresser une plainte aux tribunaux s'il juge sa rétention illégale; ce complément de garantie est parfaitement admissible. — V. *loc. cit.*

⁽²⁾ Le docteur Legrain préconise l'initiative privée pour la création des asiles. V. Legrain, *Soc. gén. des prisons. Rev. pénit.*, 1897.

par la loi de 1889, on ne peut admettre que les ivrognes pour lesquels il a été prouvé devant le juge « qu'ils ne possèdent pas de mauvaise réputation, ou mauvais caractère, à part leurs habitudes d'alcoolisme ».

Actuellement, par suite des progrès de l'alcoolisme, on peut considérer que le plus grand nombre des aliénés criminels sont des alcooliques; si l'on organise, comme il en a été question, des asiles pour aliénés criminels, les alcooliques criminels y pourraient prendre place, à condition d'être soumis au régime curatif de l'abstinence; mais il vaudrait beaucoup mieux les interner dans des asiles, plus rigoureux que les asiles de buveurs ordinaires, mais organisés d'après les mêmes principes; dans ces asiles pour ivrognes dangereux, on recevrait : les alcooliques criminels, condamnés ou acquittés, et les alcooliques à tendances criminelles ⁽¹⁾. Dans les asiles normaux seraient reçus tous les autres buveurs, les récidivistes, les internés volontaires, les internés sur plainte.

Il reste à s'occuper des ruines de l'alcoolisme, des incurables, que l'on ne peut envoyer dans l'asile de traitement, parce que c'est parfaitement inutile, et que, cependant, il faut interner par mesure de précaution; ce sont des récidivistes endurcis de l'ivrognerie, des paresseux, des vagabonds, atteints plus ou moins profondément dans leur mentalité, moitié déments, moitié pervers, plus ou moins criminels, très fréquemment des héritiers d'alcooliques, fatalement poussés à la déchéance, atteints dès leur naissance de défectuosités du sens moral et de tendances à l'ivrognerie; tous ces malheureux dégradés, sur lesquels aucun traitement curatif ne peut être tenté, ne doivent être l'objet que d'un internement dans des asiles de concentration pour incurables; on

(1) V. Constant, *Les aliénés criminels. Rev. pénit.*, 1898.

tâchera de se débarrasser d'eux en les empêchant de vagabonder; c'est tout ce que l'on peut songer à en faire; néanmoins, ils seront soumis dans ces asiles au régime abstinent (').

Une autre catégorie qu'il faut mettre à part, ce sont les alcooliques aliénés; le projet de loi autrichien spécifie que l'on ne peut recevoir les alcooliques dans les asiles qu'après guérison de l'aliénation; il n'est peut-être pas indispensable que la loi fasse elle-même une distinction que les médecins pourront faire; les alcooliques en état de démence peuvent être soignés, soit dans un quartier spécial de l'asile de buveurs, soit dans un asile d'aliénés, sauf à subir ensuite le traitement ordinaire.

Il y a une disposition touchant le régime intérieur de l'asile qui devra prendre place dans la loi, car elle est fort importante; c'est l'obligation au travail dans l'asile. On sait combien le travail est utile au relèvement du buveur et, de plus, l'obligation donnera au régime de l'asile un caractère plus intimidant, qu'il ne faut pas négliger, l'asile étant un lieu de traitement moral aussi bien que physique. On a pu reprocher à juste titre à la loi de Saint-Gall, comme d'ailleurs à plusieurs lois sur les asiles, d'avoir négligé d'en faire une obligation légale; c'est le seul moyen de lui donner une sanction, qui pourrait être par exemple, la déduction des journées de paresse sur le temps de la séquestration.

Quant à la question du paiement des frais d'internement, s'il s'agit, mais le cas sera rare, d'un buveur solvable, l'établissement aura recours contre lui, à moins qu'il n'exige le paiement avant l'admission; mais, en général, l'ivrogne ne pourra solder ses frais de pension, et, dans ce cas, on pourra

(¹) V. Forel, *La question des asiles pour alcoolisés incurables*. Congrès de Paris, 1899.

procéder comme pour les dépenses des aliénés et les faire supporter par les départements et les communes. Il y aurait cependant un moyen, que préconise le docteur Legrain, de soulager de ce poids les finances publiques ⁽¹⁾. Les buveurs sont capables, en général, de faire d'excellents travailleurs; on peut s'en rendre compte dans le quartier spécial de Ville-Evrard; l'obligation au travail deviendrait ainsi profitable. Il s'agirait, en un mot, de faire des asiles de buveurs des maisons de travail et, qui plus est, d'assistance par le travail; le buveur qui travaille bien est capable de gagner largement en un jour, par le produit de son travail, de quoi subvenir à son entretien, ce qui suffirait pour payer les frais de placement, et en outre, un bénéfice qui devrait être employé à secourir sa famille; l'asile de buveurs ainsi conçu aurait un caractère tout particulièrement moralisateur. L'intéressé y gagnerait sa vie et celle des siens, tout en s'y régénérant par le travail. Cette idée mérite d'être étudiée et pourrait donner, dans l'application, les meilleurs résultats; elle fournit une solution pratique à la question si inquiétante de l'entretien des familles d'ivrognes laissées dans la misère.

Il reste à signaler deux déchéances qui devraient frapper régulièrement le buveur d'habitude, que la loi a édictées dans l'intérêt de la famille et dont on pourrait faire le plus large emploi; l'une, la déchéance de la puissance paternelle, est dès à présent applicable à l'ivrogne; il n'est besoin pour cela d'aucune modification législative; il suffirait que les tribunaux prissent l'habitude de prononcer cette déchéance contre tous les buveurs d'habitude; cette déchéance, qui est destinée à accompagner toute mesure d'internement, a son utilité comme pénalité préventive; « la déchéance paternelle,

(1) Legrain et Antheaume, *loc. cit.*

remarque M. Legrain, constitue une terrible blessure d'amour propre, à laquelle bien peu resteront insensibles » ⁽¹⁾; c'est d'ailleurs une mesure de protection urgente pour les enfants du buveur, qui deviennent alcooliques eux-mêmes trop souvent pour avoir suivi l'exemple du père; il n'est pas besoin que l'ivrogne soit brutal, matériellement dangereux pour les enfants; le danger moral qu'il fait naître n'est pas moins grave que dans la plupart des cas, où, en présence de parents indignes, les juges prononcent la déchéance ⁽²⁾.

En second lieu, l'interdiction est appelée à rendre des services; elle arrêtera l'ivrogne dans la voie du gaspillage et permettra à sa famille de sauvegarder le patrimoine qu'il dilapidait; mais l'interdiction n'est pas, dans l'état de notre législation, applicable à l'ivrogne; la rendre applicable est une réforme qui devrait accompagner, ou peut-être précéder l'institution de l'internement ⁽³⁾. Elle pourra suppléer en partie l'internement, dans des cas où le législateur ne croirait pas devoir l'instituer, et qui nécessiteraient cependant une certaine sollicitude. Parallèle au placement ou indépendante, l'interdiction est admise par un certain nombre des lois que nous avons eu l'occasion de citer; d'après la loi de Saint-Gall, on peut pourvoir l'alcoolique d'un tuteur, avant même que l'internement devienne nécessaire; le Code civil de l'Empire allemand prononce l'interdiction pour cause d'ivrognerie. D'autres législations n'admettent que la nomination d'un curateur pendant l'internement; ce n'est pas suffisant; l'interdiction est une déchéance plus efficace et plus sensible, que l'on ne devrait pas tarder à admettre dans notre droit. La loi

⁽¹⁾ Legrain, *Dégénérescence sociale et alcoolisme*.

⁽²⁾ D'après les statistiques criminelles, la déchéance a été appliquée, pour cause d'ivrognerie, 11 fois en 1892, 3 fois en 1893 et 1894; c'est absolument insignifiant.

⁽³⁾ Projet autrichien; projet de Genève. — V. *loc. cit.*

de 1873, édictant la privation des droits politiques, aurait dû songer à restreindre aussi les droits civils, ce qui était plus pratique et plus urgent ⁽¹⁾.

Nous avons examiné quelle pouvait être, dans ses grandes lignes, une loi sur le traitement des ivrognes ; l'intérêt social qu'il y a, dans une nation profondément attaquée, comme la nôtre, par l'alcoolisme, à arracher au mal le plus possible de victimes, est immense et incontestable ; il est certain d'autre part que l'on peut, avec des asiles bien dirigés, et certes, ce ne sont pas les dévouements qui feraient défaut, guérir plus de la moitié des alcooliques traités ; ceux qui sont guéris complètement constituent de précieux auxiliaires pour la propagande de tempérance. Il faut, pour ce résultat, que la loi permette d'interner avant qu'il soit trop tard les récidivistes, les buveurs dangereux, les paresseux qui courent à la misère. C'est de cette loi qu'il faut attendre les meilleurs résultats curatifs et même préventifs ; c'est par là que l'on pourra atteindre dans leur racine, la criminalité, la misère et la folie, auxquelles l'alcoolisme fournit actuellement le plus fort contingent ; que l'on songe au nombre des ivrognes que, sous le régime actuel, on est obligé de laisser s'intoxiquer sans contrôle, et que l'on doit, en fin de compte, hospitaliser dans les asiles, enfermer dans les prisons, ou les dépôts de mendicité, et qui laissent après eux une famille misérable, et souvent déjà imprégnée d'alcoolisme ; ceux-là, pris à temps, auraient pu redevenir des travailleurs, acquérir une valeur sociale, tandis qu'ils ne sont plus que des éléments de trouble et de démoralisation ; si jamais une loi fut urgente, c'est cette loi de défense sociale, dont l'exemple nous a été donné par l'Amérique, par la Suisse, qui en ont obtenu des résultats

(1) L'interdiction figurait dans le projet Roussel, 1871.

probants. Il y a dans la loi de Massachusetts, dans la loi de Saint-Gall, dans la loi autrichienne, un effort législatif extrêmement digne d'attention, que la France doit imiter au plus tôt, si elle ne veut pas assister, impuissante, à sa propre décadence par l'ivrognerie.

III. *Le patronage des alcooliques libérés.*

« C'est peine perdue, dit le docteur Sérieux, que d'avoir soustrait le buveur pendant quelques mois à la vie commune, que d'avoir atténué ou fait disparaître le besoin de boire, si, une fois ce résultat obtenu, le sujet est purement et simplement rendu à ses occupations habituelles, livré à lui-même et à l'influence pernicieuse d'un entourage qui considère l'usage de l'alcool comme indispensable » ⁽¹⁾. C'est le problème de la sortie, dont nous avons déjà parlé au sujet du mode de libération, qui reste, pour l'ancien ivrogne comme pour le délinquant, la principale difficulté de l'amendement. Le buveur traité, qui paraît guéri, va se retrouver tout à coup, sans entraves matérielles, dans le milieu où il se trouvait avant l'internement, exposé aux mêmes tentations qui l'ont fait succomber une première fois, en butte aux railleries de ses amis, qui le traiteront de « buveur d'eau », surnom encore peu en faveur en France ; la rechute est menaçante, et s'il se laisse entraîner, le fruit du premier traitement est perdu et la réussite d'un second généralement compromise. D'autres motifs le pousseront à boire ; il a perdu sa place, il se trouve sans travail, et, soit désœuvrement, soit misère, il retournera au cabaret pour s'étourdir ; bien souvent, d'ailleurs, le patron ne voit pas d'un bon œil son ancien ouvrier sortant d'un asile ; cela crée contre lui un préjugé défavorable. Il faut donc,

(1) Sérieux, *loc. cit.*

de toute nécessité, qu'à la sortie, l'alcoolique puisse trouver du travail et le moyen de résister aux sollicitations et aux exemples funestes.

Cette tâche de bienfaisance, c'est celle que remplissent les Sociétés de patronage des détenus libérés; c'est ici la tâche des Sociétés de tempérance; les buveurs qui sortent des asiles de Suisse sont immédiatement affiliés à des Sociétés de tempérance; ils trouvent, par le contact fréquent avec des individus abstinents, la force et la raison de ne pas succomber aux tentations de l'alcool; les Sociétés suisses comprennent une très forte proportion de buveurs corrigés, qui, par l'association, trouvent le moyen de se protéger contre les rechutes, et qui font, en faveur de la tempérance, une excellente propagande. Le buveur, au sortir de l'asile, doit donc faire partie d'une Société de ce genre, dont l'influence combattra les influences mauvaises de l'ancien milieu, auquel il doit s'arracher le plus possible; la famille est cependant un milieu où il doit nécessairement vivre, aussi faut-il la rendre aussi bienfaisante qu'il sera possible; les membres de la Société, protecteurs du libéré, les directeurs d'asiles, devront tenter de la moraliser, l'avertir de l'intérêt considérable qu'il y a à ne pas détourner le buveur converti de ses nouvelles habitudes; la femme, en général, quand elle ne boit pas, est toute disposée à encourager son mari dans la nouvelle vie qu'il commence, car elle a été la première à souffrir de ses désordres.

Cette protection et cette surveillance mutuelle est la première mission des Sociétés de tempérance; mais il ne suffit pas d'encourager et de soutenir l'ivrogne dans sa lutte contre les tentations; il faut aussi lui procurer une occupation et un gagne pain; il faut que la Société de tempérance se fasse société de patronage, qu'elle se charge de recommander ses

affiliés à des patrons, de les placer convenablement, de les secourir au besoin pécuniairement, si c'est nécessaire, mais le moins possible ; car donner de l'argent à un alcoolique inoccupé, c'est l'envoyer au cabaret ; il faut que l'assistance donnée consiste surtout à procurer du travail. C'est une très bienfaisante action que sont appelées à exercer les Sociétés de tempérance ainsi comprises ; c'est à elles, d'ailleurs, que partout où l'on a obtenu des résultats heureux dans la lutte contre l'alcoolisme, on en est redevable. Outre leur rôle de propagande, elles auront un rôle protecteur vis-à-vis des anciens buveurs ; c'est à ces Sociétés qu'il faut remettre la surveillance des alcooliques libérés conditionnellement, le soin de les garantir contre les rechutes, et de les reclasser dans la société.

CHAPITRE VI

LES FAUTEURS DE L'ALCOOLISME

Si l'ivrogne mérite de subir les rigueurs de la loi pénale, il y a aussi diverses catégories d'individus que les pénalités doivent atteindre, et bien plus sévèrement que l'ivrogne ; ceux là, ce sont de simples délinquants, en faveur desquels l'excuse des penchants morbides ne peut être invoquée, comme pour le buveur. Ils jouent de diverses façons le rôle de fauteurs de l'alcoolisme, ils sont les excitateurs, les provocateurs ou les complices de celui qui s'enivre, ils en tirent profit, ils s'enrichissent aux dépens de la santé publique ; c'est l'intérêt seul qui les fait agir ; aussi ne faut-il pas hésiter à les punir sans faiblesse, car sur eux les peines ont une action certaine. La loi de 1873, qui les frappe à juste titre, pèche cependant par trop de mansuétude ; certaines pénalités qu'elle édicte sont manifestement illusoire, et sur cette question encore, les réformes sont nécessaires ; de nouvelles mesures devraient être inaugurées, pour donner à notre législation toute la force répressive indispensable. Ces fauteurs de l'alcoolisme sont d'ailleurs nombreux et divers ; ce sont tous ceux dont le métier consiste à augmenter la consommation de l'alcool, ou à rendre les boissons consommées plus funestes à la santé. En premier lieu, les cabaretiers, les débitants de toute catégorie qui doivent être soumis à une sévère réglementation ; ensuite tous ceux qui excitent à boire,

contre les sollicitations desquels il faut préserver les ivrognes ; tous ceux qui fabriquent ou mettent en vente des boissons falsifiées ou toxiques, et enfin les fraudeurs.

On sait quel est le rôle, quelle est l'importance sociale du cabaret et du cabaretier, combien la multiplicité des débits est devenue une plaie de notre pays, et quelle place le débit a prise dans la vie actuelle ; ce rôle néfaste apparaît plus encore quand on considère le cabaretier dans l'exercice de sa profession ; l'intérêt de ses clients est indifférent au débitant ; qu'ils deviennent alcooliques ou aliénés, peu lui importe, pourvu que sa caisse s'emplisse. Le débitant usera de tous les moyens pour retenir et allécher le buveur qui s'installe chez lui, pour l'exciter à boire, le pousser à la consommation sans se soucier des conséquences, et ne le mettra à la porte que lorsqu'il aura laissé sa raison au fond de son verre et vidé sa bourse. De tous les malfaiteurs, le cabaretier est celui dont les méfaits ont les conséquences les plus terribles ; c'est lui qui fait du débit « ce laboratoire de poison moral » dont parle M. Legrain, d'autant plus perfide que c'est, selon l'expression de Louis Reybaud, « la seule industrie où un marchand de sang-froid tienne sous sa main des clients qui perdent graduellement le leur » (1). Plus le cabaretier peut exercer sur les buveurs cette influence personnelle persistante, plus il est dangereux et funeste. « Le débit dangereux, disait M. Rivière à la Société générale des prisons, c'est le petit cabaret intime où l'hôte est un ami qui pousse à la consommation, sait offrir une tournée pour en provoquer quatre ou cinq autres. Beaucoup de ces cabaretiers sont de mauvais ouvriers qui n'ont plus voulu travailler, ou de petits commerçants faillis. Tous recherchent cette profession, qui n'exige

(1) Cité par Muteau, *L'ivrognerie*.

ni capacité spéciale, ni capitaux, ni travail pénible, mais qui, dans de pareilles mains, devient un danger à la fois pour la santé publique, pour l'ordre social, et surtout pour les bonnes mœurs » (1).

C'est à raison de son rôle actif et personnel dans la naissance des habitudes d'ivrognerie que le débitant doit être frappé ; il faut que la loi, dans la mesure du possible, s'oppose à ces pratiques détestables grâce auxquelles il peut librement semer la démoralisation. Bien souvent, c'est le cabaretier seul qui est véritablement responsable de l'ivresse et des désastres qu'elle entraîne, le véritable instigateur des désordres, des troubles que cause l'ivrogne autour de lui. A côté du cabaretier, il y a d'autres responsables, souvent aussi coupables que lui, les camarades tentateurs qui provoquent à boire, qui surtout entraînent les jeunes gens, les jeunes ouvriers, chez le « mastroquet » et les initient à l'ivresse, ceux qui portent ces ridicules défis de boire, qui se terminent généralement par quelque mort foudroyante ou quelque terrible attaque de délire. Le cabaretier, lui, c'est le tentateur par profession, car c'est de cela qu'il vit ; aussi les sanctions que méritent ses actes coupables doivent-elles surtout l'atteindre dans son influence et dans ses bénéfices ; c'est le seul moyen de l'obliger à se surveiller et à surveiller ses clients.

La loi administrative, la loi fiscale ont pour mission de réglementer le régime des débits, d'imposer aux débitants des contributions pécuniaires, qui tendront à restreindre le nombre des débits, la facilité d'en créer de nouveaux ; nous savons que la liberté instituée par la loi de 1880 est un système funeste, qui appelle de promptes réformes, toujours ajournées. En dehors des infractions aux règlements, qui,

(1) Discussion du Rapport Vidal, *Rev. pénit.*, 1897.

pourront entraîner de sévères sanctions, les agissements du marchand d'alcool tombent sous le coup de la loi pénale ; la loi de 1873 n'a pas omis les débitants ; mais elle les a frappés beaucoup trop légèrement. On a considéré que le devoir du débitant était de faire la police de son établissement et d'y maintenir l'ordre : « C'est à lui seul qu'il appartient de régler la consommation, en prenant conseil de son expérience spéciale ; cette surveillance est une obligation professionnelle, à laquelle nous ne faisons aujourd'hui qu'attacher une sanction » (1). C'est exact, mais incomplet ; les peines dérisoires qui punissent les infractions, et qui sont d'ailleurs, aussi peu appliquées que les peines de l'ivresse, ne suffisent pas à toucher le coupable. Il faut le frapper sévèrement ; le débitant, surtout le petit débitant, si dangereux, est un personnage peu intéressant ; outre qu'il vit de l'empoisonnement de ses semblables, il marche souvent de diverses façons dans les marges du code, et remplit, à côté de son métier de cabaretier, des fonctions plus ou moins avouables.

D'autre part, la difficulté qu'on éprouve à frapper le cabaretier provient de la peine que l'on a à constater exactement les infractions et leurs auteurs ; aussi ne peut-on saisir le cabaretier en flagrant délit que dans des cas assez rares. D'après la loi actuelle, il n'est puni que s'il a servi à boire à un homme déjà ivre ; cette protection de l'ivrogne après coup peut paraître un peu ironique ; c'est cependant, tant que la prohibition du débit des boissons alcooliques n'est pas admise légalement, le seul fait que l'on puisse réprimer sans conteste ; l'individu qui n'est pas ivre et qui entre dans un débit pour consommer n'apparaît pas au cabaretier comme devant

(1) Rapport Desjardins.

être l'objet d'une surveillance spéciale ; ce n'est que lorsqu'il donnera des signes d'ivresse qu'on sera fondé à lui refuser à boire. Il y aurait toutefois un évident intérêt à protéger plus efficacement les buveurs contre les manœuvres ou la complicité du cabaretier ; il n'est pas une législation qui ne punisse le fait de laisser boire un homme en état d'ivresse ; quelques-unes vont plus loin. C'est ainsi que la loi hongroise punit tout individu qui enivre un tiers dans un lieu public ; que des arrêtés norvégiens punissent de prison tout cabaretier qui incite à l'ivresse ou l'augmente, qui par menaces ou ruses enivre ses clients, ou encore sert des quantités de boissons telles qu'elles doivent causer l'ivresse ⁽¹⁾. Si le débitant ne peut être rendu responsable de l'ivresse à laquelle son client s'est préparé dans d'autres établissements, et qu'il vient achever chez lui, du moins peut-on lui reprocher le défaut de surveillance dans son propre débit, l'aide et les encouragements qu'il a donnés à ses clients ; aussi nous semble-t-il que chaque fois que l'on pourra prouver par les faits que le cabaretier a été volontairement négligent ou manifestement provocateur, une peine sévère devra lui être infligée, s'il en est

(1) Le projet de loi allemand de 1881 punit tout débitant qui fournit des boissons non seulement aux individus en état d'ivresse, mais aux ivrognes notoires, connus pour tels dans la localité ; l'application aurait pour résultat excellent de soumettre les ivrognes à l'abstinence forcée. Mais cette mesure, comme celle qui consiste à interdire la fréquentation des débits, et qui est corrélative, n'est pratique que dans de petites localités, et illusoire dans les centres importants. — V. *Rev. pénit.*, déc. 1896.

L'interdiction de fréquenter les débits a figuré jadis dans notre législation, introduite par les Ordonnances d'Orléans, de Moulins et de Blois, qui « pour les maux et inconvénients notoires qui s'ensuivent de jour en jour, de ce que plusieurs bourgeois et autres gens mariés délaissent leurs femmes, enfants et famille, font défense à tous, manants et habitants bourgades ou villages, qui sont mariés et ont ménage, d'aller boire ou manger ès tavernes et cabarets, et aux dits taverniers ou cabaretiers de les y recevoir, à peine d'amende arbitraire pour la première fois, et de prison pour la deuxième ». — Vanlaër, *loc. cit.*

résulté l'ivresse du consommateur entré chez lui dans un état normal. L'acte du cabaretier n'est plus alors une simple contravention à une mesure de police, il dénote une intention mauvaise dans un but de spéculation, qu'il est important de réprimer.

Une autre mesure que l'on a cru partout nécessaire de prendre tend à la protection des mineurs contre l'alcoolisme prématuré ; ce sont généralement les mineurs de seize ans, parfois de dix-huit ans, qui jouissent de cette protection particulière ; à leur égard, il existe une prohibition absolue de servir des boissons alcooliques, qui doit les empêcher de contracter trop tôt l'habitude du cabaret ; malheureusement, cette mesure, bonne en soi, sera difficile à sanctionner, étant donné que le débitant peut prouver sa bonne foi, et qu'il a été induit en erreur ; elle ne protégera efficacement que les enfants, dont l'apparence physique dénotera avec évidence la jeunesse.

Les provocateurs autres que les cabaretiers, les camarades du buveur, ne sont punis dans notre législation que lorsqu'ils ont enivré un mineur ; c'est tout à fait insuffisant, car la responsabilité de ces individus est souvent considérable dans l'ivresse ; ce sont ces compagnons funestes qui entraînent l'homme encore sobre, lui font faire les premiers pas dans la voie de l'alcoolisme, qui l'enivrent pour s'amuser de son ivresse, pour boire à ses dépens, ou pour profiter du trouble de son esprit en vue de quelque marché qu'il n'accepterait pas à jeun ; l'ivresse procurée à autrui dans un but de mal-faisance ou de lucre n'est pas chose rare ; il y a là des actes immoraux au premier chef que l'indifférence de la loi ne doit pas encourager. Certaines lois ont puni l'ivresse intentionnellement procurée à autrui ; telles sont les lois citées, loi hongroise, loi norvégienne, qui punissent les manœuvres dolosi-

ves suivies d'ivresse ; telle est aussi la loi belge de 1887, qui réprime le fait de causer l'ivresse, si cette ivresse est suivie d'une incapacité de travail. Il y aurait utilité à punir, dans notre législation, les manœuvres des provocateurs, à réprimer aussi, comme le fait la loi belge, l'habitude funeste de porter des défis de boire, qui ont les plus graves conséquences.

Certaines des peines instituées contre les délits des cabaretiers ne sont pas mal choisies, par exemple, le droit de fermer temporairement le débit, et la privation des droits civils ; elles les atteignent dans leur commerce et dans leur influence ; mais la loi de 1873, beaucoup trop élémentaire, exige la troisième récidive. Pour le débitant, il n'y a pas de ménagements à prendre ; ce n'est pas, comme l'ivrogne, un faible, un individu qui ne sait pas résister à sa passion ; il n'a pas besoin d'indulgence ; c'est un commerçant âpre au gain, et pour l'atteindre efficacement, il faut entamer sa bourse, généraliser l'emploi des peines qui tendent à ce but. Qu'on le frappe, dès la première infraction, d'amendes correctionnelles, qui seules sont assez élevées pour lui donner à réfléchir ; de quelle importance, comme avertissement, peut être l'amende de cinq francs ou même de quinze francs ? que surtout on puisse ordonner, pour un temps plus ou moins long, la fermeture du débit, qui le privera pendant quelques jours ou quelques semaines de ses bénéfices ; il hésitera, alors, devant la menace de ces pertes pécuniaires graves, à encourager, dans un but de lucre, la consommation exagérée, car il n'y trouvera plus son compte.

Quant à la question des dettes de cabaret, elle a été souvent discutée et les lois étrangères la résolvent de diverses manières ; il semble bien qu'aujourd'hui, quels qu'aient été les principes de notre ancien droit qui les regardait comme

immorales et ne donnait pas l'action en justice ⁽¹⁾, on peut difficilement les assimiler aux dettes de jeu; du moment que l'on tolère le débit des alcools, on ne peut considérer leur vente comme ayant une cause illicite, bien que l'immoralité intrinsèque n'en soit pas contestée. Mais on pourrait résoudre la difficulté d'une autre manière; de nombreuses lois interdisent la vente à crédit ⁽²⁾, soit au-dessus d'une certaine somme, soit en tout cas, des boissons alcooliques, et ne permettent pas d'actionner le débiteur lorsqu'on a enfreint cette prohibition. L'intérêt pratique, à vrai dire, n'est pas très grand, car généralement, le débitant ne fera pas crédit aux insolvables; cependant, cette disposition pourrait protéger contre certaines pratiques dont profitent les débiteurs, afin de tenir sous leur dépendance, par leurs créances, certains de leurs clients.

On pourrait atteindre beaucoup plus sérieusement encore les débiteurs et les provocateurs en engageant leur responsabilité pécuniaire; la loi du Maine, par exemple, établit, pour la réparation du préjudice causé par l'ivrogne, une responsabilité solidaire de cet ivrogne et de ceux qui l'ont laissé mettre ou l'ont mis dans cet état, en particulier le cabaretier qui l'a abandonné sans surveillance. La loi norvégienne punit le débitant qui expulse du cabaret un ivrogne sans assistance, et le rend responsable des accidents survenus ⁽³⁾. Une telle

⁽¹⁾ V. Coutume de Paris, art. 128. — Coutume de Normandie, art. 535.

⁽²⁾ Non reconnaissance des dettes de cabarets : loi belge de 1887; projet norvégien de 1895 (nullité des créances pour prêts afin de boire). — Interdiction de vendre à crédit : projet allemand de 1891; loi autrichienne de 1877 (au deuxième crédit); loi hongroise (au dessus de 8 florins); loi norvégienne; règlements des Samlags et Bolags, *Rev. pénit.*, *loc. cit.* — V. la proposition Lemire tendant à l'assimilation aux dettes de jeu. Discussion de la réforme des boissons, Chambre (1895).

⁽³⁾ D'après la loi danoise, l'homme ivre doit être ramené chez lui aux frais de l'aubergiste; la loi finlandaise punit le débitant chez qui on trouve un homme ivre exigeant une surveillance.

responsabilité a son origine dans la faute que commet le cabaretier, chargé de la surveillance de son débit, en laissant l'individu boire jusqu'à l'ivresse et devenir dangereux pour lui-même ou pour autrui; il ne se soustraira pas à la responsabilité de cette faute en expulsant l'ivrogne de son débit, car c'est là au contraire que le danger naîtra; il l'aggrave en laissant sortir l'ivrogne dans un état tel qu'il est une cause de trouble et de désordre; s'il n'a pas su l'empêcher de s'enivrer, il doit tout au moins le surveiller, le mettre dans l'impossibilité de nuire, le faire ramener chez lui ou le laisser sous la garde de sa famille; s'il ne le fait pas, s'il s'en désintéresse, et qu'il en arrive des dommages, sa responsabilité est engagée, comme l'est celle des personnes visées à l'art. 1383 du Code civil et aux articles suivants. Tout individu qui est la cause de l'ivresse d'autrui doit être déclaré en faute lorsqu'il ne surveille pas l'individu qu'il a mis ou laissé mettre dans cet état; il y a là une extension du principe de la responsabilité quasi-délictuelle qui mérite d'être étudiée et qui pourrait avoir d'heureuses conséquences ⁽¹⁾. Lorsque le débitant saura que les ivrognes sortis de son établissement risqueront de lui coûter des dommages-intérêts, il surveillera de plus près la consommation et les progrès de l'ivresse, et y poussera ses clients avec moins d'ardeur.

On ne saurait prévoir toutes les pratiques pernicieuses dont use et dont profite le cabaretier; il en est cependant quelques-unes qui peuvent mériter une attention particulière. La loi belge prohibe absolument le paiement des salaires dans les cabarets, pratique courante grâce à laquelle le débitant empochait immédiatement une bonne partie de la paye de l'ouvrier; en France, malheureusement, elle est

(1) C'était aussi une des dispositions, non votées, figurant dans le projet Roussel.

encore tolérée, de même que ce procédé absolument condamnable, employé par certains industriels, fabricants d'alcool ou tenanciers de comptoirs avoisinant leurs ateliers, qui paient en bons de consommation une part des salaires. Il y a un moyen radical d'entraver la dilapidation des salaires à peine touchés : il a été employé par les créateurs du système de Gothenbourg, et c'est la fermeture des cabarets les jours de paye. La fermeture, complète ou temporaire, les dimanches, jours de fête ou de foire, adoptée dans les pays scandinaves, en Angleterre, tend à restreindre encore les occasions d'abuser de l'alcool ; il y aurait profit à introduire en France tout au moins la fermeture les jours de paye.

Est-ce à dire que ces mesures seraient toutes faciles à appliquer ? La loi actuelle est si peu observée par les agents de l'autorité, à l'égard des ivrognes et à l'égard des débitants, que l'on peut en douter ; étant donné l'influence dont le débitant dispose, il n'est pas étonnant que l'on hésite à le dénoncer ; la police ferme les yeux sur d'innombrables infractions qui mériteraient une répression exemplaire. Le zèle des agents chargés des constatations a besoin d'être fortement stimulé ; faut-il faire, dans les causes de leur complaisance, une part aux moyens d'actions que prévoit la loi anglaise ? Le Licensing Act interdit aux aubergistes de servir des boissons aux constables de service, craignant sans doute que le débitant ne veuille endormir leur vigilance ou acheter leur neutralité. Il y a, dans tous les cas, un moyen de rendre plus effective la répression, c'est, comme pour l'ivresse, de laisser le droit de poursuite aux Sociétés de tempérance, que des considérations d'intérêt n'arrêteront pas.

Outre qu'il encourage l'ivresse, le débitant se rend journellement coupable d'empoisonnements sur sa clientèle ; il ne s'agit pas ici des boissons alcooliques quelconques qu'il

lui fait absorber, il s'agit d'un délit plus précis, qui consiste à débiter des alcools frelatés et des liqueurs falsifiées; c'est un délit visé par divers textes législatifs et qui a aujourd'hui sa grande importance, étant donné la quantité de boissons artificielles qui circulent, depuis les vins fabriqués de toutes pièces, jusqu'aux liqueurs aromatiques de sincérité douteuse; nous envisageons ici la toxicité au point de vue légal : est toxique par suite de falsification toute boisson qui ne contient pas les éléments que son nom indique normalement, qui spécialement contient des alcools dénaturés ou non rectifiés, et des éléments nocifs; effectivement, les liqueurs les plus toxiques ne sont pas toujours falsifiées, mais ceci est un autre point de vue.

L'art. 318 du code pénal punissait le débit de « boissons falsifiées, contenant des mixtions nuisibles à la santé » d'un emprisonnement de deux ans au maximum, et d'amende jusqu'à 500 fr. La loi du 5 mai 1855 l'a abrogé en rendant la loi du 27 mars 1851 applicable aux boissons. Cette loi punit ceux qui mettent en vente des denrées alimentaires qu'ils savent être falsifiées, et plus gravement encore si la falsification y introduit des mixtions nuisibles; par malheur, cette loi a un double défaut; elle abaisse les pénalités, et surtout l'amende jusqu'à la rendre insignifiante, et de plus, elle est peu appliquée, en pratique, aux cabaretiers; la raison n'en est-elle pas que les falsifications des boissons sont souvent difficiles à constater, et surtout qu'entre les boissons authentiques et les boissons falsifiées, on ne trouve pas une toxicité suffisamment différente?

Il a été question d'appliquer aux cabaretiers un autre article du Code pénal, l'art. 317, § 4, ainsi conçu : « Celui qui » aura occasionné à autrui une maladie ou incapacité de travail personnel, en lui administrant volontairement, de quel-

» que manière que ce soit, des substances qui, sans être de
» nature à donner la mort, sont nuisibles à la santé, sera
» puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans, et d'une
» amende de seize francs à cinq cents francs ». C'est là en
effet une ressource que l'on n'a pas employée jusqu'à présent,
et qui serait facilement utilisable, sans modification législative,
si la jurisprudence voulait s'emparer de cet article. Il
aurait même une portée très générale et pourrait frapper non
seulement le débit de boissons falsifiées, mais le débit de
nombreuses boissons alcooliques plus ou moins dangereuses,
lorsqu'il en serait résulté une maladie. Les tribunaux seraient,
s'ils le voulaient, en possession d'un texte analogue à celui
que nous avons vu édicter par la loi belge sur l'ivresse. Mais
il y a beaucoup à dire sur cette application nouvelle de l'art.
317, et, si l'on examine les choses de près, on s'aperçoit qu'en
fait il ne rendrait que fort peu de services, étant donné qu'il
exige des conditions qui ne seront pas très fréquemment réunies,
lorsqu'il s'agira d'un cabaretier. Il n'est pas rare de voir
un buveur, après avoir absorbé des boissons alcooliques ou
aromatiques, plus ou moins frelatées, pris d'une attaque de
délire, d'épilepsie, de folie alcoolique ; c'est la maladie consécutive
à l'absorption des boissons dangereuses livrées par le débitant,
souvent très conscient du péril qu'il fait courir. Mais il ne suffit
pas que le débitant sache que les boissons sont falsifiées ou
dangereuses, ce n'est pas là l'élément intentionnel du délit ; en
droit pénal classique, fait remarquer très justement M. Saleilles,
il est difficile d'admettre l'intention du cabaretier par rapport
au délit d'empoisonnement ⁽¹⁾. Car c'est un délit d'empoisonnement
volontaire que vise l'art. 317 ; s'il était certain pour le cabaretier
que les boissons qu'il dé-

(1) Société générale des prisons, *Rev. pénit.*, 1897.

bite à un client vont inmanquablement le rendre malade, ce cabaretier pourrait à juste titre être considéré comme empoisonneur conscient, sinon intentionnel ; on ne peut, certes, pousser le rigorisme jusqu'à exiger l'intention formelle de rendre le client malade, et il faut se contenter de la conscience du mal qui résultera de l'absorption ; l'intention du débitant, c'est ici de gagner de l'argent, c'est un but de lucre qui lui rend indifférentes les souffrances certaines du client ⁽¹⁾. Or le cas, tel que nous venons de l'examiner, se présentera très rarement, et même, s'il se présente, il sera très difficile de démontrer que le cabaretier était parfaitement conscient. Il faudra, par exemple, qu'il ait déjà vu, par expérience antérieure, que la boisson servie est toujours dangereuse, ou qu'il connaisse la faible résistance du client à une boisson déterminée. L'art. 317 ne nous paraît pas justifier les grandes espérances que l'on a fondées sur lui, et un texte spécial dans le genre du texte belge serait mieux approprié aux besoins de la situation.

Nous avons cité précédemment la loi de 1851, qui, appliquée aux cabaretiers qui débitent les boissons falsifiées, s'applique également à ceux qui les fabriquent et les mettent en vente ; c'est une loi qui devrait être appliquée bien plus qu'elle ne l'est réellement, quoiqu'elle soit bien insuffisante à parer aux dangers des falsifications et des fabrications de toute espèce. La question des falsifications en matière de boissons comprend d'ailleurs deux questions très différentes, les falsifications des boissons hygiéniques et les falsifications des alcools, eaux-de-vie, liqueurs, qui appellent des solutions dissemblables.

On considère de jour en jour comme plus importante la question des boissons hygiéniques, et il faut reconnaître qu'en

(1) V. Muteau, *Création d'asiles spéciaux*.

France, dans un pays de vignobles, les intransigeants qui prétendent supprimer toute boisson même fermentée ont peu de chances de triompher avant longtemps. Si les boissons hygiéniques sont capables, lorsqu'on en abuse, d'engendrer l'alcoolisme, il est certain qu'elles valent beaucoup mieux que les boissons alcooliques ; on les supprimera difficilement chez nous de la consommation courante, et il suffit de rappeler que les régions où l'on en boit sont celles où l'alcoolisme sévit le moins, où la criminalité et l'aliénation sont le moins développées, pour souhaiter qu'elles remplacent l'alcool ; c'est le vin qui est la boisson hygiénique par excellence, et dont il faut encourager la consommation ; malheureusement, la diminution des vignobles a influé considérablement sur le développement de l'alcoolisme, en diminuant la quantité d'alcool de vin au profit des alcools d'industrie, et en favorisant la naissance des vins fabriqués, frelatés, suralcoolisés, qui ont envahi la consommation. Le vin falsifié n'est plus une boisson hygiénique, il devient aussi dangereux que l'alcool ; réprimer les sophistications est donc la condition première de la solution favorable.

Les vins sont l'objet d'adultérations extrêmement dangereuses ; on les fabrique souvent complètement à l'aide d'alcools impurs et de substances artificielles, terriblement toxiques, que l'on appelle les huiles de vin, dont quelques gouttes suffisent à colorer et à parfumer un litre de mauvais alcool ; ce sont ces boissons à bon marché qui empoisonnent la majeure partie de la population ; d'autres vins sont moins artificiels, mais on les suralcoolise pour les rendre vigoureux et leur permettre de subir des transports, et avec quels alcools ! les moins funestes sont ceux que l'on se contente de sucrer ou de plâtrer. Le laboratoire municipal de Paris a pu tirer, de nombreux échantillons des vins que l'on boit dans la

capitale, toute la série des poisons alcooliques ⁽¹⁾. Le rôle funeste des boissons qui n'ont d'hygiénique que le nom avait été signalé par la Commission de 1886 comme une des causes les plus graves de l'alcoolisme. Depuis, deux lois tendant à réprimer les fraudes sur les vins ont été promulguées, le 14 août 1889 et le 11 juillet 1891, et ont appliqué les peines de la loi de 1831, sous l'inculpation de falsification, à l'adjonction aux vins de divers alcools toxiques et eaux-de-vie de grains, ou de substances « telles que les acides sulfurique, nitrique, chlorhydrique » etc., énumération qui donne un aperçu de ce que l'on boit sous l'apparence du vin. Ces mesures, bonnes en elles-mêmes, ne peuvent que gagner à être complétées, et surtout à être sanctionnées par des peines plus sévères que celles portées à l'art. 423 du Code pénal, tout au moins en ce qui concerne l'amende; elle est manifestement insuffisante, 50 francs au minimum, sans pouvoir dépasser le quart des dommages-intérêts; en matière de fraude, il est indispensable que l'amende soit très forte, pour que le fraudeur n'en trouve pas la compensation dans le bénéfice réalisé.

Quant à la falsification des boissons alcooliques, elle se présente sous un tout autre aspect; on ne peut considérer comme proscrites, dans l'état de la législation, que les boissons fabriquées avec des alcools de dernier ordre, comme les alcools dénaturés, ou composées à l'aide d'éléments qui n'ont aucun rapport avec la liqueur qu'ils prétendent représenter, les absinthes colorées au sulfate de cuivre, par exemple. Grâce à la tolérance absolue dont jouit l'industrie de la distillation, les plus redoutables poisons peuvent librement circuler sans le moindre contrôle, et l'on peut considérer toutes les boissons, telles que les liqueurs ou apéritifs, comme des poisons

(1) V. Claude, *loc. cit.*, Annexes (déposition Girard). — Laborde, *La réforme de l'impôt des boissons*.

de ce genre. Il y a là des mesures radicales à prendre, des prohibitions absolues à établir sans retard, car il n'est pas de produits alcooliques qui aient plus de part à la recrudescence de la folie et des crimes. Les bouquets artificiels, les boissons aromatiques, amers, apéritifs, absinthe, méritent d'être proscrits énergiquement. Un projet récent, présenté par M. Lejeune au Sénat de Belgique, prononce contre l'absinthe une interdiction sans appel; nous sommes encore loin, en France, malheureusement, de pouvoir espérer une semblable mesure. Mais il y a quelque chose à faire, puisqu'il est actuellement impossible de poursuivre aucun des empoisonneurs qui mettent en vente des produits dans lesquels l'analyse découvre les éléments les plus sûrement toxiques ⁽¹⁾.

Lorsque la Chambre, en 1895, eut voté le projet de réforme de l'impôt des boissons, on put un moment croire à un succès; les députés avaient eu le courage d'introduire dans la législation une excellente disposition prohibitive, visant l'armée innombrable des liqueurs fantaisistes; l'art. 18 du projet, s'occupant des absinthes, bitters et spiritueux composés, les frappait de droits, trop faibles encore, mais avec cette restriction : « La fabrication, la circulation et la vente de toute essence reconnue dangereuse et déclarée telle par l'Académie de Médecine sont interdites ». C'était une atteinte sérieuse portée à la liberté de l'industrie des essences, sanctionnée par la menace de fortes amendes et de poursuites, en vertu de la loi de 1851, en cas de falsification des liqueurs tolérées. Le projet passa au Sénat où les industriels menacés dans leurs profits trouvèrent des défenseurs ⁽²⁾. Cependant, il fut voté, mais avec des amendements qui rendirent néces-

(¹) V. la déposition de M. Girard, *loc. cit.* — Rapport Guillemet, 1897.

(²) V. Discours de MM. Monis et Bernard (Sénat, 1896).

saire un nouvel examen par la Chambre; depuis, la réforme des boissons est toujours en souffrance et n'a pas encore pu aboutir. Le jour où on se décidera à la voter, les tribunaux auront une arme contre les fabricants de ces toxiques dont, dit le docteur Laborde, « aucune considération, soit d'ordre politique, industriel ou fiscal, ne peut justifier la coupable tolérance » (1).

Les liquides alcooliques sont encore particulièrement dangereux non seulement par les bouquets, les huiles essentielles qu'on y incorpore, mais par les alcools impurs qu'ils renferment en très grande quantité; or, aucune prescription légale n'obligeant à purifier les alcools destinés à la consommation, aucun minimum de pureté n'étant exigé, on peut livrer au public les alcools supérieurs les plus nocifs, sans aucun risque. Ce fait avait particulièrement frappé la Commission sénatoriale de 1886 et M. Claude, dans son remarquable rapport, réclamait, avec l'interdiction absolue de certains alcools et de certaines boissons, l'institution d'un contrôle hygiénique des alcools et l'obligation de rectifier les flegmes. L'usage de ces alcools non rectifiés exerce la plus funeste influence sur l'aggravation des accidents d'alcoolisme. Léon Say réclamait les mêmes mesures quelque temps après; en 1892, une proposition fut soumise à la Chambre, par un rapport de M. Guillemet, tendant à instituer le monopole de rectification; le principe en fut adopté, mais la discussion n'a pas encore eu lieu; une autre proposition soumise à l'examen comportait l'institution d'un contrôle hygiénique des alcools, dont la nécessité fut généralement admise, sans user du monopole; comme la réforme des boissons à laquelle ils se rattachent, ces projets attendent le vote, sans cesse retardé. Ils permettraient alors,

(1) Laborde, *loc. cit.*

comme l'art. 18 précédemment cité, de poursuivre pour fraude tout fabricant qui mettrait en vente des alcools ne présentant pas le degré de pureté exigé; ce serait déjà beaucoup que de pouvoir sévir contre tous ceux qui trouvent moyen d'ajouter à la toxicité naturelle de l'alcool des produits encore plus dangereux.

Quant aux simples fraudeurs, qui font circuler et mettent en vente subrepticement d'énormes quantités d'alcools affranchis des droits fiscaux, leurs agissements appellent une énergique répression qu'il est au pouvoir de l'Etat d'assurer, en prenant des mesures de surveillance aussi complètes qu'il est nécessaire ⁽¹⁾; les alcools que la fraude fait ainsi pénétrer dans la consommation sont très souvent impurs; beaucoup viennent des bouilleurs de cru, qui, à l'abri de leur injustifiable privilège, rendent la tâche du fisc particulièrement difficile. La suppression ou tout au moins la réglementation des bouilleurs est une mesure préparatoire nécessaire à toute action énergique contre les fraudeurs; cette réglementation faisait également partie du projet de réforme des boissons et a subi les mêmes vicissitudes. Cependant, à l'égard des fraudeurs, le fisc n'est pas désarmé; il peut leur faire subir des condamnations sévères, mais il devrait, comme le soutient avec raison M. Muteau ⁽²⁾, abandonner l'habitude de transiger sur les amendes prononcées : « Les transactions ne sont que des arrangements arbitraires, soustrayant à un juste châtimement des coupables entre les mains desquels, quelque dédomma-

(1) Une fraude courante consiste dans l'alcoolisation des vins que l'on dédouble ensuite. Sur les fraudes, V. Turrel, Discussion du régime des boissons, Chambre, 1892 et 1895. — Plusieurs projets ont été présentés dans ces dernières années pour réprimer plus sûrement les fraudes.

(2) Muteau, *loc. cit.* — L'opinion et parfois les tribunaux sont d'une tolérance et d'une indulgence excessives pour les fraudeurs. — V. Cabanes, *Soc. gén. des prisons*, 1897.

gement qu'on exige d'eux, il reste toujours et souvent dans une large proportion d'illicites bénéfices ».

Le procédé de répression que l'on doit adopter à l'égard de tous les fauteurs de l'alcoolisme est unique ; il est certain que les cabaretiers, les falsificateurs et les fraudeurs n'ont qu'un mobile, le lucre ; pour frapper efficacement des infractions commises dans un but lucratif, il faut les punir de peines pécuniaires, dont l'exécution, en anéantissant, ou même en surpassant le profit procuré, rendra le délit inutile ou nuisible à son auteur. Etendre à tous les cas que la loi peut justement atteindre l'application de ce principe, c'est la tâche du juge et du législateur, s'ils veulent exercer une action effective sur ce genre d'infractions, si funestes à la santé publique.

CHAPITRE VII

LA RESPONSABILITÉ DES ACTES COMMIS EN ÉTAT D'IVRESSE

Dans tous les pays en proie à l'alcoolisme, il apparaît comme un facteur extrêmement important de la criminalité ; mais son influence directe sur les crimes individuellement considérés apparaît particulièrement lorsque l'acte a été commis en état d'ivresse ; le nombre des actes délictueux et criminels accomplis dans cet état croît d'année en année ; c'est surtout sur les crimes brutaux que l'ivresse exerce son action, et le rôle qu'elle joue dans la criminalité contemporaine est des plus fréquents. Elle intervient, dans la perpétration de l'acte criminel, soit comme une cause, soit comme une circonstance concomitante ; à raison du grand nombre de cas que présente la pratique, il est devenu fort important, pour les criminalistes, de se préoccuper des effets de l'ivresse sur la responsabilité, sur la criminalité intrinsèque, sur l'intention. La question a fait l'objet, au Congrès pénitentiaire de Saint-Petersbourg, de longs et savants rapports ⁽¹⁾, qui l'ont étudiée dans les plus grands détails ; elle est infiniment complexe et, ne fût-ce que pour établir quelques principes généraux, elle exige que l'on considère un certain nombre d'hypothèses, au regard desquelles la question de responsabilité peut se résoudre très différemment. Il sera intéressant aussi

(1) Actes du Congrès de Saint-Petersbourg, II, 1890. — V. surtout Dr Heinze, Ch. Baer, Lilienthal, Sliosberg.

d'examiner les systèmes adoptés par diverses législations, et de déterminer quel est celui dont l'adoption semble préférable.

Il est utile, auparavant, de rappeler en quelques mots ce que nous voulons entendre par la responsabilité pénale ; il ne s'agit pas ici, bien entendu, de résoudre la question générale du déterminisme ou du libre arbitre. Il faut examiner dans quels cas un homme peut être considéré et se considérer lui-même comme responsable d'une action et, par conséquent, punissable si cette action est nuisible, quelle que soit la théorie philosophique que l'on professe ; un acte est imputable à un agent, non matériellement, mais moralement, lorsque cet acte émane de sa personnalité raisonnable, lorsqu'il peut se considérer lui-même comme l'auteur volontaire et conscient de cet acte, qu'il peut imputer à sa volonté la faute qu'il a commise, indépendamment de toutes les circonstances atténuantes qu'il peut invoquer à ses propres yeux ou devant la justice ; c'est à la condition qu'il puisse se reconnaître cause de l'acte commis, que la peine sera justement encourue. S'il en était autrement, s'il ne pouvait rattacher à sa personnalité l'acte commis, il y aurait aliénation de la personnalité, substitution d'une autre volonté à celle que l'agent reconnaît pour la sienne ; c'est ce qui semble se produire dans la folie, durable ou momentanée, que l'on désigne sous le nom d'aliénation mentale ; une personnalité inconnue jusque-là se développe et prend la place de l'autre, dictant à l'agent des actes nouveaux.

La question qui nous occupe consiste donc à rechercher si, sous l'influence de l'ivresse, il se produit un état qui rende le buveur irresponsable, dans quelle mesure existe cette irresponsabilité, c'est-à-dire de quelle manière et dans quelles limites les actes accomplis sous l'influence de l'ivresse ne peuvent être considérés comme l'expression de la personnalité

de l'ivrogne; si l'ivresse les rend excusables et quand elle les rend excusables. De cet examen, on pourra tirer des conséquences au point de vue de l'application des peines ainsi encourues. Tant que l'agent en état d'ivresse aura suffisamment conscience de sa personnalité pour faire remonter jusqu'à elle l'initiative de son acte coupable, la peine sera justifiée; il s'agit, en somme, de rechercher de quelles parties de l'acte délictueux ou criminel l'agent a eu conscience et quelles parties doivent être considérées comme ayant échappé à sa volonté. Des questions que nous aurons à traiter, les unes présentent un réel intérêt pratique; d'autres ne sont guère que des discussions d'école, qui peuvent faire l'objet de constructions juridiques ingénieuses, mais d'une application peu fréquente.

Il s'agira de distinguer les cas suivant le degré de l'ivresse, son caractère volontaire ou involontaire, de chercher si, dans une bonne législation pénale, l'ivresse doit être expressément prévue comme circonstance concomitante d'un crime ou d'un délit, devant modifier la nature de l'acte et sa gravité, si elle doit avoir le caractère de circonstance atténuante ou de circonstance aggravante; l'appréciation de ces divers cas diffère sensiblement suivant les législations et les jurisprudences; cependant, l'accord tend à se faire entre les criminalistes sur certaines idées générales, dont l'influence se fera sentir sur toutes les lois futures destinées à réprimer l'ivresse.

Il importe tout d'abord d'établir une distinction très nette entre l'ivresse accidentelle, et l'alcoolisme ou l'ivresse habituelle; la responsabilité des individus qui ont subi les effets de l'alcoolisme est une question toute différente et qui soulève des problèmes d'un autre genre. Considérons donc simplement l'ivresse que l'on peut dire accidentelle, celle qui se produit chez un individu normal sous l'influence d'une absorption exagérée d'alcool; c'est sur l'ivresse accidentelle que nous

allons édifier des hypothèses et établir les théories cherchées ; l'étude des complications, qui peuvent résulter de l'alcoolisme chronique et de l'habitude de l'ivresse, sera faite plus tard.

L'individu en état d'ivresse subit, dans sa personnalité, dans son être intime, de profondes transformations ; comment se modifie son état mental, comment s'altère sa moralité sous l'influence de l'alcool ? Les théories sont, sur ce point, très différentes ; certains criminalistes, en tête desquels on peut citer Garofalo, et avec lui Alimena ⁽¹⁾, soutiennent que ces transformations subies par l'ivrogne ne sont qu'apparentes, et qu'au fond l'homme en état d'ivresse montre des tendances, des penchants qui sont réellement les siens à l'état ordinaire ; seulement, à l'état normal, ils sont dissimulés ; l'excitation alcoolique ne fait que les développer et les rendre plus sensibles ; en un mot, l'ivresse exagère le caractère du sujet et si cette exagération se traduit par des actes criminels effectifs, c'est qu'en réalité le caractère de ce buveur est celui d'un criminel, dont les instincts malfaisants sont révélés par la boisson. De là, il est facile de conclure que les actes criminels doivent être punis tout comme ceux d'un criminel ordinaire, car ils manifestent des tendances nuisibles qu'il faut réprimer ; qu'il soit ivre ou qu'il soit dans son état normal, c'est toujours un criminel que l'on frappe.

Cette théorie a le mérite de résoudre de façon très simple les difficultés de la matière ; par malheur, si elle est ingénieuse, elle est loin d'être en conformité avec la réalité des faits. En s'appuyant sur l'observation et l'expérience, le docteur Lentz ⁽²⁾ émet une toute autre théorie des effets de l'ivresse ; il conclut que l'ivresse amène chez le sujet, non une exagération, mais une transformation complète du moi et fait appa-

(1) Garofalo, *Criminologie*. — Alimena, *I limiti e i modificatori dell'imputabilità*.

(2) Lentz, *L'alcoolisme*.

raître un caractère qui contraste absolument avec le caractère normal ; il y a antinomie, généralement, entre la vie normale de l'individu ivre et ses actes en état d'ivresse. De même, Lombroso établit que les faits donnent tort à la théorie de Garofalo et, qu'en réalité, sous l'influence de l'ivresse, il se produit un affaiblissement du pouvoir régulateur de l'intelligence, qui laisse l'homme presque entièrement livré à des impulsions animales et en fait une brute capable des actes les plus odieux, les plus féroces et les plus répugnants, dont il eut été incapable de concevoir la pensée à l'état normal. « On doit remarquer, dit-il, que non seulement les ivrognes et les fils d'ivrognes manquent de caractères dégénératifs, mais qu'ils présentent assez souvent une vie antérieure très honnête. Leur apathie ordinaire fait place tout à coup à des impulsions contrastant avec leur vie antérieure, et qu'ils ne peuvent dominer alors même qu'ils les savent criminelles... L'ivresse aiguë, isolée, donne lieu, par elle-même, au délit, parce qu'elle arme le bras, enflamme les passions, obscurcit l'intelligence et la conscience, désarme la pudeur et fait que les délits se commettent dans une sorte d'état d'automatisme, de somnambulisme, souvent en contraste avec la vie antérieure » ⁽¹⁾.

La théorie de Lombroso est plus satisfaisante que la thèse contraire ; elle constate ce développement subit chez certains individus, sous l'influence de l'alcool, d'instincts criminels, succédant à une existence calme et honnête ; mais elle ne vise que l'ivresse complète et les instincts malfaisants déchainés ; il s'agit d'examiner comment, au cours de l'ivresse, peuvent s'introduire dans la conscience ces éléments nouveaux, de faire une étude physiologique et psychologique à la fois des effets de l'ivresse, pour déterminer quel rôle la volonté de

(1) Lombroso, cité par Vidal, *L'alcoolisme et la loi pénale*, *Rev. pénit.*, janv. 1897.

l'agent peut jouer dans la perpétration des actes criminels. Feuerbach (*) a voulu édifier une théorie des effets de l'ivresse sur la conscience; selon lui, sous l'influence de l'alcool, il se produit d'abord un rétrécissement de l'horizon intellectuel; le présent seul existe pour l'ivrogne, et cette incapacité de prévoir au delà de l'instant présent l'empêche de concevoir les conséquences de ses actes. Les impressions extérieures et les impulsions intérieures deviennent les seules causes de ses actions; il subit l'automatisme que constate Lombroso. Le sens moral s'abolit, la conscience du droit et du devoir s'efface; l'ivrogne n'étant frappé que des choses qui le touchent momentanément, il devient incapable d'établir entre lui et son entourage les relations qu'il établirait à l'état normal. Le monde extérieur disparaît et ne se révèle plus à l'ivrogne que par des impressions fugitives, instantanées, entre lesquelles il ne sait plus établir de lien logique. Il est transporté dans un monde vague où il commet inconsciemment ses crimes.

Le professeur Heinze, au Congrès de Saint-Petersbourg, a fait la critique de cette théorie qui, à côté de certaines idées justes, dit-il, contient des erreurs qu'il faut attribuer à un insuffisant examen physiologique des effets de l'alcool; il a présenté lui-même une théorie un peu différente, fort ingénieuse et qui rend bien compte du processus de l'ivresse et de son action sur la personnalité. Elle montre comment, selon le degré de l'ivresse, la théorie de Garofalo et d'Alimena et celle de Lombroso se trouvent successivement justifiées, en vertu des effets de l'intoxication alcoolique; il suffit de se rappeler que l'alcool est un poison du cerveau et du système nerveux, qui agit à la fois comme excitant et comme narcoti-

(*) V. Rapport Heinze, Saint-Petersbourg, *loc. cit.*

que, endormant certaines sensations et surexcitant momentanément les autres.

Tout d'abord, l'alcool, exerçant son action anesthésique et excitante, agit sur l'intelligence et la volonté; certaines impressions sont abolies, certaines idées disparaissent, un certain nombre d'entraves qui, dans la vie ordinaire, contiennent l'expansion de l'individu, cèdent; alors se manifestent la gaité bruyante, l'agitation physique, les mouvements vifs et exagérés. Le système nerveux subit une impulsion qui fait apparaître les choses du monde extérieur sous un aspect tout nouveau. Les considérations qui retiennent l'homme dans la manifestation de son caractère intime n'ont plus d'influence; il s'abandonne à ses penchants naturels qu'il contient d'ordinaire par la réflexion; c'est dans ce sens que l'on peut considérer l'ivresse comme une révélation du caractère intime, qui s'exagère par l'absence d'un contrôle de la raison. Les obstacles que l'on rencontre habituellement dans l'existence s'évanouissant, les décisions sont prises avec assurance et aussitôt exécutées, sans examen des possibilités d'exécution, la parole est rapide, pleine de volubilité. Mais l'excitation ne peut croître indéfiniment et il vient un instant où, sous l'influence d'absorptions répétées d'alcool, les effets se modifient, le caractère se transforme; une autre période commence.

Lorsque l'ivresse est devenue plus profonde, l'individu qui était simplement excité, souvent gai, va faire place à la brute dont les instincts déchaînés pourront causer de graves accidents. Le poison, continuant ses ravages, a engourdi le cerveau; il ne reste plus à l'ivrogne qu'une existence mécanique dont la direction lui échappe, dont les actes ne sont plus que des réflexes provoqués par des impressions passagères, ou le résultat d'impulsions aveugles non réfrénées. L'intelligence s'anéantit sous l'action du narcotique; les troubles intellec-

tuels légers qui, dans la première phase, consistaient surtout dans la faiblesse du frein de la raison, s'accroissent; la raison s'éteint avec le sens moral. La coordination des pensées a déjà disparu, suivie par la coordination des mouvements; le sujet a une attitude incohérente, il bégaye, il titube, ses paroles sont sans suite; les idées s'enfuient, il n'en saisit plus que des parcelles. C'est, en un mot, une machine sans mécanicien, puisque la raison régulatrice ne peut plus en modérer la marche. Cet être, qui conserve de l'homme l'apparence physique, obéit à ses sensations, à ses impulsions physiologiques; c'est la brute lâchée que peut tout à coup emporter un instinct malfaisant ou sanguinaire, qui commettra n'importe quel crime dans une totale inconscience. Sorti de cet état, l'amnésie la plus complète subsiste; il ne se souvient de rien de ce qu'il a pu faire; ce n'est pas lui, ce n'est pas sa volonté, ni sa pensée, paralysées par l'alcool, qui ont agi, frappé, tué, c'est son être animal.

Il ne faut pas perdre de vue que ces deux états successifs, envisagés séparément pour la commodité de la théorie, sont en pratique séparés par des degrés intermédiaires infiniment variés; c'est par une progression insensible que l'on arrive à l'un et à l'autre. En outre, les effets de l'alcool sont absolument différents suivant les boissons absorbées et les individus; chacun apporte des prédispositions spéciales à certains troubles, et l'on ne peut établir de « thermomètre de l'ivresse » en rapport avec les quantités absorbées; certains breuvages, comme l'absinthe, développent un délire criminel; l'époque, la température, la constitution physique, l'état morbide sont autant de facteurs qui doivent entrer en ligne de compte. Les uns passent sans transition de l'ivresse légère au délire; d'autres suivent avec une certaine conscience les progrès de leur abrutissement. Les effets généraux de l'alcool sont parfois

accompagnés d'états pathologiques spéciaux, tels que ces hallucinations effrayantes qui surexcitent le malade jusqu'au crime. Il n'est rien de si délicat à résoudre pratiquement que la question de la responsabilité des ivrognes.

Après cet examen de l'état mental de l'homme ivre et de la façon dont peut se développer la criminalité, il s'agit d'étudier comment cet état peut influer sur l'intention criminelle et modifier le degré et la forme de la culpabilité.

Il y a lieu, tout d'abord, d'écarter de la discussion un cas particulier, celui où l'ivresse de l'agent est involontaire et fortuite, le cas où l'on ne peut reprocher à celui qui s'est enivré aucune faute, aucune imprudence, soit qu'il ait été victime de manœuvres frauduleuses, soit qu'il ne connaisse pas sa force de résistance à la boisson ou ait été envahi par les troubles alcooliques sans avoir pu le prévoir. Ce sera généralement le fait d'un homme qui n'a pas des habitudes intempérantes et qui s'est laissé surprendre par une boisson inconnue. Un individu qui aurait succombé déjà plusieurs fois à l'abus des boissons alcooliques pourrait difficilement soutenir le caractère fortuit de son ivresse. Cette ivresse, n'étant même pas punissable en soi, exonère celui qui en est victime de toute responsabilité pénale, relativement aux actes qui en sont la conséquence ; les actes délictueux participent de l'excusabilité de leur cause.

En dehors du cas où l'ivresse est purement fortuite, elle implique toujours une faute, plus ou moins grave, de la part du buveur et l'on peut considérer trois hypothèses différentes : l'ivresse involontaire, l'ivresse volontaire, l'ivresse préméditée. L'ivresse involontaire, mais non fortuite, est celle qui se produit sans que l'agent l'ait souhaitée, mais par suite d'une négligence ou d'une imprudence ; l'ivresse volontaire est celle que l'agent a recherchée, sans y attacher d'autres conséquen-

ces; quant à l'ivresse préméditée, l'agent a eu l'intention de s'y plonger en vue d'un crime à commettre. Il faut, dès à présent, mettre à part l'ivresse préméditée, qui présente des complications d'un genre spécial, et considérer l'ivresse involontaire et l'ivresse volontaire, pour lesquelles certaines solutions communes peuvent être présentées.

Il est nécessaire, pour l'examen de ces deux genres d'ivresse, d'établir une distinction entre l'ivresse incomplète et l'ivresse complète, entre les deux formes d'intoxication alcoolique que signalait dans sa théorie le docteur Heinze. Il est important de savoir si l'auteur de l'acte illicite commis en état d'ivresse en a eu conscience, s'il l'a compris, raisonné et voulu et dans quelle mesure; l'ivresse assez légère pour laisser au délinquant une grande partie de sa lucidité, ne supprime pas l'intention criminelle; elle peut ajouter au crime certaines circonstances, mais elle ne supprime pas la volonté de l'agent. Il se peut, en premier lieu, que l'agent ait aussi bien pu exécuter son crime à l'état normal et que l'ivresse ne soit qu'une circonstance concomitante accidentelle, que l'intention délictueuse ou criminelle ne soit pas née sous l'influence de la boisson; si l'excitation alcoolique n'a pas été assez violente pour avoir le caractère d'une impulsion irrésistible, le délinquant n'a que peu de différences avec un délinquant ordinaire. Mais le plus généralement l'ivresse aura développé l'intention criminelle latente; sans être assez grave pour faire perdre la conscience des actes et la raison, on pourra admettre qu'elle a influé sur l'accomplissement du crime. L'individu aura été en possession suffisante de sa personnalité pour qu'on puisse le rendre responsable des faits accomplis, tout en subissant certains troubles, qui ont pu diminuer sa lucidité d'esprit et sa force de volonté. On se trouvera, somme toute, en présence d'un crime ou d'un délit volontaire et non inconscient.

Mais si l'acte coupable a été commis pendant la période de l'ivresse complète et non plus partielle, s'il a été accompli dans l'état d'inconscience et d'automatisme, il est bien certain qu'il n'y a pas possibilité d'admettre l'intention criminelle; l'auteur n'est plus capable d'avoir des intentions, il n'a que des impulsions; c'est pourquoi les crimes accomplis dans cet état dangereux diffèrent de ceux accomplis avec une certaine conscience; ce sont des crimes inexplicables, généralement, étant donné le caractère et les tendances du coupable; l'alcoolique inconscient est pris d'une frénésie criminelle dont il n'est aucunement responsable, et où l'on ne peut retrouver la volonté qui joue un rôle dans ces infractions normales, si l'on peut ainsi dire, exécutées dans l'ivresse partielle. Donc, faute de conscience, il n'y a pas de culpabilité.

En résumé, tant que l'on peut reconnaître l'existence d'une intention criminelle, la responsabilité de l'acte coupable existe aussi; d'autre part, par suite de l'ivresse, cette responsabilité est plus ou moins complète, elle est en raison inverse de la gravité de l'ivresse et de l'inconscience partielle dont elle est la cause. L'ivresse agit donc à la façon d'une circonstance atténuante de la culpabilité; on devra tenir compte, dans l'application des peines, de l'atteinte portée par l'alcool à l'intégrité mentale du coupable; il y aura lieu de chercher si les impulsions mauvaises qui, à l'état normal, sont réfrénées, ont été renforcées par l'ivresse, et si l'agent a pu les refouler aussi énergiquement que s'il avait été à jeûn; s'il n'eût pas fallu, pour dominer l'excitation inaccoutumée, qu'il disposât d'une force de résistance bien plus considérable qu'à l'ordinaire. La peine devra donc être mesurée sur le degré de criminalité de l'acte, ainsi apprécié. Pour conclure, dans la plupart des cas, l'acte criminel apparaîtra d'abord comme une conséquence partielle de l'ivresse, et ensuite comme moins coupable, eu

égard à l'état particulier d'excitation qui l'a fait exécuter; c'est ce qu'il importe de retenir.

L'application de ce principe est rigoureusement exacte quand il s'agit d'ivresse fortuite; dans ce cas, aucune considération étrangère n'intervient et c'est exactement sur le degré de conscience que doit se mesurer la pénalité; l'ivresse est purement et simplement une circonstance atténuante. Mais toute autre est la question dès que l'on peut reprocher à l'agent une faute qui est l'origine de son ivresse; car, dans ce cas, une question accessoire de culpabilité est à résoudre, la culpabilité qui résulte de l'ivresse; cette question devient principale lorsqu'on se trouve en présence d'un crime dont l'auteur ne peut être responsable, faute de conscience.

Il y a toujours, avons-nous remarqué, une faute du buveur dans tous les cas où l'ivresse n'est pas fortuite; c'est par là que l'ivresse involontaire et l'ivresse volontaire se touchent, mais la faute est dans le second cas plus grave; une série de degrés insensibles rattachent, d'ailleurs, l'ivresse involontaire à l'ivresse volontaire. Ce qu'il faut entendre par ivresse involontaire, c'est celle qui, sans être intentionnelle, devait être prévue par le buveur; on peut ne pas chercher l'ivresse et, faute de surveillance, s'y laisser aller; au sujet de la répression de l'ivresse, en tant que délit distinct, nous avons constaté que l'ivrogne commet une négligence d'autant plus grave qu'il sait mieux à quoi il s'expose en buvant, qu'il connaît mieux la facilité avec laquelle il succombe; plus il aura à son actif de récidives dans l'ivresse, plus sa faute se rapprochera de celle du buveur volontairement ivre, car il y a des degrés dans l'intention de s'enivrer. La faute la plus répréhensible est celle du buveur qui cherche l'ivresse.

Or, dès que le fait de s'enivrer crée, à l'égard d'autrui, un danger, comme cela arrive dans le cas de crime, la faute du

buveur s'aggrave et devient une imprudence caractérisée; on sait que certaines législations frappent plus sévèrement l'ivresse dans certaines occupations demandant de la prudence et de l'attention; c'est sur ce principe qu'elles fondent la répression. L'imprudence est faible quand le délinquant s'est mis presque involontairement en état d'ivresse; elle est très grave lorsqu'il a voulu boire pour se procurer l'ivresse; mais l'imprudence peut être caractérisée aussi par d'autres faits; lorsque le buveur sait qu'il devient dangereux étant ivre, il est d'autant plus coupable de ne pas s'observer strictement; si, dans un premier accès d'ivresse, par exemple, il a commis des délits, récidiver dans l'ivresse sera presque manifester l'intention d'en commettre d'autres. Cette insouciance des intérêts d'autrui constitue un fait répréhensible et dénote une criminalité d'un genre particulier, une absence de résistance au crime, pour ainsi dire : « L'acte de s'enivrer, dit ingénieusement Heinze, est, par rapport à la lésion possible des droits d'autrui, un acte préparatoire d'une nature particulière » ⁽¹⁾.

Dans le cas où l'ivresse n'est que partielle, l'effet de cette imprudence du buveur sera d'aggraver sa culpabilité que l'état d'ivresse tend à diminuer; il faut bien ici distinguer deux éléments dans cette culpabilité, car elle comprend deux actes répréhensibles, le délit proprement dit et l'imprudence commise; la responsabilité du délit se calcule d'après le degré d'inconscience du sujet; la responsabilité de l'imprudence se mesure d'après la gravité de l'acte punissable, d'après le caractère plus ou moins volontaire de l'ivresse, d'après l'expérience qu'a le buveur du danger auquel il expose son entourage; à son degré de développement le moins élevé, elle est une faute et, en s'aggravant, elle se rapproche progressivement du dol.

(1) Heinze, *loc. cit.*

En présence de l'ivresse complète accompagnée d'inconscience, la culpabilité de l'acte délictueux a entièrement disparu ; mais la culpabilité résultant de l'imprudence est considérable ; de même qu'au cas d'ivresse fortuite, l'ivresse apparaît comme circonstance atténuante du crime, ici, le seul fait punissable c'est l'ivresse, mais le crime en est une circonstance aggravante spéciale. Ceux qui ont à souffrir de cet état d'irresponsabilité où s'est placé l'ivrogne ont droit de lui en demander compte, la responsabilité étant d'autant plus grave que la faute est mieux caractérisée. Ici, comme en cas d'ivresse partielle, cette faute sera plus répréhensible si elle se rapproche du dol, si l'intention de se mettre en état d'ivresse est mieux caractérisée, si le buveur aussi a été plus conscient des dangers qu'il fait naître.

Cette culpabilité de l'imprudence peut motiver une répression ; la législation admet que les actes nuisibles commis par suite de négligence ou d'imprudence ne doivent pas être exempts de pénalités ; ils ne sont pas, en effet, sans impliquer une certaine criminalité imprécise, une prévision confuse des conséquences de la faute ; il est surtout très dangereux de ne pas infliger à titre d'avertissement une peine à l'individu qui ne s'est pas tenu suffisamment tenu sur ses gardes. Il est rare que le droit pénal punisse l'imprudence en soi, comme un délit *sui generis*, quand elle n'a pas entraîné de conséquences dommageables. Mais ici l'imprudence se manifeste par un acte matériel, un crime ; l'ivresse suivie d'actes délictueux donne les éléments constitutifs du crime par imprudence. Lorsque l'ivrogne inconsciemment commet un crime, il en est l'auteur matériel, non l'auteur intellectuel, ne l'ayant pas conçu et voulu avant de l'exécuter. Mais il s'est mis dans une situation telle qu'il pouvait commettre des crimes, l'acte le prouve ; il y a eu de sa part imprudence, punissable par suite

du crime accompli. Dans les crimes commis par suite d'imprudence, la culpabilité est une culpabilité de fait plutôt que d'intention; elle résulte de l'inaction du coupable, en présence du danger, auquel il s'expose en commettant son imprudence.

La culpabilité de l'ivresse est aggravée par l'exécution d'un acte criminel; cependant, il est certain que les peines de l'ivresse, même aggravées, ne constituent pas une répression suffisante; mais la sanction de ces actes, dont on ne peut déclarer les auteurs responsables qu'en remontant à leur cause première, peut fort bien être la peine prononcée par la loi contre les actes dommageables commis par imprudence. Ainsi, lorsque l'ivrogne aura, pendant son accès, commis un meurtre, on pourra le considérer comme coupable d'homicide par imprudence.

D'après certaines théories, il faut aller plus loin, lorsqu'on se trouve en présence de crimes causés par l'ivresse volontaire; du moment que le buveur a consenti à se troubler l'esprit, il a consenti par là même à toutes les conséquences de ce trouble; si ce sont des crimes qui en résultent, il est responsable de ces crimes. C'est là une théorie d'une rigueur excessive et qui, en outre, n'est pas correcte au point de vue des principes. Si l'on peut admettre dans ce cas une imprudence de la plus haute gravité de la part du buveur, on ne peut nullement établir une intention criminelle par rapport aux crimes qu'il a pu commettre; il n'a pu, même s'il se savait dangereux, prévoir ces actes dans leur individualité, il n'a pu les prévoir que vaguement, se sachant capable de les accomplir; le rendre responsable de ces faits, c'est faire de la morale plutôt que du droit. On ne peut imputer à l'ivrogne les actes dont, à jeûn, il n'a pas eu la notion ni l'intention précise, mais on ne peut l'exonérer absolument; c'est la

prescience, la connaissance vague des actes nuisibles qui, aux yeux des théoriciens dont nous parlons, constitue l'intention; cela serait vrai si le buveur avait voulu son ivresse en vue d'actes délictueux à accomplir, ne fussent-ils pas individuellement déterminés. On doit convenir qu'entre l'ivresse préméditée et l'ivresse volontaire, le juge pourra être souvent dans l'embarras; si, par exemple, l'homme qui veut s'enivrer sait pertinemment qu'une fois ivre il accomplira des délits, sans toutefois les vouloir, l'absence de scrupules qu'il éprouve à s'enivrer se rapproche infiniment de l'intention criminelle; la certitude de commettre un crime équivaut presque à la volonté. C'est une question de fait très délicate, car, par des transitions insensibles, le buveur criminel passe de la faute au dol caractérisé et, somme toute, le cas du buveur volontaire implique une *culpa dolo proxima*.

Après avoir établi comment, en théorie, on peut résoudre les diverses hypothèses d'ivresse suivie de crime, il est intéressant d'examiner comment les législateurs et la jurisprudence ont compris la question, en divers temps et en divers lieux, et comment, en législation, il est bon de la régler, en ce qui touche la France. On peut, d'ailleurs, remonter assez loin pour trouver la mention du problème. En droit romain, par exemple, certains textes du Digeste considèrent l'ivresse comme une circonstance atténuante du crime commis ⁽¹⁾. Dans le droit canonique, au *Corpus juris canonici*, l'ivresse est considérée comme punissable en soi, mais créant l'irresponsabilité lorsqu'elle est complète. Saint Thomas d'Aquin, à la suite d'Aristote, émet une théorie plus subtile : l'ivresse est péché mortel « *quod homo absque necessitate reddat se impotentem ad utendum ratione* »; péché véniel seulement si l'ignorance

(1) V. Marcien, L. 11, § 2, D., 48-49; Arrius Menander, L. 6, § 7, D., 49-16.

ou une faiblesse naturelle en est la cause. L'ivresse complète exclut le péché des actes commis, mais l'ivresse volontaire en laisse la responsabilité; c'est la théorie sévère que nous avons notée; cependant, tout en admettant cette imputabilité, le théologien consent à atténuer la peine qui aurait frappé le crime commis à jeûn, mais il frappe l'ivresse, la cause, d'une peine spéciale ⁽¹⁾.

La loi et la jurisprudence, en France, ont subi diverses évolutions depuis le moyen-âge; deux courants se sont dessinés, inspirés par le droit romain, le droit canon, et les jurisconsultes italiens du xvi^e siècle, et l'appréciation de la culpabilité en présence de l'ivresse a subi des variations, tantôt sévère et tantôt indulgente. Au xiv^e siècle, le Grand Coutumier, dans un passage souvent cité (liv. 4, ch. 6) se prononce pour l'atténuation : « Et toutefois les meffaicts allègent les peines en sept manières. La première, pour cause de la personne, si comme quand aucun excès est fait par une personne folle ou yvre ». L'édit de François I^{er} en 1536 est, au contraire, d'une exceptionnelle rigueur; loin d'admettre la moindre atténuation, il renforce les pénalités, et par la généralité de ses dispositions, constitue une loi draconienne : « S'il advient que, par l'ébriété ou chaleur du vin, les ivrognes commettent aucun mauvais cas, ne leur sera pour cette occasion pardonné; mais seront punis de la peine due audit délit et davantage pour ladite ébriété, à l'arbitrage du juge ». Quoique cette disposition restât en vigueur, la jurisprudence, jusqu'en 1789, prit l'habitude d'admettre l'atténuation de peine en cas d'ivresse accidentelle, réservant sa sévérité pour l'ivrognerie ⁽²⁾.

Le Code pénal est absolument muet sur la question de

⁽¹⁾ V. Rapport Heinze, *loc. cit.*

⁽²⁾ V. D., *Suppl.*, *Ivresse*.

l'ivresse; l'art. 64 est le seul que l'on puisse songer à appliquer; il est peu explicite et ne répond pas à toutes les difficultés : « Il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister ». Ce texte ne peut s'appliquer à l'ivresse et en faire une cause de non-imputabilité que lorsqu'il s'agit d'ivresse accompagnée de délire alcoolique, assimilable à la démence; mais s'il s'agit d'ivresse simple, la jurisprudence, avec raison, s'est toujours refusée à lui reconnaître les caractères distinctifs de la démence ⁽¹⁾; de même la force majeure ne peut être admise, la contrainte étant la conséquence de l'ivresse, dont le criminel lui-même est l'auteur.

Les auteurs et la jurisprudence ont dû combler cette lacune, et le procédé employé consiste dans les circonstances atténuantes; l'introduction des circonstances atténuantes dans notre code a permis de résoudre équitablement la question de l'ivresse; les circonstances atténuantes n'étant ni définies, ni limitées, l'ivresse a pu y prendre place; le pouvoir d'appréciation du juge reste absolument intact. Les auteurs, et pour citer deux des plus connus, Rossi et Ortolan, considèrent l'ivresse comme une cause d'irresponsabilité lorsqu'elle n'implique aucune faute; comme une circonstance atténuante tout au moins, car elle altère les facultés mentales; quand l'ivresse est complète, d'après Rossi, l'acte n'est pas un acte d'intelligence et de volonté; il n'y a donc pas d'imputabilité ⁽²⁾; c'est la doctrine que suivent généralement les tribu-

(1) V. Cass., 18 mai 1815. — Cass., 2 oct. 1812. — Cass., 23 avril 1824. — Cass., 1^{er} juin 1843; D., *Peine*, ch. V. — Aix, 1^{er} juin 1870, S., 71. 2. 98.

(2) V. Rossi, *Traité de droit pénal*, II. — Ortolan, *Éléments du droit pénal*, II. — Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, I. — Garraud, *Traité de droit pénal*, I.

naux français, comme d'ailleurs ceux de Belgique, les dispositions des deux codes étant identiques ⁽¹⁾.

Le système français est un système indulgent; d'autres législations admettent expressément ou permettent un système analogue; beaucoup prévoient comme circonstance atténuante l'inconscience partielle ou totale. Le Code italien considère l'ivresse comme une cause d'atténuation ⁽²⁾; en Allemagne, la jurisprudence tend à faire de l'ivresse une circonstance atténuante, ce qui fait dire que les criminels boivent pour gagner les circonstances atténuantes ⁽³⁾; la question est envisagée de même en Autriche, en Hongrie, et dans certains cantons suisses, le Valais, le canton de Vaud, Genève ⁽⁴⁾.

Par contre, il existe un système sévère, pratiqué surtout par l'Angleterre et l'Amérique; le droit coutumier anglais, le Common Law, était extrêmement sévère pour les crimes commis en état d'ivresse, pour des raisons d'utilité pratique, à raison surtout du nombre et de la gravité des crimes dont l'ivresse était la cause; les juristes anglais formulent en préceptes rigides ces dispositions; la peine sanctionne, d'après

(1) V. Haus, *Principes généraux du droit pénal belge*.

(2) Le C. pén. de 1889 admet une diminution ou une exemption de peine, si par suite d'ivresse, il y a imputabilité moindre ou inconscience, sauf en cas d'ivresse intentionnelle, *Rev. pénit.*, déc. 1896. — V. Canonico, Saint-Petersbourg, *loc. cit.*

(3) D'après le C. pén. allemand, l'inconscience exclut la responsabilité; c'est sur ce principe que s'appuie la jurisprudence. Le projet de 1881 punit les actes commis en état d'ivresse d'une peine atténuée, le quart ou la moitié du maximum ordinaire. *Rev. pénit.*, déc. 1896.

(4) C. pén. autrichien (1852); le crime commis en état d'ivresse n'est pas puni. — C. pén. hongrois (1879) : l'inculpé qui a agi sans discernement est absous, par exemple en cas d'ivresse complète; en pratique, on tient grand compte du degré d'ivresse, qui est une circonstance atténuante. — Suisse : Dans les cantons de Vaud et de Genève, le système français s'applique; dans le Valais, le Tessin, Fribourg, l'ivresse est une cause expresse d'atténuation. — Le projet de C. pén. fédéral admet l'atténuation au cas de conscience incomplète ou de santé mentale altérée. *Rev. pénit.*, déc. 1896.

eux, le devoir qu'a l'homme de se conserver la raison ; il y a là en même temps une préoccupation morale étrangère au droit. Actuellement, la jurisprudence admet que l'ivresse involontaire peut entamer la responsabilité, mais elle n'admet jamais d'excuse en cas d'ivresse volontaire, solution un peu dépourvue de subtilité, et trop simple pour une question aussi compliquée. Il y a cependant une tendance à un adoucissement du système ⁽¹⁾ ; c'est d'ailleurs, dans les pays où l'on a à lutter énergiquement contre l'alcoolisme, un principe courant. Le Code pénal des Pays-Bas ne tient aucun compte de l'ivresse pour apprécier la responsabilité ; il en est de même en Suède, de même en Norvège, où l'inconscience ne rend irresponsable que si elle ne provient pas de la faute de l'agent ; en Danemark, où, quoique cela leur soit possible, les tribunaux admettent rarement l'irresponsabilité des buveurs ⁽²⁾. On ne dit pas d'ailleurs si ces pratiques rigoureuses ont de bons résultats.

Comment devra-t-on résoudre en législation la question de la responsabilité ? Faut-il laisser au juge le soin de la mesu-

(1) Dans la pratique anglaise, on admet que toute maladie mentale résultant de l'ivresse même volontaire est une cause de non imputabilité ; dans les délits d'intention, il y a discussion sur la question de dol, *intent* ; certaines décisions admettent qu'il y a seulement faute, en cas d'homicide par exemple ; le projet de C. pén. de 1880 admet l'irresponsabilité en cas d'ivresse totale et involontaire. *Rev. pénit.*, déc. 1896. — Heinze, *loc. cit.*

(2) Le C. pén. hollandais (1886) supprime l'indulgence du code précédent à l'égard de l'ivresse. — Le C. pén. suédois (1864) qui atténue la peine au cas où la raison est entamée, n'est pas appliqué à l'ivresse par les tribunaux. — En Norvège, la pratique est sévère pour l'ivresse qui n'est pas involontaire. — Le projet de loi de 1895 admet que toute personne qui n'a pu apprécier le mal commis, par suite de faiblesse d'esprit, d'aliénation, ou n'a pas été maîtresse de soi par suite de pression, de danger imminent, est excusable, sauf le cas où cet état d'esprit est volontaire. — En Danemark, le C. pén. (1866) admet l'excuse de l'inconscience totale ou partielle, mais les tribunaux ne l'admettent pas pour l'ivresse. — En Finlande et en Russie, les juges sont sévères pour l'ivresse accompagnée de crimes. *Rev. pénit.*, déc. 1896.

rer, et n'inscrire dans la loi aucune disposition; faut-il, au contraire, comme un grand nombre de lois étrangères, prévoir, de manière plus ou moins explicite, les cas d'ivresse et les atténuations ou aggravations correspondantes? Il est bien certain que l'art. 64 du code pénal pourrait être mieux rédigé, qu'il est loin de prévoir tous les cas d'irresponsabilité qu'un délinquant peut invoquer, et qu'il serait assez indiqué de le modifier. Mais il faut compter qu'avec les circonstances atténuantes, le juge dispose d'un instrument très commode, qui peut répondre à bien des nécessités pratiques. Il y aurait lieu d'inscrire de nouvelles dispositions dans le code si l'on avait en vue l'aggravation de la pratique actuelle; mais, à vrai dire, plus de sévérité ne paraît pas nécessaire; la jurisprudence française applique un système dont la construction doctrinale est très solide et s'appuie sur les meilleurs principes; elle est parfaitement correcte au point de vue théorique et les nécessités pratiques ne paraissent pas exiger utilement une rigueur plus grande. Donc, il est superflu de modifier la législation, autrement que pour lui donner plus de correction extérieure.

La question de l'application des peines se présente alors à l'examen, et mérite d'attirer l'attention. Lorsqu'on se trouve en présence d'un crime ou d'un délit, dont l'auteur a eu suffisamment conscience pour en être responsable, mais mérite l'indulgence à raison de sa faiblesse de résistance par suite de l'ivresse, la peine sera atténuée en proportion de l'irresponsabilité. En réalité, il y a deux actes, deux infractions distinctes, qui appellent deux condamnations; il y a l'ivresse et il y a le crime commis; la peine qui frappera l'ivresse devra être d'autant plus forte que la faute commise par l'ivrogne aura été caractérisée; d'autre part, moins la faute sera excusable, et moins l'atténuation de la peine du crime sera forte;

les deux infractions influent l'une sur l'autre. Mais, quelle que puisse être la faute du buveur, elle ne pourra jamais influencer sur la peine principale, à beaucoup près, autant que l'inconscience qui l'atténue; elle fera simplement partie des éléments constitutifs de la culpabilité, que le juge sera chargé d'apprécier.

Lorsque la conscience que le buveur pouvait avoir de son acte criminel aura été assez faible pour nécessiter une atténuation très considérable si l'on voulait la doser exactement, lorsque l'état équivaudra presque à l'inconscience, il faudra donner à la répression une autre base. Le fondement que l'on peut proposer pour la répression des crimes inconscients, c'est la faute, c'est l'imprudence commise; en vertu de ce principe, dans une législation comme la nôtre, on devrait appliquer les peines prévues par le code pour les crimes et les délits d'imprudence, et portées aux art. 319 et 320 du Code pénal ⁽¹⁾. Il y a des crimes commis dans ces circonstances, qu'il est imprudent de laisser sans répression, car cela constituerait un déplorable exemple; comme, d'autre part, il serait injuste de les punir comme des crimes ordinaires, on les punira de peines déjà réduites, que l'on pourra diminuer d'après l'importance de la faute; il n'est pas contestable que, dans notre jurisprudence, l'application des art. 319 et 320, lorsque ces délits sont commis en état d'ivresse, soit possible; l'homicide, les blessures et les coups rentrent dans la catégorie indiquée.

Il y a cependant bien d'autres actes que les ivrognes peuvent commettre; ils ne sont pas dangereux seulement pour les personnes, mais pour les biens; ils peuvent, en état d'ivresse, mettre le feu à une maison, voler, opérer des des-

(1) V. Merveilleux du Vignaux, *Soc. gén. des prisons, Rev. pénit.*, 1897.

tructions dans les propriétés ; tous ces crimes, qu'on ne peut leur imputer, vu leur inconscience, resteront donc impunis, puisque l'imprudence n'est pas punissable à leur endroit. A vrai dire, il ne se conçoit guère qu'on vole par imprudence ; mais dans l'ivresse tous ces actes sont possibles. Aussi est-il préférable d'adopter pour leur répression un système projeté dans la loi allemande de 1881, non encore en vigueur ; le projet établit un régime spécial de peines pour les imprudences dues à l'ivresse ; les ivrognes qui se rendent coupables d'homicide, de blessures, d'incendie, de violences aux fonctionnaires, d'atteintes à la morale, etc., sont frappés d'une peine de prison jusqu'à trois ans, et d'une amende jusqu'à 1.000 marks ⁽¹⁾. La répression s'appuie, comme en France, sur la constatation d'une imprudence, mais s'étend à un bien plus grand nombre de faits, communément accomplis par les individus que l'ivresse excite.

On peut considérer l'ivresse accompagnée de crimes sous un tout autre aspect que ceux que nous venons d'examiner ; il s'agit maintenant de l'ivresse intentionnelle ou ivresse préméditée ; cette ivresse est celle que l'agent, résolu, avant de boire, à commettre un crime, recherche dans le but de se faciliter l'exécution de son projet. Ici l'ivresse n'est plus un acte préparatoire involontaire, c'est un acte préparatoire prémédité, ou un moyen d'exécution particulier. L'agent s'enivre afin d'éprouver l'effet de l'excitation alcoolique ou de l'inconscience. L'homme qui espère ainsi faciliter son méfait boit pour se donner du courage, c'est-à-dire qu'à jeûn il ne se sent pas la volonté assez ferme, ou la conscience assez

(1) V. *Rev. pénit.*, *loc. cit.* — Il existe aussi, dans le projet norvégien, un article qui punit, des peines de la négligence, les délits commis en état d'ivresse (d'inconscience) causée par la faute de l'agent. — C'est une théorie analogue qu'appliquent les juristes anglais, en distinguant la faute et le dol.

endurcie pour exécuter le crime ; il craint les révoltes de sa sensibilité, il a des terreurs gênantes, et il espère, à l'aide de l'alcool, s'exciter, tout en anesthésiant ses nerfs, ou en endormant sa conscience. Il absorbe de l'alcool, s'attache à l'idée de son crime comme à une idée fixe ; le poison éveille les instincts brutaux, et fait taire les scrupules ; armé de cette audace factice, il va accomplir son crime.

Les crimes exécutés avec le secours de l'ivresse sont assez fréquents ; plus fréquents encore sont les suicides préparés volontairement par une surexcitation alcoolique. En ce qui concerne les crimes, généralement, l'agent aura conservé pendant l'exécution une certaine conscience, il aura absorbé de l'alcool seulement pour triompher de certaines hésitations et s'interdire de reculer au dernier moment. La préméditation et la préparation étudiées du crime sont dans ce cas indéniables ; l'acte dénote une volonté perverse enracinée, une moralité des plus viciées. Parfois le criminel n'a pas seulement l'intention de s'enhardir, mais aussi de se préparer une excuse d'inconscience ; il invoquera l'ivresse pour persuader le juge de son irresponsabilité ; l'un et l'autre calculs doivent être déjoués et c'est une sévère répression que l'on doit lui infliger. L'intention criminelle existe avant l'ivresse ; l'ivresse est cherchée volontairement pour en assurer l'exécution ; peu importe l'inconscience de l'agent au moment de l'acte, puisqu'il l'a voulu et a commencé à l'exécuter à l'état normal.

Cela est exact même si l'ivresse est poussée jusqu'à l'inconscience complète ; le criminel se transforme en automate, dégagé de toute attache intellectuelle avec l'humanité ; le cas est plus rare que celui de l'ivresse partielle, mais il se présente, soit que le buveur n'ait pas su s'arrêter à temps dans l'ivresse, soit qu'il ait voulu réellement atteindre l'inconscience absolue. De cette brute déchainée, des crimes sortiront ;

mais sont-ce les crimes médités à jeun ? Il se peut que le dessein criminel soit ancré comme une idée fixe, et survive au naufrage de la conscience. Le criminel marche automatiquement à l'exécution ; ici l'ivresse est un moyen d'exécution, non pas un moyen adjuvant, comme dans le cas de la simple excitation, mais le procédé principal. L'ivrogne annihile son être moral, et se sert de son être physique comme d'un objet, d'un instrument, au service de son intention criminelle. Peut-on dire que l'intention criminelle persiste jusqu'au dernier moment ? Il se peut en effet qu'elle n'existe plus à l'instant du crime, mais il suffit que le criminel se soit volontairement lancé, comme un automate, dans la voie du crime, qu'il ait mis en mouvement l'instrument de l'exécution, pour que sa responsabilité soit engagée. Sa criminalité est aussi caractérisée que celle de l'anarchiste qui dépose un engin explosif, puis s'éloigne, laissant l'œuvre de destruction s'accomplir mécaniquement. Le cas qui nous occupe a de très particulier que c'est l'auteur intellectuel du crime qui se transforme en instrument d'exécution.

Un fait apparaît évident, c'est que l'on ne peut aucunement considérer l'ivresse, dans ces circonstances, comme une excuse ou une circonstance atténuante ; la volonté criminelle est antérieure et ne peut être modifiée par l'inconscience survenue au cours de l'exécution du crime. Tout au contraire, il faut reconnaître que l'ivresse constitue une circonstance aggravante, car elle indique une préméditation particulièrement étudiée du crime, elle dénote la volonté chez le criminel de s'interdire toute hésitation au moment d'agir, de brûler ses vaisseaux pour se mettre dans l'impossibilité de revenir sur sa décision, soit par remords, soit par faiblesse. Le crime doit donc entraîner la peine normale, appliquée avec plus de sévérité à cause de l'ivresse.

Cette doctrine est celle que suivent les auteurs et la jurisprudence en France; lorsque l'ivresse est recherchée en vue d'un délit, elle est regardée comme une circonstance aggravante, et en tout cas n'exclut jamais la peine encourue ⁽¹⁾. C'est ainsi que la jurisprudence et les juristes résolvent la question dans toutes les législations; elle est même prévue par certaines lois qui n'admettent pas que l'inconscience préméditée procure l'irresponsabilité ⁽²⁾.

La responsabilité des actes commis en état d'ivresse soulève des problèmes relativement simples, qu'on peut résoudre à l'aide des principes; il en est tout autrement lorsque l'ivresse s'accompagne d'alcoolisme ou d'intempérance habituelle, lorsqu'on ne peut la considérer comme un phénomène isolé; et ces cas en pratique seront de beaucoup les plus fréquents. Dès qu'il y a une habitude d'ivrognerie, on peut craindre que la mentalité et la moralité de l'individu ne soient plus intactes, et que par suite sa responsabilité soit atténuée; l'habitude de boire est une tare mentale, c'est une manie, qui est fréquemment suivie de troubles intellectuels. Peut-on considérer en principe un alcoolique comme entièrement responsable? Si l'habitude de l'ivresse n'a pas encore provoqué de troubles, elle laissera intacte la responsabilité, qui pourra parfois être aggravée par le fait de cette habitude. Mais dès qu'elle aura exercé son influence sur l'esprit et la volonté de l'ivrogne, par un affaiblissement des facultés, ou un commencement d'aliénation, ou encore des accès de délire, l'atténuation de responsabilité paraît certaine; l'alcool ne l'a pas laissée intacte, et l'ivrogne n'est plus absolument capable

⁽¹⁾ V. Ortolan, *loc. cit.* — Chauveau et Hélie, *loc. cit.* — V. cependant en sens contraire Garraud, *loc. cit.*

⁽²⁾ Ainsi loi norvégienne, C. pén. finlandais; lois de plusieurs cantons suisses (Berne, Neuchâtel, Schwytz, etc.); C. pén. italien, *Rev. pénit.*, *loc. cit.*

de résister aux impulsions et de raisonner ses actes. Cette responsabilité disparaît complètement en cas d'alcoolisme frénétique, lorsque le délire est complet; elle est toujours entamée dans les autres cas indiqués. Ici, ce n'est plus exclusivement la compétence du juge qui doit s'exercer; en principe, il faudra toujours soumettre l'alcoolique à l'examen médical, pour déterminer dans quelle mesure l'alcool a attaqué ses facultés intellectuelles ⁽¹⁾.

Il s'agit donc essentiellement d'une question de fait; aucun principe ne peut servir à résoudre les cas infiniment complexes et variés que la pratique journalière présente; ils sont malheureusement de jour en jour plus fréquents, l'alcoolisme ne cessant pas de recruter des adeptes; sans aucun doute, la plupart des criminels actuellement déferés aux tribunaux ont un état mental partiellement altéré par la boisson. Il y a une classe particulièrement intéressante, ce sont les alcooliques héréditaires, voués fatalement à la passion des parents par leur constitution physique et mentale; ceux-là, généralement, ne sont même pas responsables de leur alcoolisme, ce que souvent on peut reprocher aux autres; leurs crimes méritent donc l'indulgence, s'ils proviennent réellement des troubles alcooliques. Il n'est pas, disons-le bien, de problème plus difficile à résoudre en droit pénal, et plus inquiétant que la responsabilité des ivrognes. Il est cependant un fait certain, c'est que, condamné ou acquitté, l'ivrogne qui a commis des crimes, par suite de ses habitudes intempérantes, doit être mis hors d'état de nuire, et soigné, s'il est possible; l'internement doit être régulièrement prononcé, par mesure de précaution, contre tout délinquant ayant commis son crime en état d'ivresse. Cette mesure n'est pas justifiée s'il

⁽¹⁾ V. Motet (Saint-Petersbourg), *loc. cit.* — Motet et Vétault, *La responsabilité des alcooliques*.

s'agit d'ivresse accidentelle, elle s'impose vis-à-vis des buveurs d'habitude ; c'est la dernière réforme introduite par l'Angleterre dans sa législation de l'ivrognerie ; c'est, en France, une réforme essentielle et urgente, qui, soit substituée à l'emprisonnement, soit le complétant, peut seule obtenir quelque amendement des criminels alcooliques (1).

C'est de façon théorique que nous avons examiné ces divers problèmes, et même à ce point de vue, la question de responsabilité présente de très grandes complications ; l'œuvre du juge sera bien autrement difficile ; dans ces matières subtiles où il s'agit de doser la responsabilité avec une précision particulière, les cas individuels échappent à toute classification ; les catégories que les théoriciens cherchent à séparer se pénètrent mutuellement en pratique ; le rôle du médecin est aussi important que celui du juge ; il s'agira d'examiner les antécédents alcooliques du coupable, son état mental et physiologique, sa résistance à la boisson ; la difficulté la plus grave réside dans ce fait que l'ivresse est un état essentiellement temporaire, que le juge devra, placé en face d'un délinquant revenu à l'état normal, apprécier d'après des constatations de témoins, d'après des signes extérieurs vagues, le degré d'inconscience à l'instant du crime ; reconstituer à l'aide de ces éléments la responsabilité du criminel, c'est une œuvre absolument hasardeuse, et qui n'aboutira généralement qu'à des résultats approximatifs.

Existe-t-il, pour résoudre ces difficultés, une juridiction suffisamment éclairée et compétente ; dans la plupart des cas, ce sera le jury et l'on peut déclarer, avec M. Tarde, qu'« il est dangereux de lui confier le soin de discerner les cas si subtils, si complexes de responsabilité qui naissent de l'al-

(1) V. Vidal, *loc. cit.*

coolisme » ⁽¹⁾. Ce n'est pas sur cette seule question que l'incompétence du jury est évidente; tous les problèmes de la responsabilité échappent à son appréciation, dès que l'état mental n'est plus intact; c'est une question médicale des plus ardues, « devant laquelle des hommes habitués au maniement des idées philosophiques reculent et qu'on soumet au jugement d'esprits incultes, d'esprits frustes ». Pour les aliénés criminels comme pour les alcooliques, le verdict du jury est voué aux erreurs les plus graves; la pratique le démontre assez fréquemment. La réforme de l'institution du jury sur ce point spécial a été souvent souhaitée par les criminalistes; c'est une refonte complète de notre procédure pénale, que les progrès de la science rendent de jour en jour plus nécessaire ⁽²⁾. Nous ne pouvons ici qu'indiquer la question, sans préciser comment on pourra substituer au jury ordinaire un organe judiciaire chargé de résoudre les questions de responsabilité, dont la compétence médicale et philosophique soit plus réelle que celle des douze citoyens tirés au sort dans les professions les plus diverses. Il faut des juges qui puissent apprécier l'état mental de l'alcoolique en lui-même, et non à l'aide des considérations extérieures qui souvent dictent aux jurés leur sentence.

⁽¹⁾ Tarde, *Soc. gén. des prisons. Rev. pénit.*, 1897.

⁽²⁾ V. Constant, *Les aliénés criminels. Rev. pénit.*, 1898.

CHAPITRE VIII

LA LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME EN FRANCE

Nous avons recherché, au cours de cette étude, les mesures répressives les plus propres à obtenir de bons résultats dans la lutte contre l'alcoolisme ; l'exemple des législations étrangères et notre propre expérience prouvent de la manière la plus indiscutable l'urgence d'une transformation complète des lois pénales sur l'ivrognerie ; il faut renoncer à frapper l'ivrogne, qui est plutôt un malade qu'un coupable, de peines inefficaces ou funestes ; il faut rechercher son amendement par des procédés nouveaux, que l'intérêt social exige, et dont les effets favorables ne sont pas contestés. L'internement doit devenir la peine la plus fréquente de l'ivrognerie, et même il ne faut pas considérer cette mesure tant comme une peine que comme une mesure de protection, dont l'alcoolique bénéficiera au moins autant que la société. Quant aux malfaiteurs, qui, eux, ne sont pas des malades que l'on doit plaindre, mais des exploiters d'un vice dangereux, si la loi pénale doit être à leur égard modifiée, c'est dans le sens de la sévérité.

Les dispositions que nous avons étudiées successivement sont toutes celles qui paraissent compatibles avec les conceptions juridiques françaises et l'état de la législation ; elles sont en accord avec les tendances largement réformatrices du droit pénal contemporain. Est-ce à dire que leur introduc-

tion immédiate dans nos lois soit possible? Il faut, pour qu'une législation soit féconde en résultats, qu'elle soit soutenue par un mouvement d'opinion suffisamment important; il faut surtout, avant d'être applicable, qu'elle conquière la faveur des législateurs chargés de lui donner l'existence; on peut se demander si, actuellement, les Chambres se décideraient à voter les mesures radicales que nous croyons nécessaires, et si l'appui de l'opinion publique serait dès à présent assuré à l'œuvre de défense entreprise. Que peut-on espérer du législateur et du public, et quel est, en France, l'état de la question? C'est ce qu'il s'agit d'examiner; en outre, il ne faut pas oublier que les mesures répressives sont une bien faible partie de l'œuvre à accomplir, et que, toujours, prévenir le mal vaut mieux que le guérir; c'est tout un système défensif que l'on doit opposer à l'alcoolisme; il s'agit de voir ce qu'il doit être en France.

Cette nécessité de concentrer en vue de la lutte à outrance toutes les armes nécessaires entre les mains des adversaires de l'alcool, était fortement exprimée, il y a quelques années, dans le pays, voisin du nôtre, et qui subit les ravages du même fléau, la Belgique; le rapporteur de la Commission d'enquête sur l'alcoolisme conclut en ces termes : « Les moyens moraux ou de persuasion sont indispensables pour faire adopter pleinement les mesures de répression et même les mesures d'ordre administratif. Prises isolément, les mesures préconisées pour la lutte contre l'alcoolisme ne suffiraient pas à détourner ce terrible fléau, néanmoins chacune d'elles a sa valeur. Il faut en faire un faisceau, une force d'ensemble attaquant l'ennemi sur tous les points à la fois, et d'une manière énergique, sérieuse, sans tolérer une défaillance. Rien n'est à négliger à cet égard. Tous les moyens agissent, non seulement contre le mal lui-même, mais aussi

sur l'opinion publique, qu'ils réforment peu à peu par une sorte de suggestion. Les moyens moraux doivent être particulièrement mis en œuvre en vue de préparer l'esprit public à l'adoption des mesures radicales » ⁽¹⁾. C'est ce que, il y a déjà vingt-sept ans, Laboulaye exprimait éloquemment à l'Assemblée nationale, au cours de la discussion de la loi sur l'ivresse; c'est ce qu'on a eu trop longtemps le tort d'oublier et que l'étendue des ravages nous rappelle cruellement aujourd'hui.

Il y a trente ans que la France possède sa première Société de tempérance; c'est grâce à l'Académie de médecine, et surtout à l'action des docteurs Bergeron et Lunier, que cette association se fonda et grandit; en 1871, « la Société française de tempérance, association contre l'abus des boissons alcooliques », posa les principes de l'action tempérante dans notre pays; ce n'était pas une société d'abstinence totale comme les groupements Américains ou Scandinaves, c'était une ligue se proposant pour but de supprimer l'alcool de la consommation, en proscrivant les boissons distillées, mais en tolérant l'emploi modéré des boissons fermentées; en France, pensaient justement les fondateurs, on ne peut songer à supprimer l'usage du vin, qui est une boisson nationale. « Le vin honnête, disait Lunier, honnêtement bu aux repas, et surtout quand cela se peut aux repas de famille, est un aliment très avouable, très salutaire souvent ». C'est aussi l'avis qu'exprimait le Dr Lannelongue à la Chambre, en 1895 : « Les boissons hygiéniques n'ont pas toujours été telles; elles ne le sont devenues qu'à certaines conditions : la contrée, le climat, l'habitude, et plus tard l'hérédité, ont fait qu'à un moment donné, en France, le vin est devenu la bois-

(1) *Rev. pénit.*, janv. 1897.

son hygiénique pour le Midi, le cidre pour l'Ouest, la bière pour le Nord ». C'est à la défense de ces principes de modération que s'est attachée la Société française ; sa propagande fut pour beaucoup dans l'adoption de la loi de 1873 ; en 1880, elle fut reconnue d'utilité publique ⁽¹⁾.

Après la loi de 1873, qui avait appelé l'attention du législateur sur la question de l'alcoolisme, il semble que l'on s'endorme dans une fausse sécurité, que l'on ne voie plus le mal grandissant ; c'est de cette époque que date la loi de 1873, restituant aux bouilleurs leur privilège supprimé en 1872 ; l'Assemblée, à la veille des élections, voulut se ménager la faveur du suffrage universel, sans se rendre compte alors bien exactement, de la gravité de cette mesure néfaste, dont les conséquences furent constatées trop tard. En 1879, la question de l'alcoolisme se représenta devant les pouvoirs publics, mais au point de vue fiscal principalement ; il s'agissait d'étudier à nouveau la question, toujours agitée et jamais résolue, de la réforme de l'impôt des boissons ; une Commission parlementaire, dont Pascal Duprat fut rapporteur, fit une enquête sur le régime des boissons, et conclut à la nécessité de dégrever les boissons hygiéniques, de supprimer en revanche le privilège des bouilleurs et d'augmenter les licences de débit. La première conséquence, ce fut la loi de 1880, qui, loin d'imposer des entraves aux débitants, consacra à leur profit la plus complète liberté ⁽²⁾.

Cependant l'alcoolisme continuait ses ravages, les nations attaquées se défendaient énergiquement, les plus insouciantes s'apercevaient du péril ; on songea en France à examiner

⁽¹⁾ V. Legrain, *Dégénérescence sociale et alcoolisme*.

⁽²⁾ Cette loi fut inspirée par un esprit de réaction contre la réglementation administrative de l'Empire et le décret de 1851 ; on ne songea pas assez aux conséquences pratiques de la liberté illimitée.

sérieusement le problème, et, en 1886, au Sénat, sur la proposition du sénateur Claude, des Vosges, une Commission parlementaire fut nommée, et reçut mission de procéder à un examen approfondi de l'alcoolisme au point de vue fiscal et au point de vue hygiénique ; la Commission rassembla les documents les plus probants et chargea, en 1887, Claude, d'exposer le résultat de ces travaux ; ce rapport, accompagné d'annexes considérables, est resté l'exposé le plus complet des désastres, encore mal connus, que causait l'alcool. Ce fut une révélation retentissante, bien faite pour donner l'alarme à ceux qui jusque-là étaient restés indifférents ; l'étendue du mal, ses causes profondes, ses ramifications innombrables, apparurent subitement ; très énergiquement, la Commission dénonçait les errements déplorables jusqu'alors suivis, la liberté absolue de l'empoisonnement ; elle était frappée surtout de la gravité des troubles causés par les alcools impurs. Elle réclamait des prohibitions rigoureuses contre certaines boissons, un contrôle hygiénique sévère, la suppression des bouilleurs, qu'elle rendait pour une grande part responsables du mal ; elle envisageait enfin, comme une solution radicale et peut être nécessaire, l'établissement du monopole.

On peut dire que c'est seulement depuis 1887, depuis le rapport Claude que nos législateurs ont commencé à s'occuper de l'alcoolisme ; leur œuvre effective a d'ailleurs été restreinte et ils ont manifesté des tendances réformatrices plutôt qu'ils ne les ont réalisées en actes ; depuis 1893, cependant, une nouvelle lutte contre le fléau a été organisée, dont l'action se fera probablement sentir sur les Chambres et les poussera, espérons-le, avant longtemps à créer des armes légales contre l'alcoolisme.

L'activité des législateurs s'est surtout portée sur la réforme fiscale toujours attendue ; les propositions de loi ont afflué

aux Chambres; par malheur, la réforme, entreprise il y a plus de dix ans, votée par les deux assemblées, mais amendée, remaniée sans cesse, n'a pu achever ses pérégrinations incessantes et obtenir l'existence légale; peut-être la Chambre actuelle, devant laquelle elle va reparaitre, parviendra-t-elle à la rendre acceptable; toujours est-il que les grandes lignes en semblent désormais fixées et que seulement quelques détails restent à discuter.

L'alcool et les boissons où il entre constituent une matière imposable extraordinairement productive, puisque cet impôt des boissons donne annuellement 6 à 700 millions sur un budget de 3 milliards; c'est une ressource fiscale unique, et c'est ce qui fait la difficulté principale de toutes les réformes législatives dont le but est de combattre l'alcoolisme; combattre l'alcoolisme, c'est vouloir diminuer la consommation de l'alcool, c'est-à-dire risquer d'entamer les finances de l'Etat; il s'agit de trouver un système permettant à la fois de diminuer la consommation et de laisser intactes les recettes publiques; c'est la peine que l'on a longtemps éprouvée à équilibrer l'intérêt hygiénique et l'intérêt fiscal qui a fait échouer les tentatives de réforme. L'équilibre n'est pas absolument chimérique; d'autres législations ont su l'établir sans en éprouver de dommages pécuniaires, mais en retirant des bénéfices moraux et sociaux considérables. Quels sont en France les principes sur lesquels on a essayé de baser la réforme du régime des boissons? C'est ce que nous allons rapidement examiner, sans entrer d'ailleurs dans le détail des combinaisons financières, mais en visant surtout l'intérêt de l'hygiène sociale.

L'organisation actuelle de l'impôt des boissons date de 1816; sauf quelques réformes de détail, quelques surtaxes imposées à l'alcool à diverses reprises, l'économie générale

est restée la même jusqu'à nos jours ; à plusieurs époques, on songea à réformer ce système, en butte aux plus vives critiques et aux plus justifiées ; deux grandes enquêtes parlementaires, en 1830 et en 1850 s'en occupèrent sans résultat pratique. Lorsque l'alcoolisme se signala comme un péril national, la question fut de nouveau soulevée. L'enquête de 1880 posa les principes d'une réforme, principes adoptés, avec quelques transformations, par tous ceux qui tentèrent de réaliser une organisation nouvelle. En 1888, la Commission extraparlamentaire, par l'organe de son rapporteur Léon Say, s'y ralliait ; puis viennent les nombreuses propositions de loi, le projet Peytral en 1888 ; l'année suivante, le projet Jamais ; le projet Rouvier (1891) ; le projet Burdeau (1894) ; le projet Ribot (1895), représenté en 1898 par M. Cocheré ; enfin le projet Caillaux (1899).

Toutes ces propositions ont pour base le dégrèvement des boissons hygiéniques ; ces boissons sont actuellement surchargées de droits qui les rendent difficilement accessibles à toutes les bourses, et qui surtout encouragent les fraudes et les sophistications ; or, si l'emploi modéré du vin est considéré comme un antidote de l'alcoolisme, c'est à la condition que le vin soit naturel, et qu'il ne contienne pas des poisons multiples ; le vin naturel est rare et cher ; le vin à bas prix est presque nécessairement fabriqué ; dégrever les boissons fermentées, c'est donc, dans notre pays du moins, favoriser le succès de la guerre à l'alcoolisme ⁽¹⁾. Mais il y aurait une perte énorme pour le budget si l'on ne compensait le dégrèvement par des surtaxes : surtaxes sur les alcools et les bois-

(¹) Les boissons hygiéniques ont déjà bénéficié de deux dégrèvements partiels, par la loi du 19 juillet 1880, et ensuite par la loi du 29 décembre 1897, qui supprime les droits d'octroi, en surtaxant les alcools ; la baisse des prix consécutive n'a pas été sensible.

sons distillées, surtaxes sur les vins alcooliques, augmentation des licences des débitants, suppression du privilège des bouilleurs de cru, telles sont les ressources auxquelles on a songé à faire appel pour combler le déficit ⁽¹⁾.

L'intérêt fiscal s'est heureusement trouvé d'accord avec l'intérêt hygiénique pour exiger la disparition de ce fléau, les bouilleurs de cru ; on sait quel mal les bouilleurs ont fait à nos campagnes en y répandant l'alcoolisme ; grâce à la possibilité non pas légale, mais pratique, de vendre leur alcool sans payer de droits, ils le vendent à un bas prix qui excite à la fraude, et l'alcool qu'ils vendent ainsi est le plus funeste qui soit, mal distillé, pas rectifié, extrait sans précautions de tous les produits agricoles. Soumettre les bouilleurs à l'impôt, c'est faire rentrer dans les caisses quelques millions enlevés aux fraudeurs, c'est rendre la production moins rémunératrice, par suite moins active. Ce n'est pas complet, sans doute, mais c'est réellement profitable.

Il était illusoire de chercher à surtaxer l'alcool si l'on ne voulait pas supprimer la fraude, dont les bouilleurs sont les agents les plus zélés, et à laquelle une surélévation de droits accordait une prime énorme ; aujourd'hui, du moins, les jours des bouilleurs sont comptés ; ils sont encore libres d'entraves, mais leur arrêt de condamnation est rendu ; on a pu voir, au cours de la discussion de la réforme des boissons, que cette question des bouilleurs était bien, comme l'avait dit Claude, une question primordiale, à l'ardeur que mirent à les défendre les représentants des régions menacées. C'est la principale difficulté qui, pendant longtemps, a tenu en suspens la réforme entreprise.

Le privilège des bouilleurs pouvait se réclamer de son an-

(1) V. Desbats, *La réforme de l'impôt des boissons*, *Rev. polit. et parl.*, 1897. — Boulanger, *La réforme des boissons*, *id.*

cienneté ; si, en effet, l'ancien régime ne l'avait jamais admis, comme le prouve une ordonnance de 1717, soumettant les bouilleurs au régime de droit commun des distilleries, depuis 1816, comme droit ou comme faveur, il avait été reconnu, jusqu'en 1872, où l'Assemblée nationale le supprima, pour le rétablir de façon fort intempestive trois ans plus tard ⁽¹⁾. En 1891, le projet de réforme présenté par M. Rouvier, ministre des finances, le premier qui soit venu en discussion, supprimait le privilège, n'accordant aux bouilleurs qu'une tolérance de quelques litres pour la consommation familiale ; on les assujettissait à la déclaration et à l'exercice pendant les périodes de distillation, sauf à mettre hors d'usage les appareils pendant le reste de l'année ⁽²⁾. En 1892 eut lieu la première discussion devant la Chambre ; la lutte fut chaude, mais en définitive la suppression fut votée. La loi passa au Sénat, qui, au cours des diverses discussions de la réforme, se montra toujours peu disposé aux innovations ; cette fois, en 1893, il recula devant une suppression totale du privilège ; le rapporteur, M. de Verninac, alléguait les nombreuses réclamations émanées de tous les pays producteurs pour laisser aux petits bouilleurs, possesseurs d'un alambic de moins de 500 litres, les plus dangereux pour la santé publique, une entière liberté. Ainsi modifié, et pour ainsi dire neutralisé, le projet retourna à la Chambre.

En 1895, le ministre des finances, M. Ribot, présente à la Chambre un nouveau projet, reproduction du projet Burdeau, supprimant à nouveau le privilège, mais établissant un régime différent pour les bouilleurs distillant à la fois plus de 500 litres, soumis au régime des bouilleurs de profession, et les bouilleurs de moindre importance, qui pouvaient payer

⁽¹⁾ V. Rapport de Verninac, Sénat, 1893.

⁽²⁾ V. Rapports Salis et Burdeau, Chambre, 1892.

l'impôt sur simple déclaration et par abonnement ⁽¹⁾. De nouveau voté par la Chambre, le projet passa en 1896 au Sénat, où, cette fois, il obtint l'avantage. La discussion de 1895 et celle de 1896 sont les plus instructives sur la question des bouilleurs; on retrouva en présence les mêmes adversaires qu'en 1892, mais la bataille fut autrement acharnée; le débat s'éleva au dessus des considérations fiscales par suite de l'intervention énergique et éloquente du docteur Lannelongue qui prononça à la Chambre un long réquisitoire contre l'alcoolisme ⁽²⁾. Mais les partisans des bouilleurs défendirent pied à pied, pendant plus de deux mois, les bribes de leur privilège, harcelant la Chambre d'amendements, espérant ainsi transformer complètement le plan primitif.

Les bouilleurs de cru trouvaient contre eux ligüés le ministère des finances, les députés soucieux de faire aboutir la réforme tant dans l'intérêt du fisc que dans celui de l'hygiène, et leurs concurrents commerciaux représentés par les distillateurs agricoles de la région du Nord, de même que les députés des départements vinicoles du Midi; les bouilleurs recrûtaient leurs partisans surtout dans la région des Charentes, dans la région des Vosges, et dans les pays à cidre; les bouilleurs, en effet, ont développé depuis vingt ans leur industrie surtout en Normandie et en Bretagne. Les arguments les plus surprenants et les plus audacieux furent mis en avant par leurs nombreux défenseurs; leur plaidoyer pour les bouilleurs ne fut guère qu'une apologie mal déguisée du droit à la fraude; tel député soutint énergiquement que les bouilleurs étaient la sauvegarde de l'hygiène, et que les finances de l'Etat étaient intéressées à leur existence,

(1) V. rapport Salis, Chambre, 1895.

(2) L'intérêt hygiénique avait été déjà défendu en 1892 par M. Guillemet. — V. Chambre, 1892.

attendu que la fraude était une pure illusion; tel autre affirma que supprimer le privilège des bouilleurs, c'était encourager l'alcoolisme. D'autres vantaient les qualités de l'alcool « naturel » des bouilleurs, opposé à l'alcool d'industrie; la plupart réclamaient la pitié de la Chambre pour ces petits cultivateurs, si intéressants, qui perdraient le bénéfice de leurs récoltes de vin imbuvable ou de cidre si on ne leur permettait d'en tirer un petit profit; d'autres (ce fut au Sénat) défendirent le droit absolu du cultivateur d'user de sa récolte, de sa récolte de céréales, affirma l'un d'eux, sans se rendre compte que c'était un aveu de fraude; mais les fraudes ne sont-elles pas plus nombreuses, dit-on encore, quand le privilège est supprimé ⁽¹⁾ ?

Les défenseurs des intérêts financiers de l'Etat eurent beau jeu à répondre à ces allégations qui n'étaient que l'aveu des fraudeurs; il était facile de riposter aux partisans des petits cultivateurs que si leurs clients trouvaient un bénéfice à transformer leur récolte en eau-de-vie pour la vendre, qu'ils fussent soumis officiellement aux droits importait peu, et que si leur bénéfice consistait uniquement dans la vente en fraude, c'étaient des malfaiteurs peu intéressants; en réalité, ce que l'on voulait consacrer à leur profit, c'était la faculté de frauder l'Etat sans contrôle ⁽²⁾. La disparition des bouilleurs qui ne pourraient supporter les droits était un bienfait certain. Quant à l'affirmation que les bouilleurs ne fraudent pas, elle fut contredite catégoriquement par cette observation que, dans les pays à cidre, spécialement, certaines années de récolte exceptionnelle avaient été signalées par une diminution énorme de

(1) V. surtout A. Legrand, Krantz, Rivet, Trouillot, Delafosse, Mougeot (Chambre, 1895); et Fleury, Tillaye, Labbé, Bisseuil, Monis, Bernard, (Sénat, 1896).

(2) V. Fleury-Ravarin, *La réforme des boissons devant le Sénat*, *Rev. polit. et parl.*, 1896.

la consommation du cidre et surtout de celle de l'alcool taxé ; il était facile d'en conclure que la fraude avait permis d'écouler l'excédent sous forme d'alcool libre de droits, et que les bouilleurs en avaient largement profité ⁽¹⁾. Un autre fait caractéristique fut cité : en 1871, à la suite d'un relèvement de droit de 60 fr. sur l'alcool, la consommation avait baissé ; en 1872, on abolit le privilège des bouilleurs, en leur accordant cependant 40 litres de tolérance ; dès l'année suivante, cette mesure donna au Trésor un bénéfice de 30 millions, 11 de plus l'année d'après, 8 la troisième ; en 1875, le privilège fut rétabli, mais l'expérience suffit à démontrer que l'opération financière de 1872 était excellente et que la fraude des bouilleurs était énorme. Combien n'a-t-elle pas augmenté, depuis, avec leur nombre ; ils produisaient, en 1873, 180.000 hect. d'alcool ; en 1887, Claude estimait, d'après des renseignements très précis, que la fraude totale sur les alcools égalait la quantité taxée, et Léon Say attribuait à la fraude spéciale des bouilleurs une valeur de 80 millions ; selon le rapport Salis, en 1895, elle représentait 50 millions, et 40 seulement d'après l'Administration des contributions indirectes qui, comme on le fit remarquer, était mal placée pour reconnaître exactement l'étendue de la fraude, car c'était avouer l'impéritie de ses agents ⁽²⁾. L'Etat espérait, de la suppression, retirer 25 millions, chiffre qui serait certainement dépassé ; il laisse, en allouant à chaque bouilleur 20 litres, échapper environ 30 millions. Après un tel acte d'accusation, la cause

⁽¹⁾ V. Turrel, Fouquet, Ribot (Chambre, 1895) et Gauthier, Verninac, Lecomte (Sénat, 1896). Dans les pays à cidre, la quantité d'alcool taxé diminuait de 20 p. 100 alors que la diminution dans les pays sans bouilleurs était seulement de 1 p. 100. V. Rapport Claude.

⁽²⁾ Les bouilleurs ne fraudent pas seulement par leur production clandestine, mais servent aussi d'intermédiaires et d'entrepôts aux autres fraudeurs, grâce à leur affranchissement de toute surveillance. V. Turrel, *loc. cit.*

était entendue ; la Chambre, puis le Sénat, décidèrent la suppression du privilège des fraudeurs, sous prétexte de bouillage de cru.

La suppression de la faculté d'échapper à la surveillance officielle, pour les bouilleurs, est une sérieuse garantie contre la recrudescence de la fraude après une surélévation des droits sur l'alcool. La hausse de l'impôt était assez considérable, de 156 à 275 fr., d'après un des derniers projets ; mais il n'y a pas encore lieu de craindre, malheureusement pour l'hygiène, que la matière imposable vienne à disparaître ; l'alcool est capable de supporter des surtaxes bien plus fortes, et dans la plupart des pays étrangers, l'impôt est bien supérieur ; il atteint en Angleterre 417 fr., sans gêner la consommation ⁽¹⁾. Il est vrai qu'à chaque surélévation correspond une diminution de consommation, mais elle est bientôt regagnée ; on peut donc frapper l'alcool de droits sans craindre de le faire disparaître, étant donné cette élasticité ; mais le gros inconvénient, signalé par Claude, « c'est que la majoration de l'impôt, en offrant chaque fois une prime plus forte à la fraude, ce qui est un mal pour le Trésor, offre également une prime plus forte à la falsification, ce qui est un mal bien autrement grave, puisqu'il touche à la santé publique ».

Aussi la nécessité d'organiser un contrôle hygiénique des alcools est-elle devenue pressante ; le rapport Claude en 1887, le rapport Say en 1888, concluaient à la surveillance rigoureuse de la rectification, à l'interdiction de certaines boissons toxiques ; en 1892, sur la proposition de M. Méline, la Chambre votait un amendement tendant à la surveillance hygiénique des alcools ; ce contrôle fut compris dans l'économie du projet Ribot, en 1895 ; sous l'influence des préoccupations

⁽¹⁾ V. Stourm, *L'impôt sur l'alcool*. — Boulanger, *La réforme des boissons*, loc. cit.

d'hygiène soulevées par le discours Lannelongue, on vota une disposition créant une surtaxe sur les liqueurs, apéritifs et absinthes, et édictant une proscription contre les essences dangereuses. En dehors des projets de réforme des boissons, diverses propositions ont eu pour but l'établissement du contrôle hygiénique des alcools (Fleury-Ravarin, 1895; Cochery, 1896), qui est le complément indispensable d'un nouveau régime des boissons.

Le contrôle hygiénique peut se comprendre sous la forme d'une vérification officielle de la pureté des alcools; mais depuis quelques années une idée nouvelle a fait beaucoup de progrès en France; c'est le monopole, que plusieurs Etats étrangers ont déjà réalisé. Le monopole offre l'avantage d'être un mode de perception de l'impôt d'un rendement très sûr, laissant, quoi qu'on ait prétendu contre toute vraisemblance, beaucoup moins de latitude à la fraude qu'un impôt ordinaire: il permet une surveillance beaucoup plus active sur la qualité des alcools. Le monopole de l'alcool a trouvé en France un propagateur convaincu dans M. Alglave ⁽¹⁾, dont les idées ont inspiré les auteurs des divers monopoles existants: le monopole russe, le monopole suisse, le projet belge et le projet français.

Le monopole de l'alcool peut se concevoir sous diverses formes; ce peut être le monopole complet de fabrication et de vente, ou simplement un monopole de rectification, ou même de vente. Le monopole total, c'est celui qui existe en Suisse, c'est celui qu'on se propose d'établir en Belgique; l'Etat organise la fabrication et la vente en gros de l'alcool, comme est organisée chez nous la régie des tabacs; en France, de graves objections se présentent à l'établissement d'un

⁽¹⁾ Alglave, *Le monopole facultatif de l'alcool*, 1886. — Du même, *Le Temps*, juin, juillet 1895.

monopole semblable. Le nombre des distilleries à exproprier serait très considérable et les dépenses d'expropriation énormes, plus d'un milliard probablement; en outre, il existe en France un nombre très grand de producteurs récoltants, actuellement bouilleurs, dont l'expropriation présenterait encore plus de difficultés. C'est une opération financière qui ne paraît pas, actuellement et pendant un certain temps encore, réalisable (1). La forme de monopole applicable en France, dans l'état des choses, se rapprocherait plutôt du monopole russe et de celui que le chancelier de Bismarck a présenté en 1887 au Reichstag. Telle est bien, d'ailleurs, l'idée de M. Alglave, dans le système qu'il a exposé.

M. Alglave a voulu parer aux difficultés qui se présentent dans notre pays en établissant seulement un monopole de vente; encore, est-ce un monopole facultatif : la production reste libre, les fabricants d'alcool peuvent vendre leur produit, soit directement aux débitants et marchands, soit à l'Etat; mais aucun alcool ne peut être vendu sans avoir acquitté les droits fiscaux, et subi un examen hygiénique, constatant sa pureté suffisante; la preuve du paiement et de l'examen est fournie de la manière suivante : tous les alcools, sans exception, doivent être contenus dans une bouteille fiscale, d'un type spécial, impossible à remplir sans preuve d'effraction, scellée et cachetée par les agents du fisc; quand les producteurs vendent à l'Etat, c'est lui qui remplit et met en vente les bouteilles d'alcool; quand ils vendent sans passer par l'intermédiaire de l'Etat, ils sont cependant obligés de recourir à la bouteille fiscale, qu'ils achètent vide aussi cher que pleine; d'où l'avantage de recourir à l'intermédiaire de l'Etat. Par ce procédé, on évite de coûteuses expropriations,

(1) V. Vanlaër, *L'alcoolisme*. — Guillemet, *Rapport sur le monopole de l'alcool*, 1892.

on garantit l'Etat contre la fraude et le consommateur contre les alcools impurs. En vendant 4 fr. le litre, l'Etat s'assure, sur la consommation totale, un bénéfice d'un milliard, qui permet d'opérer de forts dégrèvements sur d'autres impôts.

Ce système n'a nulle part été mis en pratique tel que son auteur l'avait conçu ; le défaut qu'il présente, outre certaines complications pratiques, que l'on pourrait résoudre, c'est qu'il est facultatif, et laisse ainsi, malgré la surveillance, une porte ouverte à la fraude. Mais l'idée a fait fortune ; la Russie emploie dans ses provinces du sud le système de la régie de l'alcool, monopole de vente obligatoire et de rectification ; les fabricants ne peuvent vendre qu'à l'Etat ; mais ce monopole se présente dans des conditions particulièrement favorables que l'on ne trouverait pas en France. Néanmoins des projets de monopole satisfaisants ont pu être présentés, et avec chances de succès. Dès 1887, le rapport Claude admettait la nécessité éventuelle du monopole comme mesure de sécurité nationale ; une commission fut nommée par le ministre des finances pour examiner la question ; le rapporteur, Léon Say, rendit un avis défavorable, affirmant que d'ailleurs l'hygiène n'y était pas intéressée, et qu'un contrôle hygiénique serait suffisant ⁽¹⁾ ; la proposition Maujan, en 1891, mit en avant un système de monopole, dont M. Guillemet, au cours de la discussion sur le régime des boissons de 1892, fit adopter le principe : « La Chambre invite le gouvernement dans l'intérêt de la santé et de la moralité publique à rechercher les moyens propres à assurer la rectification aussi parfaite que possible des alcools d'industrie livrés à la consommation ». En 1895, MM. Jaurès et Vaillant reprirent l'idée du monopole et la soutinrent devant la Chambre, qui, sans le repous-

(1) V. Rapport Léon Say (1888).

ser en principe, l'écarta de la discussion actuelle ⁽¹⁾. Une proposition reste d'ailleurs soumise à la discussion, et la commission nommée pour l'examiner vient de conclure à l'adoption (nov. 1899); le monopole est donc peut-être une réforme prochaine ⁽²⁾.

Le monopole que l'on propose est un monopole de rectification et de vente; le premier projet, celui de M. Maujan, s'inspire beaucoup des idées de M. Alglave, et c'est, à peu de chose près, le projet allemand ⁽³⁾. Les auteurs affirment leur intention de considérer surtout l'intérêt hygiénique et de faire passer au second plan l'intérêt fiscal. Pour assurer à l'Etat la surveillance de la pureté des alcools, il est interdit de fabriquer aucune boisson alcoolique autrement qu'avec de l'alcool rectifié des usines de l'Etat. Les alcools dangereux sont surtout les alcools de grains, dont la production a crû, de 1873 à 1890, de 86.000 à 645.000 hectolitres, et les alcools d'industrie en général; les alcools naturels ne représentent plus que 5 p. 100 de la production totale. La rectification de ces alcools est indispensable pour la santé publique; quant aux eaux-de-vie naturelles, « les rectifier, c'est les détruire »; elles sont d'ailleurs infiniment moins dangereuses; on les laissera donc livrer sans rectification aux consommateurs.

Ainsi le régime des alcools sera double; pour les alcools d'industrie, l'Etat expropriera et rachètera les onze usines de rectification existantes et tous les appareils à rectifier des distilleries, puis il établira ses usines où l'on épurera les alcools

⁽¹⁾ Le monopole de MM. Jaurès et Vaillant différait de celui de M. Guillemet en ce qu'il était un monopole total de fabrication. — V. Jaurès, Vaillant, Guillemet; contre le monopole, Fleury-Ravarin, Salis.

⁽²⁾ Le projet se trouvera, à la prochaine discussion de la réforme des boissons, en antagonisme avec le projet Caillaux qui, rétrogradant, rend aux bouilleurs une certaine liberté; l'un ou l'autre devra céder la place.

⁽³⁾ V. Rapport Guillemet, 1892.

fournis par les distillateurs : il vendra ensuite l'alcool rectifié aux débitants, fabricants de liqueurs, etc. Quant aux producteurs de fruits, aux bouilleurs, l'Etat rachète tous les alambics et en interdit la possession, sauf permission expresse et sous un contrôle ; les producteurs apporteront leurs matières aux distilleries de l'Etat, où on les transformera en alcool ; par ce moyen, sans rectifier les eaux-de-vie, on leur assurera une pureté suffisante par une fabrication bien conduite ; les producteurs pourront vendre eux-mêmes leurs alcools, après paiement de l'impôt sous forme de frais de distillation.

Le rachat des usines, l'installation de nouveaux établissements, en nombre suffisant (24), les indemnités aux rectificateurs et propriétaires d'alambics coûteraient, selon M. Guillemet, 96 millions seulement au lieu de 600, qu'aurait nécessités le projet primitif de M. Alglave. En vendant 400 fr. l'hectolitre d'alcool rectifié, l'Etat réaliserait un bénéfice de près d'un milliard par an. Car les flegmes qu'il achèterait aux distillateurs au prix moyen de 45 fr., lui laisseraient 345 à 350 fr. de bénéfice par hectolitre. Le prix d'achat serait assez élevé pour laisser au producteur d'alcool une prime d'exportation pour l'écoulement des excédents que l'Etat aurait refusés (1). Cette combinaison satisfera tous les intérêts du producteur, de l'Etat et du consommateur. Pour déjouer toute fraude, on procédera, chez les débitants, à de fréquents examens de la qualité des alcools ; tout alcool impur sera reconnu alcool de fraude.

Les auteurs de ce projet annonçaient, en outre, l'intention d'encourager le développement des distilleries agricoles ; cela, c'est une disposition néfaste et qu'il faut proscrire ; même

(1) Les alcools peuvent également trouver des débouchés par le développement de leurs emplois industriels, qui se multiplient de jour en jour et qu'il est excellent d'encourager.

avec le monopole de rectification, ces distilleries seront dangereuses; l'Allemagne, la Belgique ont commis une grave faute en les encourageant et nous devrions nous garder de les imiter; la Suède et la Norvège ont commencé par les exterminer, lorsqu'elles ont voulu enrayer l'alcoolisme. Elles deviendront des gîtes de fraudeurs tout en exigeant pour leur surveillance un personnel nombreux: de grands établissements sont toujours d'une surveillance plus facile que de nombreuses bouilleries disséminées, qui coûteraient cher et frauderaient beaucoup.

En 1897, M. Guillemet modifia, dans un nouveau projet, la proposition Maujan ⁽¹⁾; ce nouveau monopole n'exproprierait pas les rectificateurs existants; mais l'Etat mettrait en adjudication la rectification des alcools bruts, qui serait opérée dans les usines actuelles sous sa surveillance. Quant aux producteurs récoltants, ils distilleraient eux-mêmes, sous la surveillance d'agents de l'Etat. Ce deuxième projet a l'avantage d'exiger beaucoup moins de dépenses de premier établissement, en donnant les mêmes garanties; le rendement serait supérieur, car on vendrait l'alcool 500 francs l'hectolitre, avec 50 francs de dépenses.

Il y a des probabilités que ce monopole sera adopté dans un avenir peu éloigné; la Chambre a déjà manifesté plusieurs fois son approbation pour ces tentatives. Le monopole a des adversaires intransigeants qui le repoussent par principe; d'autres annoncent un désastre financier ⁽²⁾; or, il est cer-

(1) Rapport Guillemet, 1897.

(2) M. Leroy-Beaulieu, qui traite le monopole de « mystification financière », l'a critiqué dans de nombreux articles (*Economiste français*, 1894-95-96-97). — V. aussi Bourcart, *Le péril de l'alcoolisme et les remèdes*, *Rev. polit. et parl.*, 1896. — Rostand, *L'étatisme en fait d'alcool*, *Réf. soc.*, 1896-97. — Pour le monopole, v. Ch. Dupuy, *L'alcool et l'alcoolisme*, *Rev. polit. et parl.*, 1896. — Paul Louis, *Le monopole et l'impôt progressif*, *Rev. social.*, 1896.

tain que l'Etat sera bien moins fraudé sous le régime du monopole que sous le régime actuel; la fraude existera encore, sans doute, mais considérablement entravée. Le monopole donnera-t-il autant qu'on espère? Ceci est une autre question, et il faut, pour ne pas avoir de mécomptes, s'attendre à une certaine baisse sur les prévisions; l'exemple de la Suisse le montre; il faut bien dire aussi que le monopole suisse a un point faible; il ne comprend pas les bouilleurs, et, quoique peu nombreux, ils sont dangereux. Mais il n'est nullement prouvé que l'opération doive être désastreuse.

Outre la question financière, il y a la question hygiénique. Le monopole assurera la pureté de l'alcool consommé; mais fera-t-il diminuer la quantité? le fait est, en Suisse, incontestable; si l'on veut élever suffisamment le prix de l'alcool, et on le peut encore beaucoup sans exagérer, on pourra influencer sur la consommation. C'est là le but qu'on devrait rechercher; malheureusement, si le monopole est productif, il est à craindre que l'Etat l'exploite sans grand souci de l'hygiène, et que l'on voie se vérifier cette prédiction, le danger que fait naître l'Etat vendeur d'un alcool, réputé inoffensif, que l'on absorbera sans prudence. Malgré les affirmations des promoteurs, il est bien probable que l'intérêt fiscal fera taire les scrupules hygiéniques, et que l'on gardera les ressources de l'alcool dans le budget, sans songer à les faire baisser.

L'alcool est notre trésor de guerre, a-t-on dit souvent; il ne faut pas le surcharger actuellement, afin de pouvoir lui demander à un moment critique des ressources extraordinaires.

Il faudrait, pour obtenir du monopole ce qu'il peut donner au point de vue de la diminution de l'alcoolisme, tendre progressivement à réduire la consommation par la hausse de

l'impôt, et préparer en même temps, pour le jour où cette diminution créerait une lacune dans le budget, des impôts de remplacement ; ce jour n'est pas prochain, il faut bien en être convaincu ; et cependant, à tout prendre, la perte que pourraient subir les finances serait compensée, au point de vue social, par le bénéfice énorme, moral et matériel, qui résulterait d'un recul de l'alcoolisme. Le monopole, en somme, n'est pas une mesure inutile, et s'il ne faut pas fonder sur son application de très grandes espérances, on peut considérer cependant qu'il rendra des services en améliorant la qualité des boissons dont s'abreuve notre population. C'est par d'autres mesures qu'il faudra compléter l'œuvre de défense.

Nous venons d'examiner divers moyens projetés pour atteindre la production de l'alcool, pour améliorer la qualité, et pour diminuer la quantité, et nous avons vu que c'est surtout la première de ces deux réformes qui a des chances d'être réalisée. Outre la production, on peut songer à entraver la consommation ; il y a toute une catégorie de mesures à prendre à l'égard des débitants, et ce sont les plus efficaces, celles dont on peut espérer le plus de succès. Dans cet ordre d'idées, tout est à faire en France ; le cabaretier, quoique son influence soit en baisse, est encore une puissance que les représentants du pays hésitent à attaquer.

Les mesures à prendre contre les débits de boissons alcooliques peuvent tendre soit à en diminuer le nombre, soit à les transformer, et à les rendre moins pernicieux. Il ne peut être question en France de la mesure radicale de la prohibition, qui d'ailleurs n'est pratiquée actuellement qu'aux Etats-Unis, dans certains Etats, qui n'ont d'ailleurs guère à s'en louer, et au Canada, où un plébiscite de 1898 a supprimé le commerce des alcools de consommation ; il ne peut s'agir

non plus de supprimer le cabaret pour le remplacer par un bureau de régie, comme on l'a fait en Russie. La prohibition partielle ou option locale, en admettant qu'elle soit applicable dans un avenir lointain, n'a pas, actuellement, plus de facilité de s'introduire en France ; si elle donne aux Etats-Unis de bons résultats, elle est fort critiquée en Norvège, et l'Angleterre hésite encore à l'adopter.

La diminution du nombre des cabarets est une réforme qui s'impose ; il serait urgent dès à présent d'en arrêter l'accroissement, qui est de plusieurs milliers par an. On ne conteste plus aujourd'hui le caractère désastreux de la loi de 1880, et diverses propositions récentes ont pour objet d'en réformer les principales dispositions ; l'une, présentée à la Chambre par M. J. Reinach (1894), aurait pour objet la création d'une Commission spéciale, destinée à statuer sur les demandes de licence des débitants, et à opérer un contrôle sur les postulants ; il existe en Angleterre une juridiction spéciale, analogue, la Brewster-Session, qui se réunit une fois par an pour juger les faits dont peut résulter le retrait ou la suspension des licences. L'autre projet, plus récent, a été préparé par la Société de tempérance française, et présenté au Sénat par MM. Siegfried et Béranger (1899) ; c'est une refonte complète du régime des débits, dans le but d'en restreindre le nombre, par un procédé d'élimination dont la législation néerlandaise et le projet belge nous ont donné l'exemple ⁽¹⁾.

Ce projet impose aux débits la nécessité d'une autorisation préalable de l'autorité préfectorale ⁽²⁾ ; les débitants actuels en sont dispensés, mais ne peuvent déplacer ni céder leur

⁽¹⁾ *Bulletin de la Société de tempérance*, n. 2, 1899.

⁽²⁾ Cette autorisation n'est pas aussi arbitraire que celle qui était exigée sous l'Empire et jusqu'en 1880 ; le préfet doit prendre avis de la Commission départementale et du procureur de la République..

établissement sans autorisation spéciale. Jusqu'à ce que le nombre des débits soit réduit à une proportion déterminée (1 p. 200 habitants au maximum), on n'accordera d'autorisation nouvelle qu'à celui qui rachètera en même temps un débit existant, pour n'en conserver qu'un. Un débit fermé six mois est considéré comme n'existant plus. Aucun débit ne peut être annexé à un autre commerce. On vise surtout ici les débits nomades, les comptoirs d'occasion qui sont les plus funestes des petits cabarets. D'autres dispositions visent la bonne tenue de l'établissement, la moralité des débitants, les condamnations qui entraînent leur déchéance, l'extension de la prostitution par les débits. Un amendement proposé par M. Berthélemy transforme quelque peu le projet : les débitants actuels seront autorisés de droit, et pourront transmettre leur autorisation ; mais aucune autorisation nouvelle ne sera donnée tant qu'il y aura plus d'un débit pour 300 habitants, et un débit fermé trois mois perd la licence. Cette modification est inspirée par le désir de respecter les droits acquis, et de léser le moins possible les débitants actuels.

Si l'on se rappelle l'exemple de la Hollande, où en quelques années le fonctionnement automatique d'un semblable système a fait diminuer de moitié le chiffre des débits, on est porté à espérer un égal succès de ce projet ; les causes naturelles d'extinction prévues suffiront à restreindre dans une forte proportion le nombre de nos cabarets, aujourd'hui de près de 500.000. Quant à l'efficacité de la réforme au point de vue de la diminution de l'alcoolisme, elle est douteuse ; la réduction ne sera pas assez rapide ni assez considérable pour entraver sérieusement les buveurs ; au reste, en Hollande encore, l'expérience a démontré que le nombre des cabarets était sans rapport avec la consommation. Il faut, pour que la diminution agisse réellement, qu'elle soit énorme ;

la Suède et la Norvège ont opéré des coupes sombres dans la masse de leurs débits, et n'en ont laissé subsister qu'un nombre infime. Ce qui importe, c'est d'empêcher toute augmentation du nombre des débits ; lorsque l'habitude de boire est née, diminuer les cabarets agit peu ⁽¹⁾. Ce n'est pas qu'on ne doive encourager toute mesure de ce genre, mais il faut compter modérément sur son efficacité, et surtout ne pas compter sur cela seul.

Un excellent moyen de faire la guerre aux débits, surtout aux petits débits, c'est l'augmentation des licences ; cette mesure est d'une utilité fiscale incontestable, et peut fournir au Trésor de grosses recettes. Elle figure dans les projets de réforme de l'impôt des boissons, avec des taux variables ; le projet Jamais opérerait un relèvement très notable, très fructueux pour nos finances ; le taux passait de 30 fr. à 960 fr. pour la première classe, et pour les autres une proportion analogue était établie ; les projets votés ultérieurement ont relevé les licences de façon beaucoup plus modérée, mais certainement insuffisante. Dans certains pays, elles s'élèvent à plusieurs milliers de francs (2.500 fr. à Chicago). C'est une excellente ressource budgétaire, et un adjuvant énergique de la diminution des cabarets. Il faudrait stimuler, sur ce point, l'activité de nos législateurs, toujours trop prudents quand il s'agit de toucher aux privilèges des débitants.

Il pourrait être utile, comme cela existe dans plusieurs Etats étrangers, d'établir des différences, au point de vue fiscal et administratif, entre les débits de boissons spiritueuses et d'alcool, et les débits où l'on ne vendrait que des boissons

(1) On a souvent à redouter la naissance de l'alcoolisation à domicile ; c'est ce qui s'est produit en Amérique, en Norvège récemment. Ce n'est qu'en Russie que la diminution du nombre des cabarets a fait baisser la consommation. V. Caudier, *La guerre aux débits*.

fermentées ou non alcooliques; c'est le régime scandinave; c'est aussi le régime belge, et celui de plusieurs cantons suisses; on accorde certaines faveurs aux cabaretiers qui ne vendent pas d'alcool, on impose aux autres des licences plus fortes et des obligations plus rigoureuses. On ne saurait négliger un moyen quelconque de faire la guerre aux marchands d'alcool.

Cé qu'il y a d'utile dans le projet présenté, ce qu'il y aurait d'utile dans l'élévation des licences, c'est que l'on tend à entraver la multiplication des petits cabarets, ceux où l'influence du cabaretier est le plus sensible, et où se fait l'éducation de l'alcoolisme. Rendre les cabarets moins pernicioeux est aussi indispensable que de les rendre moins répandus; l'éducation des autorités chargées de la surveillance des débits est à faire; certains pouvoirs, par exemple, sont donnés aux municipalités pour régler l'emplacement des établissements, pour les écarter de certains édifices publics, des écoles et collèges en particulier, sans qu'elles osent les exercer, tant le marchand d'alcool est encore redouté ⁽¹⁾. Dans cet ordre d'idées, bien des mesures nouvelles seraient opportunes, la fermeture rigoureusement exigée à certaines heures, le samedi soir en particulier, à certains jours d'affluence, pour éviter des occasions de boire très pernicioeux.

Il est évident que l'idéal vers lequel on doit tendre, c'est le système de Gothembourg; à moins de supprimer complètement le cabaret, on ne peut trouver le moyen de le rendre moins dangereux; mais nous sommes encore loin de pouvoir songer à le pratiquer; il exige l'existence de Sociétés de tempérance plus nombreuses, plus puissantes, et plus riches que celles que nous possédons actuellement en France; même si

(1) V. Berthélemy, *Soc. gén. des prisons, Rev. pénit.*, 1897.

elles existaient, elles ne pourraient songer à racheter un nombre de débits tel que le nombre présent; il faudrait auparavant que ces débits eussent été plusieurs fois décimés. L'opération deviendra peut être un jour possible, mais c'est encore dans un avenir bien lointain. Il faudrait se déclarer satisfait si seulement nos législateurs se décidaient à voter la limitation légale du nombre des débits et la surélévation des licences, deux mesures, qui, même en respectant les droits acquis, porteraient un coup sérieux au cabaret et au cabaretier.

Tous ces moyens n'opposent à l'alcoolisme que des barrières matérielles; ils sont à peu près inefficaces si on ne les complète par des mesures d'ordre moral, des mesures d'éducation et de propagande; pour la conquête des pouvoirs publics, nécessaire à l'élaboration des lois nouvelles, comme pour la conquête de la population aux idées plus saines de la tempérance, il a fallu, dans tous les pays du monde, une éducation antialcoolique propagée par les membres des Sociétés d'abstinence et de tempérance, dont le rôle est fondamental dans toute lutte contre l'alcool.

C'est à l'action de la Société française de tempérance que l'on doit la loi de 1873; depuis 1895, une nouvelle campagne très active se dessine en France contre l'alcool; de nouvelles Sociétés sont venues prêter leur concours à la propagande de tempérance. Dès 1893 existait en France une branche de la Société de la Croix-Bleue, fondée à Rouen par le pasteur Bianquis; par exception, cette Société adopte le principe de l'abstinence totale, reconnu nécessaire pour la guérison des buveurs, mais que l'on ne songe pas à appliquer rigoureusement en France à la majorité de la population. La plus active des Sociétés françaises, celle qui a obtenu le plus de résultats pratiques, c'est l'Union française antialcoolique, contre

l'usage des boissons spiritueuses, fondée à Paris en 1893 par le docteur Legrain. Cette union a déployé, depuis sa création une activité extraordinaire, grâce au zèle de ses fondateurs et de ses membres ; elle tend à vulgariser le plus possible et le plus loin en France le principe de l'abstinence des alcools ; c'est une œuvre de propagande individuelle incessante qu'elle se propose ; en 1899, elle comptait 433 Sociétés locales, répandues dans 72 départements et comprenant près de 40.000 adhérents ; c'est, pour une courte existence, un réel succès. Son action s'exerce dans tous les domaines, dans toutes les classes sociales, et ne dédaigne aucun moyen pour réaliser l'éducation de la nation. Elle fait appel à toutes les initiatives, agit par les conférences, par les brochures, les publications, la création d'œuvres utiles à la tempérance ; elle a été, en 1899, l'inspiratrice et l'organisatrice du Congrès international, tenu à Paris, pour l'examen des questions d'alcoolisme (1). Il y a là une manifestation encourageante de la lutte sérieusement organisée, telle qu'elle s'est pratiquée dans les pays étrangers.

La Société de tempérance, comme la Ligue antialcoolique, se proposent d'intervenir auprès des pouvoirs publics pour obtenir des mesures de défense ; l'influence de semblables Sociétés, si réelle aux Etats Unis, en Suède, en Norvège, en Angleterre et même en Belgique est des plus favorables à l'adoption prompte de lois et de règlements protecteurs. Le rôle personnel de l'Etat, dans la lutte contre l'alcool, peut être primordial ; l'Etat a la faculté et le devoir de proscrire l'alcool et les boissons alcooliques dans tous les établissements placés sous sa direction ; dans l'armée, qui est actuel-

(1) V. Legrain, *L'œuvre de l'Union française antialcoolique*, 1898. Publications contre l'alcoolisme, éditées par l'Union française antialcoolique. — Vanlaër, *L'alcoolisme et ses remèdes*.

lement, faute de mesures indispensables, l'un des milieux où l'alcoolisme se propage le plus facilement, la proscription des spiritueux, la surveillance des débits des garnisons pourraient donner les meilleurs résultats ; il serait facile d'en faire un milieu excellent pour la propagande ; l'exemple nous en est donné par la Belgique et l'Angleterre, où les ministres de la guerre ont prohibé l'alcool ; l'alcool est également interdit dans certains corps d'armée allemands, celui de Metz entre autres, et les généraux Duchêne et Galliéni l'ont supprimé dans les troupes de Madagascar ⁽¹⁾. Il est tout indiqué que, dans les prisons, on fasse une active propagande de la tempérance ; de même, dans les ateliers et manufactures de l'Etat, les spiritueux doivent être défendus.

Mais l'Etat a une œuvre d'éducation plus importante à accomplir dans les établissements d'instruction publique placés sous sa dépendance. Conquérir les jeunes générations aux principes de la tempérance, c'est le fondement de la lutte contre l'alcool ; il s'agit de prendre l'enfant avant qu'il soit devenu victime de funestes habitudes et de lui inculquer des notions utiles sur les dangers des boissons, de lui faire contracter des goûts qui le préserveront de l'ivrognerie ; il faut pour cela s'y prendre de bonne heure, car l'alcool, dans certaines régions, envahit l'enfance même. C'est encore sous la pression de la Ligue antialcoolique que le gouvernement, par plusieurs circulaires, a organisé dans les écoles primaires un enseignement antialcoolique ; les deux circulaires principales datent de 1895 et 1897 ⁽²⁾ ; elles recommandent aux instituteurs, aux inspecteurs, de se préoccuper tout particulière-

⁽¹⁾ V. De Vacleroy, *La lutte antialcoolique dans l'armée et par l'armée*. Congrès de Paris, 1899.

⁽²⁾ V. J. Steeg, *Rapport au Ministre de l'Instruction publique*, 16 juill. 1895. — *L'Alcool*, n° des Ecoles, nov. 1897.

ment de donner aux enfants des notions d'hygiène sur l'alcoolisme et ses dangers ; on a créé des manuels de tempérance⁽¹⁾ ; on a répandu dans les écoles des tableaux accompagnés de figures, destinés à rendre frappants pour les enfants les maux de l'alcoolisme. Si l'enseignement ne figure pas dans la loi, comme aux Etats-Unis ou en Scandinavie, l'Etat n'a rien négligé pour le développer, comme on l'a fait en Belgique où la situation est analogue⁽²⁾.

Les associations privées sont venues en aide au gouvernement ; grâce aux efforts de la Ligue antialcoolique, les écoles et les établissements d'instructions comptent aussi leurs Sociétés tempérantes ; c'est, en 1896, l'Association de la Jeunesse française tempérante ; dans les écoles primaires, la Ligue a encouragé la fondation de Sections cadettes, jouant le même rôle qu'en Angleterre les Bands of Hope, que les Sociétés scolaires belges, dont le succès a été si grand⁽³⁾. Le ministre de l'instruction publique a approuvé et aidé la création de ces sections, dont le nombre et l'importance croissent tous les jours ; ces groupements sont excellents pour le maintien des idées de tempérance dans la jeunesse ; au sortir de l'école, lorsque l'enfant entre à l'atelier, d'autres groupements, Sociétés post-scolaires, maintiennent les liens salutaires, lui fournissent l'occasion d'occuper son temps avec d'anciens camarades mieux qu'au cabaret. Nombre d'instituteurs se dévouent à cette œuvre de tempérance, dont le succès dépend surtout de la conviction personnelle qu'y apportent les organisateurs.

(1) V. J. Denis, *Manuel de la tempérance*. — Dr Galtier-Boissière, *L'enseignement de l'antialcoolisme*. — J. Steeg, *Les dangers de l'alcoolisme*.

(2) V. J. Denis, *La propagation de la tempérance par l'école dans les différents pays*.

(3) V. Buisson, *Le rôle de la jeunesse universitaire dans la lutte contre l'alcoolisme* Congrès de Paris, 1899. — *Les sociétés scolaires de tempérance, Les sociétés de tempérance entre instituteurs*. Paris, 1899.

Sur le public, sur la masse de la nation, il s'agit non seulement d'exercer l'influence de l'exemple, par l'abstention des alcools, mais il faut réformer des habitudes déplorables et détruire des préjugés invétérés; il ne s'agit pas seulement, comme dans les écoles, de faire une instruction, il faut faire une éducation absolument nouvelle du plus grand nombre des Français; c'est à quoi s'attachent les Sociétés, au dehors de l'action qu'elles peuvent exercer sur les pouvoirs de l'Etat; la Société de tempérance publie un *Bulletin mensuel* de ses travaux; la Ligue anti-alcoolique possède deux organes de propagande, l'*Alcool*, publication mensuelle, et l'*Etoile bleue*, journal destiné à la jeunesse et aux enfants des écoles; elle publie des brochures de propagande, fait afficher et recommander l'affichage de planches murales destinées à attirer l'attention et à frapper l'esprit des passants; ces procédés ont pour but de forcer l'intérêt des indifférents et des ignorants, d'éveiller dans les esprits la préoccupation de l'alcoolisme, d'apprendre les moyens d'en éviter les dangers. Propagande privée et propagande publique sont pratiquées activement; on peut espérer que c'est là le début d'un mouvement vigoureux contre le fléau, résultat de cette initiative individuelle qui seule a pu triompher dans d'autres régions du monde de ce mal invétéré.

Mais il ne suffit pas d'élever la population dans les idées tempérantes; il faut lui donner les moyens de pratiquer ces préceptes, de fuir les tentations de l'alcool, d'éviter les heures d'inaction et d'ennui qui poussent au cabaret; principalement dans les milieux ouvriers où l'alcool exerce de terribles ravages, il faut créer des institutions adjuvantes pour compléter l'œuvre de propagande; ce sont, par exemple, les cafés et les restaurants de tempérance, dont plusieurs existent à Paris,

dans les quartiers populaires ⁽¹⁾; fondés sous l'égide de l'Union antialcoolique, ils ont généralement pour principes l'abstinence de boissons alcooliques, l'usage modéré, aux repas, des boissons fermentées, l'usage illimité des boissons saines, telles que le thé ou le café. Les Sociétés de tempérance s'occupent aussi de l'amélioration des logements ouvriers, partant de cette idée que le travailleur n'ira plus au cabaret lorsqu'il aura un intérieur agréable; en général, toute mesure qui peut améliorer la situation matérielle des classes ouvrières aide à combattre l'alcoolisme.

C'est dans le même ordre d'idées qu'il faut ranger la création des bibliothèques populaires; il suffit de savoir combien en Angleterre ces bibliothèques, comme les læsrum de Suède, ont servi la cause de la tempérance pour considérer leur multiplication comme un moyen de lutte efficace; tout ce qui peut arracher le travailleur au cabaret, en l'élevant intellectuellement et moralement, combat l'alcoolisme; ainsi les conférences populaires, les lectures du soir, les Universités mixtes d'étudiants et d'ouvriers, dont le nombre croit actuellement, répondent à cette préoccupation ⁽²⁾. Toutes ces mesures combinées opèrent contre l'alcool.

La tempérance a recruté, dans les pays scandinaves et anglo-saxons, des auxiliaires précieux dans les femmes ⁽³⁾; la femme de l'ivrogne est l'être qui souffre le plus de son intempérance; aux Etats-Unis, en Norvège où elles ont le droit de vote sur les questions relatives à l'alcoolisme, l'action des femmes a puissamment secondé les efforts des Sociétés; elles ont eu leur rôle important dans l'adoption de diverses mesu-

(1) Citons en particulier le restaurant de la rue Saint-Bernard qui a obtenu un succès complet, des plus encourageants.

(2) V. Ed. Petit, *Chez les étudiants populaires*.

(3) V. L. Frank, *La femme contre l'alcool*.

res législatives. Mais c'est encore au foyer, dans l'intérieur, que l'influence de la femme trouve le plus et le mieux à s'exercer, tout d'abord dans l'éducation des enfants; il importe d'instruire les femmes de ce devoir et de la manière dont elles peuvent le remplir; d'ailleurs, l'Union antialcoolique compte dans ses rangs un bon nombre d'adhérentes actives.

Il est une autre aide très puissante en Amérique et dans d'autres pays d'Europe : c'est celle du clergé et de la religion. La plupart des Sociétés étrangères se sont aidées des idées et de l'influence religieuse pour leur propagande; elles se sont placées sous le patronage des ministres du culte; en France, cette influence serait beaucoup moins puissante qu'elle ne le fut, par exemple, aux Etats-Unis; l'idée religieuse n'exerce pas sans contestation son pouvoir sur la généralité de la population. Ce n'est pas qu'il faille négliger ce moyen d'action; c'est, jusqu'à présent, le clergé qui s'est montré indifférent à cette mission; des pasteurs protestants ont pris la tête du mouvement de tempérance; mais le clergé catholique n'y a eu que peu de part; aux Etats-Unis, cependant, le cardinal Gibbons, et en Angleterre, le cardinal Manning, se sont montrés de zélés défenseurs de la réforme morale par la tempérance. Dans notre pays, quelques mandements de l'archevêque de Rouen, et des évêques de Coutances et de Saint-Brieuc, ont été les seules manifestations, pendant longtemps, d'un intérêt pour la question. Au dernier Congrès de Paris, cependant, l'évêque de Nancy, Mgr Turinaz, est venu exposer l'œuvre entreprise sous sa direction dans son diocèse ⁽¹⁾; c'est peut-être le début d'une action plus réelle.

(1) V. Vanlaër, *loc. cit.* — Laborde, *La réforme de l'impôt des boissons*; Turinaz, *Trois fléaux de la classe ouvrière*; Le rôle du clergé dans la lutte contre l'alcoolisme; Bianquis, *Le devoir des chrétiens français en face de l'alcoolisme*.

Cet aperçu de l'état de la lutte en France montre la situation sous un jour moins défavorable que la constatation des ravages le faisait craindre; non que la situation soit rassurante, bien loin de là, car il n'y a presque rien de fait, presque tout à faire contre l'alcoolisme. Mais le mouvement d'opinion que l'on voit se manifester depuis quelques années en faveur d'une action énergique est un symptôme de la possibilité d'un relèvement; que le mouvement s'étende encore, et bientôt il forcera la main aux législateurs encore hésitants, il donnera aux autorités les armes nécessaires, et contribuera au succès des mesures organisées par l'activité de sa propagande; ce n'est pas autrement que le succès a été remporté en Scandinavie, en Amérique, en Suisse. On ne peut que le redire, les mesures législatives, si complètes, si parfaites soient-elles, ne sont rien sans l'appui moral d'une partie suffisamment importante de la population; après avoir préparé la législation, les Sociétés de propagande la font accepter et la rendent utile; la question de l'alcoolisme est donc avant tout une question morale; née de nombreuses défaillances, la passion de l'alcool doit être combattue par le relèvement des énergies.

L'alcoolisme est devenu une question humaine plus encore qu'une question nationale, c'est l'idée qui ressort des travaux des Congrès internationaux, qui, depuis plusieurs années, se réunissent dans différentes villes d'Europe, les deux derniers dans deux capitales de l'alcoolisme, Bruxelles et Paris (1).

(1) Le congrès de Paris, en 1899, est le septième Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques. Ce n'est pas seulement par ces Congrès que se manifeste l'action internationale contre l'alcool. A deux reprises déjà, en 1892 et en 1899, se sont réunies à Bruxelles des Conférences, dans le but d'étudier les moyens de protéger l'Ouest africain et ses races indigènes contre la destruction par l'alcool, qui a déjà anéanti les Indiens des Etats-Unis. Il en est résulté des Actes internationaux, édictant des mesures restrictives de l'importation des alcools de traite. — V. Congrès de Paris, 1899.

Résultat des conditions de la vie moderne, l'alcoolisme appelle partout des mesures de sauvegarde analogues. Nous commençons tardivement la lutte ; que ce soit du moins pour profiter de l'expérience de nos devanciers, éviter leurs fautes, et regagner ainsi le temps écoulé dans l'inaction.

VU PAR LE PRÉSIDENT DE THÈSE,

A. LE POITTEVIN.

VU : *Le Doyen,*

GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — L'alcoolisme.	4
I. Les causes	4
II. Les boissons alcooliques et leurs effets	19
III. Les ravages de l'alcoolisme	38
CHAPITRE II. — La lutte contre l'alcoolisme à l'étranger.	58
I. États-Unis	59
II. Angleterre	63
III. États scandinaves	73
IV. Allemagne et Autriche	81
V. Russie	85
VI. Suisse.	91
VII. Pays-Bas.	96
VIII. Belgique	99
CHAPITRE III. — La loi du 23 janvier 1873.	107
CHAPITRE IV. — La répression de l'ivresse	122
CHAPITRE V. — Les buveurs d'habitude	149
I. Les asiles de buveurs.	151
II. La question législative.	179
III. Le patronage des alcooliques libérés	214
CHAPITRE VI. — Les auteurs de l'alcoolisme	217
CHAPITRE VII. — La responsabilité des actes commis en état d'ivresse.	236
CHAPITRE VIII. — La lutte contre l'alcoolisme en France	265

